

Chimie à la libyenne

Somme-nous à la veille d'une nouvelle opération militaire américaine contre la Libye ? Certains experts, dans les capitales de l'Europe occidentale, commencent à le craindre. Le ton de leurs interlocuteurs américains leur rappelle celui utilisé en 1986 par M. Vernon Walters, envoyé spécial du président Reagan, lorsqu'il était venu solliciter la coopération de plusieurs gouvernements dans la préparation du raid mené contre Tripoli et Benghazi.

L'attaque de 1986, à laquelle seule M. Thatcher avait finalement prêté son aide, était destinée en principe à venger l'attentat commis contre une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des G.I.s en permission. L'objectif, que menace depuis plusieurs semaines Washington est situé à une soixantaine de kilomètres de Tripoli, à Rabta, où le colonel Kadhafi finirait de construire avec la complicité de firmes occidentales, notamment ouest-allemandes, une usine capable de produire deux armes chimiques bien connues, deux gaz : l'ypérite et le sarin.

Dès le mi-novembre, les États-Unis avaient mis la chancelier Kohl en garde contre les agissements de certaines sociétés de RFA. Une enquête vient enfin d'être ouverte à Bonn mais elle sera sans aucun doute fort longue, tant il est aisé de détourner à des fins militaires une usine d'engrais ou même de médicaments. L'Irak en sait quelque chose qui a su se doter, grâce également à des complicités occidentales, de plusieurs unités de production d'armes chimiques.

Les États-Unis ont fourni à certains gouvernements, pour évaluer leurs accusations, divers indices, notamment des photos prises par satellite. Aucun de ces éléments n'est cependant probant à 100 %. Pourquoi, dans ces conditions, ont-ils repoussé sans contre-propositions précises l'offre du colonel Kadhafi d'une inspection internationale de l'usine, en cause ? « Ces installations peuvent être modifiées dans un très court délai », dit-on au département d'État, et une inspection ne prouverait rien.

De nombreux experts occidentaux ne partagent pas un tel pessimisme : une inspection surprise par des spécialistes avisés permettrait selon eux de se faire au moins une idée des capacités diverses d'une telle installation. Sinon, ajoutent-ils, à quoi bon relancer les négociations sur l'interdiction d'utilisation et de fabrication des armes chimiques, samedi prochain à Paris, où doit s'ouvrir la conférence chargée de compléter le protocole conclu en 1925 aux seules fins d'interdiction ?

Une attaque américaine contre Rabta, compromettrait gravement la suite des négociations, auxquelles les États-Unis se sont déclarés très attachés. Elle ne vengerait pas pour autant les passagers du Boeing de la Pan Am détruit par un attentat au-dessus de l'Écosse, puisque la responsabilité du groupe d'Abou Nidal, lui-même protégé du colonel Kadhafi, n'est pas encore établie et ne le sera peut-être jamais.

Dernière hypothèse : en se livrant à des exercices de gentillesse, le président des États-Unis chercherait moins à préparer l'opinion à un ultime coup d'éclat qu'à persuader le colonel Kadhafi de modifier tant qu'il est temps les capacités de son usine. Réponse probable : avant le 20 janvier, date du départ définitif à la retraite de Ronald Reagan.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147-0104 4,50 F
3790147004500 01040

La polémique autour du démantèlement de la « loi Pasqua » Le gouvernement prépare un ensemble de mesures pour intégrer les immigrés

M. Michel Rocard prépare un ensemble de dispositions législatives qui devraient être soumises au Parlement lors de la session de printemps et qui tendent à définir une politique d'intégration des immigrés en France. Le président de la République avait indiqué à plusieurs reprises, au cours des dernières semaines, qu'il était nécessaire d'inscrire dans les lois de « nouveaux droits » relatifs aux étrangers et à leurs enfants. Il s'agit, dans

l'esprit du premier ministre, de prendre en compte les problèmes de démographie, d'habitat et d'enseignement, autant que les aspects juridiques liés à l'entrée et au séjour des étrangers en France (« loi Pasqua »). M. Claude Evin, ministre des affaires sociales, devait annoncer, mardi 3 janvier, des mesures visant à accélérer les procédures de naturalisation et à encourager les étrangers résidant en France à y recourir.

Braver Le Pen

par Daniel Vernet

Avec le sens de l'opportunité que personne ne lui conteste, M. François Mitterrand a veillé à ce que la trêve des confiseurs ne soit pas prolongée au-delà du temps du réveillon. Ses vœux ont donné aux oppositions du grain à moudre.

En rassurant le peuple de gauche sur sa préoccupation de justice sociale et surtout sur sa sympathie envers les immigrés, il a déclenché à droite et à l'extrême droite un « chahut » qu'il attendait.

Peut-être même l'espérait-il ? Condamné à la discrétion depuis ses sinistres jeux de mots et contraint à la modestie après avoir écarté de son parti le seul parlementaire élu sous sa bannière, M. Jean-Marie Le Pen va trouver dans les propos du chef de l'État une occasion de se manifester.

Déjà la droite classique crie au piège. Le président de la République rééditerait, selon elle, le coup du candidat Mitterrand pendant la campagne présidentielle : il

tirerait le Front national de ses cendres pour le jeter comme un brandon sur le RPR et l'UDF. L'argument est faible. Tactiquement, M. Mitterrand n'est plus dans la même situation.

(Lire la suite page 7.)

■ « L'après-Pasqua », par Robert Solé, page 8. ■ Une politique d'ensemble pour les immigrés ; L'accélération des procédures de naturalisation, page 36. ■ « 1789 et le droit de vote des immigrés », par Hervé Loursan, page 2.

Profits records pour les banques américaines en 1988

Les angoisses de Crésus

Alors que les caisses d'épargne connaissent de graves difficultés, les banques américaines auront dégagé, en 1988, 23 milliards de dollars de profits, près de sept fois plus qu'en 1987. Malgré ces bénéfices records, les banquiers comme leurs autorités de tutelle s'inquiètent du surendettement actuel des entreprises et des ménages américains.

NEW-YORK
de notre correspondant

« Alléluia, la fin du tunnel ! » Le banquier de Manhattan qui nous annonce avec un tel soulagement les résultats de son entreprise pour le troisième trimestre de l'année écoulée jubile avec rai-

son : après trois années de vaches maigres, les établissements bancaires américains viennent de vivre l'une de leurs meilleures périodes, multipliant par plus de six les profits de 1987 et dépassant nettement ceux de 1985, l'année-record. Selon les résultats déjà connus, les profits des 13 239 établissements inscrits à la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), organisme public chargé d'assurer les dépôts des banques commerciales, devraient dépasser 23 milliards de dollars, après avoir plafonné à 3,6 milliards l'année précédente.

Débarrassées, en partie, du poids de la dette latino-américaine, très à l'aise dans la vague de rachats d'entreprises en Bourse et portées par une économie en croissance, les banques américaines voient l'avenir en

rose : « Sans l'ombre d'un doute, l'année 1988 aura été la meilleure de l'histoire », affirme le président de la FDIC, William Seidman.

Pourtant, certains chiffres devraient tempérer l'optimisme né des résultats. D'abord, le problème de la dette du tiers-monde est loin d'être résolu, alors que l'endettement des entreprises américaines atteint désormais 2 000 milliards de dollars, exigeant pour certaines d'entre elles des dépenses de l'ordre de 25 % du cash flow sous forme de service de la dette. Un désastre intérieur est-il à redouter, après la catastrophe extérieure ? Certains experts pessimistes ne l'excluent pas.

CHARLES LESCAUT.

(Lire la suite page 33.)

LE MONDE diplomatique

Janvier 1989

LOGIQUES

Par Claude Julien

Des grèves viennent de le rappeler en France : le social est subordonné aux exigences de l'économie. Au nom des « grands équilibres », quelques centaines de francs mensuels sont refusés à des salariés vivant chichement. Le dualisme accentue ses ravages, en Europe, aux États-Unis, dans le tiers-monde. La « contrainte externe » ne pèse pourtant guère sur les riches, qui s'enrichissent. Dure loi de l'économie...

LE TEST DE L'IDENTITÉ BELGE

La mésentente entre Flamands et Wallons est-elle en train d'accoucher d'une nouvelle entité belge ? Le régionalisme gagne du terrain, la politique étrangère devient pour chaque communauté un moyen de s'affirmer. Tandis que le pays tout entier est partie prenante dans le grand mouvement d'unification européenne. Ainsi écartelé, l'État unitaire met en place une réforme institutionnelle qui prend des allures de test. Les problèmes internes ne sont pas pour autant résolus.

En vente chez votre marchand de journaux

Les chaînes privées à l'assaut du service public Télévisions : la fièvre espagnole

La directrice générale de la radiotélévision publique espagnole (RTVE), M^{me} Pilar Miro, devrait quitter sous peu ses fonctions, lâchée par les socialistes qui l'avaient nommée en 1986. Elle n'a pas survécu aux révélations sur ses notes de frais vestimentaires. Mais elle a préparé son entreprise à résister à l'éclosion des chaînes privées, prévue pour cette année.

MADRID
de notre envoyé spécial

Jesus Hermida est une vedette de la télévision espagnole. Son émission « Por la mañana » mélange chaque matin depuis 1987, pendant quatre heures, entretiens, variétés et séries mexicaines ou américaines, dont le fameux « Dynasty ». Cet ancien correspondant aux États-Unis n'est pas le premier à appliquer à l'Espagne catholique des méthodes adaptées de l'Amérique catholique.

Mais d'une certaine manière, le style de ce Jesus-là — entouré d'une pléiade de jeunes femmes — est emblématique d'une télévision publique qui vit de ses recettes publicitaires, et n'hésite pas à truster les droits espagnols de toutes les séries qui « marchent » outre-Atlantique, pour tenir le choc prochain de la concurrence.

Car le monopole des deux chaînes nationales TVE1 et TVE2 s'effrite. Déjà, trois chaînes publiques régionales ont vu le jour en Catalogne (TV3), en Pays basque (ETB) et en Galicie (TVG). Les télévisions andalouse, madrilène ou valencienne sont en gestation avancée pour 1989. Et voilà que le gouvernement a fait voter en mai dernier une loi, complétée en novembre par un plan technique, qui prévoit les premières émissions de trois chaînes nationales privées pour la fin 1989 !

Trois nouveaux réseaux dont la croissance sera lente. « Nous allons investir près de 30 milliards de pesetas (1,5 milliard de francs), explique le directeur général des télécommunications,

M. Javier Nadal, mais ces réseaux ne toucheront, pour commencer, que Madrid et Barcelone, puis 35 % environ du territoire à la fin 1990, pour passer à 80 % en 1994. » Bref, expliquent les détracteurs de ce plan, un tiers des Espagnols seulement seront concernés avant les élections de 1990, et les nouvelles chaînes ne pourront survivre sur ce marché restreint.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.
(Lire la suite page 13.)

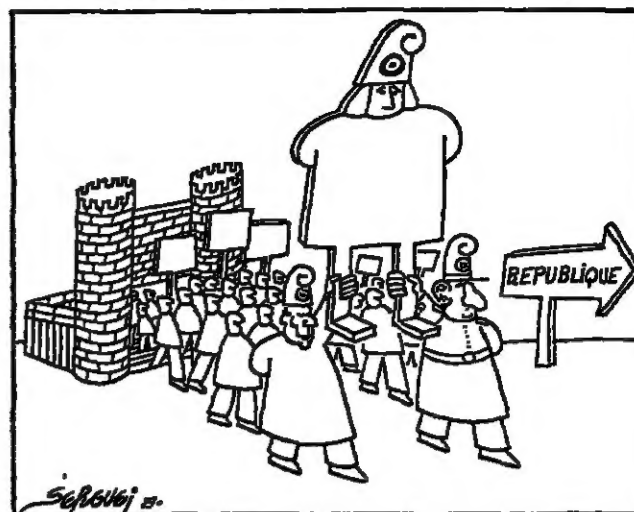
Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ La boucherie aux hormones. ■ Des coupe-circuit pour les incendies de forêt. ■ Le gène anticancer. ■ Point de vue : Billards privés, par le professeur Jean Castaing.
Pages 21 à 23

Un sondage IPSOS pour « le Monde » et TF 1

La culture révolutionnaire des Français



PAGE 16

Nouvelle rencontre Etats-Unis-OLP

L'ambassadeur américain à Tunis s'est déclaré preneur de toute information sur la destruction du Boeing de la Pan Am

PAGE 4

Les ambitions de l'Irak

Se considérant comme le vainqueur de la guerre avec l'Iran, Bagdad entend jouer un rôle dominant dans la région

PAGE 4

Des tribunaux en accusation

La Cour européenne contre la justice escargot

PAGE 10

La France, lanterne rouge du syndicalisme

Le taux de syndicalisation le plus faible des pays européens

PAGE 32

Marchandages pour l'A 86

Le maire de Rueil-Malmaison négocie des compensations pour le passage de la rocade de l'Île-de-France

PAGE 9

1988 dans le monde

Une chronologie des douze mois écoulés

Pages 17 à 20

Le sommaire complet se trouve en page 36

PAYS-BAS : par l'intermédiaire d'une société grecque

La firme Muiden Chemie aurait fourni des munitions à l'Irak

AMSTERDAM
de notre correspondant

Une série de scandales secoue la firme néerlandaise de munitions Muiden Chemie. Condamnée, le 28 décembre, par un tribunal d'Amsterdam pour exportation illégale de poudre et de pièces détachées d'obus vers l'Irak par l'entremise de manufactures d'armes yougoslaves, portugaises et autrichiennes, l'entreprise est accusée d'avoir fourni à l'Irak des munitions similaires, à l'initiative, cette fois, de la société d'armements nationalisée grecque EBO.

Selon le magazine d'actualités du 1^{er} janvier de la chaîne de télévision Varsa (socialiste), le gouvernement grec a signé avec le régime de Bagdad, en décembre 1986, un contrat de livraisons d'armes, par EBO, pour un montant de 82 millions de dollars. Pour exécuter ses engagements, EBO s'est adressée, en janvier 1987, à trois fabricants de munitions étrangers : Muiden Chemie, la firme italienne Erber et une mystérieuse société, Costac, qui ont reçu respectivement 16 millions, 12 millions et 4 millions de dollars. Cette répartition des fonds figure sur un bilan dans une note présentée par Varsa comme émanant du gouvernement d'Athènes et attribuant à EBO, à la demande de cette dernière et au nom de la Banque commerciale grecque, une garantie d'Etat à hauteur de 36 millions de dollars. Le texte est, en tout cas,

signé par M. Spiros Kaloudis, secrétaire d'Etat, qui a récemment démissionné, après que des informations eurent circulé faisant état de détournements de fonds liés au contrat de ventes d'armes avec l'Irak.

Ces malversations font actuellement l'objet d'une enquête à laquelle le ministre néerlandais des affaires économiques s'est déclaré prêt, lundi 2 janvier, à collaborer « pour faire éclater la vérité ». Mais sa position n'est pas des plus confortables : il a donné son feu vert à la livraison à EBO par Muiden Chemie de munitions, alors qu'une loi interdisait l'exportation « des biens stratégiques vers les zones à tension ».

Certes, les certificats d'importation présentés par la firme néerlandaise portaient bien la mention « Grèce » et, comme pour tous les partenaires de l'OTAN, aucune déclaration de non-réexportation n'était exigée. Mais, selon les journaux grecs interrogés par nos confrères hollandais, « personne ne pouvait ignorer que la destination finale des munitions était l'Irak ; même les fonctionnaires de rang modeste étaient au courant ».

Mardi matin, le parquet d'Amsterdam s'interrogeait toujours sur l'opportunité d'ouvrir de nouvelles poursuites contre Muiden Chemie, société au conseil de surveillance de laquelle siègent deux représentants de l'Etat, propriétaire de 25 % des actions.

CHRISTIAN CHARTIER.

BELGIQUE

La passation de pouvoir aux Fourons consolide le gouvernement de M. Martens

BRUXELLES
de notre correspondant

Les nouvelles autorités communales des Fourons ont prêté serment lundi 2 janvier, à l'hôtel de ville du plus célèbre village du royaume de Belgique. Même si le nouveau bourgmestre, M. Nico Droeven, a tenu à entourer de son écharpe aux trois couleurs belges son prédécesseur, cette cérémonie consacrait l'accession au pouvoir de la droite. M. Jos Happort et représentait une victoire pour le huitième gouvernement de M. Wilfried Martens.

M. Happort reste premier échevin (premier adjoint au maire). M. Droeven, qui, lui, parle néerlandais - M. Happort se refusait à prouver ses connaissances dans cette langue tant que les Fourons ne retourneraient pas dans la province francophone de Liège - a toujours déclaré qu'il se batrait lui aussi pour que sa commune quitte la Flandre et soit de nouveau rattachée à la Wallonie.

Un compromis accepté pour le premier fois

Les Francophones ont obtenu un certain nombre de compensations. Tout le monde se demande si le rattachement de la commune de Fourons, un piège dans lequel tomberait une nouvelle fois la classe politique du pays.

Il n'empêche : le symbole a vécu. M. Happort, « Monsieur H », comme l'appellent les Flamands, qui se refusent même à prononcer son nom, a, pour la première fois de sa carrière, accepté un compromis. Ce compromis qu'il refusait toujours et qui fait partie de l'essence même d'un pays condamné éternellement à composer avec lui-même.

Le gouvernement de M. Martens, composé des sociaux-chrétiens et des socialistes, dont on ne donnait pas cher lors de sa formation en mai 1988, vient ainsi d'engranger une nouvelle victoire. Après la réforme fiscale, celle des institutions - depuis le 1^{er} janvier la Belgique est un Etat fédéral -, l'affaire des Fourons est (provisoirement ?) réglée.

Le principal bénéficiaire de cette solution pourrait être le numéro un du Parti socialiste francophone, M. Guy Spitaels, qui ne siège pas au gouvernement. Après s'être habilement servi de « l'effet Happort » pour accroître son influence déjà très large en Wallonie, le Parti socialiste, comme il a su le faire si souvent au cours de son histoire récente, semble maintenant prêt non pas à abandonner - pas encore ! - l'ancien bourgmestre des Fourons, mais à le canaliser.

M. Happort pourrait même devenir le numéro deux sur la liste du PS aux élections européennes, déclare M. Spitaels lui-même. Celui-ci rétorque moins maintenant de se voir dépassé en « voix de préférence »

(les Belges votent soit pour une liste, soit pour une personnalité) par M. Happort qui a sans doute entamé une partie de son crédit en acceptant de céder sa place à M. Droeven.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

BIBLIOGRAPHIE

Voyages dans les pensées russes

Une suite de torpères et de révéls bruyants, souvent déconcertants : ainsi s'appelle l'histoire de la Russie. La période la plus contemporaine ne fait pas exception. Quel contraste entre la stagnation des années 70-80 et la perestroïka ! Commentaires et analyses, qui n'avaient pas grande nouveauté à se pencher sur le mouvement Brejnev et Tchernomir n'en finissent pas de quitter la scène, ont retrouvé l'inspiration. D'où vient, que fait, où va Gorbatchev ? Trois livres récents nous aident dans cette recherche. Ils sont bien différents les uns des autres, mais ont pour point commun de nous faire voyager dans la pensée politique russe.

Le premier de ces ouvrages est le plus ambitieux, non parce qu'il est le plus gros, mais par l'étendue de son champ d'exploration (1). C'est toute la société soviétique que Jean-Marie Chauvier présente. Une société « en mouvement » (c'est précisément le titre du livre) qui appartient à la fois à la catégorie rarissime des super-puissances et au monde sous-développé, mais qui doit se réformer très vite sous peine de s'effondrer. Le mouvement est dans la sous-développement. Une entreprise soviétique emploie deux à trois fois plus de salariés que l'entreprise occidentale qui a une activité équivalente. Son personnel travaille réellement quatre heures trente par jour. L'usine est construite en dix ou onze ans, alors qu'il aura suffi de un an et demi ou deux ans à une firme occidentale pour venir à bout du chantier.

J.-M. Chauvier est certes très critique, mais en même temps très attaché au pays qu'il raconte et dans lequel il a longtemps vécu depuis 1957. C'est un panorama assez complet qu'il nous offre, dans lequel les luttes, ou rivalités politiques, sont mentionnées mais reléguées au second plan. Notre auteur excelle dans la « soviétologie », mais se méfie quelque peu de cette branche particulière qu'on appelle la « krenologie ». Qu'importe après tout, puisque dans le domaine qu'il s'est choisi il a amassé quantités d'informations, étalées sur des années, et qui n'avaient pas toujours été remarquées. Avec lui, on saisit, par exemple, l'importance qu'ont eue dans le mouvement de la société les débats ou combats écologiques. Il a aussi lu et retenu ce qui se publiait en URSS lorsque la vie culturelle se réveille. Au creux de la nuit brejnevienne il a repéré les filons qui mènent à la perestroïka.

J.-M. Chauvier est un guide très vivant sûrement qu'il s'est déchargé de ses paquets de statistiques, et avec lequel on aimait discuter. On ne peut lui faire grief d'avoir sous-estimé l'importance de l'armée en URSS. Il dit très bien que dans ce pays cinq à six hommes travaillent pour un soldat, que 10 à 15 % du

revenu national sont consacrés à la défense (on a l'impression de lire une liste). Mais ces renseignements, peut-être parce qu'ils sont disséminés, ne suffisent pas pour faire sentir le poids de l'armée dans cette société. On ne lui fera pas davantage grief de remarquer que la dissidence n'a pas été un mouvement de masse. C'est l'évidence, et d'ailleurs il ne cache pas son admiration pour des hommes qui ont pris les plus grands risques parce qu'ils défendaient des idées alors peu communes. Mais il lui arrive de marquer quelque agacement à l'égard de ses ouï-dire de ces rebelles parmi les plus fameux. Avec ses airs de prophète, un Soljenitsyne a quand même joué un rôle capital dans l'évolution des mentalités.

Aux sources du léningisme

Si J.-M. Chauvier s'exprime dans notre langue de tous les jours, le sociologue Claude Sergio Ingelorm, choisit, lui, résolument la difficulté (2). Pour passer des caractères cyrilliques aux caractères latins, il mène la translativité universelle internationale familière aux spécialistes, mais plutôt inconnue pour les profanes. Et puis, il tient à votre disposition quelques termes qui ne courent pas les rues. Attendez-vous donc à des « hypotèses », à des « architectoniques », ou à être priés de naviguer sans perdre souffle dans l'histoire, apocryphe. Mais faites l'effort de surmonter ces difficultés car le voyage vaut vraiment la peine.

M. Ingelorm a recherché dans la pensée politique russe du dix-neuvième siècle et du vingtième siècle ce qui a pu influencer le léningisme. En soi cette recherche n'est pas nouvelle : chacun sait qu'il y eut Marx dans la genèse du bolchevisme, il y eut aussi Herzen, Dobroulioubov, Tchernichevski (pardon de ne pas écrire Tchernievski) et d'autres. Ce n'est pas un hasard si Lénine a emprunté le titre de son ouvrage fameux au roman de Tchernichevski : *Que faire ?* Dans ce récit, le romancier mettrait en scène les « hommes nouveaux » et les « hommes spéciaux ». On a vu, non sans raisons, dans ces personnages les prototypes des « révolutionnaires professionnels ». Mais M. Ingelorm propose une lecture extrêmement fine - et qui renouvelle le sujet des écrits russes « antidespotiques » du dix-neuvième siècle. Tchernichevski, note-t-il, assigne à l'homme spécial « la tâche de susciter les « hommes nouveaux », mais ce bonhomme spécial lui inspire la méfiance d'un autre contexte et dans une société qui a dépassé le despotisme - nous qualifierions l'homme nouveau de « citoyen » et nous accepterions l'homme spécial à condition qu'il reste un militant sans

lancent-elles dans une course éperdue à la fusion ? C'est dans l'attente de 1992, assurent leurs dirigeants.

Un nouvel aéroport dans telle ville ? Un métro dans telle autre ? Une reconversion additionnelle dans un secteur industriel en difficulté ? Un nouveau programme d'aide à l'Amérique latine ? Une réforme de l'éducation ? Tout cela ne vise, on vous l'assure, qu'à un seul et même objectif : préparer 1992, ces quatre chiffres tellement envahissants que les Espagnols ne les désignent plus désormais que par le vocable familier et « noventa y dos » (le quatre-vingt-douze).

Que se passera-t-il donc au sud des Pyrénées durant ce fameux « noventa y dos » ? Plusieurs événements importants. Il est vrai, certains propres à l'Espagne, d'autres communs à toutes la Communauté. Ce sera d'abord la dernière étape avant la mise en place du marché unique européen, prévue pour le 1^{er} janvier 1993, et qui est attendue avec une appréhension particulière au sud des Pyrénées. 1992 sera également l'année où, pour la première fois, une ville espagnole, Barcelone, accueillera les Jeux olympiques : un défi qui met déjà en ébullition la Catalogne entière.

Un rude effort

Le sud du pays n'est pas en reste, puisque Séville prépare fiévreusement la grande exposition universelle qu'elle accueillera, elle aussi, en 1992. A titre de consolation, face à ses concurrens catalane et andalouse, Madrid exerce, durant la même année, les fonctions de capitale culturelle de l'Europe. Enfin, le pays tout entier célébrera en grande pompe, durant cette année faste entre toutes, le cinquantième anniversaire du débarquement de Christophe Colomb - un Génois, comme chacun sait, mais au service de la couronne espagnole - en Amérique.

Autant de défis multiples qui présentent une caractéristique commune : ils obligeront l'Espagne à démontrer à la fois sa compétitivité et sa capacité d'organisation, en un mot son degré de modernisation. La « noventa y dos » sera donc, en fin de compte, la grande année de l'entrée dans le monde d'un pays qui a trop longtemps vécu replié sur lui-même, et qui entend à cette occasion démontrer à l'étranger comme à lui-même qu'il est à même de figurer parmi les plus grands.

L'entreprise suppose un rude effort. Relever par exemple le défi du marché unique est sans doute plus ardu en Espagne qu'ailleurs : comment se lancer sans filet dans le monde pénil de la concurrence pour ce pays qui a traditionnellement vécu à l'abri d'un confortable cocon protectionniste ? Un protectionnisme qui a forgé les mentalités, que ce soit celles des gouvernements ou des gouvernés, des syndicats ou du patronat ?

N'attend-on pas tout de l'Etat, en Espagne, plus qu'ailleurs, de ses subventions comme des barrières qu'il dresse face à l'étranger ? L'organisation simultanée des Jeux olympiques et de l'Exposition universelle suppose de même un titanesque effort qui obligera l'Etat à remédier à ce qui constitue précisément l'un de ses talons d'Achille : l'infrastructure. Après une rude cure de rigueur, l'Espagne a connu, ces dernières années, un fort rythme de croissance, presque double de la moyenne européenne. Mais ce « décollage » rapide a fait surgir un nouveau goulet d'étranglement : celui des services publics, qui n'ont pas suivi ce développement échevelé.

Routes et chemins de fer, transports et télécommunications, mais aussi santé et justice, ont été dépassés par la croissance. D'autant que les socialistes se sont davantage préoccupés, dans un premier temps, d'accroître le nom-

bre de prestataires des services publics que la qualité de ces derniers. En se préparant à recevoir à Barcelone et à Séville, durant 1992, des dizaines de millions de visiteurs, l'Espagne - qui a déjà, il est vrai, l'expérience d'un flux touristique annuel de quarante millions de personnes - peut, par la même occasion, faire sauter ce « verrou des infrastructures » qui risque de limiter son développement.

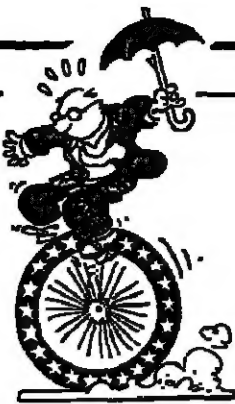
« Et noventa y dos » aura enfin une troisième dimension : celle des rapports avec le monde. En célébrant à la fois, cette année-là, le souvenir de l'odyssée de Christophe Colomb et son intégration complète et définitive au sein de l'Europe sans frontières, l'Espagne renforcera en même temps ses relations avec les deux régions du monde qui lui sont les plus proches : celle qui symbolise son passé et celle qui incarne désormais son futur. Deux régions qui, ensemble, résument toute son Histoire, et qu'elle entend d'ailleurs rapprocher, en devenant d'un certain manière, au sein de la Communauté, l'ambassadeur d'une Amérique latine que les Douze ont trop souvent négligée.

N'est-ce pas là beaucoup d'ambitions pour trois cent soixante-cinq jours ? Sans doute, reconnaît-on au sud des Pyrénées, où l'on écrit toutefois fermement aux vertus des dates en forme de « coups de fouet ». Le 1^{er} janvier 1986, date de l'entrée dans la Communauté, avait obligé l'Espagne à se mettre au diapason européen. Le 1^{er} janvier 1993 devrait l'obliger à se mettre au diapason mondial.

THIERRY MALINIAK.

1992 vu de Madrid

L'année de tous les défis



POLOGNE

Les intellectuels d'opposition réclament des élections libres

Une centaine d'intellectuels polonais ont signé un appel à l'organisation d'élections libres en Pologne, qui a été remis le 30 décembre au médiateur gouvernemental, M^{re} Ewa Letowska, et communiqué à la presse occidentale, lundi 2 janvier.

Parmi les signataires figurent neuf des quinze membres du « cabinet fantôme » constitué en décembre par l'opposition autour de M. Lech Walesa, dont le professeur Andrzej Stelmachowski, président du Club des intellectuels catholiques (KIK) de Varsovie, le docteur Zofia Kutowska et le cinéaste Andrzej Wajda. Le rédacteur en chef du grand hebdomadaire catholique de Cracovie, M. Jerzy Turwicz, a également signé l'appel, de même que cinquante-quatre universitaires. En revanche, M. Walesa et la direction de Solidarité ne l'ont pas signé, bien que leur position en faveur d'une réforme électorale soit notoirement connue.

Les auteurs de la pétition proposent que toute personne ayant le sou-

tien de 1 % de l'électorat d'une circonscription puisse être candidat, alors qu'actuellement la loi limite à deux ou trois le nombre de candidats, qui doivent en outre être agréés par le pouvoir. Les prochaines élections législatives sont prévues pour la mi-89.

Par ailleurs, trois adolescents polonais ont été arrêtés à la suite de l'explosion qui a endommagé, samedi, la mairie de Zory, dans le sud du pays, selon l'agence officielle PAP. Les policiers ont découvert chez eux des détonateurs utilisés dans les mines et des cartouches d'armes à feu.

Enfin, la présidence de la République ouest-allemande a annoncé, lundi, que le premier ministre polonais, M. Mieczyslaw Rakowski, se rendrait en RFA le 20 janvier pour le sixième centenaire de la naissance de l'ancien chancelier Willy Brandt. M. Rakowski rencontrera à cette occasion les principaux dirigeants ouest-allemands. - (AFP, Reuters.)

URSS : la mort de Iouli Daniel

Andrei Siniavski a reçu un visa pour Moscou

L'écrivain soviétique émigré Andrei Siniavski et son épouse, qui vivent à Paris depuis 1973, sont partis mardi 3 janvier pour Moscou, après avoir reçu pour la première fois des autorités soviétiques un visa de quelques jours afin de se rendre sur la tombe de leur ami Iouli Daniel.

Andrei Siniavski avait été jugé en même temps que le poète en février 1966 et condamné à sept ans de camp de travail pour propagande et agitation antisoviétiques. Iouli Daniel, qui est mort le 30 décembre à Moscou à l'âge de soixante-trois ans, avait été condamné à cinq ans de la même peine. Le procès de Daniel et Siniavski avait marqué le début d'une nouvelle ère de répression en URSS.

Iouli Daniel a été enterré lundi au cimetière de Vaganovskoe, à Moscou - où repose également le poète et chanteur Vladimir Vissotski - par un froid viv, en présence de quelques deux cents parents et amis, dans le recueillement et sans oraison funèbre.

En juillet dernier, le magazine *Ogoniok* a publié plusieurs poèmes de Iouli Daniel, victime d'une première attaque cardiaque un mois plus tôt. Puis, en septembre, les *Nouvelles de Moscou* ont publié un autre texte de lui, ainsi que le mensuel *Iounost* en novembre.

● Sergueï Grigoriantz libéré de prison. - Le dissident soviétique Sergueï Grigoriantz, qui vient de passer un mois dans une prison de la capitale arménienne Erevan, a dénoncé lundi 2 janvier la campagne de « calomnies » lancée selon lui par la presse officielle pour discréditer le Comité Karabakh.

Au cours d'une conférence de presse, chez lui à Moscou, M. Grigoriantz s'est notamment élevé contre un article du quotidien d'Arménie *Komounit* laissant entendre que des membres du Comité Karabakh, dont les dirigeants ont été arrêtés après le tremblement de terre en décembre, préparaient des actes terroristes. - (AFP, Reuters.)

Diplomatie

Un nouveau contact a eu lieu entre les Etats-Unis et l'OLP

Une deuxième rencontre a eu lieu, le 31 décembre à Tunis, entre les représentants des Etats-Unis et de l'Organisation de libération de la Palestine, a indiqué, lundi 2 janvier, un porte-parole de la Maison Blanche. Elle a réuni l'ambassadeur américain en Tunisie, M. Robert Pelletreau, et un représentant de l'OLP dans ce pays, M. Hakam Balaoui. Ce dernier est à l'origine de cet entretien, a précisé le porte-parole américain.

Toujours selon ce dernier, M. Pelletreau a informé son interlocuteur que les Etats-Unis étaient preneurs de toute information dont la centrale palestinienne dispose sur l'attentat contre le Boeing-747 de la Pan Am. Selon un journal britannique, *The Sunday Telegraph*, M. Yasser Arafat aurait accepté de coopérer avec les services de renseignements américains pour rechercher les auteurs de l'attentat (le Monde du 3 janvier). La première rencontre officielle entre les Etats-Unis et l'OLP avait eu lieu le 16 décembre à Tunis, au lendemain de l'annonce par Washington de l'ouverture d'un dialogue avec cette organisation; annonce qui avait elle-même suivi la visite de M. Arafat à Genève, au cours de laquelle il avait affirmé renoncer au terrorisme.

Une nouvelle série d'entretiens américano-palestiniens devrait commencer le 7 janvier, a indiqué à Madrid le représentant de l'OLP en Espagne, pays qui assure depuis le 1^{er} janvier la présidence de la CEE,

et qui doit accueillir M. Arafat à la fin du mois.

Par ailleurs, ancien ministre israélien des affaires étrangères, M. Abba Eban a qualifié d'« absurdes » les affirmations selon lesquelles l'émigration d'une « entité palestinienne » en Cisjordanie et à Gaza représenterait une menace pour la sécurité d'Israël.

Un dialogue « justifié »

Dans un long commentaire publié lundi par le *New York Times*, M. Eban (travailliste) estime que la décision des Etats-Unis d'entamer un dialogue avec l'OLP est « tout à fait justifiée ». « Les raisons de croire que la direction palestinienne a pris une nouvelle orientation sont trop fortes pour qu'elles soient automatiquement rejetées », affirme-t-il.

L'ancien ministre s'en prend en particulier aux amis d'Israël aux Etats-Unis et aux « faucons » dans son pays. Il leur reproche de présenter l'Etat hébreu comme « un Etat démilitarisé, tel l'Islande ou Monaco », face aux forces de l'OLP, « décrites comme les descendantes en ligne directe d'Alexandre le Grand, de Genghis Khan ». La réalité est toute différente, déclare M. Eban, en citant une étude du centre israélien d'études stratégiques. Le système de défense d'Israël, « une des merveilles du

monde », permet « la mobilisation de 540 000 hommes, de 3 800 chars, de 682 avions dotés d'une importante capacité de bombardement, de milliers de pièces d'artillerie et de missiles, et une redoutable capacité électronique ».

L'OLP, toujours selon cette étude à laquelle se réfère l'ancien ministre, « est forte de huit mille hommes, dispersés en plusieurs endroits, de zéro char et avion, de quelques armes à feu et d'aucun missile, mais est munie d'une variété de grenades, mortiers, pierres et bouillottes ». Si se créait « une entité dirigée par les Arabes dans une importante partie de la Cisjordanie et de Gaza, ou un Etat séparé, ou de préférence une confédération avec la Cisjordanie, elle serait la plus faible entité militaire sur la Terre », affirme M. Eban. « Les amis d'Israël, conclut-il, devraient éviter de créer un faux mythe d'une faiblesse israélienne. » Israël doit se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et au principe de retrait de territoires en échange de la paix, « un pas qu'Israël est assez fort pour faire ».

De son côté, la télévision israélienne a souligné, citant des sources militaires, que toutes les tentatives d'infiltration palestiniennes en Israël depuis un mois avaient été l'œuvre de groupes hostiles à M. Arafat. Le fait, en revanche, n'a tenté aucune attaque contre l'Etat hébreu depuis l'engagement du président de l'OLP à renoncer au terrorisme. — (AFP, Reuters.)

La polémique américano-libyenne sur une usine chimique s'élargit à la RFA

BONN
de notre correspondant

Un porte-parole du gouvernement ouest-allemand, M. Norbert Schäfer, a indiqué lundi 2 janvier que l'enquête en cours sur l'entreprise chimique Imhausen n'avait pas, pour l'instant, fourni de preuve de sa participation à la construction de l'usine de Raika, en Libye, soupçonnée par les Etats-Unis de produire des armes chimiques.

Révisée par le *New York Times* la semaine dernière, l'implication de la firme de Raika, dans le Bode-Wurtemberg avait déjà été signalée par le président Reagan au chancelier Kohl lors de la visite de ce dernier à Washington, le 15 novembre 1988. Ces accusations s'appuyaient

sur un rapport de la CIA et des observations effectuées par satellite. La direction des finances de Bonn a été chargée de déterminer si la firme a contrevenu à la loi interdisant l'exportation de matériaux pouvant être utilisés à la fabrication d'armes de toute nature. Depuis que l'affaire a été portée à la connaissance du public, le directeur général de l'entreprise, M. Jürgen Hippespiel-Imhausen, conteste farouchement les accusations américaines. « Nous n'avons rien à voir avec le projet Libyen », a-t-il déclaré, précisant qu'il ne s'était rendu en Libye qu'une seule fois, en 1980, pour étudier l'implantation d'une usine de polyéthylène à haute pression, un projet qui n'avait pas abouti, les Libyens ayant préféré la concurrence américaine.

Imhausen Chemie AG, fondée au début des années 50 est une entreprise réalisant l'équivalent de 270 millions de francs de chiffre d'affaires annuel, spécialisée dans la production de feuilles plastiques et inventeur d'un procédé de liquéfaction du charbon. Son capital est détenu en majorité par une société de Hong Kong, Dec Trading Company Ltd, et une société basée au Liechtenstein. Imhausen n'est pas la première entreprise chimique soupçonnée d'avoir participé à la construction d'usines capables de produire des armes chimiques.

Lourdes présomptions

En 1984, la CIA avait informé le gouvernement de Bonn qu'un groupe d'entreprises ouest-allemandes participait à la construction d'une usine de pesticides à Samarra, en Irak, qui produisait en fait des substances utilisées dans des gaz de combat. A l'époque, le gouvernement ouest-allemand avait déclaré qu'il n'y avait « aucun élément autorisant à conclure que des firmes allemandes aient livré des installations permettant de fabriquer des substances à usage militaire ». Néanmoins, le parquet a jugé que les présomptions étaient assez lourdes pour poursuivre son action contre vingt-cinq personnes et entreprises. L'instruction n'est pas encore close.

La mise en cause d'industries ouest-allemandes de la chimie, qui s'ajoute à la polémique surgie au mois de décembre concernant la livraison par une autre entreprise de matériaux fissiles au Pakistan, embarrasse le gouvernement de Bonn à la veille de l'ouverture à Paris de la Conférence sur l'interdiction des armes chimiques. Ce commerce illicite, que le gouvernement a beaucoup de mal à contrôler, « La loi est aussi trouée qu'un fromage de gruyère », a déclaré le député SPD Helmut Schäfer, « rend moins convaincantes les prises de position de la diplomatie de Bonn, toujours en pointe sur la question de l'interdiction des armes chimiques et la réduction des armements nucléaires ».

LUC ROSENZWEIG.

L'enquête sur l'attentat contre le Boeing de la Pan Am

Plusieurs sacs postaux n'ont pas été contrôlés à l'aéroport de Francfort

L'enquête ouverte pour tenter de retrouver les auteurs de l'attentat contre le Boeing-747 de la Pan Am se poursuit aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en RFA. Lundi 2 janvier, un porte-parole du procureur fédéral de Francfort, M. Hubert Harth, a confirmé que quatre sacs postaux et un cinquième renfermant des documents de la banque Manufacturers Hanover Trust, n'avaient pas été contrôlés avant d'être embarqués dans l'avion. Selon l'hebdomadaire *Bunte*, qui avait publié ces informations le même jour, les sacs, qui contenaient notamment du courrier de soldats américains stationnés en RFA, n'ont pas été vérifiés par les services de sécurité ouest-allemands de l'aéroport « parce qu'ils étaient en permanence sous le contrôle de responsables militaires américains ». *Bunte* affirme que l'engin qui a fait exploser le Boeing en vol au-dessus de l'Ecosse aurait pu être dissimulé dans l'un de ces colis qui pesaient au total 27 kilos.

A Lockerbie, les enquêteurs écossais et anglais ont retrouvé, lundi, une partie de la queue de l'avion qui s'était écrasé le 21 décembre. Les débris ont été localisés à Langholm, à une trentaine de kilomètres de la petite ville. Sur les deux cent soixante-dix victimes de l'attentat, soixante-neuf corps ont été, à ce jour, remis aux familles américaines. L'épouse du commandant de bord du Jumbo, M^{me} Ingrid Smith, s'est de nouveau plainte publique-

ment de la « lenteur » de la police chargée d'identifier les victimes.

Les mesures de sécurité ont été renforcées dans plusieurs aéroports européens, notamment à Rome, à Athènes et à Stockholm, où un représentant de la compagnie scandinave SAS avait reçu de la section d'Interpol, à Budapest, un message lui demandant d'être « particulièrement vigilant » et d'inspecter minutieusement ses avions « dans le monde entier ». Samedi, le journal de Stockholm *Aftonbladet* avait reçu une lettre indiquant qu'un des appareils de la SAS serait « prochainement » attaqué en raison de la médiation suédoise qui a conduit les Etats-Unis à entamer des conversations directes avec l'OLP. — (AP, Reuters.)

ment de la « lenteur » de la police chargée d'identifier les victimes.

Les mesures de sécurité ont été renforcées dans plusieurs aéroports européens, notamment à Rome, à Athènes et à Stockholm, où un représentant de la compagnie scandinave SAS avait reçu de la section d'Interpol, à Budapest, un message lui demandant d'être « particulièrement vigilant » et d'inspecter minutieusement ses avions « dans le monde entier ». Samedi, le journal de Stockholm *Aftonbladet* avait reçu une lettre indiquant qu'un des appareils de la SAS serait « prochainement » attaqué en raison de la médiation suédoise qui a conduit les Etats-Unis à entamer des conversations directes avec l'OLP. — (AP, Reuters.)

ment de la « lenteur » de la police chargée d'identifier les victimes.

Les mesures de sécurité ont été renforcées dans plusieurs aéroports européens, notamment à Rome, à Athènes et à Stockholm, où un représentant de la compagnie scandinave SAS avait reçu de la section d'Interpol, à Budapest, un message lui demandant d'être « particulièrement vigilant » et d'inspecter minutieusement ses avions « dans le monde entier ». Samedi, le journal de Stockholm *Aftonbladet* avait reçu une lettre indiquant qu'un des appareils de la SAS serait « prochainement » attaqué en raison de la médiation suédoise qui a conduit les Etats-Unis à entamer des conversations directes avec l'OLP. — (AP, Reuters.)

ment de la « lenteur » de la police chargée d'identifier les victimes.

M. Ceausescu allié de Kadhafi et représentant des Lumières

Le colonel Kadhafi a un allié sûr en la personne de M. Ceausescu. Le chef de l'Etat et du parti roumain, dans son discours du Nouvel An, a exprimé sa solidarité avec le dirigeant libyen, accusé par les Américains d'avoir doté son pays d'une importante usine d'armements chimiques.

Loin d'écarter les soupçons américains, M. Ceausescu les a indirectement confirmés en justifiant la possession par les petits pays de ces armes qu'il présente comme un « moyen de dissuasion ». Il a ajouté qu'il n'était pas question pour le Roumanie de signer un traité de non-prolifération des armes chimiques tant que d'autres, et en particulier les deux super-puissances, n'auraient pas souscrit pour leur part à « un accord de liquidation totale des armes nucléaires ».

On peut s'attendre que cette argumentation fournisse la trame de l'intervention que le ministre roumain des affaires étrangères, M. Ion Tita, fera dans quelques jours à Paris, lors de la conférence internationale sur les armes chimiques à laquelle doi-

vent participer les représentants d'une centaine de pays.

M. Ceausescu, si l'on en juge par son discours du Nouvel An, pourrait également troubler un autre forum international : la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), en principe sur le point de s'achever à Vienne. Cette conférence devrait se terminer par l'adoption unanime d'un document final qui comporte notamment, dans son chapitre « droits de l'homme », l'abandon de certains principes visant à garantir les libertés religieuses. Le Roumanie, a déclaré le Conducteur, « ne signera pas un texte qui, dans certains domaines, fait revenir l'humanité cinq cents ans en arrière, au temps de l'inquisition », et qui, sous prétexte de droits de l'homme, organise le retour à la bigoterie, à l'obscurantisme et à l'esclavage ». Après deux ans de laborieuses négociations, les participants à la conférence de Vienne risquent donc de connaître encore, par le digne représentant des Lumières, quelques ultimes tourments.

Proche-Orient

Se considérant comme le vainqueur de la guerre avec l'Iran

L'Irak entend jouer un rôle prépondérant dans la région

BAGDAD
de notre envoyée spéciale

Sur les façades des grands hôtels illuminés de Bagdad, les vœux de nouvelle année clignotent, et sans aucun doute, pour ces premiers jours de l'an sans guerre depuis huit ans, les vœux des Irakiens vont vers une consolidation de la paix. Chacun y croit désormais, même si les officiels affirment toujours qu'ils doutent des véritables intentions de l'Iran.

Dans l'attente de la reprise des négociations avec Téhéran sous l'égide de l'ONU, dont la date n'a toujours pas été fixée, les dirigeants irakiens campent sur leurs positions et n'envisagent pas de céder d'un pouce tant que ne leur seront pas donnés ce qu'ils estiment être la confirmation de la volonté pacifique de Téhéran : le débâclement du Chant el Arab et la libre circulation dans le Golfe. « Jusque-là, affirme un officiel, nous maintiendrons des troupes en territoire iranien ».

L'armée irakienne occupe toujours une mince portion de territoire en Iran sur le secteur central du front. « car le cessez-le-feu, premier point de la résolution 598, doit couvrir le droit du nettoyage du Chant el Arab et ce point n'a toujours pas été atteint ». « La paix, poursuit-il, ne peut pas être décrétée par les Nations unies. Elle doit reposer d'un accord entre les deux belligérants. Or les Irakiens ne savent pas exactement ce qu'ils veulent. Trop de tendances contradictoires s'affrontent chez eux pour que nous puissions juger de leur réelle volonté ».

Tout se passe en fait, selon un diplomate arabe, comme si Bagdad, assuré d'un arrêt des hostilités, attendait la chute du régime Khomeiny pour véritablement signer un traité de paix avec des interlocuteurs à l'avenir plus durable. Mieux vaut faire la paix plus tard avec des gens sûrs que plus vite avec un régime divisé en tendances dont on ne sait pas très bien qui va l'emporter, tel est le sentiment qui semble prévaloir à Bagdad.

Dans la mesure où nul ne croit à la reprise prochaine des hostilités et où l'Irak reste, de toute façon, prêt à répondre à toute tentative iranienne menaçante, le temps pour conclure la paix n'a plus la même importance. Les négociations de paix sont une chose que l'on va poursuivre, mais qui en aucun cas ne peut, dans l'esprit des officiels irakiens, entraver « le retour triomphant de l'Irak sur la scène arabe et internationale ».

Il est significatif, à cet égard, qu'un officiel irakien affirme que la priorité de la diplomatie de Bagdad est aujourd'hui la question libanaise. Pourquoi ne pas contre la Syrie, éternelle rivale de l'Irak ? « Nous ne nous sommes jamais désintéressés de ce pays », dit-on sans commentaires. Simplement, ce qui est nouveau « c'est que nous avons aujourd'hui plus de temps, plus de moyens à y consacrer et que nous croyons plus maintenant qu'avant que cette affaire doit se régler dans un contexte arabe ». Un contexte arabe dans lequel, aux yeux de Bagdad, la Syrie doit être isolée. Là-dessus, aucun doute, l'heure de la réconciliation avec Damas n'a pas sonné. Les officiels irakiens sont formels sur ce point : pas d'amélioration des relations avec Damas « avant un retrait syrien du Liban, une réconciliation Syrie-OLP, un arrêt de l'aide à la politique iranienne ». En fait, même si cela n'est pas dit aussi clairement, pas avant la chute du régime du président Assad.

En tête du monde arabe

Sortie victorieuse d'un conflit sanglant qu'elle estime avoir mené au nom de la nation arabe, l'Irak entend bien en retirer les bénéfices et jouer un rôle politique prépondérant au Proche-Orient. Les officiels irakiens ne cachent pas, à cet égard, leur ambition et affirment que « leur victoire les place en première position pour travailler au renforcement de la solidarité arabe », c'est-à-dire, en quelque sorte, en tête du

monde arabe. Consciente, toutefois, des craintes ressenties en particulier dans les pays du Golfe face à la nouvelle puissance irakienne, Bagdad a multiplié dernièrement les déclarations rassurantes sur sa volonté de ne pas intervenir dans les affaires des autres pays arabes et précisé n'avoir aucune revendication sur ses voisins.

Si la solidarité arabe est à l'ordre du jour, l'unité, en revanche, n'est plus aujourd'hui qu'un but stratégique très lointain pour les Irakiens qui entendent d'abord faire preuve de leur indépendance. Qui à l'indépendance des relations interarabes, à leur approfondissement, au développement des échanges économiques, dit-on. Mais chacun est ce qu'il est et doit le rester. L'union économique irako-égypto-jordanienne évoquée à Amman ne semble pas recevoir beaucoup d'échos à Bagdad.

Pour l'instant, la grande affaire du régime irakien est d'asseoir sa puissance par un développement tous azimuts des ressources du pays, qui puisse permettre l'autonomie dans quasiment tous les domaines et de s'affranchir du seul débouché pétrolier, qui représente encore 98 % des exportations irakiennes. Prioritaire pour un pays qui sort de huit ans de guerre, l'industrie d'armement continue sur une lancée, au dire des experts, « surprenante ». Le missile antimissile FAO-1, expérimenté avec succès le 19 novembre dernier, a marqué une nouvelle avancée de la technologie irakienne, qui avait déjà mis sur pied deux missiles sol-sol utilisés avec beaucoup d'efficacité dans la guerre des villes, de février à mars dernier.

Que l'Irak bénéficie pour cela du concours de scientifiques étrangers qu'elle fait venir par contrats individuels, n'entraîne rien au succès d'une industrie gérée, selon les spécialistes, de façon très efficace par le gendre du président Saddam Hussein, M. Hussein Kamel, un ingénieur de l'armement qui a fait une partie de ses études aux Etats-Unis. Ministre de l'Industrie et de l'Armement militaire, M. Hussein Kamel, est entouré d'une équipe de très haut niveau scientifique, ne s'embarrassant

pas, dit-on, de la bureaucratie très lourde de l'administration irakienne et règle les problèmes de son département comme n'importe quel autre gestionnaire occidental.

« Il n'est plus question aujourd'hui pour les Irakiens, affirme un expert, d'acheter simplement du matériel. Tous les contrats envisagés, civils ou militaires, doivent obligatoirement comporter un transfert de technologies qui leur permette de se libérer petit à petit de la dépendance étrangère. Ils cherchent dans toutes les directions et l'on n'a sans doute pas fini d'avoir des surprises ».

La vague de privatisations

Souci d'efficacité aussi sans doute, l'économie socialiste se libéralise et la privatisation est le grand mot du discours économique officiel. Le gouvernement a ainsi offert récemment à la vente soixante-dix petites usines dans le cadre de son plan de privatisation de certains secteurs de l'industrie légère, touristique et hôtelière. De même, des encouragements à l'investissement arabe se font multiples et des lois protégeant les prises de participation contre les dangers de la nationalisation ont été émises. La libéralisation des importations — n'importe quel Irakien peut importer des produits sans qu'on lui pose des questions sur l'origine de ses devises — a pour l'instant amélioré la qualité et la quantité des produits disponibles à Bagdad, même si ceux-ci restent d'autant plus chers que le contrôle des prix a été allégé. La privatisation risque toutefois de se heurter encore longtemps aux barrières d'une bureaucratie tatillonne et peu encline à se montrer libérale.

Les projets gouvernementaux sont, en tout cas, comme le dit un diplomate « baïbyoniens ». Mais, s'empresse-t-il d'ajouter, le pragmatisme aide, tous ne seront pas forcément réalisés, au moins dans le temps prévu, malgré la très lourde dette (50 milliards de dollars) dont

3 milliards, il est vrai, dus aux pays du Golfe sont considérés comme une « dette de sang » et ne seront pas remboursés).

Bagdad voit loin, et des projets d'envergure existent dans tous les secteurs : raffineries, complexes pétrochimiques, centrales thermoelectriques, mise en service de nouveaux champs pétroliers, scieries, barrages, irrigation. Sans compter le très ambitieux plan d'extension du chemin de fer, dont le coût est estimé à 10 milliards de dollars. Les Irakiens insistent sur le formidable potentiel économique du pays qui, affirme-t-il, lui permettra de se refaire assez vite une réserve financière.

Si le pari économique à long terme paraît à de nombreux experts raisonnable compte tenu des ressources de l'Irak, on ne peut souligner toutefois les plus prudentes compléments, exclure pour ce long terme des risques de problèmes politiques inhérents à un régime qui reste totalement autoritaire et policier. Il est trop tôt pour juger des effets de l'annonce par le président Saddam Hussein, fin novembre, de l'autorisation du multipartisme et de l'amnistie générale pour les prisonniers politiques à l'exclusion des collaborateurs avec l'Iran. Mais le passé incite à la plus grande prudence. Les élections parlementaires de 4 mars prochain, pour lesquelles la liste des candidats reste soumise à un comité d'experts qui doit juger de la recevabilité des candidatures, seront peut-être une indication du degré de liberté réellement autorisé. En attendant, la seule liberté restreinte depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu a été le rétablissement des communications téléphoniques internationales par l'automatique qui permet de nouveau aux Irakiens, qui en apprécient grandement la portée, de communiquer plus ou moins librement avec le monde extérieur. Cette mesure, très appréciée, fait espérer maintenant à chacun la levée de l'interdiction des voyages à l'étranger.

FRANÇOISE CHIPAUX.

19, av. Victor Hugo - 16^e

SOLDES D'HIVER

de 10 % à 20 %

Barnett

Chaussures Habillées

| | | |
|----------------------|-------|-------|
| BLAZER pour P. L.P. | 12000 | 9600 |
| LODGE Turtl | 15000 | 12000 |
| VESTE 100 % Shetland | 18000 | 14400 |
| COUVERTURE 100 % | 22000 | 17600 |
| MONTRE 60 % Cash | 25000 | 20000 |

Chaussures, vêtements, accessoires, etc.

RAYON MESURE INDIVIDUELLE

Pure Laine Peignée COUVERTURE 2000 F

Conseil G

**BONNE ANNEE
FRATERNITE!**

“PUY DE DOME, MONT FRATERNITÉ”

**Que 1989 soit une grande année
pour les Droits de l'Homme et la Fraternité!**

Conseil Général du Puy-de-Dôme

Avec le concours de **LA MONTAGNE**
CENTRE FRANCE

هكذا من الأصل

Les réactions après l'annonce d'une réforme des lois sur l'immigration

L'opposition semble rêver encore d'éviter un nouveau débat sur l'immigration après l'annonce par le président de la République de la « révision » des dispositions légales « ni équitables ni justifiées » visant les étrangers. « Opération politique », clament le RPR, M. Jean-Claude Gaudin et aussi, avec un bémol, M. Pierre Méhaignerie. M. François Mitterrand, à l'entendre, n'aurait eu d'autre objectif que de semer la zizanie dans la droite et de permettre au Front national de se refaire sur son terrain favori, sinon exclusif.

Pour M. Alain Juppé, la loi Pasqua de septembre 86, dénoncée à l'époque par la gauche et dont les associations de défense des droits de l'homme n'ont cessé de souligner les méfaits, était parfaite. « Nos amis centristes », comme dit le secrétaire général du RPR, n'y avaient rien trouvé à redire. La seule parade trouvée par M. Juppé paraît devoir beaucoup à l'incantation : nous sommes sur le même bateau, ramons ensemble !

La perspective des élections municipales, qui n'avait certainement pas échappé à M. Mitterrand, oblige les centristes à de nouvelles acrobaties. Si MM. Jacques Barrot et Bernard Stasi estiment — contrairement à ce qu'affirme M. Juppé — que la loi Pasqua n'est pas un modèle d'équité et qu'il peut être légitime de vouloir en modifier certaines dispositions essentielles, M. Méhaignerie dans le même temps dénonce la « manœuvre » du président de la République. Celui-ci, selon M. Gaudin, s'est fait « l'agent électoral » du Front national.

L'extrême droite l'a certes compris ainsi. Sans attendre davantage, elle lance une « pétition nationale » contre les « lobbies cosmopolites » (vivent les années 30!) qui auraient inspiré la démarche de M. Mitterrand.

A refuser « l'ouverture », les centristes ont pris le risque de s'enfermer à droite. M. Mitterrand n'a aucune raison de se priver de leur rappel. A eux de montrer qu'ils peuvent assumer le débat qu'ils estiment nécessaire sur l'immigration sans que la contrainte des alliances municipales et la menace du Front national ne brident une fois encore leur expression.

P. J.

La droite dénonce un « coup politique »

Les déclarations de M. François Mitterrand exprimant, le 31 décembre, le souhait « que soient révisées sans tarder des dispositions législatives applicables aux immigrés (...) ni équitables ni justifiées » ont provoqué des réactions négatives à droite. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a dénoncé lundi 2 janvier, sur RTL, « un coup politique gros comme une maison ».

« Avant l'élection présidentielle », a expliqué M. Juppé, M. Mitterrand nous avait déjà fait le coup, en nous expliquant qu'il ferait tout son possible pour donner le droit de vote aux étrangers. Après, on n'en a plus entendu parler. C'était en fait — tout le monde l'a fort bien compris a posteriori — une manœuvre politique. Le secrétaire général du RPR a affirmé que les mesures prises par M. Charles Pasqua en 1986 pour lutter contre l'immigration clandestine étaient « de bonnes mesures, qui ont donné de bons résultats et qui, à l'époque, avaient été approuvées par [ses] amis centristes, qui faisaient partie du gouvernement ».

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi, à Marseille, que le président de la République « souffre sur les brisées du Front national et devient un excellent agent électoral de Le Pen ». Selon M. Gaudin, M. Mitterrand a

« voulu dire » : « Le Front national s'assoit, réveillons-le, cela ne peut profiter qu'à la gauche ».

Le Centre national des indépendants (CNI) estime, lui aussi, que « si François Mitterrand vise, en annonçant la mise à mort de la loi Pasqua, à mobiliser un électoral de gauche quelque peu en désarroi, il cherche, surtout, à désunir la droite à deux mois des élections municipales ».

Le CDS rejette l'affrontement idéologique

M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, s'est demandé, lundi sur Europe 1, quel est « le but recherché » par le chef de l'Etat. Toutefois, a-t-il expliqué sur Radio-France internationale, « si les dispositions présentées par le gouvernement paraissent bonnes », les centristes les voteront. Refusant la relance d'un « débat excessif et passionnel », M. Stasi a souligné que « la France ne peut pas accueillir tous les exclus du monde entier » et qu'il faut « prendre toutes les mesures qui peuvent faciliter l'intégration des immigrés dans la communauté nationale ».

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, rejette, lui aussi, l'« affrontement idéologique ». Il estime, dans le *Quotidien de Paris*

de mardi, que « le meilleur système est le contrôle juridictionnel » des expulsions d'étrangers en situation irrégulière, mais que la justice ne doit pas être « trop lente ».

Le Front national a annoncé, lundi, le lancement d'une pétition contre « la politique d'immigration de la gauche ». Selon M. Carl Lang, secrétaire général de la formation d'extrême droite, « sous la pression d'Harlem Désir et des lobbies cosmopolites, Mitterrand donne des gages aux immigrés, leur ouvre plus largement les frontières et envisage de leur accorder le droit de vote ».

A gauche, M. Michel Pezet, candidat officiellement désigné par le PS à la mairie de Marseille, a répliqué à M. Gaudin, chef de file de la droite marseillaise, en le qualifiant d'« agent trouble qui oscille sans cesse entre les idées xénophobes et racistes et le personnalisme social ». Selon M. Pezet, M. Gaudin « est, lui, l'agent du Front national dans la droite », parce qu'il gère avec les amis de M. Le Pen le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, parce qu'il avait « négocié, en juin dernier, les désistements réciproques droite-extrême droite » et parce qu'il « est prêt à constituer, demain, une majorité avec le Front national afin de devenir le maire de Marseille ».

Les associations antiracistes demandent, comme SOS-Racisme l'avait fait dès le 1^{er} janvier, l'abrogation de la loi Pasqua. C'est le cas du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), qui s'est déclaré, lundi, « satisfait » par les propos de M. Mitterrand, mais qui « souligne l'importance d'ouvrir les conditions d'exercice de la citoyenneté, notamment le droit de vote dès les prochaines élections municipales ».

La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a pris acte « avec satisfaction » des intentions exprimées par le chef de l'Etat, mais elle souhaite qu'« en cette année du Bicentenaire soit évité un nouveau repliement de mesures dépassées et de circonstance, au profit d'une réelle codification de l'immigration, conforme aux droits de l'homme ». Elle souligne que « le contenu de l'immigration » doit être « confié dans son entier aux juges judiciaires ».

Pour Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, la loi Pasqua est une loi « scandaleuse ». Mgr Gaillot s'est félicité, lundi, sur Radio-Montecarlo, des décisions annoncées par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, qui vont « permettre aux immigrés de se défendre lors des expulsions ».

Braver Le Pen

(Suite de la première page.)

S'il n'a pas créé l'extrême droite de toutes pièces, comme on l'en accuse parfois, il est vrai qu'il en a habilement joué pour diviser et affaiblir la droite classique. Mais cette œuvre est achevée. Point n'est besoin d'un Front national conquérant pour semer la bisbille dans une opposition soudée et sûre d'elle-même. Les premières réactions des centristes et des porteparole de l'UDF et du RPR, avant que M. Le Pen ait levé le petit doigt, en disent long sur leurs dissensions.

Sur le fond, il serait dangereux de payer le silence du Front national par de la pusillanimité sur des grands problèmes sociaux qui existent avec ou sans les surenchères de l'extrême droite. M. Le Pen était suffisamment encombrant quand il occupait le devant de la scène, il ne faudrait pas que les partis démocratiques soient paralysés par la crainte de le réveiller quand il s'assoit.

La seule question est de savoir si la loi Pasqua que le gouvernement, à la suite de M. Mitterrand, se propose de voter de sa substance garantirait aux immigrés un traitement « équitable » ou si les abus qu'elle a entraînés doivent être corrigés. En cette année du Bicentenaire de la Révolution française, rappeler que l'administration doit le céder devant la justice n'est pas mal venu.

De même la menace latente de M. Le Pen ne devrait pas empêcher le président de la République, le gouvernement et le Parti socialiste de soulever d'autres aspects du statut des immigrés, non pour trancher dans la hâte mais pour qu'un vrai débat national s'engage sur une véritable politique de l'immigration. S'ils ne le faisaient pas à cause de la proximité de telle ou telle

échéance électorale (on est toujours à la veille d'un scrutin), c'est alors qu'ils pourraient être soupçonnés de faire passer les considérations tactiques avant leurs convictions.

En avançant deux priorités pour 1989, le chef de l'Etat a bien marqué les nouveaux clivages de la vie politique française. Depuis que la manière de gérer l'économie — éloge de l'entreprise, protection du profit, hymne à l'exportation — est la même à gauche et à droite, l'impression s'imposait que, finalement, rien de fondamental ne les séparait plus et que, l'alternance aidant, le consensus allait s'installer. Prenant le contre-pied de ce courant, M. Mitterrand a souligné deux lignes de fracture qui ne passent pas nécessairement par les frontières traditionnelles entre les partis politiques : l'attitude envers les exclus (dont les immigrés) et la politique européenne.

Les immigrés « parlant » peuvent être plus à la gauche, mais les centristes ne devraient pas être insensibles au discours mitterrandien sur ce point comme sur l'autre. Les timorés du grand marché unique, qui considèrent plus volontiers les risques que les chances, se recrutent, à gauche, au parti communiste — et dans quelques franges socialistes — et, à droite, au RPR et au Front national, tandis que le gros du PS, les centristes et une bonne partie de l'UDF n'ont pas oublié leur tradition européenne. La ligne de partage chamboule les positions des uns et des autres. M. Mitterrand avait interrompu l'entreprise de recomposition du paysage politique entamée pendant la campagne présidentielle ; il est évident qu'il brûle de la reprendre. Ce ne sont pas les occasions qui manqueront cette année.

DANIEL VERNET.

M. Michel Hannoun (RPR) : « Le fond du problème, c'est l'intégration »

M. Michel Hannoun, député national chargé de la solidarité au sein du RPR et auteur du rapport très contesté dans son parti — sur « Le racisme et les discriminations en France », estime que les propositions du président de la République relatives à la réforme de la loi Pasqua « de 1986 sur les conditions d'entrée et de séjour des immigrés en France » ne traitent pas le fond du problème. « Aujourd'hui, nous a déclaré M. Hannoun, le véritable enjeu, c'est l'intégration. Il faudrait pouvoir rassembler sur ce sujet au lieu de relancer, volontairement ou non, les querelles ».

Selon l'ancien député de l'Isère, la « volonté politique » du président de la République est « évidente ». « Je croyais que son souci était la France unie, ses propositions ne sont pas des propositions de ras-

semblement, elles portent des germes de division. Le risque de la division n'est pas, pour M. Hannoun, au sein de la droite, « mais au sein du pays tout entier ».

« Je suis toujours inquiet », observe M. Hannoun, quand le sujet de l'immigration est traité de façon passionnelle ou comme un fond de commerce politique. La classe politique a mis cinq ans pour se débarrasser des vieux démons et des fausses solutions concernant l'immigration. Elle était prête à un consensus sur l'intégration, qui passe par la formation, l'urbanisme, l'emploi, la vie dans les quartiers ».

A propos de la loi Pasqua, M. Hannoun observe qu'elle « se justifie tant qu'on n'aura pas fait l'intégration ».

M. Devedjian (RPR) : « Opposition totale »

M. Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, estime qu'« à chaque élection, M. Mitterrand agit l'apaisement des immigrés et renforce donc le Front national ». « Plus le Front national est fort, plus le PS est content, nous a-t-il déclaré, et le problème des alliances électorales va à nouveau se poser. Le RPR est le seul à avoir pris clairement position là-dessus. Nous attendons de nos collègues de l'opposition qu'ils fassent de même ».

Sur le fond, le député des Hauts-de-Seine se déclare « totalement opposé » à une modification de la loi Pasqua sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, qui donnerait

au pouvoir judiciaire l'autorité en matière d'expulsion actuellement dévolue au pouvoir administratif. « D'une part », explique M. Devedjian, « notre appareil judiciaire est insuffisant pour faire face efficacement à une telle charge de travail. Une procédure judiciaire suppose une instruction, un jugement, un appel et un pourvoi en cassation éventuels, soit une durée pouvant s'élever à deux ans. On ne pourrait donc pas expulser les clandestins pendant ce délai ». D'autre part, le député des Hauts-de-Seine estime qu'une telle mesure « jetterait la suspicion sur le corps préfectoral qui a pour mission de faire respecter la loi ».

M. Méhaignerie (CDS) : « manœuvre »

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, nous a déclaré : « Ce n'est pas en passionnant le débat qu'on aidera à résoudre le problème de l'immigration ». Condamnant une « manœuvre politique et une position tactique » du chef de l'Etat, M. Méhaignerie constate que « les méthodes concrètes sur le terrain sont meilleures que les grands débats nationaux ».

Si le président du CDS n'est pas « hostile » à ce que « le fond du problème de l'immigration soit abordé », il précise « qu'il vaudrait mieux ne pas en parler sur un plan politique » et confier à une « commission des sages », sur le modèle de celle chargée de réfléchir au code de la nationalité, le soin de faire des propositions au gouvernement.

Quant au droit de vote des immigrés, M. Méhaignerie le juge impossible, « car le droit de vote est lié à la nationalité », mais se déclare très favorable à la création, dans toutes les communes à fort pourcentage de population étrangère, de « commissions de consultation, composées d'immigrés, qui donneraient leur avis sur les décisions relatives à la vie locale ».

Pour le président du CDS, « il y avait, au plan politique, d'autres problèmes urgents qui méritaient d'être abordés : l'adaptation du système éducatif, la réforme et l'allègement du secteur public et le problème de la convergence fiscale européenne ».

(Publicité)

3^e SALON RÉGIONAL
DES NOUVEAUX CRÉATEURS EN ARTS PLASTIQUES
VILLE DE CHEVILLY LARUE
du 10 au 19 janvier 1989
Vernissage samedi 14 janvier à 17 heures
Centre culturel communal : 102, avenue du Général-de-Gaulle

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

125^{F*}



2 JOURS DE SOLDES À LONDRES
*Prix par personne, traversée maritime A/R sur la base d'un prix forfaitaire de 500 F pour 1 voiture + 4 personnes.



AYEZ DONC LE RÉFLEXE

SEALINK

SCIENCE & VIE
MÉMOIRE DE L'EAU
LE DEFI AU DOCTEUR BENVENISTE

Science & Vie offre un million de francs à M. Benveniste s'il démontre scientifiquement ce qu'il appelle « la mémoire de l'eau ».

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- LES FRANÇAIS « CAMÉS » AUX TRANQUILLISANTS. NOS MÉDECINS SONT-ILS DEVENUS DES « DEALERS » ?
- L'AVION INVISIBLE : UNE INCROYABLE AILE VOLANTE !

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

Politique

Après l'annonce d'une réforme des lois sur l'immigration

L'après-Pasqua

C'est une loi scélérate, ne cessent de répéter les défenseurs des immigrés depuis la promulgation de la loi Pasqua du 9 septembre 1986. Mais par quoi la remplacer ? Un beau débat s'annonce, non seulement entre la majorité et l'opposition, mais dans la gauche elle-même.

La loi Pasqua visait trois objectifs : limiter au maximum les entrées d'étrangers désirant s'installer en France, attribuer de nouveaux titres de séjour au compte-gouttes, et refouler les irréguliers et les clandestins.

Ainsi, la justification de moyens d'existence, qui était jusqu'alors une condition de séjour, est devenue une condition d'entrée en France. En outre, la carte de résident peut être refusée, même dans les cas où l'étranger est censé l'obtenir de plein droit. Quant à la reconduite à la frontière pour séjour irrégulier, elle relève du préfet et non plus de l'autorité judiciaire. Enfin, l'expulsion peut être subordonnée à une simple « menace pour l'ordre public », et l'avis négatif de la commission d'expulsion n'est plus contraignant.

Les nombreuses associations qui se sont mobilisées contre cette législation font valoir que la loi Pasqua, n'atteint pas seulement les clandestins, ou les auteurs de crimes et délits graves : c'est l'ensemble des étrangers vivant en France qui en seraient les victimes potentielles. Jusqu'à ces derniers jours, l'administration refusait systématiquement d'étudier des demandes de titres de séjour lorsque l'intéressé se trouvait en situation irrégulière au moment du dépôt de dossier, même lorsque cette situation était due aux retards ou aux négligences de l'administration. Cette attitude conduisait, dans certains cas, à transformer en clandestins des personnes ayant le droit de

s'installer en France : aussi bien des résidents depuis plus de dix ans que des conjoints de Français ou des parents d'enfants français.

On cite le cas de cette ressortissante sénégalaise, M^{me} C., venue en 1985 rejoindre son mari, lui-même en France depuis 1974, titulaire d'une carte de dix ans et travaillant depuis longtemps chez le même employeur. Leur enfant, né en octobre 1986, est français, en vertu du code de la nationalité. M^{me} C. n'a pu obtenir la régularisation de son cas parce qu'elle était en situation irrégulière au moment de la demande. Ce refus sera confirmé à plusieurs reprises par le ministère de l'Intérieur. Deux autres enfants sont nés, français eux-aussi.

Situations absurdes

Le 15 octobre 1987, le couple est convoqué au tribunal de grande instance de Nanterre : M^{me} C. pour « infraction au séjour » (elle risque de deux mois à deux ans de prison, ainsi que l'interdiction du territoire) ; M. C., pour complicité (on lui reproche d'avoir aidé son épouse à rester en France en situation irrégulière).

Ce dernier sera lui aussi reconnu coupable mais exempté de peine après l'intervention d'un avocat. Après de multiples démarches son épouse est toujours sans papiers.

De nombreux autres cas sont cités. Souvent, des cas limites, où l'étranger a commis au départ une erreur irrattrapable. Mais on arrive aussi à des situations franchement absurdes : comme cette Marocaine, titulaire d'une carte de résidente de dix ans, renouvelable de plein droit. En vacances dans son pays, elle a été contrainte d'accoucher sur place. La police de l'air et des frontières ne l'a pas autorisée à entrer en France

avec le nouveau-né : renouée à l'aéroport, elle a dû engager une procédure de regroupement familial.

Ces tracasseries inutiles et vexatoires, parfois lourdes de conséquences, devraient théoriquement être supprimées après les circulaires de M. Joxe. Mais c'est dans la loi Pasqua elle-même, et non dans ses circulaires d'application que figure l'essentiel : le pouvoir de reconduire à la frontière un étranger en situation irrégulière.

S'il s'agissait de la juger détestable, les adversaires de la loi Pasqua ne savent pas encore très bien par quoi la remplacer. Un retour pur et simple à la situation antérieure à septembre 1986 pourrait avoir de graves inconvénients, estime un groupe informel de juristes, appartenant à plusieurs organisations : GISTI, Ligue des droits de l'Homme, Syndicat des avocats de France et Syndicat de la magistrature (1).

En 1981, les socialistes avaient confié à la justice le soin de décider des reconduites à la frontière d'étrangers en situation irrégulière. Ce système, souligne le groupe de juristes, était inspiré d'excellentes intentions et semblait beaucoup moins arbitraire que le dispositif qui allait être mis en place cinq ans plus tard par M. Pasqua. En réalité, « non seulement, il n'a pas répondu aux espoirs que l'on avait fondés sur lui, mais il a produit des effets pervers tels que l'opportunité d'y revenir est loin d'être évidente ».

Les inconvénients du « tout-judiciaire »

Les juges se sont montrés, en effet, très peu laxistes. Dans certains tribunaux tout au moins, les reconduites à la frontière ont fini par devenir quasiment automatiques.

D'autant qu'à partir de juin 1983, les magistrats ont eu la possibilité d'utiliser la procédure de comparution immédiate et de décider des reconduites à la frontière comme peine de substitution immédiate exécutoire.

L'institution judiciaire, ainsi transformée en auxiliaire de la police, n'en est pas sortie grande.

Ce n'était pas le seul inconvénient du système antérieur à septembre 1986. Cette formule, remarque le groupe de juristes, avait aussi le défaut de transformer les étrangers poursuivis pour entrée ou séjour irréguliers en clientèle habituelle des tribunaux et des prisons, de les faire asseoir sur les mêmes bancs — et de les enfermer dans les mêmes cellules — que les délinquants de droit commun.

Même s'ils statuent de la façon la plus équitable qui soit, en respectant scrupuleusement des droits de la défense, les juges prononcent des peines, et les étrangers qu'ils condamnent à la prison ou à la reconduite à la frontière deviennent des délinquants.

En confiant la décision aux préfets, la loi Pasqua n'a pas fait mieux, estiment ces juristes : elle cumule les inconvénients puisque le séjour irrégulier reste un délit pénalement sanctionné quand la procédure administrative de

reconduite à la frontière n'a pas été utilisée. Les tribunaux correctionnels peuvent toujours, en effet, prononcer des peines de prison, assorties éventuellement d'une interdiction de territoire, en vertu de l'ordonnance de 1945.

Trois formules

Comment garantir une défense correcte à tout étranger susceptible d'être reconduite à la frontière ? Plusieurs conditions s'imposent, selon ces mêmes juristes : audience publique et contradictoire, communication préalable du dossier, assistance obligatoire d'un avocat et contrôle de l'autorité administrative aboutissant à une décision motivée.

Trois solutions sont envisagées :

1) La reconduite à la frontière redeviendrait une sanction pénale, prononcée par le juge. Mais l'entrée et le séjour irréguliers ne seraient plus passibles de prison.

2) La reconduite à la frontière resterait une mesure administrative, de la compétence du préfet. Mais, en amont, on permettrait aux droits de la défense de s'exercer. Et, en aval, une commission départementale se prononcerait sur la décision du préfet.

3) La reconduite à la frontière resterait une mesure administrative de la compétence du préfet, mais on confierait à l'autorité judiciaire le soin de contrôler l'exécution de la décision.

Cette formule « mixte » serait la meilleure, bien que portant atteinte, à la sacro-sainte séparation des pouvoirs administratif et judiciaire. Il y a des précédents : en vertu de l'article L 351 du code de la santé publique, la justice ne contrôle-t-elle pas les décisions préfectorales de placement des aliénés ?

Selon cette troisième formule, le préfet, après avoir pris sa décision, devrait obligatoirement saisir le juge du tribunal de grande instance.

Celui-ci statuerait à l'issue d'une audience publique, en présence du préfet, tandis que l'étranger concerné serait obligatoirement assisté d'un avocat. Si le juge refusait la reconduite à la frontière, l'étranger recevrait un titre de séjour. Un appel serait possible dans les vingt-quatre heures.

Aucun gouvernement responsable, de gauche ou de droite, ne peut se permettre aujourd'hui de fermer les yeux sur les irréguliers et les clandestins. Une nouvelle loi, si généreuse et compréhensive soit-elle n'instituerait jamais des frontières ouvertes. C'est la manière de l'appliquer qui sera essentielle.

ROBERT SOLÉ.

(1) Cette étude est publiée dans le dernier numéro (novembre 1988) de la revue trimestrielle *Plein droit* du Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (41, rue de Montreuil, 75011 Paris).

Les « propositions » socialistes

Les « Propositions pour la France », adoptées par le Parti socialiste le 17 janvier 1988, comportent un chapitre sur « l'intégration des immigrés », affirmant que l'objectif « des socialistes, clairement affirmé, est de réussir l'intégration dans la société française des populations étrangères, ou d'origine étrangère, se trouvant sur notre sol en situation régulière et souhaitant y demeurer ».

Dans ce dessein, ajoute le programme du PS, les socialistes se proposent de remettre en cause la législation sur le droit d'entrée et de séjour des étrangers adoptée en 1986, et d'assouplir les conditions de la naturalisation en raccourcissant les délais nécessaires à son obtention.

Le document socialiste affirme aussi que « le contrôle de l'immigration est légitime » et que « la politique de maîtrise des flux doit être responsable ». Il précise, notamment, que le « combat efficace contre l'immigration clandestine doit s'accompagner de la reconduite à la frontière sous contrôle du juge, et non soumis à l'arbitraire de l'administration », alors que la loi Pasqua avait supprimé le contrôle judiciaire. Il se prononce pour des « sanctions contre les employeurs

qui utilisent les filières d'immigration clandestine pour bénéficier d'une main-d'œuvre sous-payée ».

Les « Propositions pour la France » affirment, enfin, que « le déclin démographique de l'Europe, l'expansion rapide de la démographie dans les pays en voie de développement, le contraste entre la pauvreté des uns et la richesse des autres sont autant de facteurs qui rendent illusoire une fermeture indéfinie et intégrale des frontières en Europe ».

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

LE TITRE DU JOUR

Suivez les événements heure par heure

ACTUALITÉ

36.15 L'ÉCONOMIE

L'affrontement entre le maire et M. Michel Pezet

M. Vigouroux est mis en minorité au conseil municipal de Marseille

Au cours d'une séance houleuse du conseil municipal, M. Robert Vigouroux, maire (PS) de Marseille, a été mis en minorité, lundi 2 janvier, sur un dossier, dont il était le rapporteur, concernant la création d'une Ecole nationale supérieure de danse. A l'occasion du vote, sept élus socialistes ont enfreint la discipline de leur groupe et devraient faire l'objet d'une procédure d'exclusion.

MARSEILLE de notre correspondant régional

La séance du conseil municipal du lundi 2 janvier était la continuation de celle du vendredi 22 décembre au cours de laquelle, déjà, M. Vigouroux avait été mis en échec sur deux autres dossiers importants. Le maire de Marseille, qui a délibérément choisi l'affrontement avec sa majorité, en a appelé « au jugement des Marseillais » en dénonçant une « entente entre politiciens de métier » visant à l'empêcher de faire « son travail de maire ». Alors que la fin de son mandat s'annonce pénible, M. Vigouroux a été convoqué, à Paris mercredi 4 janvier, pour être entendu par la commission électorale du PS avec M. Michel Pezet, candidat officiel du parti aux élections municipales, et M. Yves Vidal, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône. L'issue des débats de cette commission, le bureau exécutif du PS doit se réunir pour examiner la demande des instances fédérales de prendre acte de l'« auto-exclusion » du PS de M. Vigouroux.

A l'approche du scrutin de mars prochain, les séances du conseil municipal de Marseille deviennent de plus en plus mouvementées et confuses. La dernière, qui s'est tenue sur plus d'une semaine, aura consacré, définitivement, la rupture entre le maire et sa majorité en provoquant l'écroulement du groupe socialiste. Le 22 décembre, M. Vigouroux avait déjà dû renoncer à faire adopter deux dossiers importants concernant un programme d'amélioration des ensembles HLM (rejetés à la suite d'un refus de vote du groupe socialiste) et d'aménagement des plages (renvoyé en commission).

Une « image pitoyable »

Au sujet du projet de création de l'Ecole de danse, le maire de Marseille a cependant franchi un échelon supplémentaire dans son affrontement avec sa majorité en imposant un vote individuel dont il ne pouvait méconnaître l'issue, puisque la commission chargée d'étudier le dossier, comme le groupe socialiste, avait émis un avis défavorable (1). Le groupe communiste s'abstenait et les droits refusés de prendre part au scrutin, ce projet a été repoussé avec, seulement, treize voix pour, celles de trois élus du groupe d'action économique et sociale, de deux élus non inscrits et de huit élus « dissidents » — dont M. Vigouroux — sur quarante présents ou représentés du groupe socialiste.

M. Michel Pezet, président du groupe PS, a aussitôt indiqué que ces derniers seraient « automatiquement exclus pour indiscipline ». Les débats, très vifs, se sont prolongés.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 3 janvier 1989 :

DES LOIS
N° 88-1241 du 30 décembre 1988 autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 156 concernant l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes : travailleurs ayant des responsabilités familiales.

N° 88-1243 du 30 décembre 1988 autorisant l'approbation d'une convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

UN DÉCRET

N° 89-1 du 2 janvier 1989 relatif au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

DES ARRÊTÉS

N° 22 du 22 décembre 1988 relatif au calendrier de l'année scolaire 1989-1990.

N° 6 du 6 décembre 1988 relatif aux émoluments, rémunérations ou indemnités des personnels médicaux exerçant leurs fonctions à temps plein ou à temps partiel dans les établissements hospitaliers publics.

DES LISTES

Des élèves de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Mulhouse ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1987.

Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Brest ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1987.

pendant deux heures sur ce seul dossier. Si M. Pezet s'est contenté de quelques piques à l'adresse du maire, plusieurs autres orateurs ont vivement pris à partie M. Vigouroux. « Vous n'avez pas le droit de prendre le conseil municipal en otage pour votre campagne électorale », a notamment protesté M. Guy Vermeier (PC).

Il y en a assez : Un peu plus de dignité ! Comme Marseillais l'image pitoyable que nous donnons de nous-mêmes nous fait mal au cœur. La campagne électorale, dehors ! M. Jean-Claude Gaudin (FR) a, pour sa part, explosé en dénonçant « la situation grotesque » dans laquelle le maire de Marseille plaçait le conseil municipal et en accusant M. Vigouroux de vouloir faire prendre des décisions « à la hussarde » pour que « vous puissiez dire, dans quelques semaines, j'ai fait ceci, cela et tout le reste ».

« La population jugera »

Quant à M. José Yborra (RPR) il a estimé, tout à trac, que M. Vigouroux « n'était plus en état de diriger cette mairie » et lui a conseillé de « prendre du repos ». La confusion persistant, les présidents des divers groupes municipaux se réunissent, alors, pour voter un texte affirmant qu'ils « n'admettent plus le fonctionnement actuel du conseil municipal » et qu'il « ne faut pas considérer cette confusion comme le résultat de leur volonté et de leur attitude ». La séance se termine cependant dans le calme avec le vote de plusieurs dossiers de routine.

Au cours d'une conférence de presse, M. Vigouroux devait expliquer que les dossiers contestés étaient « au point » mais qu'ils avaient été rejetés à la suite d'une « entente entre politiciens de métier cherchant à utiliser la technique du renvoi en commission sous de fausses prétextes. Je n'ai pas admis et c'est pour cela que j'ai résisté. C'était un acte de transparence. Il fallait que cette opposition se manifeste au vu et au su de tous car en me gênant, on gêne, en réalité, Marseille et les Marseillais. La population jugera ».

Fidèle à sa tactique, qui consiste à se présenter devant l'opinion publique comme un maire « au dessus des partis » et uniquement soucieux des intérêts de la ville, M. Vigouroux pense, en effet, qu'il a tout à gagner de ces joutes qui l'opposent au « microcosme municipal ». Au prix d'une mise en minorité, il a mis en lumière la cassure officielle du groupe socialiste et démontre qu'il n'était pas totalement isolé au sein de son parti, même si les élus qui lui ont apporté leur soutien — à l'exception de M. Jean-Jacques Léonetti, ancien député, — n'ont jamais joué de rôle dans le PS marseillais. M. Pezet a donc été conduit à en découdre avec son « concurrent » alors que son intérêt immédiat est d'attendre que la direction nationale du PS tranche en sa faveur le conflit dont il est prisonnier.

GUY PORTE.

(1) Le PS comme le PC estiment, en particulier, que le projet ne peut être voté tant que le ministère de la culture n'a pas signé une convention avec la ville et la région concernant les frais de fonctionnement de l'établissement.

M. Messmer renonce à la mairie de Sarrebourg

METZ de notre correspondant

M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, ne se représentera pas aux élections municipales à Sarrebourg (Moselle), en mars prochain. Il a annoncé officiellement sa décision lundi 2 janvier, à l'occasion de la traditionnelle cérémonie des vœux de la ville. « Beaucoup s'interrogent et ne comprennent pas. Je me suis déterminé en raison de mon âge », explique-t-il. M. Messmer, âgé de soixante-trois ans au mois de mars prochain, il est maire de Sarrebourg depuis dix-huit ans.

Son échec aux législatives de juin 1988 a sans doute influencé ce choix. Cette bataille perdue l'a marqué profondément au point que dès le soir de sa défaite, il avait décidé de se retirer de la présidence départementale du RPR. Sa retraite, M. Messmer l'a amorcée en 1982 en ne demandant pas le renouvellement de son mandat de conseiller général de Moselle. Son attitude, à l'époque, avait laissé croire à certains de ses dauphins potentiels que l'heure de la succession était proche. Il n'en a rien été. Aujourd'hui encore, il conserve la haute main sur le RPR lorrain, intervenant, lorsqu'il le décide, sur des décisions de fond. Cette attitude caractérise également sa présence au conseil régional de Lorraine (seul mandat électif qu'il conserve).

J.-L.T.

PREMIER COLLOQUE
sur
LE REFERENDUM D'INITIATIVE POPULAIRE
Le samedi 7 janvier 1989
au Palais des Congrès - Porte Maillot

Le référendum d'initiative populaire est une pratique courante en Suisse, aux Etats-Unis, voire en Italie. Ce système de participation des citoyens peut-il être introduit en France ?

Avec la participation de M. André DECOCCO, Mme Michèle GUILLAUME-HOFNUNG, MM. Jean-François AUBERT, Jean-Yves LE GALLOU, Henry de LESQUEN, John G. MCCARTHY Jr., Jean FOYER, Jacques MEDEGIN, Jacques GARELLO, Mme Martine DAUGREILH, MM. Alain PEYREFITTE, et Yvan BLOT.

Renseignements et inscriptions :
Yvan BLOT, Président de l'ASD
(Association pour le Développement de la Démocratie Directe)
4 rue de Stockholm - 75008 PARIS. TEL. 42.94.10.19

A Strasbourg

Un délai raisonnable

Celle-ci a finalement admis que l'affaire de M. H... n'avait pas été jugée dans le délai « raisonnable » prévu par la Convention. Ce délai, selon la jurisprudence de la Cour, ne s'apprécie pas dans l'absolu.

Routine indifference

BERTRAND LE GENDRE

Les conditions dans lesquelles la ville de Strasbourg a acquis ce tableau ont été contestées par la veuve (le *Monde* du 28 décembre 1988), qui s'estimait lésée, ce qui entraîne l'inculpation, début décembre, pour abus de confiance, de M. Jean-Daniel Ludmann, conservateur du Musée des beaux-arts de Strasbourg.

Décès

CARNET DU MONDE
Tarif : la ligne H.T.

| | |
|--------------------------|------|
| Toutes rubriques | 79 F |
| Abonnés | 69 F |
| Communicat. diverses ... | 82 F |

Renseignements : 42-47-95-83

Durand : « Questionnements et interprétations des erreurs en mathématiques (élaboration de modèles pour la compréhension des comportements de réponse et la construction d'outils pédagogiques à supports technologiques) ».

— Université Paris-IV, le samedi 11 janvier 1989, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M^{lle} Any Bards : « Les débuts de Zinabé Gippins : « De message du Nord à la voie nouvelle (1888-1914) ».

265 m².
9 000 000 F
 télex : 450 000 F)
 P. 173 (17308) Rochefort, cédex.
 n° 2255.
 s. charges : Centre des impôts foncier
 perré, place des Cordeliers
 le, cédex.
 8-50.
 nées. Abonnement 130 F par an.
 6 Paris cédex 09 ou
 204.

pellation par la brigade financière de la PJ de Lyon. Il s'agit de Marcel Chavant, cinquante-sept ans, directeur de Cash ; Gérard Kientz, quarante-cinq ans, qui faisait patienter les fournisseurs ; Haboubi, Hamadi, quarante-quatre ans, chargé d'écouler une partie des produits dans son épicerie, et enfin des deux « têtes » supposées du trafic : Serge Bahadourian, quarante-trois ans, et son associé Dany, trente-cinq ans.

Toutes rubriques 79 F
Abonnés 69 F
Communicat. diverses ... 82 F
Renseignements : 42-47-95-83

CINÉMA

« Les Maris, les Femmes, les Amants », de Pascal Thomas

Le devoir d'être heureux

Après sept ans de silence, l'échec d'un projet fleuve sur Léautaud et beaucoup de films publicitaires réussis, Pascal Thomas revient avec les Maris, les Femmes, les Amants, chronique attendrie, décousue, charmante, sur la faiblesse des hommes, à huit ans comme à quarante, et leur infinie passion des femmes.

Il avait dix ans. Des lunettes. Un cheveu sur la langue. Un grand-père qui le regardait en disant : « Qu'est-ce que j'ai fait au bon Dieu pour avoir un petit-fils aussi laid ! » Ces choses-là vous brisent le cœur ou le bronzent.

Pascal Thomas, à l'évidence, n'a pas été brisé. Bronzé non plus. Il est très pâle et agité. Un enfant qui redevient de rouille. Après un long silence de sept ans, son septième long métrage, *Les Maris, les Femmes, les Amants* est sur le point de sortir. Avec un titre explicite et un fort contenu autobiographique, comme les précédents, des *Zozos*, *Pleure par la bouche pleine*. Ainsi sa belle-sœur Odette, qui n'a pas eu beaucoup de mal à se reconnaître dans le portrait-charge de la dépressive Odette (Hélène Vincent), lui réclame-t-elle des droits d'auteur.

Pascal Thomas parle trop vite. Citations et aphorismes sortent de sa bouche comme les pièces de monnaie d'une machine à sous bien huilée, en cascades trébuchantes. Si on lui déclare qu'on aime son travail, qu'on y voit dans ses meilleurs moments un cocktail astucieux de Woody Allen, il chasse le compliment avec un agacement bien feint et vous laisse

l'entière responsabilité de votre opinion. Il admet cependant qu'il a voulu offrir une « comédie allègre et trouver une réponse convenable à l'angoissante question que pose le vaudeville : comment renouveler la scène du placard ». « J'ai décidé, dit-il, d'être de plus en plus frivole. Et comme disait Stendhal, « Je ne collectionnerai plus que les moments de bonheur ». Il précise : « Il vous mieux faire ce pour quoi on est fait. Comme disait Aragon de Matisse à qui on reprochait d'avoir peint des fleurs pendant la guerre : « Avec un fusil, il aurait été nul. » On compatis alors aux difficultés qu'il semble avoir eues à « monter » un film avant d'aboutir à celui-ci, il répond : « Je n'aime pas me plaindre. Et comme disait Bernard Shaw : « La souffrance ne constitue pas un mérite. » Il ajoute tout de même avoir souffert d'abandonner un projet assez cher (dans tous les sens du terme) : la *Jeunesse de Paul Léautaud*. C'est été un état de la France de 1910, *Revue blanche* et *crue de la Seine* comprises.

Enfance chahuteuse

Ne parvenant pas à mener à bien son ambitieux dessin, Pascal Thomas s'est donc replié sur la publicité. Le mot à un curieux effet, elle le rend (provisoirement) muet. On repose la question. « La publicité ? Ça vous intéresse vraiment ? » Pourquoi pas, après tout le sport, pour les pâtes Barilla est signé Fellini. Thomas consent alors à admettre qu'il a, en effet, réalisé quatre courts films de pub, qu'il fait ça comme un cordonnier des chaussures, parce qu'il en a la compétence, mais que d'après lui, c'est très loin du cinéma. Et qu'on lui doit, entre autres, « Reaukt, le voiture à vivre », et le *Journal Saint-Moret* à la manière de *Jours de fête*.

Dans les *Maris, les Femmes, les Amants*, il y a énormément

d'enfants. Et parmi ceux-ci (grandis), les aïeux, évidemment. « Ils ont joué dans mes films dès qu'ils ont été en âge de le faire. Mais si j'ai une tournure en famille, je n'ai jamais voulu mettre ma famille en vedette. Jusqu'ici, ils n'étaient signalés au générique que par leur seul prénom. J'avais été horrifié de l'apparition du petit David Drach au Festival de Cannes, après les Visions du bal, dans son smoking de velours et sa chemise à jabot aux côtes de son père, Michel Drach. »

Aujourd'hui, tout est changé. Clément et Emilie ont dix-huit et vingt ans. Ils veulent « vraiment » devenir comédiens. Ils ont cessé, au générique et dans la vie, de n'être que des prétextes.

Les jeunes Thomas sont très bien dans le film, au diapason d'une distribution fleuve où se prennent, s'éprennent, se déprennent pas moins de dix-sept personnages principaux. « Vous retrouverez notamment un de mes acteurs fétiches, Daniel Ceccaldi. Je le trouve de plus en plus mûr. Et Michel Robin. J'avais honte qu'on ne lui fasse jouer que les clochards. Je lui ai donné un rôle de PDG. »

Chand, nostalgique, photogénique, l'un des héros du film de Pascal Thomas est incontestablement l'été. « Le dernier été de l'île de Ré, avant le pont, où l'île de Ré, en voie de « balnéarisation », menacée par le béton », Pascal Thomas dit qu'il « a tourné sous le signe de la lune ». S'empresseant de raconter que, cherchant une maison comme souvent au cours de sa vie, Simonon avait remonté toute la côte Atlantique. Puis était arrivé à La Rochelle où la lumière était si belle, qu'il avait éclaté en sanglots.

Il rappelle aussi au passage son enfance chahuteuse, ses heureuses années de pension, son incapacité à s'exprimer devant un micro parce qu'aussitôt il a une vision de sa mère lui ordonnant : « Arrête ça ! » « Eh

oui, comme disait Jules Renard, tout le monde n'a pas la chance d'être orphelin. » Il affirme qu'il préfère Yves Mirande et Léo McCarty à Antonioni et Alain Resnais (ou s'en serait douté) et que, pour lui, une pièce de Sacha Guitry est « un bonheur sur la terre », il signale que deux pétitions circulent en ce moment, l'une pour que les films ne soient pas coupés par la pub à la télévision et l'autre pour que les



Promenades mélancoliques dans une maison de perdre son identité

films soient coupés par la pub à la télévision. Il a signé les deux, cet homme à la courbe de ses dents.

Et le mérite de ses passions : la recherche, l'achat (quel qu'en soit le prix), la collection obsessionnelle de manuscrits autographes. « J'ai commencé par une lettre de Verlaine avec un dessin. » Il a continué avec Guitry (le manuscrit de *Faisons un rêve*, écrit en deux jours), Courteline, Feydeau, Léautaud, Céline... Des lettres de la mère de Rimbaud lui ont été soufflées par le musée de Charleville. « C'est terrible, dit-il, s'empresseant de raconter que, cherchant une maison comme souvent au cours de sa vie, Simonon avait remonté toute la côte Atlantique. Puis était arrivé à La Rochelle où la lumière était si belle, qu'il avait éclaté en sanglots. »

DANIEL HEYMANN.

« Cités-Cinés » devient « Cité-Ville » à Thiais. — « Après avoir attiré 450 000 visiteurs à La Villette fin 1987 et début 1988, l'exposition « Cités-Cinés », adaptée pour un lieu ouvert, prend place sous l'appellation « Cité-Ville » au centre commercial de Belle-Epine à Thiais, dans le Val-de-Marne, du 15 au 28 janvier. Dix-sept décors symbolisant chacun un aspect de la vie urbaine attendent les spectateurs qui pourront y assister à la projection de montages et de films. Le 18 janvier, à 21 h 30, *Neuf mois toutes taxes*, le dernier film de Didier Karknia, est présenté en avant-première au profit de la Ligue contre le cancer. — (Corresp.)

* Renseignements : 48-53-12-14.

L'art des vacances

Des pères qui découvrent les premières mélancolies et les menues horreurs de la quarantaine avec une incrédule d'adolescent ; des femmes plus ou moins heureuses de leur liberté et tellement moins fortes que ne le rêvent les hommes ; des petits-enfants exquis ; des grands dédais et de petites piaseuses glapissantes : tout le cirque de Pascal Thomas est en

habitudes d'été, leur routine, dans l'île de leur enfance menacée comme le bonheur par un pont qui n'était pas achevé à l'époque du tournage. Entre Ré et Paris on s'égare un peu dans le tricot des intrigues amoureuses et des délires de chacun.

Guy Merchand est un cocu qui ne fait pas mystère de son infortune, en entendant l'île entière et

place pour son retour après de longues années de silence ou d'heureuse paresse.

Lui-même s'est représenté à trois âges de la vie : en gamin binocle, Stef (Damien Morel) qui a sans arrêt des coups de foude pour les filles (« Elle me plaît... »), en jeune homme à lunettes incertain de sa séduction comme de ses désirs et de ses chagrins (Clément Thomas), en adulte enfin, si l'on peut dire, dans la peau de Martin (Jean-François Stavenhagen), scénariste myope, épicurien en voie de désillusion, menteur par bonté, collectionneur de femmes et d'enfants.

Habitudes d'été

Ce triple autoportrait est sans doute le plus juste et le plus fin du film, parce que l'auteur est à la fois très lucide et plein de sympathie pour lui-même, à qui il pardonne tout, comme nous d'ailleurs, parce qu'il semble vraiment aimer la vie et savoir la faire aimer sans rien prendre au sérieux sinon le plaisir et quelques dégâts, dont celui du béton. Les autres personnages sont plus souvent esquissés, parfois un peu forcés. Il faut dire qu'ils sont nombreux — dix-sept — dans un scénario qui doit avoir été victime d'un vigoureux courant d'air avant la numérotation des pages.

Au départ en vacances pour l'île de Ré, les femmes mettent leurs maris et leur marmaille dans le train et restent entre elles à Paris, bien décidées à user de leur temps libre, comme autrefois les hommes. Ceux-ci retrouvent paisiblement leurs

Mais il est dans son tempérament de ne se priver ni limiter en rien, et c'est ce qui fait son charme de chroniqueur tendre et désinvolte, son succès auprès du public, cette gentillesse acides, déboussolée et critique, discrètement dédaigneuse, bien française. Et puis un homme qui déteste à ce point le pont de l'île de Ré mérite sans discussion notre affection et notre soutien vigi-

MICHEL BRAUDEAU.

Le Théâtre de la Ville a vingt ans

Problèmes de croissance

Après vingt ans d'existence, le Théâtre de la Ville reste une grande salle populaire tournée vers la création contemporaine, mais la tâche devient de plus en plus difficile.

Le Théâtre de la Ville a vingt ans. Confié à Jean Mercure, il est né en 1969 sur l'emplacement du Sarah-Bernhardt, qui n'en pouvait plus et se dégingolait tristement. Les grandes baies vitrées de style pompéien ont chassé les fameuses de la grande Sarah et ceux de Brecht ou des troupes des antipodes qui ont, dans les années 50, fait vivre le Théâtre des Nations.

En ce temps-là (les années 60-70), la salle à l'italienne, symbole d'une culture élitiste et bourgeoise, était bonne. Il fallait des gradins, d'où l'on devait en principe voir et entendre sans privilège de classe. Donc le Théâtre de la Ville, salle municipale à vocation populaire, est ainsi aménagé. Il contient actuellement — après un incendie et une refonte — mille places, rarement inoccupées, grâce à un système d'abonnements et de relations avec les responsables de collectivité qui avait fait ses preuves et avait été organisé par Georges Guette, venu du TNP de Vilier.

Mille places, une très large ouverture de plateau, pas de cintres mais des trappes. Disposition qui convenait à la conception épique du théâtre populaire. Les représentations du soir se donnaient en alternance. Les machinistes avaient tout le temps de rendre net le plateau occupé par les chanteurs et musiciens des « 18 h 30 », qui se produisaient avec le minimum de matériel et le plus petit temps devant le rideau de fer.

Mais la conception et les mœurs du théâtre se modifient. L'alternance est impossible à tenir sans une troupe nombreuse, permanente, d'acteurs et aussi de techniciens pour changer les décors d'un spectacle à l'autre. Finie l'alternance, les spectacles se donnent en séries de trente ou cinquante représentations au minimum, avec toujours mille places à remplir chaque soir.

C'est alors qu'apparaît la danse. Au milieu des années 70, la nouveauté vient de H. Gérard Violette, administrateur du théâtre avant de succéder à Jean Mercure, ne laisse pas passer l'occasion. « Actuelle-

ment, dit-il, nous sommes environ à 60 % de théâtre et 40 % de danse. Tout ce qui compte passe chez nous. Et nous donnons également leur chance aux jeunes chorégraphes peu connus. Mais nous ne pouvons pas les garder très longtemps, car nous devons absolument faire le plein. Une salle à l'italienne à moitié vide est moins catastrophique que lorsqu'il s'agit d'une salle en gradins. Il faut dire qu'en nombre de spectateurs une semaine ici équivaut à deux mois au Théâtre de la Bastille. »

Le Théâtre de la Ville ne possède pas cette fameuse seconde salle unanimement revendiquée par les grandes institutions. Or un spectacle qui remplit une salle de six cents places n'attirera pas davantage de spectateurs par représentation dans une salle de mille places, une telle salle étant, semble-t-il, mal adaptée aux nécessités actuelles. Pourquoi ? Mystère du théâtre.

En tout cas, ces mille places obéissent à Gérard Violette : « Notre programmation conviendrait à six cents fauteuils, ce qui permettrait aux spectacles de durer davantage, de se trouver, de s'épanouir. Avec mille, nous devons calculer, si l'on veut, selon la loi de l'offre et de la demande, il nous faut une seconde salle. J'avais proposé un projet pour l'Auditorium des Halles, mais la Ville a préféré le donner au Châtelet. D'ailleurs, c'était un pis-aller car nous ne pouvions pas y présenter de théâtre. Seulement la danse et la musique. Pour le théâtre, nous avons négocié avec l'Escalier d'Or, puis avec l'Orangerie de Soaux, enfin avec Jean-Claude Fall au Théâtre de la Bastille. Il est maintenant à Saint-Denis. Que décidera le prochain directeur ? Je ne sais pas. »

Gérard Violette souhaite sinon découvrir, du moins donner leur chance à de jeunes chorégraphes, de jeunes metteurs en scène, en leur offrant un théâtre prestigieux et une production, même sans l'aide du mécène qui se porte plutôt sur les opérations de prestige. « Cotinreau qui avait parcouru la saison entière de danse a préféré cette année se recentrer. Mais d'une façon générale, je suis un adepte de la coproduction, qui permet une exploitation plus longue, sans grever les budgets. L'important, c'est que les choses se fassent et que l'argent soit bien utilisé. »

COLETTE GODARD.

Deux disparitions

Le cinéaste tchèque Evald Schorm

On apprend la mort du cinéaste tchèque Evald Schorm, à Prague, le 14 décembre dernier. Il était âgé de cinquante-sept ans. C'était l'un des représentants de la nouvelle vague du cinéma tchécoslovaque des années 60. En 1969, son film *La Fin du curé* était projeté à Cannes. Auparavant, il s'était fait connaître par *Le Retour du fils prodigue*. A la suite de ses prises de position politiques, il fut systématiquement tenu à l'écart des studios par les autorités de son pays pendant dix-huit ans. Autorisé récemment à tourner, il venait d'achever *En effet*, il ne s'est rien passé. Entre-temps, Evald Schorm avait travaillé aux spectacles de la Lanterne magique à Prague et s'était essentiellement consacré au théâtre et à l'opéra. Sa dernière mise en scène fut le *Fidèle* de Beethoven.

Le professeur Niels Thulstrup spécialiste de Kierkegaard

Le professeur danois Niels Thulstrup, spécialiste mondial de l'œuvre de son compatriote, le philosophe Soeren Kierkegaard (1813-1855), est décédé à l'âge de soixante-quatre ans.

Théologien de formation, il avait enseigné, à partir de 1954, l'éthique, la théologie systématique et la philosophie des religions à l'université de Copenhague, qu'il quitta en 1986, suspendu par le ministre de l'Éducation pour ce que l'administration danoise s'était plu à appeler pudiquement des « difficultés de collaboration dans le domaine professionnel ». Entre 1961 et 1967, il avait travaillé comme pasteur dans une paroisse de province.

Censeur sans complaisance de l'évolution de l'Église luthérienne danoise contemporaine, il était parvenu à sa séparation avec l'Etat et de la suppression de ministère des cultes.

Fondateur, en 1943, de la Société d'études kierkegaardiennes, il avait mis en place la bibliothèque Kierkegaard, qu'il dirigea un moment. Il laisse une œuvre abondante : commentaires, essais philosophiques divers et surtout une thèse consacrée aux relations de Kierkegaard, ancêtre de l'existentialisme, avec la pensée de Hegel, traduite en plusieurs langues. — (Corresp.)

Sophia : une interview particulière.

Sophia Loren se raconte. Avec la Ciociara, la petite Cendrillon des années 40 rejoue sa propre histoire. Des années noires de son enfance, les rôles décisifs de sa carrière... Emotions et confidences. Dans le même numéro, le palmarès cinéma 88 de nos lecteurs et de nos critiques. « Bagdad Café » et « Les Gens de Dublin » tiennent le haut de l'affiche. L'événement 89 : Les bastilles à prendre. 25 personnalités répondent. Subversif, original et désopilant. Et cette semaine, Télérama vous met en garde contre le développement de la Télé Scandale aux États-Unis.



Télérama : l'intelligence des plaisirs. Chaque Mercredi chez votre marchand de journaux.

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

| | |
|--|--|
| CHATELET Mercredi 4 janvier 12 h 45 | Dans le cadre des MIDIS MUSICAUX MARTINE DUPUY Mezzo-Soprano ROSSINI |
| Vendredi 6 janvier 12 h 45 | NOVA THOMAS Soprano BELLINI, HADJIDAKIS, ROSSINI NICO VAN |
| Lundi 9 janvier 12 h 45 | VAN DER MEEL Ténor SCHUBERT, FAURE, WOLF |
| CHATELET Lundi 9 Mercredi 11 Vendredi 13 20 janvier à 20 h 30 Dimanche 15 janvier à 15 heures (p.a. Valenciennes) | MONTEVERDI L'INCORONAZIONE DI POPPEA Dir. musicale : PETER SCHNEIDER Mise en scène : PIERRE STROSSER |
| Gareau Mercredi 10 janvier à 20 h 30 (p.a. Valenciennes) | EL BACHA MOZART - SCHUBERT SCHUMANN - RAVEL |
| GAREAU Mercredi 11 Jeudi 12 et Vendredi 13 à 20 h 30 (p.a. Valenciennes) | QUATUOR ORLANDO MOZART - BRAHMS BEETHOVEN |
| GAREAU 45, r. Rodière Samedi 14 janvier 20 h 30 (Gareau) | MERLET Beethoven - Brahms Rogier Ducasse Debussy |
| GAREAU Mercredi 17 et vendredi 19 janvier à 20 h 30 (p.a. Valenciennes et O. et C.) | ARGERICH et ses amis Valéry AFANASSIEV Nico FREIRE Philippe HIRSCHHORN Michele MAISKY Alexander RABINOVITCH Le 17 : MESSIAEN BEETHOVEN - RAVEL RACHMANINOFF - SCHNITTKE RABINOVITCH Le 19 : SCHUBERT RAVEL - BARTOK REGIER - RABINOVITCH |
| Théâtre Gareau Jeudi 19 janvier 20 h 30 (Valenciennes) | CHOPIN Byron JANIS |

ORCHESTRE
DE
PARIS

Directeur Musical Daniel Barenboim
Directeur Général Pierre Viala
SALLE PLEYEL 20H30

4, 5, 6 janvier
Semyon Bychkov,
direction et piano
Katia Labèque, piano
Marielle Labèque, piano
Mozart,
Concerto pour trois pianos K. 242
Concerto pour deux pianos K. 365
Mendelssohn,
Symphonie n° 3 « Ecossaise »

13 janvier
14 janvier - 16h30
Daniel Barenboim, direction
Hildegard Behrens, soprano
Waltraud Meier, mezzo-soprano
Thierry Dran, ténor
Gary Lakes, ténor
John Tomlinson, basse
Wagner, Tristan und Isolde, Acte II

15 janvier - 21h
Dietrich Fischer-Dieskau,
baryton
Daniel Barenboim, piano
Mahler, « Des Knaben Wunderhorn »

18, 19, 20 janvier
Carlo Maria Giulini, direction
Mozart, Symphonie n° 40 K. 550
Bruckner, Symphonie n° 7

RENSEIGNEMENTS : LOCATION
SALLE PLEYEL 45630796

**GRAVURES ORIGINALES
A FAIBLE TIRAGE**
Œuvres de : Clave,
S. Delaunay, Friedlander,
Lanskoy, Masson, Van de
Velde, Zadkine etc.
**PRÉSENTATION
SUR RENDEZ-VOUS**
ARTS ET ENTREPRISES
46-06-96-88

ARTS

Les dessins de Matisse à Nantes

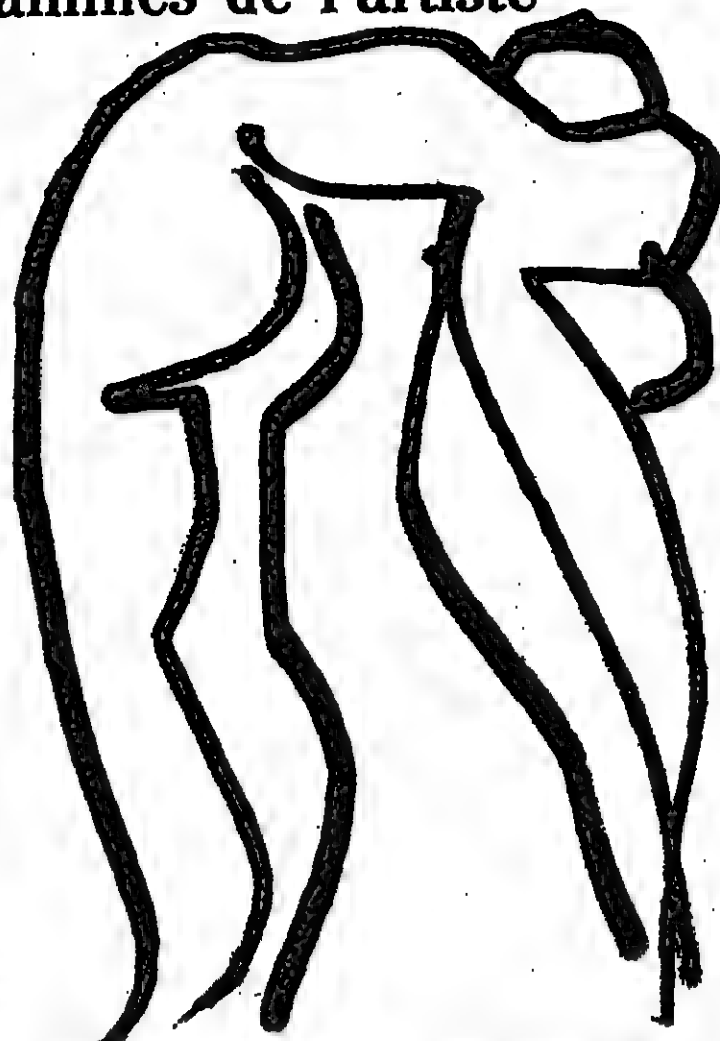
Les gammes de l'artiste

Le Musée Matisse de Nice, actuellement fermé pour travaux, possède du maître un des plus importants ensembles de dessins : cent quatre-vingts feuilles que les musées de Nantes, de Nice et de Saint-Etienne vont successivement accueillir.

La première étape, c'est donc Nantes, pour les lendemains de fêtes : une vraie fête sur cimaises d'un vert très soutenu sous une lumière douce. Qui doit même servir cette « blancheur attendrissante » de la feuille que Matisse cherchait à préserver dans ses « dessins rapides » au trait de plume d'une étourdissante virtuosité. Dessins d'extrême retenue et de liberté totale, aussi cérébraux que voluptueux, d'un trait sans repentir, saisissant au vol le tour irrégulier d'un visage, le contour avenant d'une hanche, la vie d'une feuille ou le bouillonné d'un tissu. Leur désarmante apparence de facilité résulte en fait d'un long travail d'analyse, d'empoignades du peintre avec son sujet, corps de femme, fleur ou visage, et d'une pratique continue, quotidienne du dessin, parallèlement à la peinture. Celui-ci préparant celle-là, celle-ci dominant l'autre parfois à des dizaines et des centaines d'études préparatoires, celui-ci pouvant être aussi le lieu d'une recherche spécifique, d'écriture complète « susceptible de produire virtuellement toutes les valeurs correspondantes de la couleur ».

La collection nicoise comporte de ces feuilles jallées d'une seule pièce, comme par enchantement, et qui se veulent à la fois traduction directe et pure d'une émotion, et modèle sans partage de la lumière. Mais elle recèle aussi un grand nombre de dessins au noir, au fusain et à l'estompe, longuement élaborés, fouillés dans les creux des ombres, quand d'autres conservent leurs caractères d'esquisse, de recherche inaboutie, ou enlevée au prix de multiples ratages et grattages. Soit à peu près toute la gamme du dessin selon Matisse. Cela depuis les académiques dont l'artiste ne s'échappa qu'après 1905 jusqu'au *Grand Plaqueau*, au *Masque* et à l'*Acrobate* de 1952, qui suivent le grand œuvre : la chapelle de Vence. Une soixantaine de numéros s'y rattachent justement, études pour le *Saint Dominique*, son manteau, ses mains tenant le livre, son visage enfin résumé en un ovale vide - et plein ; études pour le chemin de croix avec ce beau *Glissant pour la mise au tombeau* où le fusain devient l'incantation d'un corps partagé comme les premiers des sculptés.

Jusqu'aux années 20, la collection est un peu faible mais il faut signaler la suite de quatre *Nu debout* aux bras levés de 1907-1908 où Matisse se dégage des leçons d'école en sacrifiant les proportions au mouvement général, souple et lascif, du corps, au buste élargi ; et deux très belles pièces relevant des « méthodes de la construction moderne » : le portrait chapeauté de M^{me} Matisse de 1915 tout en lignes géométriques contraires, une jeune quadrillée, l'autre pas, ce qui



Grand acrobate (1952)

n'ait rien des traits, gentils du visage ; et le très digne et très dévoué *Géranium* dans un vase de 1915-1916.

Si la période nicoise est plus riche des années 20, il faudrait, pour mesurer la diversité des approches, des rôles que Matisse donne au travail du dessin, s'arrêter tout particulièrement sur les portraits qui scandent tout le parcours. Certains sont délibérément légers, voire extrêmement mondains, d'autres à l'évidence n'ont rien donné malgré l'acharnement de l'artiste à faire dire quelque chose à son modèle - par exemple Montherlant - alors que d'autres attrapent, concentrent dans le seul élan de la ligne la vérité d'un visage. A moins qu'il ne finissent en masque chinois.

Autre richesse du musée de Nice : l'ensemble d'études préparatoires

pour la *Danse* de la fondation Barnes à Mérim, qui, malgré une chronologie mal assurée - les feuilles ne sont pas datées - permet de saisir l'évolution du thème de *La fête de vivre* à partir de la *Ronde* de 1909, et sa reforme en fonction de l'empilement très difficile de la composition monumentale, dans trois arceaux au-dessus de trois boîtes vitrées. Ce dossier très complet concerne la première version de la peinture, celle du musée de la ville de Paris, où il devrait d'ailleurs être présenté bientôt, avec les esquisses peintes (également dans les collections nicoises) à l'occasion de sa nouvelle mise en espace.

GENEVIÈVE BREERETTE.
* Musée des beaux-arts de Nantes, jusqu'au 22 janvier, de Nantes du 13 février au 27 mars. Saint-Etienne, (Musée d'art moderne) : été 1989. Catalogue par Xavier Girard.

Georges Jeanclos au Musée de Cambrai

Une autre sculpture contemporaine

Une œuvre étrange, à l'écart des modes : celle de Jeanclos, modèleur de figures religieuses.

Jeanclos n'est d'aucun mouvement. Il n'appartient à aucune école, à aucune tendance - ou il est une tendance à lui tout seul, celle qui s'efforce de donner corps et volume à quelques sentiments humains, l'émotion, le deuil et la sérénité. Sa sculpture, toute de terre grise, est, comme l'on dit, figurative, narrative parfois, porteuse d'allusions et de souvenirs. Ses pièces posent dans l'espace une idole ou un groupe, enveloppés souvent de manteaux ou d'étoffes, allongés ou accroupis, immobiles et le visage calme, les yeux mi-clos, les lèvres serrées. Elles ont des titres étranges, *Kamakura* ou *Kashida*, ou presque anachroniques, *Dormition*, *Môse*, *Sacrifice d'Abraham*, titres que l'on avait pu croire interdits ou bannis depuis que l'art moderne s'était détourné du sacré.

Devant chacune de ces scènes, il vient d'abord à l'esprit une surprise coupée de crainte. C'est que Jeanclos est un praticien à l'adresse miraculeuse en un temps qui croit devoir préférer l'insaisissable et le sommaire. Etirant, modelant, insufflant de l'air à l'intérieur de ces voiles de terre, il obtient des effets de matière et de relief d'une stupéfiante légèreté. Cette virtuosité lui a valu ; elle l'a fait soupçonner de maniérisme et de futilité. On a vu en ces années Prix de Rome l'ultime illustration d'une espèce presque morte, celle des artistes trop adroits pour être profonds. A d'autres, il a paru comode de le présenter en héros discret de la restauration du « beau métier » des temps jadis. Hostiles ou élogieuses, ces considérations sur la technique avaient le même tort, celui de rester étrangères à l'essentiel de l'œuvre, qui n'est pas de procédés mais de sujets.

Car cette sculpture a des sujets. Elle se veut éloquent, allégorique à l'occasion, symbolique le plus souvent. Elle s'inspire de la Bible, elle prend son iconographie dans les Évangiles, elle garde en mémoire l'art grec, les stèles funéraires égyptiennes et étrusques, elle aime à rendre hommage à l'Inde et au Japon et parvient cependant à éviter l'éclectisme et le pastiche. Car il n'y a rien de véritablement grec, japonais ou étrusque chez Jeanclos, si ce n'est

une sorte de monumentalité sobre, de fûtité digne et silencieuse, qui convient à cet art de la commémoration et de la mort.

De la mort : peu de sculptures, parmi la quarantaine de celles qui forment la rétrospective de Cambrai, évoquent une autre obsession que celle de l'effacement. Les *Dormeurs* de Jeanclos, corps souples et lisses enveloppés de tissus à gros grain, pourraient être des cadavres en leurs sentiers humains. Sa *Naissance* est une douleur. Les œuvres conçues pour le portail de l'église Saint-Ayrol, de Provins, quoique respectueuses de la tradition iconographique, ne sont guère moins funèbres, et les dernières *Berques* sont explicitement des déplorations. Le gris de la terre, la stabilité des masses, la pesanteur que suggèrent certains mouvements de chair, l'enfoncement des anatomies dans le sol, tout renvoie à l'idée du deuil. Sans violence ni exhibition : alors que ses sculptures pourraient être grandiloquentes, l'auteur se garde de tout expressionnisme.

Mais non de toute tentation lyrique. Il lui arrive de juger nécessaire l'emploi d'une gestuelle dramatique qui n'est pas le plus convaincant de son travail. Quand les bras s'arrondissent en courbes trop pures, quand les visages ovales deviennent par trop masqués, et la rhétorique s'approche, rhétorique de noble origine sans doute, rhétorique héritée du musée, mais un peu trop affectée pour que l'on n'espère pas que Jeanclos songe à s'en passer de plus en plus.

Il le peut, du reste. Il y a tant de grandeur et de retenue dans ses *Urnes* et dans ses *Kaddish*, une science si sûre de la forme et du matériau, que l'on n'en saurait douter. Pas plus que l'on ne doute de la place qu'il occuperait de consentir enfin à Jeanclos dans les expositions qui prétendent exhiber le meilleur de notre époque. Quelques commandes récentes, celle de Provins, celle du nouveau ministère des finances, laissent croire que l'on ne tient plus désormais pour trop singulière cette sculpture hors mode. Ce n'est que justice.

PHILIPPE DAGEN.

* Musée des beaux-arts, 15, rue de l'Épée, Cambrai, jusqu'au 27 février. Le catalogue contient un très long et substantiel entretien avec l'artiste.

MUSIQUES

Le groupe rock français se reforme

La nouvelle aventure de Trust

A la fin des années 70, le groupe français Trust rencontre, avec son hard-rock sans fioritures, un large public de lycéens. Héritier d'un rock subversif, le groupe (Bernard Bonvoisin au chant, Norbert Krief à la guitare, Raymond Manna à la basse et Jean-Paul Hanella à la batterie et aux percussions) s'exprime dans une langue imagée qui s'unit à des

phrases musicales simples et effaçables, utilise des mots qui épousent le rythme de la vie et les préoccupations de l'époque.

Six ans plus tard, en juillet 1983, Trust, faute de titre au Top 50, et donc privé de concerts, disparaît. Bernard Bonvoisin produit en solo un album, travaille en studio sa musique, et prépare des dizaines de maquettes. Les autres membres de Trust s'éparpillent dans des groupes éphémères.

En 1988, une jeune formation américaine (Anthrax) reprend le titre-phare (*Anti-social*) de Trust. Puis, quelques mois plus tard, invite les musiciens français à venir la rejoindre dans le cadre d'une tournée britannique. Bernard Bonvoisin et ses complices, heureux de reformer le groupe, se retrouvent sur scène à Manchester.

Retour à Paris, Trust s'enferme en studio et revisite son répertoire, donne des concerts à Monaco, Nice et Marseille et, en septembre dernier, enregistre en public à Bercy un album contenant les principales chansons du groupe. Le disque, publié par Celluloid et distribué par Mélodie, récapitule tout une aventure et ouvre la deuxième carrière de Trust. Dès février prochain, riche de nouveaux titres, le groupe renouera avec les concerts publics en se produisant sur le continent européen en première partie des formations anglo-saxonnes en tournée.

G. F.

Les Midis musicaux du Châtelet

Martine Dupuy impressionnante

Les Midis musicaux, lancés par le Châtelet trois fois par semaine (1) dans le foyer, ont immédiatement fait des malheureux : ceux qui n'ont pu entrer, car on s'écroulait lundi pour le premier de ces concerts de trois quarts d'heure où Martine Dupuy chantait un programme Rossini.

Notre jeune mezzo marseillaise est maintenant tout à fait adoptée par le public parisien, et elle a produit grande impression par sa virtuosité dans deux aïeux de la *Dame du lac* et de *Sémiramis*, déployant une étoffe presque trop éclatante pour ce lieu assez étroit. La voix, au contraire, s'envolait, s'élargissait, dans la *Molliana* et la symphonie caricaturale de la *Chanson du bébé*, ou s'étendait avec grâce dans quelque noble balancelle.

(1) Les lundis, mercredis et vendredis à 12 h 45. Martine Dupuy redonne le même programme le 4 janvier, suivie de la soprano Nova Thomas (le 6), Nico Van der Meel (le 9), le ténor Stancic (les 10 et 13 janvier), etc. Il est possible de déjeuner sur place ces jours-là de 13 h 30 à 15 heures et de offrir les soins de spectacle à 19 heures.

(2) Le Monde du 3 janvier 1989.

● Concours lyrique. — Le Prix Marcel-Samuel-Rousseau d'un montant de 30 000 F, ouvert aux compositeurs français de moins de cinquante ans au 1^{er} janvier 1989, est mis au concours par l'Académie des beaux-arts. Les candidats devront présenter une œuvre lyrique, d'un ou de plusieurs actes, d'une durée minimum de trente minutes et d'une durée maximum ne pouvant excéder celle d'une soirée lyrique. Date limite des inscriptions : 28 mars 1989. Attribution du prix : octobre 1989. Demander par écrit le règlement et le bulletin d'inscription au secrétaire de l'Académie, 23, quai de Conti, 75006 Paris.

Forte croissance de la vente des disques compacts
La baisse de la TVA de 33,33 % à 18,6 % intervenue le 1^{er} décembre 1987, et l'explosion du disque compact ont fait croître les ventes de disques et de cassettes de 34,3 % d'une année à l'autre, selon une étude du Syndicat national de l'édition phonographique.

Par rapport aux douze mois s'étendant du 1^{er} décembre 1986 au 30 novembre 1987, l'année allant du 1^{er} décembre 1987 au 30 novembre 1988 a vu augmenter les ventes de disques compacts de 67,3 % et celle des cassettes de 48,3 %. En revanche, les ventes de disques 45 tours ont diminué de 10 % et celles des 33 tours de 1,6 %.

La comparaison des chiffres d'affaires de novembre 1987 et novembre 1988 fait, quant à elle, apparaître une progression globale de 66,4 %. Le syndicat souhaite que la TVA soit encore abaissée pour atteindre que 5,5 % comme celle des livres.

● Concoure lyrique. — Le Prix Marcel-Samuel-Rousseau d'un montant de 30 000 F, ouvert aux compositeurs français de moins de cinquante ans au 1^{er} janvier 1989, est mis au concours par l'Académie des beaux-arts. Les candidats devront présenter une œuvre lyrique, d'un ou de plusieurs actes, d'une durée minimum de trente minutes et d'une durée maximum ne pouvant excéder celle d'une soirée lyrique. Date limite des inscriptions : 28 mars 1989. Attribution du prix : octobre 1989. Demander par écrit le règlement et le bulletin d'inscription au secrétaire de l'Académie, 23, quai de Conti, 75006 Paris.

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Communication

Les chaînes privées à l'assaut du service public

Télévisions : la fièvre espagnole

(Suite de la première page.)

Dans cette organisation pyramidale de 12 000 salariés, tout dépend du sommet, le directeur général, nommé par le gouvernement. De quoi alimenter des polémiques constantes : même si des progrès sont indéniables, l'information télévisée est perçue comme la voix du pouvoir. « Notre information est proche de l'Etat, pas du gouvernement », se défend-on pudiquement à la RTVE. Mais la presse constate inlassablement des déséquilibres en faveur des socialistes.

L'actuelle directrice générale, la cinéaste Pilar Miro, est en surplis, depuis qu'elle a avoué payer sa garde-robe avec des deniers publics (le Monde du 25 octobre). Villendée par l'opposition, liché par une partie de ses amis socialistes, elle refuse de démissionner et attend que son ami Felipe Gonzalez la destitue. Rejetant avec mépris les accusations de corruption, cette femme de caractère a la dent dure pour la gent politique : « La télévision n'intéresse les politiciens que comme instrument de leurs buts partisans », déclarait-elle récemment au magazine *Tempo*, en ajoutant : « Radio et télévision se sont améliorées sous ma gestion ».

La résistance de la « Pilar »

Car si elle tombe pour des raisons politiques, la « Pilar » a en tout cas vigoureusement préparé la résistance de sa maison face à la tempête audiovisuelle à venir. La grille de diffusion s'est allongée avec de nouvelles émissions populaires, en matinée comme celle de Jesus Hermida, ou dans les nuits du week-end avec une pléthore de films — bien souvent américains. « Tout en maintenant le taux de programmes propres à plus de 60% », dit-on fièrement à la RTVE, la première chaîne se prépare à émettre vingt-quatre heures par jour en octobre 1989. La deuxième chaîne a été spécialisée depuis janvier 1988 dans la culture, le sport, les émissions de direct ou régionales. Films et séries d'un côté, opéra et football de l'autre, les deux chaînes coordonnées entraînent une publicité en forte croissance, à l'instar de l'économie espagnole. A raison de 8 minutes de spots par heure au maximum, le budget de la RTVE est passé entre 1987 et 1988 de 116 à 141 milliards de pesetas (6 à 7,3 milliards de francs) dont 70 milliards rien que pour la télévision. Le budget 1989 prévoit 185 milliards de pesetas dont 93 pour la télévision.

Une telle prospérité fait des envieux. Mais le dynamisme de la RTVE — et les restrictions de la loi — ont découragé plus d'un projet de télévision privée. Canal 7 (autour du journal ABC), Canal 16 (Grupo 18), Edica (groupe du quotidien catholique *Ya*) ont déjà jeté l'éponge. Même le puissant quotidien *El País*, également propriétaire du réseau de radio SER, préfère officiellement se consacrer à la production, anticipant sur une forte demande de programmes espagnols (la loi impose un quota de 40% aux chaînes privées).

Qui va donc, pour les trois chaînes privées, déposer sa candidature avant mars... et attendre le choix souverain du gouvernement pour les concessions déconales, sans doute cet été ? « Difficile de faire concurrence à une télévision qui est bonne... et déjà commerciale », admet Juan Carlos Fraile,

du groupe Antena 3. Devant une carte d'Espagne où clignotent les quatre-vingt-deux implantations de ce réseau de radio créé depuis 1982, il déplore une couverture étiquée du territoire, bref « un cadre un peu restreint, à ce moment de l'histoire espagnole ». Mais c'est pour aussitôt énumérer les avantages de son groupe, celui du quotidien de la bourgeoisie catalane, la Vanguardia : « Nous avons l'expérience de l'information avec Antena 3, les moyens humains et financiers, nous avons déjà acheté des studios à la sortie de Madrid, qu'il ne reste plus qu'à équiper. Pas question de laisser le monopole du sport ou des variétés à la RTVE. Notre projet peut être rentable en quelques années, parce que la seule chose que veulent les 11 millions de foyers espagnols, c'est plus de chaînes ».

« Et plus d'informations différentes », ajoute comme en écho Jose Erviti, vice-président du groupe Zeta, un autre prétendant majeur déjà déclaré avec son projet Univision. « Car la RTVE est inféodée au gouvernement, et les chaînes régionales sont soumises au pouvoir local. » Avec un chiffre d'affaires de 28 milliard de pesetas (1,4 milliard de francs), le groupe Zeta édite des livres, trois quotidiens, et surtout quatorze magazines comme *Interviú*, *Tempo*, voire *Penthouse*. « Nous sommes nés en même temps que la démocratie, il y a 13 ans, et lui restons liés », résume Jose Erviti. Nous voulons faire de l'information sur le terrain et non dans les studios, et marier information et distraction pour battre la RTVE. » Pour réussir ce pari — un investissement estimé à 30 milliards de pesetas (1,5 milliard de francs) sur trois ans — Univision aura besoin de partenaires, tout comme Antena 3, puisque la loi limite à 25% la part du capital détenue par une même personne ou par l'ensemble des capitaux étrangers. Pour l'instant, seule la rumeur dessine les alliances que tout le gratia de l'audiovisuel européen — mais aussi américain, du nord et du sud — vient nouer à Madrid, à l'hôtel Palace.

Berlusconi fédérateur ?

On cite ainsi les britanniques Granada ou Maxwell, l'américain CBS, et Bouygues pour appuyer Antena 3, des italiens ou sud-américains pour Zeta. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), qui ne veut pas manquer cette occasion, s'est allié à Tevis, un groupe de journaux du nord de l'Espagne, et à l'éditeur Espasa Calpe. Mais ce « troisième pôle » attend toujours pour concourir la décision finale de son puissant associé financier, la banque BBV, issue d'une fusion qui n'est pas encore digérée entre les banques de Bilbao et de Vizcaya.

Reste enfin Silvio Berlusconi, propriétaire des studios Roma de Madrid. Déjà par les restrictions de la loi, il affirme avoir renoncé à être candidat. C'est qu'il a trouvé mieux. Le roi de la télévision privée italienne et copropriétaire de la Cinq a déjà signé plusieurs contrats de fourniture de programmes et de régie publicitaire avec les chaînes régionales, dont la plus puissante TV3 talonne déjà la première chaîne en Catalogne.

« La menace la plus claire pour nous, c'est une fédération

des chaînes régionales autour de Berlusconi », reconnaît Jesus Martin, directeur de la TVE et bras droit de Pilar Miro. Pour parer à cette fronde, la TVE signe des accords avec les futures chaînes régionales en matière de réseaux, de documentation, d'archives. Elle « bétonne » son stock de programmes en s'assurant les meilleures matches de football pour deux ans. « Nous avons des relations schizophréniques avec les régionales », sourit Jesus Martin, mais nous sommes condamnés à vivre ensemble. » La vraie crainte, à moyen terme de Jesus Martin, c'est pourtant un échec économique de trois canaux privés, par manque de ressources. « Les pressions seraient alors fortes pour converger notre publicité, et donc limiter nos moyens », anticipe celui, que Pilar Miro est allé débâcher... aux studios Roma de Berlusconi !

Il n'est pas le seul à s'inquiéter d'une pléthore de chaînes commerciales. Pour ne pas être en reste sur TV3 qui veut lancer — illégalement — un deuxième canal en catalan, la RTVE projette aussi une chaîne en catalan pour Barcelone. « Comment voudriez-

vous alors faire vivre trois chaînes privées à côté de cinq chaînes publiques, record mondial ? », ironise Enrique Arias. Le même argument économique sert à Canal Plus pour plaider la cause d'une chaîne hertzienne payante que « rien n'autorise mais rien n'interdit », selon Javier Nadal. Car malgré l'échec de la chaîne cryptée par satellite Canal 10, dont elle était actionnaire comme Maxwell et la CLT, la chaîne française n'a pas renoncé au marché ibérique.

Beaucoup d'Espagnols n'ont pas attendu l'éclosion de ces « privées », promises depuis trop longtemps, et télévisions locales illicites ou vidéos communautaires, ces sortes de réseaux câblés pirates, fleurissent dans la péninsule. Mais la récente loi sur les communications, un des quatre textes qui régissent le paysage audiovisuel, tente de canaliser leurs débordements. Pour eux comme pour toutes les télévisions, l'année 1989 risque d'être celle du grand chambardement. Pilar Miro, elle, va pouvoir refaire du cinéma.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

EN BREF

● M. Maxwell s'intéresse à la presse autrichienne. — Le magnat britannique de la presse serait en négociation avec le *Neue Arbeiter Zeitung*, l'organe du parti socialiste autrichien (SPO), qui rencontre actuellement des difficultés financières. De format tabloïd, tiré à 123 000 exemplaires et doté de plusieurs éditions régionales, ce quotidien, qui a été fondé il y a une centaine d'années, devrait en effet être restructuré et partiellement privatisé, comme l'a officiellement accepté le chancelier Franz Vranitzky, chef du SPO.

Un éditeur autrichien, M. Kurt Falk, propriétaire de l'hebdomadaire *Die ganze Woche*, est également intéressé par une prise de participation dans le quotidien socialiste.

● Bayard-Presse lance Images-Doc. — Bayard-Presse lance sa douzième publication pour la jeunesse : Images-Doc. Ce mensuel, s'adressant aux enfants à partir de huit ans et sous-titré « Un trésor d'images pour tout savoir », se veut une mini-encyclopédie au format de poche presque entièrement illustrée. Vendu 20 francs (220 francs par an et par abonnement), Images-Doc vise une vente de 150 000 exemplaires.

● Le groupe Liaisons reprend les Nouvelles fiscales et le Nouvel Agriculteur. — Le groupe Liaisons, présidé par M. Patrice Blank et dirigé par M. Raymond Soubie, vient d'acquiescer, coup sur coup, deux nou-

velles revues : les *Nouvelles fiscales* et le *Nouvel Agriculteur*. Les *Nouvelles fiscales*, magazine bimensuel publié sous l'égide du Syndicat national unifié des impôts, appartenait au groupe de la Compagnie de documentation, il rejoint, avec sa collection de « mémentos-guides », le département « gestion » du groupe Liaisons. Les *Nouvelles fiscales*, Social pratique, etc., ainsi que les éditions Chotard Associées. L'hebdomadaire le *Nouvel Agriculteur* (diffusé à 130 000 exemplaires environ), était détenu jusqu'à présent par la SPER et le PAF (Producteur agricole français). Le groupe Liaisons possède déjà un département agriculture qui publie notamment le bimensuel *Cultivar 2000* (le Monde du 6 décembre 1988).

● Décès du fondateur du *Republicain de l'Essonne* et du *Val-de-Marne*. — M. Jean Bouvet, fondateur de l'hebdomadaire le *Republicain de l'Essonne* et du *Val-de-Marne*, dont il était le directeur jusqu'au 31 décembre 1988, est décédé dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier. Né en 1910, à Corbeil-Essonnes et devenu linotypiste, Jean Bouvet avait pendant l'Occupation participé à l'impression clandestine des journaux de la Résistance comme *Libération*, *France-Tirou* et *Combat*. Il avait fondé, le 6 octobre 1944, le *Republicain*, tiré aujourd'hui à 50 000 exemplaires en huit éditions et racheté depuis peu par le groupe Havas.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Une maille à l'envers, une maille à l'endroit

1 Dures épreuves !

C'est une drôle de façon de passer les fêtes et de se préparer à franchir la nouvelle année que de compiler pendant cette semaine les épreuves de trois livres que l'on a écrit il y a plus de trente-cinq ans. « Tu l'as vu, George Dandin ! » Je me demande d'ailleurs pourquoi nous sommes si souvent malheureux quand nous nous réunissons. Alors que ça déplaît qui n'est pas joué ne nous empêche pas dans le même temps d'avoir une assez bonne idée de notre talent. Peut-être parce que nous sommes en nous échinant sur ces livres premiers que là tout est joué, ou ce qui a fait de nous ce que nous sommes et qu'il ne fallait pas s'y prendre ainsi. Que ces mille négligences que nous tentons de corriger ne sont pas l'essentiel. Que le défaut de fabrication était ailleurs et que ça déplaît, c'était nous.

C'est comme si nous étions revenus au rond-point des Champs-Élysées et que nous étions assis sur notre banc d'enfants au petit théâtre des marionnettes en train d'essayer de prévenir Guignol, qui feint de ne pas comprendre, des dangers qui le menacent. Hélas ! nos cris de grande personne, nos avertissements de dernière minute ne servent plus à rien. Notre copie est depuis longtemps remise, pour l'essentiel les jeux sont faits, d'où notre humeur de chien.

On écrit souvent son premier livre comme s'il allait être le dernier de la création. Cette urgence tant d'années après apparaît avec le recul un peu ridicule et gâche par son emphase le plaisir moqueur que l'on aurait eu à se relire. « Il fallait mourir ou ne pas faire tant d'histoires. » Maintenant que l'urgence serait de saison, presque raisonnable, on a trop le sens du ridicule pour se mettre à écrire l'ouvrage de son âge. Bref, l'homme de lettres est rarement à sa place : il se bouscule quand il avait tout son temps et prend son temps quand il ferait mieux de regarder l'heure qu'il est à sa montre.

Il serait navrant que ces centaines de pages écrites jadis par « un jeune homme d'autrefois » à chacun son tour de l'être ! — n'embrassent au point de ne pas franchir l'année avec vous, perdu que je serais dans quelque délectation morose ou attendrie, au point d'oublier de vous souhaiter non pas tant une bonne année — je n'ai ni pour vous ni pour moi pouvoir de la rendre telle — mais des lectures qui n'en finissent plus.

Dans le retour de Jean-Paul Kauffmann, outre son retour, ce qu'il y avait de réconfortant, c'est de voir le rôle éminent joué par la lecture dans son salut et celui de ses compagnons. Il y a eu certes la chance, la force de l'âme, l'amitié et les émissaires, mais Sartre, Tolstoï et le Bible (sans oublier de braves romans de gare et les bandes dessinées...) ont eu droit au tableau d'honneur. Depuis plus de deux siècles, les vertus de la lecture reposent sur la phrase d'un égoïste tranquille de Montesquieu. Cette fameuse heure de lecture qui dissiperait nos soucis a été mise à l'épreuve avec succès dans des lieux moins agréables que celui du château de La Brède et dans des circonstances autrement plus difficiles que celles qui jadis nous connaissent. Montesquieu, il est vrai, à la fin de sa vie était presque aveugle. Je souhaiterais continuer à faire comprendre à mon lecteur que s'il y a effectivement de médiocres écrivains — et il est aussi difficile de l'être que d'être Flaubert ou Tolstoï — il n'y a pas de mauvaises lectures. On peut toujours s'isoler dans un coin de livre pour y trouver son grain, sa pitance, son bonheur.

L'Événement du jeudi, m'annonce l'un de ses rédacteurs en chef dans une lettre circulaire dont je n'ai pas dû être le seul bénéficiaire, prépare pour le début de l'année 1989 « un numéro spécial consacré au pouvoir intellectuel en France ». Il me faudrait établir une liste de personnalités vivantes incarnant ce pouvoir, et les personnalités choisies peuvent être aussi bien « des essayistes, des écrivains, des enseignants que des cinéastes, des comédiens, des chanteurs, des journalistes, etc. ».

Dans ce type d'enquête qui a son charme, on perçoit la nostalgie du maître à penser, du contemporain capital dont les siècles passés semblaient avoir été les derniers détenteurs. Où sont, gémit-on, nos Voltaire-Rousseau, nos Taine-Michelet, nos Barrès-France, nos Maurras-Gide, nos Sartre-Camus ? On déplore — et à juste titre — que Barthes et Foucault soient morts si jeunes. Avec leurs soixante-cinq ans et cinquante-huit ans respectifs, ils font presque figure de Rimbaud et de Radiguet ! En grattant dans les vieux pots, on est content d'y dénicher avec le dos de la cuiller un André Pieyre de Mandiargues, un Gracq, un Cloran, un Ionesco que l'on caresse en général avec amour : ce sont nos derniers trésors, les bijoux de famille que l'on ne vendra en aucun cas. Encore qu'il faille s'attendre à tout avec les sacréments d'aujourd'hui.

2 Pouvoir de la beauté

On l'a vu avec le dernier Gracq, *Autour des sept collines* (José Corti, 75 F) que je suis en train de lire avec, je l'espère, le même plaisir que Gracq a eu à visiter l'objet de son ressentiment. Une part de la critique s'est fatiguée des compléments peut-être outrés qu'elle avait déversés à l'égard du *Régne des Syrtis*, et au lieu de s'en prendre à elle, s'en est prise à lui. Enfin, il est tout de même permis de visiter l'Italie avec un plaisir modeste et sur le tard. D'en rapporter des impressions limitées, non ? On a tout de même le droit d'écrire que l'on respire mal en Italie ? Cette Italie n'est pas toute l'Italie, elle est l'Italie de Gracq.

Et depuis quand un écrivain, un voyageur tout court, n'a-t-il plus le droit de visiter un pays avec ses yeux, ses connaissances à lui ? Devra-t-on passer bientôt une agrégation de littérature et de voyage auprès de professionnels patentés avant de pouvoir s'exprimer ? Ce qui fait le charme de l'Italie de Gracq, c'est qu'elle ne la ramène pas, que chacun peut lui opposer la sienne, alors écrivons-la ! On fait grand cas de la *Vie de Rancé*, et il y aurait beaucoup à dire sur cet engagement aussi défini qu'un manuel de littérature — Eric Neuhoff, il y a peu, me confiait par contraste sa déception. Après tout, ce qu'il y a de meilleur dans le petit livre de Chateaubriand, c'est l'âge de l'écrivain, les judicieux morceaux choisis des *Mémoires d'outre-tombe* et l'art du documentaire. Chateaubriand a filmé Rancé comme un Sacha Guitry qui serait passé par Port-Royal aurait pu le faire. Je me demande si, dans l'œuvre de Gracq, *Autour des sept collines* ne jouera pas le même rôle que la *Vie de Rancé* dans celle de Chateaubriand. Quand les romans de Gracq auront pris leur retraite au même juste titre que ceux de Chateaubriand, quand on ne lira plus que ses *Lettrines*, *En lisant*, *en écrivant*, autrement dit ses réflexions sur la littérature, il me semble qu'*Autour des sept collines* avec ses réticences, ses aveux et son intrépidité restera le livre de l'amateur.

J'ai un peu perdu de vue en chemin les cinq noms que je devais proposer à mes amis de

l'Événement. Mais c'est comme si je voyais déjà l'enquête et ses résultats. Il n'y a peut-être plus de « maître à penser » (encore qu'il reste des points de fixation solides), mais c'est que le « pouvoir » intellectuel s'est dispersé, émietté au fil des ans. Qu'il se niche parfois là où l'on n'aurait jamais imaginé qu'il soit. Et la faute ou la chance à qui ? A la télévision, on l'aurait juré. Il n'y a plus deux ou trois maîtres, mais des centaines de gourous. Et ça grouille peut-être aussi bien Déléuze que Jean-Jacques Goldmann (le lecteur pour se rassurer, évoquera Béranger et son fabuleux succès de chansonnier ; quand un intellectuel peut trouver dans un autre siècle des précédents à des mystères qui le dépassent, il se sent tout ragillard ; c'est comme s'il avait compris).

Mais voici ma liste : essayiste ? Revel. Il a ce pouvoir de me faire réfléchir deux fois plutôt qu'une sur ce que je viens d'avancer. Il me fait réfléchir quand il est trop tard, quand la bêtise est faite. Et c'est le propre du moraliste. Bonne occasion de signaler son dernier ouvrage *La Connaissance inutile* (chez Grasset), plus touffu plus documenté que les autres. J'ai la faiblesse de penser que ce livre, il l'a écrit pour répondre à une question que je lui avais posée, il y a longtemps : « Toi qui crois aux vertus de l'information, comment expliques-tu la guerre du Vietnam, nous étions en plein clivage alors que l'opinion américaine à la différence de la nôtre pendant la guerre d'Algérie est surabondamment informée et par sa presse et par sa télévision ? — Patience ! m'avait dit Jean-François Revel, je t'expliquerai. » Voilà qui est fait.

Parmi les écrivains, je citerais également Angelo Rinaldi qui a eu et qui a ce double pouvoir de me faire lire des livres que j'aurais peut-être négligés sans ses papiers — les siens par exemple lus par ricochet — et de m'obliger à me demander pourquoi je lis et j'aime certains écrivains qu'il n'aime pas. Il me semble qu'en politique les avis de M. Barre ne me laissent pas indifférents : « A-t-on idée d'être à ce point baroque et si fermement professeur d'économie dans le même temps ? » M. Barre est devenu pour moi un personnage de Stendhal. Il y a certainement M. Mitterrand puisque j'ai voté pour lui et que je n'avais pas voté depuis près de trente ans. Et pour finir en beauté je citerais Catherine Deneuve. Depuis que j'ai appris par la radio que le chef du *Figaro-Madame* qu'elle avait souhaité que ce fût moi qui l'interviewe pour ce journal, je me demande si elle n'aurait pas été capable de me faire acheter du Suez. N'importe quoi.

3 Un homme disparaît

Le soir du 27 octobre 1910, vers 11 h 30, un homme va se coucher pour la dernière fois dans le lit de sa vieille maison où il habite depuis toujours, depuis quatre-vingt-deux ans. Il se relèvera à quatre heures du matin, mettra sa robe de chambre, ses pantoufles, écrira une lettre à sa femme qui habite une chambre tout à côté. A six heures, il est prêt. Une voiture l'amène à la gare la plus proche qui est à dix kilomètres. Cet homme qui s'enfuit, c'est Léon Tolstoï qui va mourir douze jours plus tard dans l'isbe d'un chef de gare.

C'est le récit de cette fuite que nous raconte avec l'aide des carnets de Tolstoï et de témoins privilégiés Alberto Cavallari dans *La Fuite de Tolstoï* (traduit de l'italien par Jean-Paul Manganaro et Camille Dumoulié, Christian Bourgois, 75 F). Comment vous dire ? C'est aussi passionnant que du Alain Decaux quand il est inspiré. Et tout de même, c'est du Tolstoï, et il s'agit de Tolstoï.

LETTRES

Les prix de la nouvelle de langue française

Fleur rouge, de Paulette Oriol — Pouljol (Haiti), a obtenu le prix spécial du *Monde* pour le onzième concours de la meilleure nouvelle de langue française, organisé par l'Agence de coopération culturelle et technique et Radio-France Internationale. Plus de deux mille manuscrits en provenance de soixante-trois pays sont parvenus aux organisateurs. Née en 1926 à Port-au-Prince, Paulette Oriol-Pouljol est professeure.

Les autres récompenses décernées sont :

Grand Prix du secrétaire perpétuel de l'Académie française (20 000 francs) : Felicitas Dos Santos (Portugal).

Deuxième prix (10 000 francs) : Victor Louya Mpenze Malicia (Congo).

Troisième prix (10 000 francs) : Abdoulaye Keita (Mali).

Prix spécial du onzième concours : Monique Rask (France).

Prix jeunes Alliance française : Judith Sinanga (Rwanda) et Marie-Louise Kapche (Cameroun).

Les nouvelles des finalistes seront publiées par Laffont-Seghers.

Les manuscrits pour le douzième concours doivent être adressés avant le 30 avril 1989 à : RFI, Concours de la meilleure nouvelle de langue française, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris Cedex 16.

Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi et dimanche. Signification des symboles : **S** Signifié dans « Le Monde radio-télévision » **F** Film à voir **O** On peut voir **N** Ne pas manquer **M** Chef d'œuvre ou classique.

Mardi 3 janvier

TF 1
20.30 *Château* : Sissi face à son destin. Film autrichien d'Ernst Marischka. (1957). Avec Romy Schneider.

"Sur les traces de Sissi et Louis II de Bavière"
un circuit signé
Austro Pauli
N°1 DES VOYAGES EN AUTRICHE

Catalogue Printemps / Été 89
chez votre Agent de Voyages
ou Austro Pauli (1) 42 21 01 53

Karlheinz Böhm, 22.25 Si l'on n'est pas... Marie-Antoinette. Émission de Marcel Junian, animée par Philippe Gildas. Avec Lella Carlini, M. Paul Lombard et Jean-Marc Vautour. 0.00 Journal. Bourne et Météo. 0.20 Magazine. 1.00 Les films de Sissi. 1.45 Témoin : L'année noire. 2.40 Documentaire : Les ateliers du rétro. 3.30 Documentaire : Symphonies. 3.55 Musique. 4.15 Documentaire : Histoire naturelle. 5.05 Témoin : L'année noire. 6.00 Série : Dilex d'histoires.

A 2
20.40 Les douze de Pizara : Les deux sont tombés sur la tête. Film de Botswana de Jamie Uys (1981). Avec Marius Weyers, Sandra Prinsloo, Xao, 22.25 Dilex : Etre ou ne pas être. Avec Jean-François Held (directeur de la rédaction de l'Éclair) et Jean-François Held (auteur de Des journées tristes). Le Père Vincent Sautin (héros qui travaille au Pérou). Jean Malaurie (directeur de recherche au CNRS, fondateur de la collection « Terre humaine »). Abdou Touré (sociologue ivoirien, auteur de la Civilisation quotidienne en Côte d'Ivoire). Jacqueline Rouquié-Eberhard (ethnologue, anthropologue qui vit chez les Massais, auteur de Quand le python se déroule). Tobie Nathan (ethnopsychanalyste). Saunders Barstall (Indien du Dakota). Mary Pineco (Indien du Colorado). 23.30 Informations. 24 heures sur la 2. 23.55 Série : Alfred Hitchcock présente. Erreur d'attribution.

FR 3
20.30 La dernière séance. 1^{er} film : La Vallée des rois. Film de Robert R. Riggall (1954). Avec Robert Taylor, Eleanor Parker, Carol Thompson, 22.55 Dilex : Etre ou ne pas être. Avec Jean-François Held (directeur de la rédaction de l'Éclair) et Jean-François Held (auteur de Des journées tristes). Le Père Vincent Sautin (héros qui travaille au Pérou). Jean Malaurie (directeur de recherche au CNRS, fondateur de la collection « Terre humaine »). Abdou Touré (sociologue ivoirien, auteur de la Civilisation quotidienne en Côte d'Ivoire). Jacqueline Rouquié-Eberhard (ethnologue, anthropologue qui vit chez les Massais, auteur de Quand le python se déroule). Tobie Nathan (ethnopsychanalyste). Saunders Barstall (Indien du Dakota). Mary Pineco (Indien du Colorado). 23.30 Informations. 24 heures sur la 2. 23.55 Série : Alfred Hitchcock présente. Erreur d'attribution.

(1956). Avec Rock Hudson, Dana Wynter, Sidney Poitiers (n.v.).

CANAL PLUS

20.30 *Château* : De guerre lasse. Film français de Robert Enrico. (1987). Avec Nathalie Baye, Christophe Malavoy, Pierre Arditi. 22.30 Flash d'informations. 22.35 *Château* : Fétichisme des héros (1^{re} partie). Film américain de Philip Kaufman. (1983). Avec Sam Shepard, Scott Glenn, Ed Harris (v.a.). 0.15 *Château* : Fétichisme des héros (2^e partie). 1.40 *Château* : Ma chérie. Film français de Charlotte Dubreuil. (1979). Avec Marie-Cristine Barrault, Béatrice Bruno.

LA 5

20.30 *Château* : Deux super-flics. Film italo-américain de E.B. Clucher. (1977). Avec Terence Hill, Bud Spencer, Laura Gemser. 22.35 Magazine. 22.40 Spécial Paris-Dakar. Résumé de la journée. 23.15 Deux flics à Miami (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Deux flics à Miami (suite). 0.20 Les brigades du Tigre (rediff.). 1.25 Corvée et émissaires (rediff.). 1.50 Bob Morane (rediff.). 2.15 Série : Voleurs des brèves (2^e partie). 3.15 Journal de la nuit. 3.20 Boulevard et compagnie (rediff.). 3.40 Voleurs des brèves (rediff.). 4.40 Boulevard et compagnie (rediff.). 5.00 Feuilleton : Le clan Beaulieu.

M 6

20.30 Témoin : L'homme qui criait au loup. De Luther Davis. Avec Edward G. Robinson, Martin Balsam. 21.50 Série : Dilex de dames. 22.40 Six minutes d'informations. 22.50 Magazine : Odeur de choc. 23.15 Magazine : 23.30 La palatte des traditions. 23.07 Club d'archives. 0.05 Corvée et émissaires. 0.10 Météo. 0.15 Journal de minuit. 0.20 Les brigades du Tigre. 2.25 La kermesse des brigades. 2.50 Documentaire : S'il te plaît, montre-nous nos histoires. 3.15 Documentaire : Reagan par Reagan. 4.05 Documentaire : S'il te plaît, montre-nous nos histoires. 4.30 Variétés : Caroline FM. 4.55 La kermesse des brigades (rediff.). 5.20 Les saintes chéries (rediff.). 5.45 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel méditerranéen. La science du chocolat. 21.30 Mémoires du siècle. Robert Cornein, spécialiste de l'Afrique. 22.40 Nuits magiques. Enfant. 1. Le jardin de l'enfance. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Nico ou les facettes d'un ange nocturne.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 4 juillet 1988 à Fribourg). (Œuvres de F. Couperin, L. Couperin, J.-S. Bach, par René Jacobs, hautbois, Jean-Paul Fouchécourt, ténor, Rolf Diehlmann, violoncelle, Konrad Junghans, luth, Yvon Keprant, clavecin. 22.30 La palatte des traditions. 23.07 Club d'archives. 0.05 Corvée et émissaires. 0.10 Météo. 0.15 Journal de minuit. 0.20 Les brigades du Tigre. 2.25 La kermesse des brigades. 2.50 Documentaire : S'il te plaît, montre-nous nos histoires. 3.15 Documentaire : Reagan par Reagan. 4.05 Documentaire : S'il te plaît, montre-nous nos histoires. 4.30 Variétés : Caroline FM. 4.55 La kermesse des brigades (rediff.). 5.20 Les saintes chéries (rediff.). 5.45 Musique : Boulevard des clips.

Mercredi 4 janvier

TF 1
13.35 Feuilleton : Côte d'Azur. 14.25 Club Dorothée. 15.00 Flash d'informations. 15.30 Avis de recherche. 15.40 Feuilleton : Santa Barbara. 16.25 Les fortunes. 16.55 Témoin : L'année noire. 17.00 Journal. 17.05 Météo et Tapis vert. 17.35 Témoin : L'année noire. 17.40 Variétés : Sacré soirée. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Etienne Daho, Mirella Frenco, Bernard Blier, 18.00 Informations. 18.10 Documentaire : Les ateliers du rétro. 18.30 Documentaire : D'Aix Dufaur et Catherine Smet. 1. Changer la vie, quelle histoire ! 23.25 Journal et Météo. De 23.45 à 6.37 Rediffusion. 23.45 Série : Dilex d'histoires. 0.10 Feuilleton : Copie et collage. 1.00 Témoin : L'année noire. 1.50 Documentaire : Les ateliers du rétro. 2.45 Feuilleton : Symphonies. 3.10 Documentaire : Histoire naturelle. 4.05 Musique. 4.15 Documentaire : Histoire naturelle. 5.05 Témoin : L'année noire. 6.00 Série : Dilex d'histoires.

A 2
13.45 Feuilleton : J'en ai vu d'autres. 14.30 Série : Les mystères de l'ouest. 15.20 Documentaire : La planète miracle. 16.10 Flash d'informations. 16.15 Magazine : Invités en tête. 17.55 Série : L'homme qui tombe à pic. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.05 TNC. 19.10 Actualités télé. 19.30 Flash d'infos. 19.35 L'été story. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Feuilleton : La grande cabriole. De Nina Compagnon, avec Fanny Ardant, Philippe Landenbach, Francis Huster, Bernard Girard, Robin Renucci (1^{er} épisode). 22.05 Flash d'informations. 22.10 Professions composites. 23.10 Informations. 24 heures sur la 2. 23.30 Magazine : Figures. De Jacques Chancel. Invité : Jean-Philippe Collard, pianiste.

FR 3
13.30 Magazine : Une pêche d'enfer. 13.57 Flash d'informations. 14.00 Série : Ne manquez pas les nouvelles. 14.30 Jeu : Cherchez la France. 15.00 Magazine : Dans la cour des grands. 17.00 Flash d'informations. De 17.05 à 18.30 Année 3. 17.05 Dilex : Etre ou ne pas être. 17.35 Les gagnants. 17.40 Série : Tom Sawyer. 17.50 Série : Le chevalier lanceur. 18.00 Annonce pour l'aventure. 18.05 Magazine : Dilex vend la mèche. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.55 Dilex : Etre ou ne pas être. 20.02 Jeu : La chance. 20.30 Témoin : La Méditerranée. De la cuisine à la culture. Adaptation : Albert Vidalie ; réalisation : Pierre Badel. Avec Bernard Noël, Rosy Varte, Lucien Baroux, Henri Virlojeux. 22.25 Journal et Météo. 22.50 Magazine : Océaniques. 1. Cycle Glenn Gould : Buziques pour piano et orchestre. De R. Strauss. 2. Willy Röntgen ou Les cailloux du Hazzard. De Patrick Noa. 23.45 Musique, musique. Suite romaine, par George Zamfir et son ensemble.

CANAL PLUS
13.30 Témoin : Le défi de Reed Harris. De Russ Mayberry, avec Les Majors, Rebecca Gilling. 15.05 Série : Staling 19. 15.30 Série : Palace. 16.45 Documentaire : La nuit du lion. 17.40 Cabot cadu. En clair jusqu'à 21.00. 18.25 Dilex : Etre ou ne pas être. 18.30 Dilex : Etre ou ne pas être. 18.35 Dilex : Etre ou ne pas être. 18.40 Top 50. 18.50 Magazine : Nulle part ailleurs. 21.00 Cadenas : Police story. Film chinois (Hongkong) de Jackie Chan (1985). Avec Jackie Chan, Bridget Lin, Maggie Cheung. 22.20 Flash d'informations.

Audience TV du 2 janvier 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers

| HORAIRE | FOYERS AVANT REGARDER LA TV (en %) | TF 1 | A 2 | FR 3 | CANAL + | LA 5 | M 6 |
|---------|------------------------------------|------|------|------|---------|------|-----|
| 19 h 22 | 52,5 | 25,6 | 9,1 | 8,7 | 3,8 | 2,9 | 2,1 |
| 19 h 45 | 56,4 | 30,0 | 10,1 | 6,0 | 4,2 | 4,2 | 1,6 |
| 20 h 18 | 66,1 | 27,9 | 18,6 | 11,0 | 1,5 | 5,0 | 3,7 |
| 20 h 55 | 72,8 | 23,8 | 19,4 | 24,4 | 1,8 | 3,5 | 2,4 |
| 22 h 8 | 62,9 | 24,8 | 6,9 | 27,2 | 1,2 | 4,0 | 1,4 |
| 22 h 44 | 48,2 | 4,9 | 4,5 | 29,2 | 1,4 | 3,5 | 2,5 |

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 3 janvier à 0 heure et le dimanche 8 janvier 1989 à 24 heures.

De mercredi à vendredi, dans un courant d'ouest océanique, le temps sera assez doux et passagèrement pluvieux. Sur le bassin méditerranéen le soleil prédominera. Samedi et dimanche, les valeurs de pressions seront en hausse. Malgré l'apparition du soleil sur de nombreuses régions, le temps sera généralement gris avec de nombreux brouillards et brumes.

Mercredi : pluies dans l'ouest, soleil dans l'est.
Sur la Bretagne, les éclaircies alternent avec quelques averses. Du Nord-Pas-de-Calais à la Normandie jusqu'à la Vendée, le temps sera couvert et pluvieux le matin mais l'après-midi le soleil reviendra en alternant avec quelques ondées. Des Ardennes à la Champagne, au Bassin parisien jusqu'à l'Aquitaine le temps sera couvert une grande partie de la journée avec des petites pluies à partir de la fin de matinée. Les éclaircies reviendront seulement en fin d'après-midi par l'ouest.

En revanche, de la Lorraine et de l'Alsace au Lyonnais au Massif Central jusqu'aux Pyrénées ce sera l'inverse, après la disparition des brouillards matinaux parties givrantes, une grande partie de la journée sera ensoleillée et c'est en fin d'après-midi que le ciel se couvrira et que les petites pluies arriveront.

Sur le golfe du Lion, le ciel sera très nuageux. Sur les Alpes, la Provence, la Côte d'Azur, la basse vallée du Rhône et la Corse le beau temps ensoleillé se maintiendra.

Le vent du sud-ouest sera assez fort près de la Manche et des côtes bretonnes. Le vent du sud sera modéré dans la vallée du Rhône.

Le matin il fera 5 à 7 degrés dans l'ouest, 3 à 5 degrés près de la Méditerranée, -1 à -3 degrés dans le Nord, -1 à -3 degrés partout ailleurs, et localement -5 degrés dans le Centre-Est. L'après-midi, il fera 9 à 12 degrés dans le Roussillon, 14 à 16 degrés sur le reste du pourtour méditerranéen et 5 à 10 degrés sur tout le reste de la France.

Jour : pluies dans le Nord-Ouest, soleil ailleurs.
De la Bretagne au Pas-de-Calais, le ciel se couvrira de la matin avec de nouvelles pluies. Ces pluies arriveront l'après-midi de la Vendée et des Charentes au Bassin parisien et à la Champagne où la matinée aura été ensoleillée mais la nuageuse. Sur le pourtour méditerranéen, le ciel sera clair toute la journée avec un petit mistral. Partout ailleurs, après une matinée souvent très

brumeuse, le soleil perdra pour donner une belle après-midi.

Il fera, le matin, entre 0 et 4 degrés un peu partout et localement -1 degré dans le Centre et le Centre-Est. L'après-midi, le thermomètre atteindra 10 à 12 degrés près de la Méditerranée, 8 à 12 degrés dans le Nord-Ouest, 7 à 9 degrés dans le Sud-Ouest et 4 à 7 degrés ailleurs.

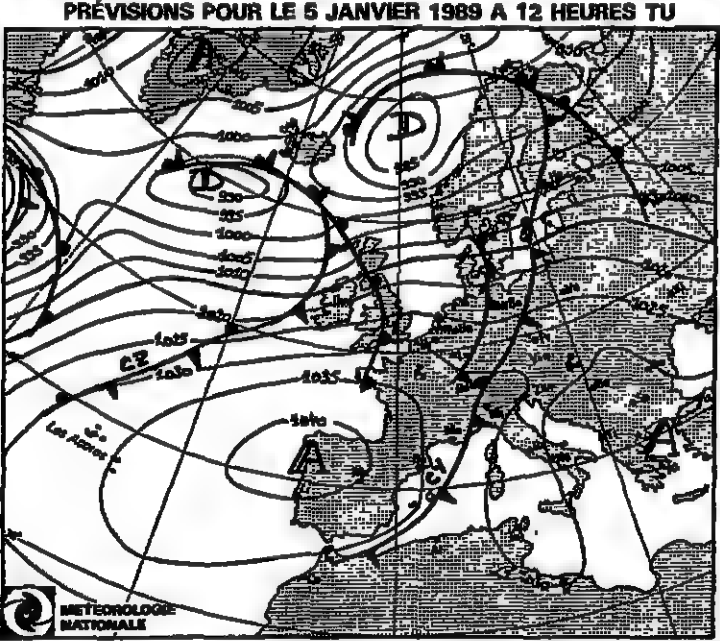
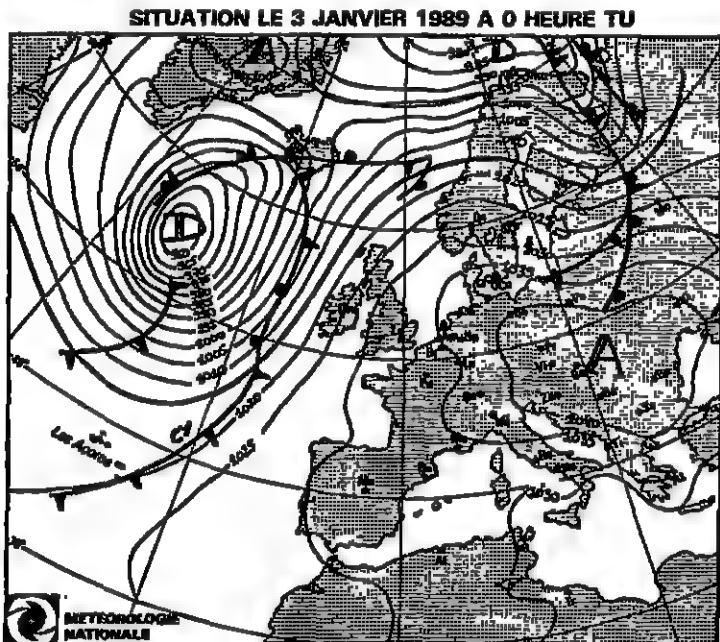
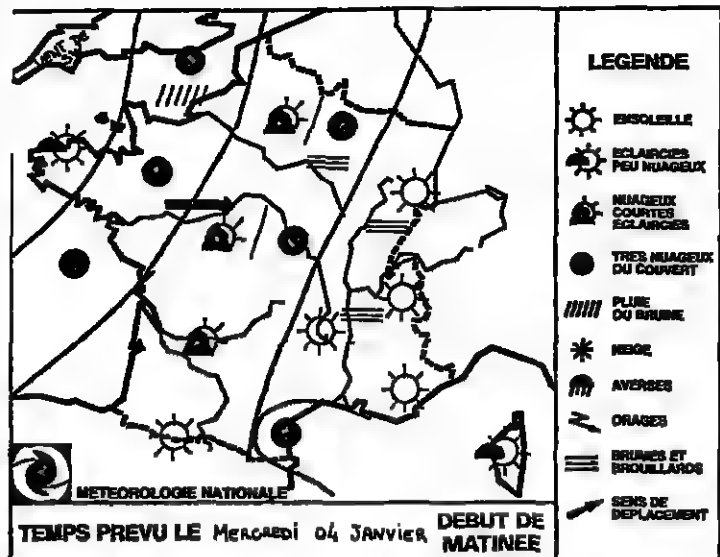
Vendredi : temps pluvieux et nuageux.
Le matin, sur la moitié nord de la France, le temps sera pluvieux. Des brouillards ou nuages bas seront nombreux sur la moitié sud, exceptée la région méditerranéenne où il fera beau.

Les températures minimales seront de 5 à 8 degrés sur la moitié Nord et de 0 à 4 degrés sur la moitié Sud, et de -2 à 0 degrés sur le Centre-Est et Rhône-Alpes. Au cours de la journée, la pluie pluvieuse gagnera le Centre, le Massif

Central et Rhône-Alpes. Les pluies seront plus faibles. A l'arrière, sur la moitié Nord et l'Aquitaine, le ciel sera variable avec des averses sur le nord et l'est du pays. Le ciel sera peu nuageux sur les régions méditerranéennes. Les températures maximales seront de 7 à 13 degrés du Nord au Sud.

Samedi et dimanche : temps gris.
Sur la plupart des régions, les brouillards ou nuages bas seront nombreux le matin. Ils persisteront souvent au cours de la journée. Cependant, sur de nombreuses régions, le soleil perdra les nuages. Sur le littoral méditerranéen, malgré quelques passages nuageux, le ciel sera souvent ensoleillé.

Les températures minimales seront de -2 à -3 degrés sur la moitié Est et le Centre, et de 3 à 6 degrés sur les autres régions. Les maximales seront de 6 à 9 degrés sur l'Est et le Centre, et de 8 à 11 degrés ailleurs.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

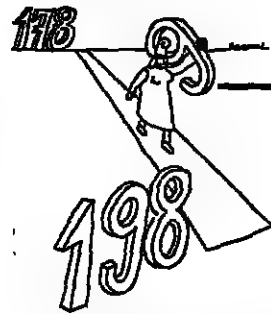
Valeurs extrêmes relevées entre le 2-1-1989 à 6 heures TU et le 3-1-1989 à 6 heures TU

| FRANCE | TOURS | 2-1 | 3-1 | C | LOS ANGELES | 19-5 | D |
|---------------|-------|-----|-----|---|-------------|------|---|
| AMCER | 14 | 2 | D | | | | |
| BARCELONE | 10 | 3 | B | | | | |
| BELGRADE | 1 | 3 | B | | | | |
| BOMBAY | 1 | 3 | B | | | | |
| BREST | 5 | 3 | C | | | | |
| CADIX | 7 | 1 | C | | | | |
| CHERBOURG | 6 | 1 | C | | | | |
| CLEMONTE-FERR | 4 | 6 | A | | | | |
| COCIN | 2 | 3 | C | | | | |
| CRONENBURG | 4 | 5 | D | | | | |
| LILLE | 8 | 5 | D | | | | |
| LONDRES | 2 | 6 | D | | | | |
| LYON | 2 | 4 | B | | | | |
| MARSEILLE | 10 | 2 | D | | | | |
| NANCY | 6 | 3 | B | | | | |
| NANTES | 1 | 1 | C | | | | |
| NICE | 16 | 5 | D | | | | |
| PARIS-MONT | 5 | 1 | B | | | | |
| PAU | 2 | 7 | B | | | | |
| PERPIGNAN | 7 | 1 | C | | | | |
| RENNES | 2 | 0 | C | | | | |
| STRASBOURG | 6 | 1 | B | | | | |
| TOULOUSE | 1 | 3 | B | | | | |
| VALD'AUZ | 30 | 22 | N | | | | |

| ÉTRANGER | ALGER | 15 | 1 | D | MILAN | 24 | 10 | B |
|----------|-----------|----|----|---|------------|----|----|---|
| | AMSTERDAM | 8 | 0 | B | MONTREAL | 4 | 15 | A |
| | ATHENES | 9 | 3 | D | MOSCOW | 15 | 19 | N |
| | BANGKOK | 22 | 24 | N | NARBO | 26 | 15 | N |
| | BANGKOK | 12 | 5 | N | OSLO | 6 | 1 | C |
| | BEIRUT | 3 | 6 | A | PARIS-MONT | 15 | 4 | C |
| | BERLIN | 6 | 0 | B | PERIN | 3 | 7 | D |
| | BUEENOS | 8 | 1 | C | ROME | 15 | 2 | D |
| | CAIRO | 16 | 13 | D | SINGAPOUR | 32 | 24 | C |
| | CHONGKING | 5 | 2 | C | STOCKHOLM | 5 | 3 | C |
| | DAKAR | 18 | 10 | D | SYDNEY | 24 | 18 | A |
| | DELHI | 14 | 12 | C | TOKYO | 13 | 3 | D |
| | DIERNA | 14 | 12 | C | TUNIS | 17 | 8 | N |
| | GENEVE | 1 | 1 | C | VIENNE | 11 | 2 | N |
| | HONGKONG | 18 | 16 | N | YOKOHAMA | 11 | 2 | N |
| | ISTANBUL | 5 | 2 | A | | | | |
| | JAKARTA | 9 | 5 | P | | | | |
| | LEIPZIG | 12 | 3 | D | | | | |
| | LONDRES | 8 | 3 | C | | | | |

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الأصل



Bicentenaire

Un sondage IPSOS pour « le Monde » et TF 1

La Révolution, c'est la République

Il y a donc deux cents ans, la France préparait sa Révolution. Déjà dans le royaume, l'un des plus puissants de l'Europe sinon de la planète, de nombreux signes annonçaient un bouleversement que personne encore en ce début d'année 1789 ne pouvait prévoir. Plusieurs siècles de monarchie allaient en quelques années céder la place à la République. Dans l'enthousiasme et l'euphorie, dans les larmes et dans le sang, six ou sept générations ont passé depuis cette année sans pareille, et ces deux siècles ont été jalonnés de bien d'autres changements, révoltes, convulsions, guerres... Il reste que la Révolution demeure un de ces événements fondateurs qui marquent de façon indélébile la mémoire d'un peuple. On ne la célébrerait pas en France, et dans le monde, avec autant de faste si tel n'était pas le cas.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui dans la tête des Français ? Quels ont été ses acteurs et ses grandes étapes ? Quels sont ses héritiers ? Bref, quelle est la culture révolutionnaire des Français ? C'est à

toutes ces interrogations que répond le sondage IPSOS réalisé pour le Monde et TF 1. Son originalité est d'avoir posé des questions ouvertes, entraînant de ce fait des commentaires spontanés et excluant d'avance toute grille de lecture préalable. Conclusion : la Révolution de 1789, c'est d'abord la République et l'esprit républicain. Y a-t-il eu une bonne Révolution — la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen — et une mauvaise Révolution — la Terreur et la guillotine ? Le sujet est hors de propos. Les débats entre historiens sur l'interprétation de ces années de feu apparaissent comme réservés à un petit cercle. Tout se passe comme si la Révolution française était une sorte de corpus d'événements inséparables transmis par le système scolaire et objet aujourd'hui d'un indéniable consensus national. Ce qui n'empêche pas des jugements partagés et parfois contradictoires.

Deux cents ans, c'est loin. On le remarquera d'emblée : aux questions de notre sondage, plus d'un

tiers des Français, et quelquefois bien plus, ne savent que répondre, faute de connaissances. Un exemple : plus de la moitié des personnes interrogées (56 %) savent que le drapeau tricolore date de la Révolution, mais 31 % refusent de se prononcer ! Quant aux raisons des trois couleurs, 65 % restent dans l'ignorance, et seulement 7 % savent que le bleu et le rouge sont les couleurs de Paris et le blanc la couleur du roi.

Mais c'est avec les événements et les acteurs de la Révolution que la vision globale des Français apparaît le plus fortement. Elle met en relief les actions essentielles — mille fois célébrées ou répétées, — et les figures emblématiques — mille fois représentées — de la Révolution. La prise de la Bastille — personne ne s'en étonne — est « l'événement le plus important », suivi de la Déclaration des droits de l'homme, de la mort du roi et de la reine et de la nuit du 4 août. Notons toutefois que ceux qui se disent proches de la droite considèrent que l'exécution de Louis XVI est aussi importante

que la Déclaration des droits de l'homme. Quant aux condamnations à mort et à la guillotine, elles arrivent au sixième rang avec un très faible pourcentage (4 %), que l'appartenance politique ne modifie guère (5 % pour la droite, 3 % pour la gauche). Ainsi, pour les Français, la Terreur n'est pas spontanément un événement important de la Révolution. En tout cas, ils préfèrent en retenir les éléments positifs. Et d'abord la Déclaration des droits de l'homme, qui est pour eux l'acquis essentiel de 1789 et dont 30 % se souviennent qu'elle est l'affirmation de la liberté et de l'égalité de tous les êtres humains. Mais cette Déclaration est-elle vraiment appliquée ? A lire les réponses, ce n'est pas évident. La Révolution dans ce domaine reste à achever, même s'il y a eu d'autres révolutions : en Russie, en Chine et en France, avec Mai 1968. Etrange révolution que cette dernière, qui n'a apporté aucun changement politique.

Quant aux acteurs, trois figures se détachent : Robespierre, Dan-

ton et Louis XVI, comme les trois symboles indissociables du théâtre révolutionnaire. Faut-il vraiment y ajouter Marat, noté presque à égalité avec le roi ? Ou bien sa notoriété n'est-elle pas due au tableau de David le représentant mort dans sa baignoire ? Toujours est-il que le jugement porté par les Français sur ces trois personnalités ne sont pas aussi noirs et blancs qu'on aurait pu le croire. Certes, Robespierre est pour 22 % des personnes qui le citent la Terreur et le fanatisme, mais les opinions positives ne manquent pas non plus. Danton bénéficie, lui, d'une image plus flatteuse. Et quand on les interroge sur la condamnation à mort et sur l'exécution de ces trois « héros », les jugements sont encore plus nuancés. Il n'y a pas de majorité déterminante en faveur de la peine de mort. Et le cas de Louis XVI est encore plus intéressant. Les commentaires condamnant ou réprochant son exécution l'emportent largement sur ceux qui l'approuvent ou la justifient. A deux siècles de distance, les passions se sont à l'évidence apai-

sées, et c'est une vue politique des événements qui s'impose.

Quels sont alors aujourd'hui les héritiers de la Révolution ? Réponse : MM. Mitterrand, Rocard, Barre, Chirac et Giscard d'Estaing. Deux présidents de la République et trois premiers ministres. On ne saurait affirmer avec plus d'exactitude que la Révolution, c'est la République avec ses représentants légitimes. Sans doute, les Français la classent majoritairement à gauche (55 % contre 11 % à droite), mais quand on leur demande quels sont de tous les hommes du dix-neuvième au vingtième siècle, morts ou vivants, politiques ou non, les meilleurs continuateurs de 1789, le premier cité est Charles de Gaulle. Avec un score de 30 % (28 % à gauche et 38 % à droite), il devance largement le cortège des autres héritiers où se mêlent la droite et la gauche... et les présidents de la V^e. Il y a un siècle, le centenaire de la Révolution était encore l'objet d'un sérieux débat entre les républicains et les nostalgiques de l'Ancien Régime.

CLAUDE SALES.

Fiche technique

Ce sondage est inhabituel. Il s'est en effet appuyé presque exclusivement sur des questions ouvertes, appelant une réponse spontanée des personnes interrogées. Aucune proposition de réponse n'était soumise aux interviewés. Ce n'est qu'après avoir ainsi recueilli seize mille réponses que celles-ci ont fait l'objet d'une codification destinée à faire apparaître, pour chaque interrogation, les différents types de réponses. Mille personnes, constituant un échantillon représentatif — selon la méthode des quotas — de la population française, âgée de dix-huit ans et plus, ont été interrogées du 20 au 21 décembre 1988.

Dans la publication des résultats, nous avons retenu les pourcentages les plus significatifs.

Une étude qualitative de la revue « Espaces-Temps »

La révolte et la conquête

« Je ne sais rien, mais je dirai tout » : la Révolution française est pleine d'événements, mais elle n'a duré qu'un jour : la Révolution est terminée, mais elle n'est pas finie... Ces trois formules paradoxales résument les enseignements d'une enquête menée en février dernier par la revue Espaces-Temps, qui concordent largement avec les résultats du sondage publié aujourd'hui.

La faible connaissance des faits est frappante. Seule la prise de la Bastille est massivement citée. Peu se hasardent à proposer un calendrier, même succinct, des années de la Révolution — dont on situe le début, mais pas la fin. En réalité, le symbolisme l'emporte ici nettement sur l'événementiel. La force du 14 juillet, c'est l'« élan », la « joie », la « fête » et, le mot est lâché, l'« unité ». Face à cette incarnation parfaite du consensus, la Terreur est, certes, majoritairement condamnée, mais comme on efface sur un costume une tache qui fait vilain. On l'escamote parfois d'une étonnante métaphore : « Il y a eu un tel effet de soufflé que ça a coupé des têtes ». Quelques-uns la justifient : « Il fallait tailler dans le vif ; le peuple n'était pas prêt à accepter le méandre », affirme un retraité. Mais dans l'ensemble, ces épisodes sont relativisés, rendus à l'histoire. Seule une faible minorité dessine une image sombre et stigmatisée le « dérapage dans le sang ». A l'autre extrême, les communistes manifestent une sensibilité particulière à ces événements : « Ça me fait mal », dit une militante, tout en ajoutant : « Il y avait des décisions très dures à prendre ». Le « bilan globalement positif » semble avoir laissé des traces.

En fin de compte, dans cette enquête qualitative, le consensus républicain domine et apparaît bien comme l'ordonnateur de cette mémoire sélective. Ce que symbolise la prise de la Bastille, c'est à la fois la révolte irrépressible « de tout un peuple » et la conquête, perçue comme instantanée, de l'état de droit, de la citoyenneté, de la séparation des pouvoirs, des droits de l'homme. Or, si l'on en croit les personnes interrogées, ce patrimoine provient prioritairement de l'école, tant pour les jeunes que pour les plus âgés. Comme le confirme le sondage IPSOS, la différence des connaissances n'est pas spectaculaire entre les classes sociales, les aînés ont bien un souvenir un peu plus vif des paroles de la Marseillaise, mais ce test se révèle insuffisant : l'écologie républicaine et les éléments factuels qui la sous-tendent ont bien résisté aux mutations du système éducatif. Ce n'est plus le catéchisme de la III^e République, on

ajoute des nuances, on retrouve la sérénité face à un événement devenu historique ; on n'en adhère pas moins à quelques idées simples et fortes.

La formule si discutée de François Furet, « la Révolution est terminée », est partiellement validée par le refus général de penser la vie politique actuelle avec les mêmes critères que ceux de 1789 ou de 1792. Partant du fait que « tout ce que l'on a maintenant — la gouvernance, la patrie, le droit de vote, la justice — est issu de la Révolution », comme le dit un employé, beaucoup considèrent que c'est l'ensemble du système politique, toutes familles confondues, qui peut se poser en héritier. Le choix des hommes de son propre camp comme « exécuteurs testamentaires » offre, contrairement aux apparences, un signe supplémentaire de cet accord.

Mais le message ne s'arrête pas là. A côté du « socle fondateur », il y a l'« utopie en marche ». De nombreuses personnes constatent, indignées ou résignées, que la devise « Liberté, égalité, fraternité » ou les droits de l'homme restent, malgré leur force (« On en sort avec du bonheur plein les poches »), à l'application dans le monde et même en France. L'utopie de 89, désormais affranchie d'une grille de lecture bolchevique, révèle sa puissance et donne à certains des idées. Le mot même de « révolution » fait hésiter car il associe à la transformation rapide d'une société la violence politique et la rupture de régime, qui paraissent hors de propos.

En tout cas, « il y a beaucoup à faire » : « une révolution tous les cinquante ou cent ans », suggère l'un, « une révolution en douceur », propose l'autre. Une aspiration qui fait plutôt pencher à gauche, non plus l'héritage, mais la « force propulsive ». Ainsi comprend-on à quel point 1789 offre à François Mitterrand une thématique remarquable pour organiser la synthèse de la légitimité et de l'idéal. Pourtant, l'insatisfaction demeure : « Quand on voit le débat politique actuel, c'est creux, c'est vide. On recherche des gens comme ceux de 89 ». Ce raccourci en forme de petite annonce sonne aussi comme un défi.

JACQUES LÉVY
et PATRICK GARCIA,
animateurs de la revue
Espaces-Temps.

* ESPACES-TEMPS, n° 38-39/1988, « Coconner la révolution. 89, 58, confrontations », p. 117-124. Paris Coteux 10. L'enquête a été réalisée par un collectif de chercheurs constitué de Yannick Bosc, Hélène Dupuy, Patrick Garcia, Serge Leroux, Isabelle Lespiau, Jacques Lévy, Brigitte Maria et Marie-Flore Mantel.

Les événements

Quels sont pour vous les événements les plus importants de la Révolution française ?

| | |
|---|----|
| La prise de la Bastille | 37 |
| La déclaration des droits de l'homme | 16 |
| La mort du roi, de Louis XVI, la mort du roi et de la reine | 13 |
| La nuit du 4 août, l'abolition des privilèges, l'abolition de la noblesse | 10 |
| La fin de la monarchie, la chute de la royauté | 8 |
| La Constitution, l'évolution du système légal, la mise en application de la philosophie des Lumières, la démocratie | 6 |
| La liberté, l'égalité, la justice | 5 |
| La République | 4 |
| La guillotine, les condamnations à mort, la Terreur | 4 |
| Ne se prononcent pas | 34 |

Quelles sont les modifications que la Révolution française a apportées et qui existent encore aujourd'hui ?

| | |
|--|----|
| Droits de l'homme, déclaration des droits de l'homme | 17 |
| La liberté, plus de liberté, liberté d'expression | 16 |
| Droit de vote, élections, droit de vote des femmes | 12 |
| Suppression des privilèges, de la servitude, de l'esclavage, de certains impôts pour les pauvres | 9 |
| La République | 8 |
| L'égalité, plus d'égalité | 7 |
| Les lois, le code civil, la Constitution | 7 |
| Abolition de la monarchie, du pouvoir absolu | 7 |
| La République | 6 |
| Liberté, Égalité, Fraternité, la devise de la République | 5 |
| Ne se prononcent pas | 33 |

La déclaration des droits de l'homme

Pouvez-vous me dire ce qu'évoque pour vous la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et ce que vous en pensez ?

| | |
|---|----|
| Une bonne chose, je suis pour (sans précision) | 43 |
| Elle n'est pas assez appliquée dans le monde ; rarement valable à l'étranger ; elle vaut d'abord pour la France | 32 |
| La liberté | 20 |
| L'égalité, l'abolition des privilèges | 16 |
| Un événement formidable à l'époque, une évolution des mentalités | 11 |
| La fraternité, la solidarité | 11 |
| Ne se prononcent pas | 14 |

Pouvez-vous me citer son premier article ?

| | |
|--|----|
| Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit ; les hommes sont libres et égaux ; la liberté et l'égalité des hommes | 18 |
| Tous les hommes sont égaux | 12 |
| Ne se prononcent pas | 66 |

En dehors de la Révolution française de 1789, connaissez-vous d'autres révolutions en France ou dans le monde ?

| | |
|--|----|
| La révolution russe, soviétique, de 1917 | 37 |
| La révolution chinoise, la révolution de Mao | 13 |
| Mai 68 | 11 |
| La révolution de 1848, pour renverser Louis-Philippe | 11 |
| Ne se prononcent pas | 37 |

Si vous deviez symboliser la Révolution française par trois mots ou adjectifs, quels seraient ces trois mots ou adjectifs ?

| | |
|------------|----|
| Liberté | 55 |
| Égalité | 48 |
| Fraternité | 43 |

[L'article 1^{er} de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen dit exactement : « Les hommes naissent libres et égaux en droit. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. »]

Le drapeau

Pouvez-vous me dire le plus précisément possible depuis quand le drapeau tricolore bleu-blanc-rouge est le drapeau français ?

| | |
|---|----|
| Depuis la Révolution, au temps de la Révolution de 1789, il y a 200 ans | 29 |
| En 1789, depuis la prise de la Bastille, depuis le 14 juillet 1789 | 18 |
| En 1790, en 1791, en 1792, en 1793 | 9 |
| Ne se prononcent pas | 31 |

Et pouvez-vous me dire pour quelles raisons le drapeau tricolore bleu-blanc-rouge a été choisi comme drapeau français ?

| | |
|---|----|
| Le blanc c'était la royauté, la monarchie, le roi | 12 |
| Blanc pour la royauté, rouge et bleu pour Paris | 7 |
| Couleurs du peuple entourant la royauté, le peuple et le roi, la royauté et le rouge pour le peuple | 6 |
| Le rouge c'est la couleur du sang | 5 |
| Ne se prononcent pas | 65 |

[Les trois couleurs du drapeau français, le bleu et le rouge pour Paris, le blanc pour le roi, coexistent dès la mi-juillet 1789, notamment dans la célèbre cocarde tricolore. Mais c'est le 15 février 1794 que la convention décide que la Marine doit arborer le drapeau sous la forme que nous connaissons.]

Les acteurs

Quels sont selon vous les personnages les plus importants de la Révolution française ?

| | |
|----------------------|----|
| Robespierre | 48 |
| Danton | 40 |
| Marat | 12 |
| Louis XVI, le roi | 11 |
| Saint-Just | 6 |
| Mirabeau | 5 |
| Bonaparte, Napoléon | 5 |
| Ne se prononcent pas | 38 |

A ceux qui ont cité Robespierre (48 % de l'ensemble). Vous m'avez cité Robespierre. Pouvez-vous me dire ce qu'il a fait, ce qu'il évoque pour vous ?

| | |
|---|----|
| Un révolutionnaire, la Révolution, meneur du mouvement | 14 |
| Droits de l'homme, abolition des différences de classe, liberté | 7 |
| Intransigent, dur, cruel, impitoyable | 12 |
| La terreur, l'anarchie | 22 |
| Ne se prononcent pas | 24 |

A ceux qui ont cité Danton (40 % de l'ensemble). Vous m'avez cité Danton. Pouvez-vous me dire ce qu'il a fait, ce qu'il évoque pour vous ?

| | |
|---|----|
| Un révolutionnaire | 13 |
| Un orateur, un tribun, une grande gueule, député, courageux | 13 |
| Un homme du peuple, il comprenait le peuple, la Nation | 9 |
| Un fanatique, un extrémiste, un profiteur | 8 |
| Ne se prononcent pas | 30 |

A ceux qui ont cité Louis XVI (11 % de l'ensemble). Vous m'avez cité Louis XVI. Pouvez-vous me dire ce qu'il a fait, ce qu'il évoque pour vous ?

| | |
|--|----|
| Très influent, mal conseillé, ne prenait pas ses responsabilités | 26 |
| L'Ancien Régime | 20 |
| Le dernier roi, la monarchie abolie | 19 |
| Ne se prononcent pas | 18 |

Que pensez-vous de la condamnation à mort et de l'exécution de Robespierre ?

| | |
|--|----|
| Je suis pour, il avait fait tuer, il le méritait | 21 |
| C'était une erreur, c'était inutile, abusif | 14 |
| C'était inévitable, il était pris à son propre jeu | 12 |
| Ne se prononcent pas | 48 |

Que pensez-vous de la condamnation à mort et de l'exécution de Danton ?

| | |
|--|----|
| C'est une erreur, inutile, abusif | 20 |
| C'était inévitable, il a été prisonnier de son propre jeu, des conflits de pouvoir | 16 |
| Je suis pour, il avait fait tuer d'autres gens | 11 |
| C'était un grand homme, il ne méritait pas cela | 9 |
| Je suis opposé par principe à la peine de mort | 7 |
| Ne se prononcent pas | 48 |

Que pensez-vous de la condamnation à mort et de l'exécution de Louis XVI ?

| | |
|---|----|
| Excessif, inutile, il ne méritait pas cela | 19 |
| C'est une erreur qui aurait pu être évitée | 11 |
| C'était nécessaire, logique, justifié | 10 |
| Je suis pour, j'approuve (sans précision) | 9 |
| Je suis opposé par principe à la peine de mort | 8 |
| Il faut se reporter dans le contexte : à l'époque, cela pouvait se comprendre | 7 |
| Ne se prononcent pas | 28 |

Les héritiers

Parmi les hommes politiques français actuels, quels sont les trois qui vous paraissent les meilleurs héritiers de la Révolution française ?

| | |
|----------------------|----|
| F. Mitterrand | 31 |
| M. Rocard | 14 |
| R. Barre | 13 |
| J. Chirac | 12 |
| V. Giscard d'Estaing | 12 |
| Ne se prononcent pas | 40 |

Et parmi l'ensemble des Français du dix-neuvième siècle ou du vingtième siècle, qu'ils soient hommes politiques ou non, et qu'ils soient morts ou encore en vie, quels sont les trois qui ont été ou qui sont les meilleurs continuateurs de la Révolution française ?

| | |
|----------------------|----|
| C. de Gaulle | 30 |
| J. Jaurès | 8 |
| G. Pompidou | 7 |
| F. Mitterrand | 6 |
| P. Mendès France | 4 |
| C. Clemenceau | 4 |
| L. Blum | 4 |
| V. Giscard d'Estaing | 3 |
| J. Ferry | 3 |
| Napoléon | 3 |
| H. Hugo | 3 |
| Ne se prononcent pas | 46 |

Gauche-droite

Et si vous deviez situer politiquement la Révolution française, la situeriez-vous à l'extrême gauche, à gauche, au centre, à droite ou à l'extrême droite ?

| | |
|----------------------|----|
| A l'extrême gauche | 10 |
| A gauche | 41 |
| À l'extrême | 23 |
| À droite | 9 |
| A l'extrême droite | 2 |
| Ne se prononcent pas | 15 |

Chronologie

ETRANGER

1988 dans le monde

par ÉDOUARD MASUREL

JANVIER

4. - **AFGHANISTAN** : Abin Guillo, journaliste français capturé quatre mois auparavant, est condamné à dix ans d'emprisonnement pour « activités subversives et espionnage ». Malgré les interventions des autorités françaises, il ne sera libéré que le 28 mai.

4. - **FINANCES MONDIALES** : Le dollar se redresse après l'effondrement des cours à la fin de 1987.

13. - **TAIWAN** : Mort de Tchang Ching-kuo, fils de Tchang Kai-shek. M. Lee Teng-hui, vice-président, lui succède à la tête de l'État, ainsi que, le 27, à la tête du Koutomintang, le parti au pouvoir.

15. - **IRLANDE** : Mort de Sean Mac Bric, fondateur d'Amnesty International.

17. - **HAÏTI** : Après des élections marquées par une abstention massive et de nombreuses irrégularités, M. Leslie Manigat est proclamé élu le 24 avec 50,29 % des voix.

18. - **BELGIQUE** : OPA de M. Carlo de Benedetti sur la Société générale de Belgique, qui contrôle le tiers de l'économie belge. Après deux mois d'une bataille boursière acharnée avec le groupe financier Suez, ce dernier l'emporte et M. de Benedetti accepte, le 24 juin, de lui céder 31 % des 47 % d'actions qu'il a acquises.

22. - **FRANCE** : RFA : Le chancelier Kohl et M. Mitterrand célèbrent à Paris le vingt-cinquième anniversaire du traité de coopération franco-allemand. La création d'un conseil de défense et de sécurité, d'un conseil économique et financier, d'un haut conseil culturel et la constitution d'une brigade mixte sont décidées.

30-31. - **GRÈCE-TURQUIE** : MM. Andreas Papandreu et Turgut Ozal, premiers ministres grec et turc, amorcent une réconciliation en se rencontrant à Davos (Suisse) pour le premier sommet gréco-turc depuis 1978.

FÉVRIER

2. - **LIBAN** : Jacques Merin, un agent secret français, est assassiné dans le secteur chrétien de Beyrouth.

4. - **URSS** : Le Cour suprême décide de la réhabilitation de dix condamnés à mort du procès stalinien de mars 1938, dont Nikolaï Boukharine et Alexei Rykov.

8. - **AFGHANISTAN** : M. Gorbatchev annonce à Moscou, dans une allocution télévisée, le prochain retrait des troupes soviétiques.

8. - **AUTRICHE** : Les silences et les messages de M. Kurt Waldheim sont mis en cause par la commission internationale d'enquête sur le passé militaire du chef de l'État, mais aucune responsabilité directe dans des crimes de guerre ne lui est attribuée.

11-12. - **CEE** : Au conseil européen extraordinaire de Bruxelles, les Douze servent à un accord sur la réforme du financement de la Communauté.

13-28. - **CANADA** : Les XV^e Jeux olympiques d'hiver ont lieu à Calgary.

15. - **FINLANDE** : M. Mauno Koivisto est réélu président de la République pour un nouveau mandat de six ans.

17. - **LIBAN** : Un officier américain travaillant pour l'ONU, le lieutenant-colonel Richard Higgins, est enlevé au sud de Tyr.

21. - **CHYPRE** : M. Georges Vassiliou, candidat indépendant soutenu par le Parti communiste (AKEL), remporte l'élection présidentielle avec 51,63 % des voix. Il succède le 28 à M. Spyros Kyprianou, chef de l'État depuis 1977, éliminé le 14 des le premier tour.

25-26. - **FRANCE-RÉPUBLIQUE D'IRLANDE** : M. Mitterrand effectue en Irlande la première visite d'État d'un président français.

26. - **PANAMA** : Le général Manuel Antonio Noriega, homme fort du pays, fait destituer le président Eric Delvalle par l'Assemblée nationale. Les semaines suivantes, malgré d'intenses pressions, économiques et politiques, des États-Unis, le général Noriega parvient à se maintenir.

28. - **SÉNÉGAL** : Le président Abdou Diouf remporte l'élection présidentielle avec 73 % des voix. Mais le 29, après des troubles, l'état d'urgence est proclamé à Dakar et M. Abdoulaye Wade, chef de l'opposition qui a obtenu 25 % des voix, est arrêté.

28. - **URSS** : Des massacres d'Arméniens par des Azéris font officiellement trente-deux morts à

Soumgaï, en Azerbaïdjan. Les jours précédents, des centaines de milliers de personnes ont commencé à se rassembler à Erevan, capitale de l'Arménie, pour demander le rattachement du Haut-Karabakh, région autonome d'Azerbaïdjan peuplée à 75 % d'Arméniens.

MARS

2-3. - **EST-OUEST** : Les chefs d'État et de gouvernement des seize pays membres de l'OTAN participent à Bruxelles à un sommet extraordinaire. Ils demandent l'ouverture rapide de négociations sur le désarmement conventionnel en Europe pour mettre fin à la supériorité des forces militaires classiques du pacte de Varsovie.

23. - **NICARAGUA** : Un accord de cessez-le-feu est conclu à Sapo

alimentaire en vendant au groupe suisse Nestlé les activités industrielles et commerciales de Buitoni pour 7,36 milliards de francs.

20. - **SALVADOR** : Victoire de l'opposition de droite aux élections législatives et municipales : l'ARENA obtient 31 (+6) des 60 sièges de l'Assemblée nationale contre 22 (-10) à la Démocratie chrétienne, ainsi que près des trois quarts des maires.

23. - **NICARAGUA** : Un accord de cessez-le-feu est conclu à Sapo

manitions qui servait de centre de transit pour les armes destinées à la résistance afghane.

11. - **GRANDE-BRETAGNE** : Une profonde réforme du système de protection sociale, qui réduit le rôle de l'État-providence, est instaurée en 1992, entre en vigueur malgré les protestations des travailleurs.

13. - **ITALIE** : M. Ciriaco De Mita, secrétaire général de la Démocratie chrétienne, succède à M. Giovanni Goria (DC), qui avait démissionné le 11 mars, à la tête d'un

s'entretient à Damas, sans parvenir à mettre fin à cinq ans de broilages syro-palestiniens.

26. - **ARABIE SAOUDITE** : Ryad rompt ses relations diplomatiques avec Téhéran.

26. - **CORÉE DU SUD** : Aux élections législatives, le Parti pour la justice et la démocratie du président Roh Tae Woo perd la majorité absolue en n'obtenant que 125 des 299 sièges.

26. - **POLOGNE** : Des grèves ont lieu jusqu'au 10 mai pour protester contre les hausses des prix décidées par le gouvernement.

MAI

1^{er}. - **PAYS-BAS** : Trois militaires britanniques basés en RFA et

à M. León Febres Cordero (conservateur).

10. - **DANEMARK** : Les élections législatives anticipées, convoquées par M. Poul Schlüter, premier ministre (centre droit) depuis 1982, afin de réaffirmer la « pleine appartenance » du Danemark à l'OTAN, n'apportent pas de réponse claire à cette question. M. Schlüter forme le 3 juin un nouveau gouvernement minoritaire en modifiant les partis de la coalition au pouvoir.

13. - **IRAN** : Le second tour des élections législatives confirme la victoire des « radicaux » proches du fils de l'imam, Ahmed Khomeiny.

15. - **AFGHANISTAN** : Début du retrait des troupes soviétiques.

16. - **ALGÉRIE-MAROC** : Les relations diplomatiques, rompues par Rabat en février 1976 en raison du conflit du Sahara occidental, sont rétablies.

17. - **SÉNÉGAL** : L'état d'urgence, instauré au lendemain des élections du 28 février, est levé, après un verdict modéré de la Cour de sûreté de l'État, le 11, suivi de la libération de M. Abdoulaye Wade, chef de l'opposition.

18. - **INDE** : Les extrémistes sikhs, assésés depuis le 9 dans le Temple d'Or d'Amritsar, se rendent. En cinq mois, plus de mille personnes ont été victimes du terrorisme sikh au Pendjab.

22. - **HONGRIE** : M. Karolyi Groz est élu secrétaire général du PC hongrois, où il succède à M. János Kádár, au pouvoir depuis 1956. Au bureau politique, plusieurs partisans des réformes font leur entrée aux dépens de la vieille garde kádàriste.

24. - **ITALIE** : Le groupe privé Montedison et le groupe public Eni-chem font alliance pour constituer une des dix premières sociétés mondiales de la chimie.

25. - **CAMBODGE** : Hanot annonce le retrait, avant la fin de l'année, de cinquante mille soldats, soit près de la moitié du contingent vietnamien au Cambodge.

27. - **LIBAN** : L'armée syrienne entre dans les quartiers chiites du sud de Beyrouth-Ouest, où de très violents combats entre miliciens d'Amal et du Hezbollah ont fait environ six cents morts depuis le 6.

29. - **ÉTATS-UNIS-URSS** : Le désarmement et les droits de l'homme sont au centre du quatrième sommet entre MM. Reagan et Gorbatchev qui se tient jusqu'au 2 juin à Moscou, où le président américain se rend pour la première fois.

29. - **SIERRA-LEONE** : Mort de Siaka Stevens, président de la République de 1971 à 1985.

JUIN

1^{er}. - **RFA** : Une explosion dans la mine de lignite de Borsen, près de Cassel, provoque la mort de cinquante et un mineurs.

6-9. - **URSS** : Un concile de l'Eglise orthodoxe russe se tient à Zagorsk, à l'occasion du millénaire de l'évangélisation de la Russie, marqué par de nombreuses cérémonies.

10. - **MAGHREB** : Les chefs d'État de l'Algérie, de la Libye, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie, réunis à Alger pour la première fois depuis les indépendances, décident de « mettre en œuvre les moyens de concrétiser la Grande Maghreb arabe ».

11. - **IRAN** : Mort de Giuseppe Saragat, président de la République de 1964 à 1971.

13. - **URSS** : La réhabilitation judiciaire de plusieurs dirigeants, dont Zinoviev et Kamenev, condamnés puis exécutés pendant les purges staliniennes de 1936-1937, est annoncée à Moscou.

13-15. - **GRÈCE-TURQUIE** : M. Turgut Ozal effectue en Grèce la première visite officielle d'un chef de gouvernement turc depuis 1952.

15. - **ESPACE** : Le premier vol du nouveau lanceur lourd européen Ariane-4 est un succès complet.

15. - **IRLANDE DU NORD** : Six soldats britanniques sont tués à Lisburn lors d'un attentat revendiqué par l'IRA.

15. - **URSS** : Le Parlement arménien vote en faveur du rattachement à l'Arménie du Haut-Karabakh, alors que les grèves et les manifestations d'Arméniens ont repris depuis le 11 mai, après un mois d'interruption. Le Soviet suprême d'Azerbaïdjan s'y oppose le 17.

16. - **FRANCE-IRAN** : Les relations diplomatiques, rompues en juillet 1987, sont rétablies.

19. - **HAÏTI** : Le général Henri Namphy reverse le président Leslie Manigat et forme un gouvernement militaire.

(Lire la suite page 18.)



7 DÉCEMBRE : M. Mikhaïl Gorbatchev rencontre à New-York le président Reagan et M. George Bush, son successeur élu le 6 novembre.

3. - **BANGLADESH** : Les élections législatives, boycottées par les deux grands partis de l'opposition, sont marquées par la fraude et une forte abstention. Le Jatiya, parti du président Ershad, remporte 251 des 300 sièges à pourvoir.

6. - **GIBRALTAR** : Trois membres de l'IRA qui préparaient un attentat sont tués par les forces spéciales britanniques. L'exécution sans sommation de ces trois militants, qui n'étaient pas armés, est dénoncée dans les milieux catholiques d'Irlande du Nord.

16. - **IRLANDE DU NORD** : Dix mille catholiques participent à Belfast aux funérailles des trois membres de l'IRA tués le 6 à Gibraltar, lorsque, au cimetière, un extrémiste protestant lance des grenades et tire sur la foule, faisant trois morts et une soixantaine de blessés avant d'être arrêté. Le 19, lors des obsèques d'un militant de l'IRA tué le 16, deux soldats britanniques en civil sont lynchés par la foule avant d'être tués par des membres de l'IRA.

18. - **ITALIE** : M. Carlo De Benedetti se retire de l'agro-

avec la Centre, après l'application par le président Ortega, en janvier, de pourparlers directs. Les mois suivants, malgré l'échec de nouvelles négociations, le cessez-le-feu se maintient.

23. - **URSS** : Le présidium du Soviet suprême rejette la demande de rattachement de Haut-Karabakh à l'Arménie. Malgré l'adoption, le 24, de mesures en leur faveur, les Arméniens maintiennent leurs revendications nationalistes.

AVRIL

5. - **PROCHE-ORIENT** : Détonnement d'un Boeing-747 koweïtien vers Meekhed (Iran), puis vers Larnaca (Chypre), le 8, où deux otages koweïtiens sont tués le 9 et le 11, enfin vers Alger, le 13, où les derniers otages sont libérés le 20 et où les pirates de l'air, des extrémistes pro-iraniens, obtiennent l'impunité.

10. - **PAKISTAN** : Des centaines d'habitants des villes jumelles d'Islamabad et de Rawalpindi sont tués dans l'explosion d'un dépôt de

gouvernement qui reconduit la coalition de cinq partis, au pouvoir depuis 1981.

14. - **AFGHANISTAN** : L'accord sur le retrait militaire soviétique est signé à Genève par les ministres des affaires étrangères d'URSS et des États-Unis, en présence du secrétaire général de l'ONU. Il prévoit que les cent quinze mille soldats soviétiques quittent l'Afghanistan en deux mois à partir du 15 mai. La résistance afghane rejette cet accord et annonce qu'elle poursuivra le combat jusqu'au renversement du régime de Kaboul.

14. - **FRANCE-CANADA** : Le conflit franco-canadien sur le pêche s'envenime avec l'arraisonnement d'un chalutier français venu pêcher illégalement dans les eaux canadiennes.

25. - **ISRAËL** : John Drenjanjak, accusé, malgré ses dénégations, d'avoir été de 1942 à 1945 un des bourreaux du camp de la mort nazi de Treblinka, est condamné à mort.

25. - **PROCHE-ORIENT** : Le président Assad et M. Arafat

en permission sont tués lors de deux attentats revendiqués par l'IRA.

24. - **LIBAN** : L'armée israélienne pénètre au sud-est du Liban pour une opération de nettoyage, au cours de laquelle elle se heurte à des combattants intégristes chiites du Hezbollah.

3-4. - **AFRIQUE AUSTRALE** : Une première réunion quadripartite (Angola, Cuba, Afrique du Sud, États-Unis) a lieu à Londres pour tenter de trouver une solution négociée au conflit anglo-afrique et à la question namibienne.

7-19. - **VATICAN** : Jean-Paul II, pour son neuvième voyage en Amérique latine, se rend en Uruguay, en Bolivie, au Pérou et au Paraguay.

8. - **BELGIQUE** : Après huit mois de crise, M. Wilfried Martens forme son huitième gouvernement depuis 1979. La nouvelle coalition de centre gauche dispose depuis les élections du 13 décembre 1987 de 150 sièges sur 212.

8. - **ÉQUATEUR** : M. Rodrigo Borja (social-démocrate) est élu chef de l'État. Il succède le 10 août

Iran-Irak : les lents progrès de la paix

FÉVRIER

28. - Reprise de la « guerre des villes » : de nombreux missiles sol-sol atteignent en particulier Téhéran et Bagdad, faisant des centaines de morts.

MARS

17-18. - L'avion iranien largue des bombes chimiques sur Halabja, ville du Kurdistan irakien conquise le 16 par les forces iraniennes et leurs alliés kurdes. Téhéran affirme qu'entre trois mille et cinq mille habitants sont tués par les gaz.

AVRIL

18. - L'Irak subit deux graves revers : l'armée irakienne, après

une offensive éclair lancée le 17, déloge les gardiens de la révolution de la péninsule de Fao qu'ils avaient conquise en février 1988. Dans le Golfe, Washington ayant décidé des représailles après la découverte de nouvelles mines, dont l'une a endommagé une frégate américaine le 14, six navires américains détruisent les plateformes pétrolières de Sirt et de Sossan ; lors des affrontements qui s'ensuivent, six navires iraniens sont détruits.

20. - La « guerre des villes » cesse : en moins de deux mois, plus de deux cent cinquante missiles sol-sol ont été tirés, dont les trois quarts par l'Irak.

MAI

25. - L'armée irakienne reconquiert la région frontalière de Chah-lanchet, à l'est de Bassorah,

occupée depuis janvier 1987 par les forces iraniennes.

JUIN

25. - L'armée irakienne reconquiert les îles mélanon occupées depuis février 1984 par les forces iraniennes.

JUILLET

3. - Un Airbus A-300 de la compagnie Iran Air est abattu par erreur au-dessus du détroit d'Ormuz par le croiseur américain Vincennes : les deux cent quatre-vingt-dix personnes à bord sont tuées.

18. - Téhéran accepte la résolution 598, adoptée le 20 juillet 1987 par le Conseil de sécurité de l'ONU et exigeant un arrêt immédiat des combats qui ont fait envi-

ron 1 million de morts depuis septembre 1980. Bagdad metant en doute la sincérité du revirement irakien, les combats se poursuivent.

AOUT

8. - Un accord sur le cessez-le-feu est annoncé à New-York par M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. Une trêve s'instaure sur le front et le cessez-le-feu entre officiellement en vigueur le 20, après l'arrivée de trois cent cinquante observateurs militaires de l'ONU chargés de superviser l'armistice.

25. - Des pourparlers de paix s'ouvrent à Genève, dans un climat de méfiance réciproque, sous l'égide de M. Perez de Cuellar. Suspendues, puis reprises plusieurs fois, ces négociations n'aboutissent à aucun accord avant la fin de l'année.

1988 dans le monde

ETRANGER

(Suite de la page 17.)

19-21. - SOMMET DE TORONTO : L'allégement de la dette des pays les plus pauvres est au centre du quatorzième sommet des sept principales démocraties industrielles réuni à Toronto. La déclaration économique fait ressortir une croissance plus forte que prévue. L'optimisme des Sept gagne les marchés financiers et le dollar se redresse, passant à Paris, le 23, la barre des 6 F.

21. - BRÉSIL : Les banques commerciales crédières du Brésil lui accordent un rééchelonnement de 61,5 des 121,5 milliards de dollars de sa dette extérieure, ainsi que 5,2 milliards de nouveaux crédits.

21. - FRANCE-ALGERIE : Une convention est signée à Alger, par M. Georges Duloit, ministre de la famille, afin d'assurer la libre circulation des enfants de couples séparés.

22. - VIETNAM : M. Do Muoi est nommé premier ministre. Il passe pour plus conservateur en matière économique que M. Vo Van Kiet, qui assurait l'intérim depuis la mort de Pham Hung, le 10 mars.

23. - GRANDE-BRETAGNE : Le groupe suisse Nestlé rachète pour 26 milliards de francs le chocolatier et confiseur britannique Rowntree, après deux mois de bataille boursière avec un autre groupe suisse, Jacobs Scharf.

27. - HONGRIE-ROUMANIE : Cinquante mille personnes manifestent à Budapest contre la politique d'assimilation forcée de la minorité hongroise en Transylvanie roumaine.

27. - LIBAN : Le camp palestinien de Chatila, à l'entrée sud de Beyrouth, tombe sous les coups de deux avions américains après deux mois de combats qui ont fait près de cent morts. Les derniers partisans de M. Arafat encore présents à Beyrouth sont évacués le 8 juillet.

27-28. - CEE : Au conseil européen de Hanovre, les Douze se donnent un an pour préparer l'union monétaire.

30. - RELIGION : Mgr Marcel Lefebvre ordonne quatre évêques au séminaire traditionaliste d'Ecône (Suisse), ce qui entraîne son excommunication ainsi que celle des évêques consacrés et provoque un schisme dans l'Eglise catholique, le premier depuis 1870.

JUILLET

1. - URSS : La conférence du parti, réunie à Moscou depuis le 28 juin, s'achève en approuvant les changements constitutionnels proposés par M. Gorbatchev.

6. - MER DU NORD : Une explosion détruit la plate-forme pétrolière Piper-Alpha, au large de l'Ecosse : 167 personnes sont tuées, dont 2 sauveteurs.

6. - MEXIQUE : M. Carlos Salinas de Gortari, candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir depuis 1929, parvient, malgré un net recul de son parti, à remporter l'élection présidentielle. Il obtient 50,36 % des voix contre 31,12 % à M. Cuauhtémoc Cárdenas (coalition du centre et de la gauche) et 17,07 % à M. Manuel Clouthier (droite). L'opposition conteste ces résultats et parvient à mobiliser la population contre la « fraude massive ».

11. - GRÈCE : L'attaque contre un bateau de croisière grec, le *Cypris-Poros*, au large d'Athènes, fait neuf morts, dont trois français. La police grecque, après avoir accusé à tort deux touristes français qui sont parmi les victimes, met en cause le groupe terroriste d'Abou Nidal.

11. - NICARAGUA : Managua décide l'expulsion pour l'impérialisme de l'ambassadeur des Etats-Unis ainsi que des mesures de répression à l'égard de l'opposition interne. Washington riposte le 12 en renvoyant l'ambassadeur du Nicaragua et en menaçant de reprendre son aide militaire à la Contra, interrompue en raison de l'opposition du Congrès.

15-16. - EST-OUEST : Le sommet du pacte de Varsovie, réuni dans la capitale polonaise, propose l'ouverture, d'ici à la fin de l'année, d'une négociation sur la réduction des forces armées et des armements classiques en Europe.

18. - URSS : Le président du Soviet suprême rejette à nouveau la demande de rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie. Mais la promesse de l'étude de solutions de compromis permet d'apaiser un peu la tension, très vive depuis des mois à Erevan, capitale de l'Arménie, et à Stepanakert, chef-lieu du Haut-Karabakh.

20. - ETATS-UNIS : M. Michael Dukakis est désigné par le Parti démocrate pour être son candidat à l'élection présidentielle. Le 12, il a choisi comme colistier M. Lloyd Bentsen.

23. - BURUNDI : Le général Ne Win, au pouvoir depuis 1962, démissionne de la présidence du parti unique. Le général Sein Lwin, l'un de ses fidèles, lui succède à la tête du parti, le 26, et de l'Etat, le 27.

24. - THAILANDE : Aux élections législatives anticipées, les

partis favorables au général Prem Tinsulanonda, premier ministre depuis mars 1980, obtiennent la majorité. Après le retrait du général Prem, M. Chatichai Choonhavan devient premier ministre le 4 août.

29. - URSS : M. Mikhaïl Gorbatchev propose devant le comité central que des terres en location puissent être attribuées aux paysans pour une durée pouvant aller jusqu'à cinquante ans.

AOÛT

3. - URSS : Mathias Rust, le jeune pilote ouest-allemand condamné le 4 septembre 1987 à quatre ans d'emprisonnement pour avoir atterri le 28 mai 1987 sur la place Rouge, est libéré et expulsé vers la RFA.

4. - SOUDAN : Des pluies diluviennes, qui durent plusieurs jours, provoquent des inondations catastrophiques le long du Nil, à Khartoum et dans le nord du pays, faisant près de deux millions de sans-abri.

8. - AFRIQUE AUSTRALE : Un accord de cessez-le-feu dans le nord de la Namibie et le sud de l'Angola est annoncé après la quatrième série de négociations quadripartites (Afrique du Sud, Angola, Cuba, Etats-Unis), du 2 au 5, à Genève. Les troupes sud-africaines s'achèvent le 30 leur retrait d'Angola.

8. - CANADA : Mort de Félix Leclerc, chanteur et poète québécois.

11. - ETATS-UNIS : Le président Reagan signe une loi votée par le Congrès accordant 3,9 milliards d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse qui a affecté les grandes régions céréalières.

12. - BIRMANIE : Le président Sein Lwin est contraint de démissionner, seize jours après son entrée en fonctions, à l'issue de cinq jours d'émeutes, dont la répression aurait fait entre mille et trois mille morts. Le 19, M. Maung Maung, ministre de la Justice, est nommé chef de l'Etat et du parti unique, mais de gigantesques manifestations en faveur du retour à la démocratie se multiplient, et une grève générale est déclenchée le 22.

14. - ITALIE : Mort du constructeur automobile Enzo Ferrari.

14-21. - BURUNDI : Dans le nord du pays, des massacres ethniques de Tutsis par des Hutus, majoritaires à 84 % mais exclus du pouvoir, sont suivis d'une répression sanglante par l'armée, composée de Tutsis : ces affrontements font entre 5 000 et 20 000 morts, selon les sources.

15. - AFGHANISTAN : Moscou annonce le retour en Union soviétique de la moitié de son corps expéditionnaire. La résistance tente de s'emparer des territoires évacués.

15-31. - POLOGNE : Des grèves se multiplient pour obtenir la législation de Solidarité et des augmentations de salaires. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » à l'opposition. Les conflits cessent après une rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur.

17. - ETATS-UNIS : M. George Bush, vice-président, reçoit l'investiture officielle du Parti républicain pour l'élection présidentielle. Le 16, il a choisi comme colistier M. Dan Quayle.

17. - PAKISTAN : Le général Mohamed Zia Ul Haq, qui avait pris le pouvoir en juillet 1977, meurt dans l'explosion de son avion. Les principaux chefs de l'armée et l'ambassadeur américain qui se trouvaient à bord sont aussi tués. La thèse de l'attentat est retenue par les autorités.

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués près d'Omagh dans un attentat revendiqué par l'IRA, qui est responsable, depuis le 1^{er}, d'une nouvelle vague d'actions terroristes, qui font dix autres morts dans le mois en Ulster, à Londres et sur le continent européen.

23. - ETATS-UNIS : Le président Reagan signe la loi sur le commerce, à laquelle il avait tenté de s'opposer pendant plus de trois ans, en dépit des vives protestations des partenaires des Etats-Unis qui dénoncent le caractère protectionniste de cette loi.

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denkash, chef de la communauté turque, renouent à Genève, en présence de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985.

25. - FINANCES MONDIALES : Après le relèvement, le 9, du taux d'escompte américain, de 6 % à 6,5 %, en raison des risques d'inflation et de surchauffe aux Etats-Unis, la décision de la Bundesbank de porter le taux d'escompte allemand de 3 % à 3,5 %, pour enrayer la baisse du mark par rapport au dollar, entraîne une hausse

générale des taux en Europe. Ces

hausse de taux et les interventions concertées des banques centrales permettent de stopper la hausse du dollar, qui avait atteint, le 22, 1,91 DM, 134 yens et 6,48 F.

25. - PORTUGAL : Un gigantesque incendie ravage une partie du centre historique de Lisbonne.

28. - RFA : Après une collision lors d'une exhibition aérienne, trois avions de groupe de voltige de l'armée de l'air tombent sur l'aérodrome de Ramstein, provoquant la mort de soixante-quatre personnes.

30. - SAHARA OCCIDENTAL : Le Maroc et le Front Polisario donnent leur « accord de principe » au plan de paix proposé le 11 par M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU.

Israël et l'« Etat palestinien »

JANVIER

13. - Quatre Palestiniens de Cisjordanie sont expulsés vers le Liban. Au Conseil de sécurité de l'ONU, les Etats-Unis s'abstiennent, le 14, de condamner ces bannissements, alors qu'ils avaient voté, le 5, une résolution, adoptée à l'unanimité, demandant à Israël de renoncer à ses projets d'expulsion. Le soulèvement dans les territoires occupés, commencé le 9 décembre, va se poursuivre toute l'année, malgré la sévère répression de l'armée israélienne.

FÉVRIER

14. - Trois cadres militaires du Fatah sont tués dans l'explosion de leur voiture, puis, le 15, est sabordé le ferry *Sol-Phryne*, qui avait été affrété par l'OLP pour ramener en Israël cent trente et un Palestiniens expulsés. Après ces deux attentats commis à Limassol (Chypre), M. Yasser Arafat menace Israël de représailles.

MARS

4. - M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, achève une tournée au Proche-Orient commencée le 25 février. Le plan de paix qu'il propose est approuvé en Israël par M. Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères (travailliste), mais rejeté par M. Itzhak Shamir, premier ministre (Likoud).

7. - En Israël, 200 Palestiniens venus d'Egypte prennent en otages les passagers d'un autobus dans le désert du Néguev. Lors de l'assaut donné par l'armée israélienne, les trois membres du commando sont tués ainsi que trois civils israéliens.

AVRIL

9. - M. Mikhaïl Gorbatchev, recevant à Moscou M. Yasser Arafat, invite l'OLP à « la reconnaissance de l'Etat d'Israël et la prise en compte de ses intérêts de sécurité ».

10. - Abou Jihad, chef militaire et numéro deux de l'OLP, est assassiné dans sa résidence de Sidé-Bou-Said, près de Tunis. L'opération, menée par un commando israélien, est vivement condamnée dans tous les pays arabes, ainsi que, le 25, par le Conseil de sécurité de l'ONU, les Etats-Unis s'abstenant. Cet assassinat provoque un regain de violence dans les territoires occupés par Israël, tandis que, le 20, trois cent mille Palestiniens participent



15 NOVEMBRE : M. Yasser Arafat proclame à Alger la création d'un Etat palestinien.

aux obsèques d'Abou Jihad dans le camp palestinien de Yarmouk, au sud de Damas.

JUIN

7-9. - Seize des dix-neuf chefs d'Etat de la Ligue arabe et M. Arafat, réunis à Alger, affirment leur soutien au soulèvement palestinien dans les territoires occupés par Israël. L'OLP se voit confortée dans son rôle de « seul et légitime représentant palestinien, pour conduire la lutte jusqu'à l'établissement d'un Etat palestinien indépendant ».

JUILLET

15. - M. Arafat proclame la création d'un Etat indépendant « en Palestine », à l'issue des travaux du Conseil national palestinien (Parlement en exil). Réuni à Alger depuis le 12, le CNP a auparavant accepté, par 253 voix contre 46 et 10 abstentions, la résolution 242 du Conseil de sécurité comme « base d'une conférence internationale de paix ». Malgré cette reconnaissance implicite d'Israël, les dirigeants israéliens dénoncent le « double langage » utilisé par l'OLP. Cependant, de nombreux pays, dont l'Egypte, déclarent de reconnaître l'Etat palestinien.

SEPTEMBRE

13-14. - M. Arafat se rend à Strasbourg à l'invitation du groupe socialiste du Parlement européen.

OCTOBRE

22. - Le roi Hussein de Jordanie, le président égyptien Mouba-

rak et M. Arafat se rencontrent à Akaba (Jordanie) pour discuter, à dix jours des élections israéliennes, qu'il existe un pont entre l'arabe prêt à négocier avec le Parti travailliste au règlement du problème palestinien.

30. - Une Israélienne et ses trois petits enfants sont brûlés vifs dans un autobus attaqué à la bombe incendiaire par des jeunes Palestiniens, à Jéricho, en Cisjordanie. Les affrontements dans les territoires occupés se sont poursuivis pendant la campagne électorale.

NOVEMBRE

15. - M. Arafat proclame la création d'un Etat indépendant « en Palestine », à l'issue des travaux du Conseil national palestinien (Parlement en exil). Réuni à Alger depuis le 12, le CNP a auparavant accepté, par 253 voix contre 46 et 10 abstentions, la résolution 242 du Conseil de sécurité comme « base d'une conférence internationale de paix ».

Malgré cette reconnaissance implicite d'Israël, les dirigeants israéliens dénoncent le « double langage » utilisé par l'OLP. Cependant, de nombreux pays, dont l'Egypte, déclarent de reconnaître l'Etat palestinien.

DÉCEMBRE

2. - L'Assemblée générale des Nations unies décide, par 154 voix

contre 2 (Etats-Unis et Israël), de se réunir à Genève du 13 au 15, car les Etats-Unis avaient refusé, le 26 novembre, d'accorder un visa à M. Arafat.

9. - Le soulèvement dans les territoires occupés entre dans sa deuxième année. A la fin du mois, le bilan s'élève à près de 350 morts, dont 14 Israéliens, et 7 000 blessés. Parmi les 15 000 Palestiniens arrêtés, 34 ont été expulsés et 10 000 restent détenus.

13. - M. Arafat s'adresse à l'Assemblée générale de l'ONU à Genève. Il propose une « initiative de paix » en trois temps, qui est rejetée par Israël et Washington.

14. - Les Etats-Unis acceptent l'ouverture d'un « dialogue substantiel avec des représentants de l'OLP ». Trois heures auparavant, M. Arafat, précisant dans une conférence de presse à Genève les termes de son discours de la veille, avait clairement reconnu le droit d'Israël à vivre « en paix et en sécurité », avant de déclarer « renoncer totalement » au terrorisme. La décision américaine reçoit une large approbation, sauf en Israël où elle suscite une très vive déception des autorités.

16. - Première rencontre arabo-palestinienne, à Carthage en Tunisie.

20. - L'accord de gouvernement conclu entre le Likoud et les travaillistes prévoit de nouvelles implantations juives dans les territoires occupés, s'oppose à la création d'un Etat palestinien et exclut toute négociation avec l'OLP.

annoncé une accélération du programme de réforme.

OCTOBRE

3. - LIBAN : Un enseignant indien, enlevé en janvier 1987 avec trois de ses collègues américains, est libéré à Beyrouth.

3. - LIBYE-CHAD : Tripoli et N'Djamena rétablissent leurs relations diplomatiques et s'engagent à « régler par la voie pacifique leur différend territorial ».

3. - RFA : Mort de Franz Josef Strauss, homme politique de premier plan.

5. - CHILI : Le général Pinochet perd le plébiscite qu'il avait organisé : le « non » recueille 54,71 % des suffrages et le « oui » 43,10 %. Le général reconnaît sa défaite mais affirme qu'il restera au pouvoir jusqu'au 11 mars 1990, terme légal de son mandat.

5-10. - ALGERIE : Des émeutes à Alger et dans plusieurs villes de province sont sévèrement réprimées par l'armée, qui n'hésite pas à tirer sur des jeunes manifestants. Le nombre de tués, officiellement évalué à cent soixante et un, serait au moins quatre fois supérieur. La promesse de « réformes politiques » faite à la télévision le 10 au soir, par le président Chadli, ramène le calme.

Les prix Nobel

28-IX. - PAIX : Forces des Nations unies pour le maintien de la paix.

13. - LITTÉRATURE : Naguib Mahrouz, écrivain égyptien.

17. - MÉDECINE : Sir James Black (Grande-Bretagne), Gertrud Eilert et George Hitchings (Etats-Unis).

18. - ÉCONOMIE : Maurice Allais (France).

19. - PHYSIQUE : Leon Lederman, Melvin Schwartz et Jack Steinberger (Etats-Unis).

19. - CHIMIE : Johann Deisenhofer, Robert Huber et Hartmut Michel (RFA).

1988 dans le monde

ETRANGER

13. - FINANCES MONDIALES : L'augmentation du déficit commercial des Etats-Unis accentue la baisse du dollar, dont la tendance à la hausse s'est inversée depuis le 30 septembre. Au sein du système monétaire européen, le franc faiblit par rapport au mark, ce qui contraint la Banque de France à relever, le 18, son taux d'intérêt de 7% à 7,25%.

19. - LIBAN : Huit soldats israéliens sont tués dans un attentat à la voiture-suicide, revendiqué par le Hezbollah et commis dans la « zone de sécurité » créée par Israël le long de la frontière. Les jours suivants, plusieurs raids de représailles sont lancés par l'aviation israélienne dans le sud du Liban.

21. - BELGIQUE : Les quatre membres des Cellules communistes combattantes accusés d'avoir perpétré vingt et un attentats en 1984 et 1985 sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité par la cour d'assises du Brabant.

28. - EUROPE : Philips, Siemens et SGS-Thomson décident de mettre en commun leurs moyens de recherche sur les composants électroniques des années 90.

NOVEMBRE

1. - ISRAËL : Les élections législatives sont marquées par une stagnation du Likoud (droite), avec 40 (-1) des 120 sièges, et du Parti travailliste, avec 39 sièges (+1). Les partis religieux, avec 18 élus, progressent de 6 sièges.

3. - ALGERIE : Les amendements constitutionnels favorisant la démocratisation de la vie politique sont approuvés par référendum. Le « oui » recueille 92,27% des suffrages, avec un taux de participation de 83,08%. C'est un vote de confiance à l'égard du président Chadli et un soutien à son programme de réformes.

3-4. - FRANCE-RFA : Cinquième sommet franco-allemand à Bonn.

4. - AFGHANISTAN : Moscou annonce la suspension du retrait des troupes soviétiques afin de faire pression sur la résistance afghane pour qu'elle accepte des négociations.

8. - ETATS-UNIS : M. George Bush remporte l'élection présidentielle avec 54% des voix, contre 46% à M. Michael Dukakis. A l'inverse, le Parti démocrate conserve sa majorité au Congrès, avec 262 des 435 sièges à la Chambre des représentants et 55 des 100 sièges au Sénat.

15. - ESPACE : La navette soviétique Bourane effectue sans équipage un premier vol de quelques heures.

16. - PAKISTAN : Aux élections législatives, le Parti du peuple (PPP) de M. Benazir Bhutto, fille de l'ancien premier ministre pendu en 1979, remporte 92 des 207 sièges à pourvoir, contre 54 à l'Alliance démocratique islamique (IDA) des partisans du général Zia, mort le 17 août. M. Bhutto est nommé premier ministre le 1^{er} décembre.

19. - ARGENTINE : Mort de Christina Onassis, héritière du célèbre armateur grec Aristote Onassis.

19. - YOUGOSLAVIE : Plus d'un million de Serbes se rassemblent à Belgrade pour la plus importante des nombreuses manifestations nationalistes organisées depuis plusieurs mois.

21. - CANADA : Aux élections législatives, le Parti conservateur de M. Brian Mulroney, premier ministre depuis 1984, remporte 170 des 295 sièges de la Chambre des communes. L'accord de libre-échange avec les Etats-Unis, qui était au cœur du débat électoral, obtient une large approbation.

23-24. - FRANCE-ESPAGNE : La solidarité antiterroriste est au centre du sommet franco-espagnol de Montpellier, alors qu'un attentat à l'explosif de l'ETA a fait deux morts, le 22, à Madrid, devant le siège de la garde civile.

24. - REPUBLIQUE D'IRLANDE : Le groupe français Pernod-Ricard remporte la bataille boursière qui l'opposait depuis trois mois au britannique Grand Metropolitan pour le contrôle du fabricant irlandais de whiskey Irish Distillers.

24. - URSS : Des Arméniens sont massacrés par des Azéris à Kirovabad, en Azerbaïdjan, où des affrontements inter-ethniques font officiellement vingt-huit morts du 19 à la fin du mois, provoquant l'exode de milliers de réfugiés.

25-26. - FRANCE-URSS : M. Mitterrand se rend en Union soviétique. Il s'entretient à Moscou avec M. Gorbatchev, avant d'assister, le 26, à Baïkonour, au départ du vaisseau spatial important trois cosmonautes, dont le Français Jean-Loup Chrétien, vers la station orbital Mir.

28. - PETROLE : Les treize pays de l'OPEP, réunis à Vienne depuis le 21, retrouvent leur unité

afin d'enrayer la chute des prix du pétrole.

29-30. - BANGLADESH : Un cyclone tropical dévaste les côtes sud du pays, provoquant la mort de plusieurs milliers de personnes.

30. - ETATS-UNIS : La firme d'investissement KKR gagne la bataille boursière pour le rachat de RJR Nabisco. L'OPA de KKR atteint le montant record de 24,33 milliards de dollars.

30. - POLOGNE : Alors que les négociations en vue de l'organisation d'une « table ronde » entre le pouvoir et l'opposition ont échoué, un débat télévisé sans précédent est organisé entre M. Lech Walesa et M. Alfred Miodowicz, président du syndicat officiel OPZZ.

DÉCEMBRE

1. - URSS : Le présidium du Soviet suprême vote les amendements à la Constitution qui avaient suscité en novembre une vive hostilité dans les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) et en Géorgie.

2-3. - CEE : Réunion du conseil européen à Rhodes.

4. - VENEZUELA : M. Carlos Andres Perez (social-démocrate) remporte l'élection présidentielle.

5-9. - COMMERCE INTERNATIONAL : Echec de la conférence ministérielle du GATT à Montréal, les Etats-Unis exigeant que la CEE renonce à ses subventions agricoles.

7. - EST-OUEST : M. Gorbatchev annonce, devant l'Assemblée générale de l'ONU, une réduction unilatérale de 500 000 hommes (10%) des forces militaires de l'URSS. Après avoir rencontré MM. Reagan et Bush, il regagne Moscou dès le 8, en raison du séisme en Arménie.

7. - URSS : Un très violent séisme, qui ravage le nord de l'Arménie, fait au moins 55 000 morts et 500 000 sans-abri. Les secours affluent du monde entier, mais leur efficacité est amoindrie par l'inadaptation des moyens locaux et le manque de coordination. A partir du 10, des dizaines de militants nationalistes arméniens sont arrêtés et leur action est dénoncée par le pouvoir, tandis que les tensions interethniques restent vives en Arménie et, surtout, en Azerbaïdjan.

8-9. - FRANCE-TCHÉCOSLOVAQUIE : Visite officielle de M. Mitterrand en Tchécoslovaquie.

14. - FINANCES MONDIALES : Un relèvement général et concerté des taux d'intérêt est annoncé en Europe, à l'initiative de la RFA. Le dollar se raffermi, franchissant, le 16, à Paris, la barre des 6 F au-dessous de laquelle il se maintenait depuis un mois.

14-16. - FRANCE-AFRIQUE : Le quinzième sommet franco-africain est réuni à Casablanca (Maroc).

19. - SRI-LANKA : M. Ransinghe Premadasa, premier ministre depuis 1978, remporte l'élection présidentielle, organisée dans un climat de violence terroriste.

21. - ESPACE : Soyouz ramène sur Terre le cosmonaute français Jean-Loup Chrétien, parti le 26 novembre, et les deux Soviétiques Vladimir Titov et Moussa Manarov, qui établissent, avec 365 jours, un nouveau record de durée dans l'espace.

21. - GRANDE-BRETAGNE : Un Boeing-747 de la Pan Am explose en vol, avant de tomber sur la ville de Lockerbie, en Ecosse. Les 259 personnes à bord, ainsi que 11 habitants de Lockerbie, sont tués. L'enquête déterminera le 28 qu'il s'agit d'un attentat.

22. - AFRIQUE AUSTRALE : L'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba signent, au siège des Nations unies à New-York, deux traités qui prévoient l'aut le retrait d'Angola des 50 000 soldats cubains entre le 1^{er} avril 1989 et le 1^{er} juillet 1991, et l'autre l'accession de la Namibie à l'indépendance au début de 1990 après l'organisation d'élections libres sous l'égide de l'ONU.

22. - ALGERIE : Le président Chadli Bendjedid est réélu avec 81,17% des suffrages exprimés.

22. - FRANCE-GRANDE-BRETAGNE : Les compagnies françaises CGE et britannique GEC font alliance pour constituer le second groupe européen dans l'électromécanique.

22. - ISRAËL : Dans le nouveau gouvernement de coalition formé, sept semaines après les législatives, par M. Itzhak Shamir (Likoud), M. Shimon Peres (travailliste) abandonne les affaires étrangères à M. Moshe Arens (Likoud) et prend les finances : M. Itzhak Rabin (travailliste) conserve la défense.

23. - ESPAGNE : La firme française Alstom obtient le rôle principal dans la rénovation du réseau ferroviaire.

27. - CEE - ETATS-UNIS : Washington menace la CEE de représailles commerciales si elle maintient son projet d'interdire, à partir du 1^{er} janvier, l'importation de viande de bœuf traitée aux hormones.

JANVIER

7. - La commission de la nationalité remet à M. Chirac son rapport, qui propose une réforme du code de la nationalité beaucoup plus libérale que celle prévue par le projet de loi de M. Chabandon. Les seules réactions hostiles à ce rapport viennent du Front national et de SOS-Racisme.

9. - Mort de Thierry Maulnier, de l'Académie française.

11. - Le groupe britannique Pearson, qui édite le *Financial Times*, achète le groupe Les Echos, qui publie le premier quotidien économique français.

14. - Sept des quinze Iraniens expulsés le 8 décembre vers le Gabon sont rapatriés en France, les autres étant accueillis par l'Espagne. Ce revirement du gouvernement, décidé, selon M. Chirac, « pour des raisons humanitaires », avait été précédé d'un vaste mouvement de protestation en France et à l'étranger.

16. - M. Jacques Chirac annonce à l'hôtel Maignon sa candidature à l'élection présidentielle.

18. - L'emprunt 7 % 1973, dit « emprunt Giscard », est remboursé.

18-21. - Soixante-quinze Prix Nobel, réunis à Paris à l'invitation de M. François Mitterrand et de M. Elie Wiesel, prix Nobel de la paix 1986, réfléchissent aux « menaces et promesses à l'aube du vingt et unième siècle ».

27. - La privatisation de Mautz, commencée le 20, est un succès : 287 320 petits porteurs achètent les 3,7 millions d'actions (20% du capital) mises en vente par l'Etat au prix de 110 F l'une.

28. - Le *Matin de Paris*, qui avait cessé de paraître le 8 et déposé son bilan le 18, est mis en liquidation.

FÉVRIER

1. - La famille Firino-Martell accepte de vendre les cognacs Martell au groupe canadien Seagram, après une bataille boursière de six semaines entre Seagram et le groupe britannique Grand Metropolitan. A la Bourse de Paris, les projets et les rumeurs d'acquisitions ou d'OPA provoquent une hausse des cours : l'indice CAC gagne plus de 20% en février.

4. - Schneider lance une OPA sur Télémeccanique, qui n'aboutira que le 20 juin, après une longue bataille boursière avec Framatome et de vaines tentatives de la direction et du personnel de Télémeccanique de s'y opposer.

8. - M. Raymond Barre annonce à Lyon sa candidature à l'élection présidentielle.

12. - Le tribunal correctionnel de Paris inflige des peines sévères aux membres ou complices d'Action directe qui ont comparu devant lui du 11 au 21 janvier. Du 17 au 26, trois nouveaux procès ont lieu devant la cour d'assises spéciale de Paris : Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillon y apparaissent d'une faiblesse extrême, car, de même que Joëlle Aubron et Georges Cipriani, ils observent depuis le 1^{er} décembre une grève de la faim qu'ils n'interrompent que le 25 mars.

15. - Le Groupe la Cité, numéro deux de la droite Hachette, avec 20% du marché français de l'édition, est créé à partir du rapprochement entre la Générale occidentale, filiale de la CGE, et CEP Communication, filiale d'Havas.

17. - Mort d'Alain Savary, ancien ministre socialiste, compagnon de la Libération.

19. - Mort du poète René Char.

19. - Le gouvernement, choisissant une évaluation minimale, fixe à 7 milliards de francs le prix de la Caisse nationale du Crédit agricole, avant qu'elle ne soit vendue aux caisses régionales.

20. - Cinq dirigeants du mouvement séparatiste basque Iparretarak, dont son chef présumé, Philippe Bidard, sont arrêtés au Boucau, dans les Pyrénées-Atlantiques.

25. - Les deux lois sur le financement de la vie politique sont définitivement votées par le Parlement.

25. - Lors d'une conférence agricole extraordinaire, M. Chirac annonce que 3 milliards de francs vont être alloués aux agriculteurs.

MARS

1. - Mort de Jean Le Poëlain, administrateur général de la Comédie-Française.

3. - MM. Diallo, Archambeau et Mériel, trois médecins anesthésistes jugés depuis le 15 février par la cour d'assises de Poitiers, sont acquittés, après avoir été déclarés non coupables de la mort d'une jeune femme lors d'une opération en octobre 1984.

FRANCE



8 mai : M. François Mitterrand est réélu président de la République.

4. - M. Mitterrand inaugure la pyramide de verre de l'architecte Ioh Ming Pei, par laquelle les visiteurs entreront au Musée du Louvre. La cour Napoléon, où se trouve la pyramide, est ouverte au public le 14 octobre.

6. - Un gendarme en faction devant la caserne Battisti d'Alajaccio est assassiné par un commando de l'ex-FLNC.

17. - M. Edouard Balladur souhaite la création d'une confédération RPR-UDF. Mais l'UDF fait front contre ce projet, critiquant le moment et la méthode choisis.

22. - M. François Mitterrand, invité du journal de 20 heures sur Antenne 2, annonce sa candidature à l'élection présidentielle.

22. - Renault annonce un bénéfice de 3,7 milliards de francs pour 1987 après 32,5 milliards de pertes depuis 1981.

24. - M. Michel Debré est élu à l'Académie française.

29. - Dulcie September, représentante en France de l'organisation anti-apartheid ANC, est assassinée à Paris.

30. - Mort d'Edgar Faure, homme politique de premier plan des IV^e et V^e Républiques.

AVRIL

7. - M. Mitterrand rend public sa *Lettre à tous les Français*, qui veut être, en cinquante feuillets, une « réflexion » sur la France et son avenir, et non pas un « programme », qui « est l'affaire des partis ».

11. - Hachette obtient l'accord du conseil d'administration de l'éditeur américain Grollier pour son OPA lancée le 13 mars. Grâce à cette acquisition, Hachette devient le troisième éditeur mondial. Et, en rachetant, le 13, Diamandis, septième groupe de presse américain, il accède au premier rang mondial des éditeurs de magazines.

14. - M. Michel Droit se met « en congé » de la CNCL. On lui reproche d'avoir conservé des liens financiers avec le groupe Hersant, son ancien employeur. Le 27 mai, il est inculpé par le juge Grellier de corruption passive.

16-17. - Une nouvelle mutinerie, après celles de 1987, éclate à la centrale d'Ensisheim (Haut-Rhin), qui est dévastée.

24. - Au premier tour de l'élection présidentielle, l'extrême droite est en net progrès et la droite traditionnelle, gaulliste comme libéralo-centriste, recule. M. Mitterrand arrive en tête avec 34,09% des suffrages, devant M. Chirac (19,94%), qui reçoit le « soutien » de M. Barre (16,54%). M. Le Pen se félicite du « tremblement de terre politique » provoqué par ses 14,39% de voix. Le PCF enregistre le plus faible score de son histoire, avec 6,76% des voix pour M. Lajoinie.

25. - M. Mitterrand dénonce à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) les « théories de violence et de ségrégation », exprimant l'espoir « qu'un candidat responsable ne se laissera aller jusqu'à traiter avec le Front national ».

26. - Le groupe AXA et la Compagnie du Midi annoncent leur union, qui forme le deuxième groupe d'assurances français, derrière l'UAP, afin de contrer l'offensive du groupe d'assurances italien Generali sur Midi.

28. - Au cours de leur face-à-face télévisé sur Antenne 2 et sur TF1, M. Mitterrand et M. Chirac s'opposent durement, en particulier sur la Nouvelle-Calédonie et le terrorisme.

MAI

1. - Aux Tuileries, M. Le Pen, après avoir vu défilé plus de cinquante mille de ses partisans, laisse à ses électeurs le choix « entre le pire et le mal », tout en demandant que « pas une voix » n'aille à M. Mitterrand.

2. - M. Mitterrand déclare lors d'un meeting à Strasbourg : « L'heure est venue où d'autres, qui ne sont pas des nôtres, sauront nous rejoindre. » Il invite les socialistes à ne pas « refuser tout concours qui s'offre honnêtement ».

3. - Bénédictine est rachetée par Martini et Rossi, après que Rémy Martin eut renoncé à son OPA lancée en janvier.

4. - Libération à Beyrouth de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kaufmann, les trois derniers otages français, détenus depuis trois ans au Liban par des extrémistes chiites pro-iraniens. M. Chirac, les accueillant, le 5, annonce que « le rétablissement de relations normales entre la France et l'Iran peut être envisagé ».

14. - Les dirigeants de la Société des Bourses françaises sont remplacés après la révélation d'une perte sur le MATIF qui sera évaluée à 613,7 millions de francs, soit environ le quart du fonds de garantie constitué par les cotisations des agents de change.

15. - Les centristes décident de constituer un groupe à l'Assemblée nationale, sous le nom d'Union du centre (UDC), malgré les fortes pressions des giscardiens et des léotardiens, leurs partenaires au sein de l'UDF.

16. - Pierre-Jean Rémy, écrivain, pseudonyme du diplomate Jean-Pierre Angremy, est élu à l'Académie française.

21. - M. Louis Mermaz est élu président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. M. Bernard Pons, lui, est élu à la tête du groupe RPR, au second tour, par 64 voix contre 63 à M. Philippe Séguin, le chef de file des « renovateurs ».

22. - Alain Juppé est nommé, le 22, secrétaire général du mouvement, en remplacement de M. Jacques Toubon.

(Lire la suite page 20.)

1988 dans le monde

Nouvelle-Calédonie :
le dialogue après la violence

AVRIL

22. — Un « commando » d'indépendantistes canaques du FLNKS attaque un poste de gendarmerie sur l'île d'Ouvéa : quatre gendarmes sont tués et vingt-sept autres pris comme otages.

24. — Les élections présidentielles et régionales, fixées par le gouvernement le même jour, sont boycottées par les indépendantistes qui perturbent le scrutin. Des affrontements entre gendarmes et militants canaques se poursuivent qui perturbent le scrutin dans plusieurs régions. Tandis que, en métropole, une polémique, sur les responsabilités politiques de la dégradation de la situation en Nouvelle-Calédonie, oppose M. Mitterrand à M. Chirac ainsi que les socialistes au RPR, les négociations avec les preneurs d'otages restent dans l'impasse.

MAI

5. — Les vingt-trois otages d'Ouvéa sont libérés grâce à une opération militaire dont le bilan est particulièrement lourd : deux militaires et dix-neuf Canaques sont tués. A partir du 8, des révélations sur les circonstances suspectes de la mort de trois Mélanésiens, dont Alphonse Dianou, le chef des preneurs d'otages, provoquent une vive polémique politique en métropole. M. Chevènement ayant reconnu, le 30, que « des actes contraires à l'honneur militaire et des négligences ont été commis », une information judiciaire est ouverte pour « homicides volontaires ».

15. — Une mission de conciliation est chargée par M. Rocard de « rétablir le dialogue ». Arrivée à Nouméa le 20, elle s'entretient avec toutes les parties jusqu'au 7 juin.

JUIN

28. — Un accord sur l'avenir du territoire est conclu entre les délégations du RPRC et du FLNKS, conduites par M. Jacques Lafleur et par M. Jean-Marie Tjibaou, réunies à l'hôtel Matignon autour de M. Michel Rocard. Un référendum national est prévu à l'automne pour entériner cet accord.

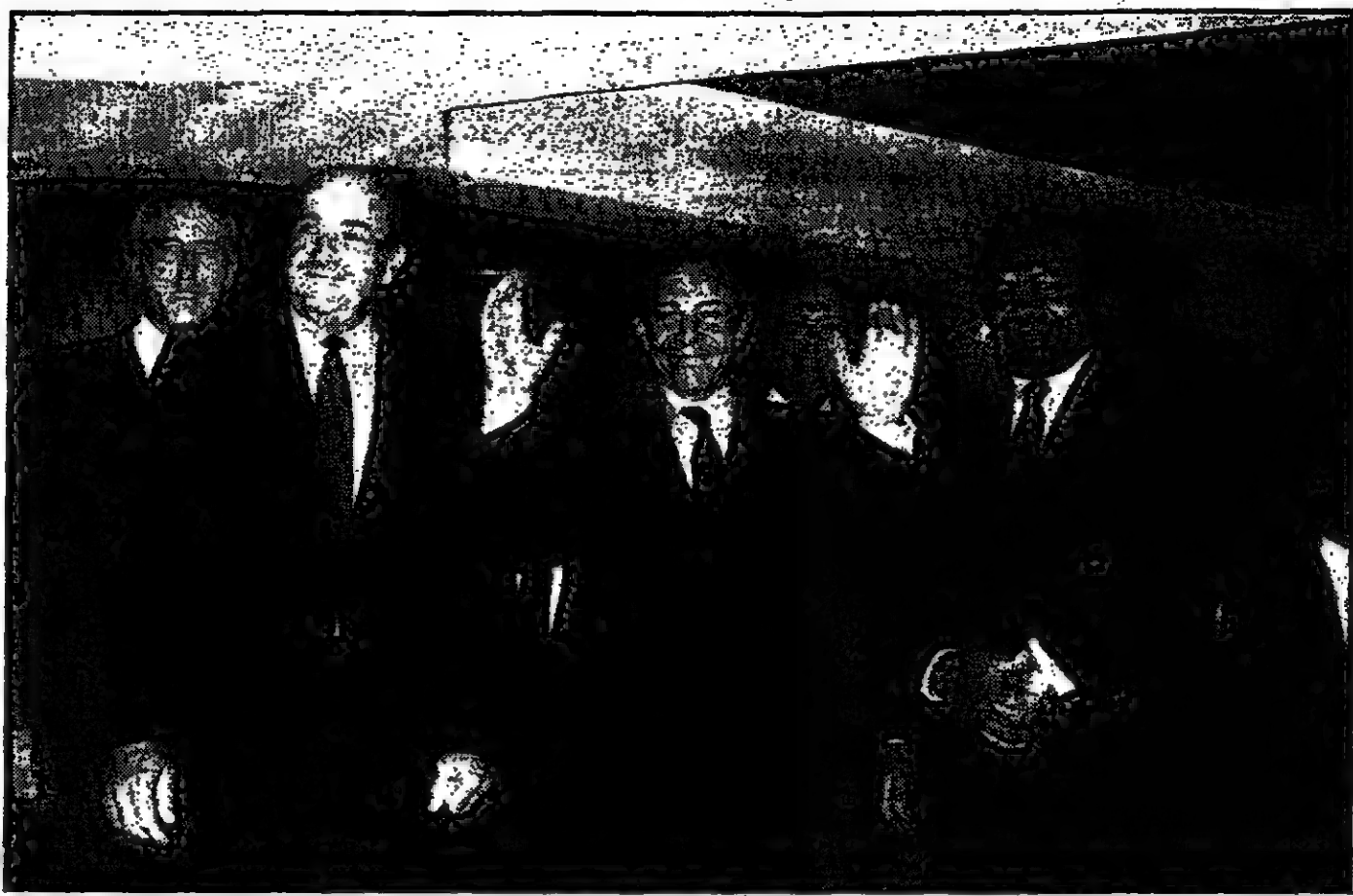
JUILLET

4. — Les accords de Matignon font l'objet d'un consensus au Parlement : les députés adoptent la loi plaçant pour un an le territoire sous l'administration directe de l'Etat, par 543 voix contre 1, et les sénateurs, le 6, à l'unanimité.

AOUT

20. — Un accord est conclu au ministère des DOM-TOM à Paris entre le RPRC et le FLNKS sur l'avant-projet de loi référendaire qui fixe le statut de la Nouvelle-Calédonie jusqu'en 1998, date à laquelle un scrutin d'autodétermination est prévu dans le territoire.

26-28. — M. Rocard, en Nouvelle-Calédonie, invite la communauté caldoche à « réussir une décolonisation dans le cadre des



M. Michel Rocard réconcilie M. Jacques Lafleur et M. Jean-Marie Tjibaou.

institutions » et exhorte les Canaques à se montrer « responsables ».

OCTOBRE

15. — Le comité central du RPR appelle à l'abstention « engagée et motivée » pour le référendum. M. Rocard dénonce le 25 ce « choix

antinomique » et accuse le RPR de « lâcheté » et de « désertion ». Le 26, à l'Assemblée nationale. Dans l'opposition, alors que l'UDF se prononce sans enthousiasme pour le « oui » le 14, M. Barre demande, le 24, de « répondre massivement oui ». Le PC prône le « oui ». La FN fait campagne pour le « non ».

NOVEMBRE

6. — Le « oui » l'emporte au référendum avec 79,99 % des suffrages exprimés, mais l'abstention atteint un niveau record de 63,1 %. En Nouvelle-Calédonie, où le « oui » recueille 57 % avec une participa-

tion de 63,24 %, le « non » est majoritaire à Nouméa et dans cinq autres communes caldoches.

17. — Cinquante et un indépendantistes canaques sont libérés, en application de la loi référendaire, dont les vingt-cinq Mélanésiens impliqués dans l'affaire d'Ouvéa et détenus à Paris, ce qui suscite des protestations à droite.

FRANCE

(Suite de la page 19.)

23. — M. Laurent Fabius est élu président de l'Assemblée nationale. Pour les six présidences de commission, le 28, cinq socialistes sont élus, ainsi que M. Giscard d'Estaing (affaires étrangères).

26. — Trois des cent trente passagers sont tués après la chute d'un Airbus A-320 en démonstration au-dessus de l'aéroport de Mulhouse-Habsheim. L'accident est dû à une faute de pilotage.

27. — Cinquante-six personnes sont tuées dans la collision de deux trains, à la gare de Lyon à Paris : le Melun-Paris, privé de freins, est venu percuter à 70 kilomètres-heure une rame bondée en partance pour Villeneuve-Saint-Georges, provoquant la catastrophe ferroviaire la plus meurtrière jamais survenue dans la capitale.

28. — M. Rocard, reconduit le 23 dans ses fonctions de premier ministre, forme un gouvernement marqué par une « double ouverture » : vers le centre et vers la « société civile ». Les principaux ministres conservent leurs titulaires. Sur 49 membres, dont 12 nouveaux, 26 sont PS, 3 MRG, 6 UDF et 14 « techniciens ».

29. — M. Rocard prononce devant l'Assemblée nationale une déclaration de politique générale, qui n'est pas suivie d'un vote.

30. — Le bureau exécutif du PS exprime le « trouble » des socialistes après l'entrée de barbares (MM. Rausch et Soisson) au gouvernement.

30. — M. Giscard d'Estaing est élu à la présidence de l'UDF.

JUILLET

7. — M. Rocard obtient la démission de M. Léon Schwartzberg, ministre délégué chargé de la santé, après les rumeurs suscitées par plusieurs de ses propositions.

8. — La loi d'amnistie est définitivement votée en quatrième lecture par les seuls députés de gauche, la majorité et l'opposition de droite à l'Assemblée nationale ayant refusé la concession faite par le PS au PCF accordant la réintégration des délégués syndicaux licenciés. Le 20, la décision du Conseil constitutionnel d'exclure de l'amnistie les salariés protégés condamnés pour faute lourde provoque les protestations du PCF et de la CGT.

9. — Le groupe Financière Agache de M. Bernard Arnault annonce que, associé avec le brasseur britannique Guinness, il est devenu le principal actionnaire, avec 24 %, de Louis Vuitton-Moët-Hennessy (LVMH) après un accord conclu avec la direction et les propriétaires

du numéro un français des industries de luxe.

14. — M. Mitterrand, interrogé sur TF1 en direct de l'Élysée, met l'ouverture entre parenthèses, en raison du « refus » des partis de droite et du centre de « rallier la majorité présidentielle ». Il annonce la conception de « la plus grande et la plus moderne bibliothèque du monde ».

24. — Le Tour de France est remporté par le coureur cycliste espagnol Pedro Delgado, innocenté après avoir été accusé de dopage.

27. — Le conseil des ministres change le président de l'UAP, premier groupe d'assurances français nationalisé, qui est présent dans les « noyaux durs » de plusieurs sociétés privatisées. Le RPR parle de « chasse aux sorcières ».

31. — Un attentat dévaste les locaux du mensuel *Globe* à Paris.

AOUT

6. — Mort d'Henri Frenay, fondateur en 1941 du mouvement de résistance Combat.

6. — Mort du poète Francis Ponge.

6. — Après un nouvel accident ferroviaire qui fait un mort à la gare de l'Est, le gouvernement obtient la démission du président de la SNCF.

11. — La jeune actrice Pauline Lafont disparaît au cours d'une promenade dans les Cévennes. Son corps n'est retrouvé que le 21 novembre. Sa mort serait due à une chute accidentelle.

13. — M. Pierre Joxe annonce le renforcement du dispositif de surveillance de l'espace aérien au-dessus de Paris alors que plusieurs vols nocturnes clandestins ont été signalés.

25. — Mort de Françoise Dolto, médecin et psychanalyste de l'enfance.

29. — Hachette conclut un accord pour le rachat de plus de 60 % du capital de l'éditeur espagnol Salvat.

SEPTEMBRE

2. — « Durafour-crématoire », le calendrier de M. Jean-Marie Le Pen sur le ministre de la fonction publique, suscite une indignation unanime de la classe politique, ainsi qu'une crise au sein du Front national. Le RPR décide, le 8, de « condamner toute alliance électorale nationale ou locale, avec le Front national ».

9. — M. Franz-Olivier Giesbert de la direction de la rédaction du *Nouvel Observateur* à celle du *Figaro*.

12. — L'entrée de Canal Plus dans le capital d'Havas est confirmée. Elle est destinée à rééquilibrer le pouvoir au sein du « noyau dur » formé en 1987 lors de la privatisation et constitué de proches du RPR.

13. — M. Michel Delebarre confirme que l'Airbus A-320 doit être piloté à deux et non à trois comme le demandaient des pilotes et mécaniciens d'Air Inter qui faisaient grève en semaine, le matin avant 8 heures, depuis six mois.

14. — Le conseil des ministres approuve le plan pour l'emploi présenté par M. Rocard.

21. — Le conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1989 qui ramène le déficit de 115 à 100 milliards de francs. L'abandon des rentrées fiscales, due à la croissance plus forte que prévu, permet d'augmenter les dépenses de 4,5 %, avec priorité à l'éducation, la recherche, la culture et l'emploi, tout en réduisant les impôts : ceux des consommateurs, par des baisses de taux de TVA, et ceux des entreprises, en ramenant de 42 % à 39 % le taux de l'impôt sur les sociétés pour les seuls bénéfices réinvestis. Un impôt de solidarité sur la fortune est créé.

22. — L'indice CAC de la Bourse de Paris atteint 371,6, retrouvant son niveau d'avant le krach d'octobre 1987.

25. — Le premier tour des élections cantonales est marqué par un taux record d'abstentions (50,87 %) qui provoque un débat sur le regroupement des scrutins locaux.

30. — Le travail reprend dans l'audiovisuel public après deux semaines d'un conflit marqué par des grèves dans toutes les sociétés du service public, dont Antenne 2, FR3 et Radio-France.

OCTOBRE

2. — Au second tour des élections cantonales, le taux d'abstentions (52,97 %) reste élevé. La gauche progresse en sièges, surtout le PS, mais, lors de l'élection des présidents de conseil général les 7 et 10, l'équilibre reste le même entre la droite (71) et la gauche (30), cette dernière gagnant la Gironde mais perdant les Alpes-de-Haute-Provence.

3. — Des inondations dévastent la ville de Nîmes après des pluies diluviennes pendant plusieurs heures. Neuf personnes sont tuées, et les dégâts matériels estimés à 4 milliards de francs.

8. — Les syndicats de surveillants de prison acceptent de mettre fin à douze jours d'un conflit qui avait provoqué le blocage de la justice pénale.

8-11. — Au cours d'une visite en Alsace et en Lorraine, le pape Jean-Paul II s'adresse aux institutions européennes siégeant à Strasbourg.

13. — Quatre-vingt mille infirmières manifestent à Paris à l'appel de la coordination qu'elles ont créée. La grève, commencée le 6, se termine le 24 après des concessions du gouvernement. M. Rocard ayant souligné, le 13, que tout l'avenir des salaires jouerait contre l'emploi mais que des ratrappages salariaux pouvaient être acceptés « lorsqu'il y a une situation d'injustice (...) reconnue par l'opinion ».

22. — Un incendie criminel détruit le cinéma Saint-Michel, à Paris, l'un des derniers qui continuait à projeter la *Dernière tentation de Christ*, le film de Martin Scorsese, après les nombreuses tentatives d'intimidation de catholiques intégristes.

24. — M. Georges Pébereau annonce qu'il a acquis en Bourse 9,16 % du capital de la Société générale, avec l'aide de partenaires français et étrangers, dont la Caisse des dépôts. Il affirme ensuite que son offensive n'est « ni politique ni hostile », alors que les milieux financiers considèrent qu'elle a le soutien de M. Bérengovoy, favorable à la modification des « noyaux durs » dans le capital des privatisées.

26. — Le groupe pharmaceutique Roussel-Uclaf suspend la distribution du produit abocrit RU 486, dont la commercialisation avait été autorisée le 23 septembre, en raison de protestations d'adversaires de l'avortement. Après une « mise en demeure » du gouvernement, il revient, le 28, sur sa décision.

28. — TDF 1, premier satellite français de télévision directe, est mis en orbite par la fusée européenne Ariane.

NOVEMBRE

3. — M. Claude Evia rend public le plan gouvernemental de lutte contre le SIDA, qui prévoit une augmentation des crédits consacrés à la recherche et à l'éducation pour la santé.

5. — Mort de Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, dans un accident de la route.

7. — Neuf ouvriers sont tués en gare d'Ay (Marne) par l'express « Champagne » qui percute, après avoir été mal signalé, leur drailage, garé sur une voie de service.

8. — Des concessions du gouvernement permettent de débloquent les négociations salariales dans la fonction publique. Mais cet accord, signé le 17 par cinq fédérations de fonctionnaires, mais pas par la CGT ni la CGC, est sans effet sur les conflits catégoriels qui se multiplient dans le secteur public. Aux PTT en particulier, les grèves d'employés des centres de tri et de chauffeurs de camion postal se succèdent pendant tout le mois, perturbant gravement l'acheminement du courrier et provoquant de vives protestations des usagers.

9. — Transfert au Panthéon des cendres de Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de l'Europe.

11. — Mort de Jean Mistler, de l'Académie française.

12-13. — La convention nationale du PS, à Epinay, et la conférence nationale du PCF, à Nanterre, sont toutes deux consacrées à la préparation des élections municipales de mars 1989. Alors que les communistes demandent la reconduction des accords de 1983, les socialistes veulent tenir compte de l'évolution des rapports de forces entre les deux partis.

17. — M. Rocard, interrogé dans le *Nouvel Observateur* sur les revendications sociales, déclare que le gouvernement ne veut pas « déstabiliser de pouvoir d'achat au-delà de ce que permet l'état actuel de l'économie », annonçant la poursuite de « l'effort (...) pendant une quinzaine de mois encore ».

18. — M. Gilles Bouloque, juge d'instruction à Paris, est inculpé de violation du secret de l'instruction, sur plainte d'un des inculpés pour les attentats terroristes de septembre 1986 à Paris.

21. — Le groupe Pechiney annonce une double opération : la construction, en coopération avec EDF, d'une gigantesque usine d'aluminium à Dunkerque et l'achat aux Etats-Unis d'American National Can, qui le fait devenir le numéro un mondial de l'emballage.

24. — Jacqueline de Romilly et Jacques-Yves Cousteau sont élus à l'Académie française.

25. — A l'issue du congrès de la CFDT, à Strasbourg, M. Edmond Maire renonce au secrétariat général qu'il occupait depuis 1971, au profit de M. Jean Kaspar.

28. — Le trafic du RER à Paris est interrompu sur les lignes A et B à la suite d'une grève dans les ateliers d'entretien, lancée depuis le 14 par la CGT. Tandis que les perturbations s'étendent au métro et aux autobus, M. Delebarre dénonce une « situation intolérable » et demande l'aide de camions militaires. Le 30, à l'Assemblée nationale, M. Rocard accuse le PCF de

chercher à « envenimer » l'agitation sociale à des fins politiques.

30. — La loi instituant le revenu minimum d'insertion (RMI) est définitivement adoptée par l'Assemblée nationale.

DÉCEMBRE

2. — Le gouvernement lève l'embargo sur le pétrole iranien décidé en août 1987.

7. — A la RATP, les syndicats, sauf la CGT, acceptent les propositions salariales de la direction. Les jours suivants, le trafic s'améliore dans le RER, mais se dégrade dans le métro en raison de la poursuite de la grève des ateliers d'entretien. Les perturbations ne commencent à s'atténuer qu'à partir du 19.

10. — La motion de censure déposée par le RPR ne recueille que 259 des 286 voix requises. Quatre députés centristes, dont M. Barre, refusent de la voter.

10. — MM. Lech Walesa et Andrzej Sakharov participent à Paris à la célébration du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

13. — M. Pierre Rosenberg, chef du département des peintures du Louvre puis, le 21, M. Paul Leclercq, célèbre avocat marseillais, sont inculpés de recel dans une affaire de captation d'héritage illustrée à Toulon.

18. — M. Rocard envisage, à « 7 sur 7 » sur TF1, l'instauration par la loi d'un service minimum dans le secteur public après concertation avec les syndicats.

19. — Un attentat raciste fait un mort dans un foyer d'immigrés à Cagnes-sur-Mer.

22. — La loi prévoyant le remplacement de la CNCL par un Conseil supérieur de l'audiovisuel est considérée comme définitivement adoptée. Pour les seules fois de la session, le gouvernement, qui ne dispose que d'une majorité relative à l'Assemblée nationale, s'est engagé à sa responsabilité le 15, puis le 21. Les autres textes ont été votés grâce à des compromis, soit avec les centristes, soit avec les communistes.

29. — Libération des deux petites filles de Jacqueline Valente, détenues depuis novembre 1987, avec leur mère et cinq autres otages, par le groupe Abou Nidal. Remises par les autorités libyennes à un diplomate français, elles regagnent la France, venant de Tripoli.

30. — L'indice CAC de la Bourse de Paris achève l'année à 415,6, en hausse de 65 % en onze mois.

31. — M. Mitterrand présente ses vœux de Strasbourg, « capitale de l'Europe ». Il demande que soit assouplie la « loi Pasqua » de 1986 sur les immigrés.

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

La boucherie aux hormones

La décision européenne d'interdire l'utilisation d'hormones naturelles chez les animaux d'élevage ne repose sur aucune base scientifique.

QUELS que soient l'avenir et les conséquences du nouveau conflit commercial qui oppose depuis peu la CEE aux Etats-Unis, on dispose aujourd'hui d'une certitude dérangeante autant que méconnue : l'utilisation contrôlée de substances hormonales naturelles chez les animaux ne présente aucun danger pour le consommateur. Bien que régulièrement dénoncée par les associations de consommateurs, cette pratique, souvent jugée indispensable par les éleveurs, permettrait d'augmenter la masse protéique animale, sans nuire aucunement à la santé.

A cet égard, l'affaire des hormones et le contentieux international qu'elle alimente depuis quelques jours témoignent du faible poids des données médicales et scientifiques devant celui des intérêts commerciaux et politiques. Cette affaire, aux dimensions financières considérables, illustre aussi les graves difficultés que soulèvent, malheureusement, sur le terrain l'utilisation des anabolisants par les éleveurs et le contrôle d'une telle pratique.

On désigne par anabolisants l'ensemble des molécules qui ont pour propriété de favoriser la production de protéines, c'est-à-dire, ici, de viande. Ce sont les caractéristiques anabolisantes des hormones qui font l'objet de la polémique. Ces mêmes hormones étant, par ailleurs, couramment utilisées en médecine vétérinaire, afin, notamment, de maîtriser la fécondité des femelles reproductrices. Le monde agricole et politique sait parfaitement aujourd'hui

que l'utilisation de ces hormones sexuelles peut être une source de revenus qui est loin d'être négligeable. « Les gains de productivité sont estimés à 300 F par vache, 700 F à 1 000 F par bœuf, 300 F à 800 F par génisse et 50 F à 200 F par taureau. Ils correspondent souvent à la marge brute de l'éleveur », écrivent MM. Champelle et P.-L. Toutain dans le dernier numéro de la revue *Actualités gynécologiques* (1).

Il faut, pour bien comprendre, distinguer les deux familles de produits hormonaux pouvant être utilisés.

● **Les anabolisants naturels** : ce sont des substances normalement synthétisées chez les animaux et chez l'homme par certaines glandes. Parce qu'elles sont rapidement détruites par le foie, leur utilisation à des fins directes thérapeutiques (notamment dans l'espèce humaine pour combattre certains effets de la ménopause) ou non impose leur prescription par voie injectable ou percutanée.

● **Les anabolisants artificiels** : il s'agit de produits de synthèse à la structure voisine mais différente des hormones naturelles, ou encore de molécules de la famille des stéroïdes (comme le distil-

bène). Ces substances ont les mêmes effets que les précédentes mais sont, a priori, potentiellement très dangereuses et doivent, en toute hypothèse, être, en médecine humaine et vétérinaire, considérées comme des médicaments très actifs et non dénués d'effets secondaires.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 22.)

(1) Pourquoi l'usage des hormones a-t-il été interdit pour le bétail de boucherie ? par E. Champelle (Centre national de formation des techniciens vétérinaires) et P.-L. Toutain (INRA, station de pharmacologie toxicologique, Toulouse). Ce remarquable article de synthèse vient de paraître dans le dernier volume (19^e série, 1988) de la collection « Actualités gynécologiques » publiée par les éditions Masson, sous la direction du docteur Albert Netter.



Des coupe-circuit pour l'incendie

Comment utiliser l'« effet percolateur » du feu pour arrêter sa progression et l'éteindre ?

LE lieu de l'expérience avait été soigneusement choisi : une lande convertie de genêts « burgatifs », réputés très combustibles, située à flanc de coteau du massif de l'Aigoual, au-dessus du Vigan (Gard). Selon les instructions du chercheur, Jean Nahmias, maître de recherche à l'université d'Orsay et consultant en mécanique des fluides, les sapeurs-pompiers du Vigan ont passé deux heures et demie à préparer le terrain. Il s'agissait, avec de la ficelle et des rubans de couleur, de quadriller une surface de 20 m x 20 m, en carrés d'un mètre, puis d'asperger certains de ces carrés de retardant (solution de polyphosphate qui retarde la combustion), selon un schéma « aléatoire » qui laisse plus de la moitié de la surface traitée sans produit retardant.

Lorsque les préparatifs sont achevés et que les fourgonnettes ont pris place autour du terrain, les pompiers mettent le feu aux genêts, en commençant par le bas du terrain, sous le vent, où une surface de 20 m x 20 m, contiguë à la première, n'a pas été traitée du tout. Les genêts s'enflamment comme de l'étoffe, et, bientôt, un rideau de flammes monte vers le ciel, atteignant parfois 10 ou 15 mètres de haut. Une ligne de feu continue, sous l'action d'un vent léger, remonte la pente. La végétation est entièrement carbonisée sur les 20 premiers mètres (non traités), y compris quelques jeunes chênes et

cèdres pourtant moins combustibles que le genêt. « Dans le feu, tout est combustible », observe le commandant des pompiers.

Mais voici que la ligne de feu, jusque-là continue, se tronque. Des carrés de genêts arrosés de retardant refusent de brûler. Le rideau de flammes, à son tour, perd de la hauteur, s'étouffe dans la fumée, et ne reprend vigueur que lorsqu'il atteint un carré de genêts non traité. La progression du feu, parfaitement régulière et dévastatrice dans la partie non traitée, semble subitement arrêtée dans le damier de ficelle, ne parvenant qu'à s'insinuer dans les bouquets de genêts secs pour, finalement, s'éteindre spontanément, faute de cet écran de chaleur qui embrase la végétation avant même que la ligne de feu ne l'ait atteinte. Le feu, brisé dans son élan, s'éteint et meurt.

Nous venons d'assister à la première expérience en vraie grandeur d'un embrasement provoqué pour faire apparaître ce que Jean Nahmias appelle l'« effet percolateur ». Il s'agit de prouver que le feu, comme tout fluide, se propage suivant les lois de la percolation. De même que le courant électrique, lorsqu'il traverse une zone composée d'éléments conducteurs et non conducteurs, ne passe plus au-dessus d'un certain seuil d'éléments non conducteurs, de même le feu est arrêté lorsqu'il rencontre un certain seuil

d'incombustibilité. Selon le chercheur, il suffit de traiter 45 % d'une surface au retardant pour stopper un feu sans vent, et 65 % de la même surface par fort vent.

Quelles conclusions tirer de cette confirmation sur le terrain de la théorie de la percolation ? D'abord, qu'il n'est pas nécessaire d'établir un barrage étanche d'eau ou de retardant pour stopper un feu de forêt. Ensuite qu'il suffit de disposer des obstacles au feu de manière parfaitement aléatoire pour que l'incendie s'arrête. Ce peut être un arrosage au sol, des bombes à eau lancées par avion, voire un dispositif fixe comme un lotissement en chicane, un terrain alternant les bosquets et les pièces d'eau, voire un mélange de feuillus et de résineux savamment dosés pour que le feuillage l'emporte.

« Débroussaillage sélectif »

Sans recourir à la mécanique des fluides, les techniciens de l'Office national des forêts ont déjà mis cette théorie en pratique sur le terrain. Dans la forêt urbaine du parc Pasteur, par exemple, en plein Marseille, des têtes d'arrosage ont été disposées dans les secteurs les plus vulnérables à l'incendie. Ailleurs, en remontant vers les calanques où prolifère le pin d'Alep, les forestiers font du « débroussaillage sélectif ». On éclaircit la pinède (la densité naturelle de 6 000 arbres à l'hectare est ramenée à 2 500 arbres) et l'on débrousaille par endroits en conservant les essences feuillues comme l'arbutus, la viorne ou les filaires. Les zones les plus dégradées seront replantées aussi

en feuillus (chêne pubescent, frêne à fleurs, érable de Montpellier), sur des sols préalablement enrichis des boues d'épuration de la nouvelle station de Marseille, que les forestiers préfèrent appeler « terreaux ». Déjà, 2 hectares ont été reboisés avec apport de terreaux dans la forêt de la Gléade, à titre expérimental, et bientôt quelque 240 hectares, englobant le camp militaire de Carpiagne, seront reboisés par l'ONF sur les boues de Marseille. A partir de mai 1989 et pendant cinq ans, quelque 30 000 tonnes par an de terreaux seront épanchés, permettant à la forêt, actuellement pinède dégradée, de retrouver des bosquets feuillus antérieurs, ou du moins peu combustibles, où le feu « percolera » plus difficilement.

La société Cerberus-Guinard, spécialisée dans la détection des incendies, s'intéresse beaucoup aux recherches menées sur la percolation du feu en milieu ouvert. Mais, dans un premier temps, elle propose un système de détection perfectionné : détecteurs à infrarouge qui pivotent sur 360 degrés, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et sont capables de détecter un feu à 8 kilomètres ; caméras qui se braquent sur le feu détecté et permettent au poste de contrôle, relié par émetteur radio au détecteur, de « lire » sur écran le foyer de l'incendie, etc. Défense coûteuse, surtout si elle est associée aux moyens de lutte aériens. Mais, à moins d'une météorologie particulièrement favorable, comme l'été dernier, la survie de la forêt méditerranéenne est sans doute à ce prix.

ROGER CANS.

FILS D'ICARE

La connaissance et la conquête de l'espace se rattachent à deux grandes dimensions : savoir imiter l'animal et situer la Terre dans l'univers.

PRÉSIDENT du Centre national d'études spatiales (CNES), M. Jacques-Louis Lions est aussi professeur au Collège de France, titulaire d'une chaire d'analyse mathématique des systèmes et de leur contrôle. Il a longtemps dirigé l'Institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA). C'est dire qu'il est un expert de la question souvent rebattue de savoir si l'homme est indispensable dans l'espace ou s'il faut lui préférer le robot.

Pourtant, la question ne lui semble pas, au sens strict, fondamentale. Il lui paraît plus important de clarifier la problématique scientifique sous-jacente aux recherches spatiales. La science, dit-il, « fonctionne sur de grands desseins ». L'espace relève surtout de deux d'entre eux, qu'on pourrait appeler ceux d'Icare et de Copernic.

L'un est ce que les Américains appellent la *reverse engineering*. Il s'agit d'une vieille tradition, déjà présente dans l'antiquité grecque : imiter les animaux pour construire, entre autres, des machines volantes ou des armes de guerre. Or on assiste actuellement à « un essor fantastique de cette direction de recherches avec l'étude des cerveaux, d'abord d'êtres simples, puis de l'homme, celle de la nage, celle de la vision... Dans ces domaines, la micro-électronique a ouvert des possibilités d'observation, les ordinateurs ont fourni des capacités de traitement des données et des moyens de simulation ».

De grands programmes ont été lancés, Human Frontier au Japon, Brain en Europe. Ils touchent à de très nombreux domaines, mais pour ce qui est de l'espace, ce sont leurs côtés intelligence artificielle et robotique qui sont significatifs. Leurs progrès conditionnent fortement le dilemme homme-robot.

Cohabitation de l'homme et du robot

M. Lions définit la robotique comme « le passage de l'analyse à l'action, à partir d'observations ». Il faut « observer des scènes, puis raisonner sur elles » ; et la question de fond est « quelles sont les scènes importantes ? ».

Si l'on était sûr de la réponse, une robotisation intégrale serait envisageable. Encore faudrait-il qu'elle soit possible, ce qui n'est pas le cas dès qu'il y a des décisions complexes à prendre. Les spécialistes de l'intelligence artificielle n'imaginent pas, au moins jusqu'en 2020, que des ordinateurs soient capables de rivaliser avec le cerveau humain pour, par exemple, « prendre une décision en temps réel lorsque surgit un objet nouveau dans le champ de vision ».

On simplifie fortement le problème de la reconnaissance des formes si les objets sont conçus en fonction de cette reconnaissance : plus généralement, les satellites doivent être conçus en prévoyant l'intervention de robots là où elle est possible. Il faudra y penser pour les prochains projets spatiaux. M. Lions précise qu'il existe une collaboration franco-italienne sur ce point.

Il est clair que l'homme est actuellement nécessaire pour bien des tâches ; il n'est pas moins clair que sa présence sera toujours génératrice de risques et de coûts et qu'il faut la restreindre là où elle est indispensable. D'où un nouveau pro-

blème : celui de « la cohabitation de l'homme et du robot ». Pour ne pas courir à la catastrophe, il faut que l'homme soit conscient de la présence des robots, ce qui est moins simple qu'il n'y paraît au premier abord ; il faut surtout que le robot tienne compte d'une présence humaine. « Qu'est-ce qu'un homme, du point de vue d'un système expert », demande M. Lions. « Il y a là, souligne-t-il, un problème extrêmement difficile ».

La Terre, système clos

L'autre dessin, c'est la connaissance de l'univers — Terre incluse. C'est savoir où est la Terre, puisqu'elle n'est plus au centre du monde, et comprendre son interaction avec le reste de l'univers. Pris sous l'angle spatial, c'est « l'observation vers le haut et vers le bas ». L'écran atmosphérique dans un sens, la nécessité de prendre du recul et d'avoir une vision globale dans l'autre, imposent toujours plus de recours au satellite. Pour regarder quoi ? Il y a des choix à faire, qui relèvent de l'homme. Mais de l'homme dans l'espace ou de l'homme au sol ?

La réponse est imposée par l'exploration des planètes lointaines, et même pour Mars, l'envoi d'hommes ne paraît pas requis. « Outre qu'on ne sait rien du comportement humain au cours d'une mission de trois ans, l'homme n'est pas indispensable pour récolter et ramener des échantillons du sol martien », souligne M. Lions.

Beaucoup plus justifiée à ses yeux est l'installation d'une base spatiale habitée sur la face cachée de la Lune, observatoire incomparable jugé prioritaire dans le rapport de l'astronome américain Sally Ride sur le futur de la NASA. Une telle base sera un « système écologique clos », expression dont le sens général est clair. Dans le détail, la vision qu'on a d'un tel système est encore floue.

Or il existe un système écologique clos, fait remarquer le président du CNES. C'est la Terre elle-même. L'activité humaine soulève actuellement quelques questions majeures sur la régulation de ce système : augmentation du gaz carbonique, etc.

Le programme international Global Change a pour objet la compréhension de ce système. Indépendamment de leur vocation propre, des bases spatiales seront, en tant que système écologique clos, « les seules maquettes concevables du système terrestre » ; elles « peuvent fournir énormément d'informations sur le cycle de l'eau ou celui de la végétation ». Construire de tels systèmes clos et y faire vivre des hommes peut aider à mieux faire vivre l'homme sur la Terre.

Courants scientifiques

« Dans les prochains mois, après analyse de la mission de Jean-Loup Chrétien, ma responsabilité sera de préparer, du point de vue scientifique et technique, les programmes qui seront soumis aux autorités de tutelle », déclare M. Lions. Il veut que ces programmes se rattachent naturellement aux courants scientifiques, qu'ils participent aux grands desseins relevés par le président du CNES.

En sens inverse, c'est le progrès général dans ces directions qui répondra à des interrogations comme celle sur la place respective de l'homme et du robot.

MAURICE ARVONNY.

Le gène anticancer

Pourra-t-on bientôt appliquer à l'homme des thérapies géniques pour guérir certains cancers ?

LES anti-oncogènes : c'est à l'évidence l'une des avancées majeures de la recherche biologique et médicale de ces dernières années. L'une des découvertes qui permettent d'espérer un jour un remède efficace contre des formes de cancers jusqu'à présent très difficiles à traiter. En l'espace de deux ans, grâce à une extraordinaire série de travaux scientifiques, on est passé du domaine du concept hypothétique à la preuve expérimentale de l'importance des anticancéreux. Jamais peut-être des chercheurs n'avaient progressé aussi vite en cancérologie.

Comment apparaît un cancer ? On sait aujourd'hui qu'il suffit qu'un agent carcinogène — un rayonnement ou un produit chimique par exemple — endommage un gène pour que la cellule qui le contient commence à se diviser sans contrôle et qu'en définitive un cancer se développe. Ces gènes « cancérogènes », on les appelle les oncogènes. C'est leur activation qui est à l'origine de nombreux types de cancer.

Récemment, une autre famille de gènes « cancérogènes » a été découverte. A l'état normal, ces gènes ne stimulent pas la prolifération cellulaire. Au contraire, ils l'inhibent. En revanche, c'est lorsqu'ils sont absents que risquent de se produire une prolifération cellulaire et une tumeur cancéreuse. D'un côté, donc, des gènes — les oncogènes — qui, s'ils subissent une seule mutation, peuvent amorcer un processus de cancérisation. De l'autre, des gènes dont l'absence peut être responsable de l'apparition de certains cancers : on les appelle les anticancéreux.

C'est en 1986, à l'occasion d'un article publié dans la revue scientifique britannique *Nature* (daté du 16 octobre), qu'une équipe de chercheurs dirigée par le professeur Robert Weinberg (Massachusetts Institute of Technology et Whitehead Institute for Biomedical Research) et le docteur Thaddeus Dryja (Institut d'ophtalmologie du Massachusetts) annonça qu'elle avait réussi à isoler un gène dont l'absence provoque l'apparition d'un rétinoblastome, une tumeur rare de l'enfant. Quelques mois plus tard, mais cette fois dans l'hépatocarcinome américain *Science* (daté du 13 mars 1987), une autre équipe, dirigée par le professeur Wen-Hwa Lee (université de Californie), confirmait cette découverte en publiant la séquence complète de ce gène présent sur le chromosome n° 13. La voie des anticancéreux était ouverte.

Qu'est-ce qu'un rétinoblastome ? Il s'agit de tumeurs assez rares, atteignant un nouveau-né ou un enfant en bas âge sur vingt mille. Elle affecte des cellules très particulières, les rétinoblastes, qui sont les précurseurs des cellules de la rétine, l'écran qui tapisse le fond de l'œil et détecte les signaux lumineux. L'existence de prédisposition familiale au rétinoblastome était une chose bien connue des médecins. Restait à en comprendre l'origine génétique : quel chromosome — et sur ce chromosome, quel gène — était

responsable de l'apparition de ce type de cancer ?

Ce fut George Yunis (université du Minnesota) qui le premier, grâce à l'étude au microscope des chromosomes de cellules normales et de cellules de rétinoblastomes, découvrit que c'était le chromosome n° 13 qui était en cause. Plus tard, le gène responsable de la formation des rétinoblastomes fut identifié et baptisé Rb. Pour qu'un rétinoblastome apparaisse, il faut que les deux exemplaires du gène Rb présents sur les deux chromosomes 13 soient endommagés ou absents. En revanche, les enfants porteurs d'une seule anomalie congénitale du gène Rb sont parfaitement normaux, mais sont prédisposés au rétinoblastome. Chacune des cellules de ces enfants ne contient qu'un seul exemplaire normal du gène Rb. Dans de tels cas, la mutation est dite récessive, un seul exemplaire du gène normal suffisant au fonctionnement normal de la cellule et donc au développement du fœtus. Ce n'est que si le gène normal restant s'altère qu'apparaîtrait un rétinoblastome.

Le gène Rb, dont l'inactivation ou l'absence favorise la croissance cancéreuse, a sous sa dépendance, fait particulièrement important, la synthèse d'une protéine présente dans les noyaux des cellules et comprenant huit cent seize acides aminés. Cette protéine, essentielle à une croissance cellulaire normale, serait d'un intérêt capital s'il s'avérait qu'un jour on puisse espérer traiter certains cancers en agissant sur le gène Rb.

Le premier test prédictif

Une fois connu, isolé et classé, le gène du rétinoblastome servit tout d'abord, pour la première fois au monde en matière de cancer, à l'élaboration d'un test prédictif. Dans un article publié par le *New England Journal of Medicine* du 21 janvier 1988, une équipe de chercheurs suédois, américains, britanniques et ouest-allemands dirigée par le docteur Thaddeus Dryja expliquait qu'elle avait réussi, au terme d'une longue enquête effectuée sur vingt mille familles à risque, à mettre au point ce test, qui peut être effectué à partir d'un simple prélèvement sanguin. Pour la première fois, on disposait d'une méthode permettant le diagnostic direct d'une susceptibilité pour un cancer donné. Dès lors, il est possible de prévoir quels enfants risquent un jour de développer un rétinoblastome. Ce test pourrait même être appliqué avant la naissance et permettre de proposer, aux parents concernés, une interruption thérapeutique de grossesse.

Ce résultat est d'autant plus important qu'il s'avère aujourd'hui que le gène Rb n'est pas spécifique du rétinoblastome. De récentes études ont en effet montré qu'il est impliqué dans la genèse d'autres types de cancer : à peu près tous les cancers du poumon à petites cellules, 20 % des cancers primitifs du sein et environ la moitié des cas d'ostéosarcome. A chaque fois, c'est l'absence ou le mauvais fonctionnement du gène Rb qui est à l'origine de l'apparition de ces cancers.

Restait à passer à la thérapeutique. Était-il possible de réimplanter au sein même du chromosome n° 13 le gène Rb manquant et ainsi de prévenir — ou de traiter — un cancer ? Un pas — très important — vient d'être franchi en ce sens par l'équipe du professeur Wen-Hwa Lee. Pour la première fois, chez la souris, les chercheurs sont parvenus à bloquer la croissance de tumeurs cancé-

reuses en procédant au rajout du gène Rb.

Le principe de ce travail, publié dans le numéro du 16 décembre 1988 de *Science*, était relativement simple : dans un premier temps, le gène Rb humain est « accouplé » à un virus que l'on a au préalable débarrassé de ses effets nocifs ; la combinaison gène Rb-virus « désarmé » est ensuite insérée dans le génome de cellules d'ostéosarcome ne possédant pas de gène Rb au niveau du chromosome 13. Le tout est enfin injecté sur le flanc de souris ayant un système immunitaire « très tolérant », ne rejetant pas les cellules humaines.

Sept souris ont été traitées ainsi. A chacune d'elles furent injectées sur l'autre flanc des cellules tumorales non traitées préalablement. Un mois après les injections, aucune croissance tumorale n'était observée du côté où avaient lieu l'injection de cellules Rb. En revanche, de l'autre côté, des tumeurs étaient apparues.

Preuve était donc faite que le gène Rb, par l'intermédiaire de la protéine qu'il code, est capable d'inhiber la formation d'une tumeur. La portée de cette expérience est considérable puisqu'elle permet d'envisager à terme l'utilisation de cette technique pour traiter — ou prévenir — des cancers. D'ici là, il reste cependant bien des obstacles à surmonter. La même technique est actuellement utilisée sur des cellules cancéreuses extraites de cancer du sein, et les résultats sont, semblent-ils, prometteurs. L'équipe du professeur Lee étudie actuellement la possibilité d'introduire directement ce gène Rb dans les cellules tumorales d'une souris atteinte de cancer. Si cette expérience — et bien d'autres menées chez l'animal — réussit, il sera alors temps d'envisager des essais sur l'homme. « D'ici un an ou deux », déclare, optimiste, le professeur Lee.

FRANCK NOUËL

La boucherie aux hormones

(Suite de la page 21.)

En théorie, la toxicité des hormones concerne avant tout la cancérologie et l'endocrinologie. On connaît malheureusement l'effet cancérogène du distillat dans l'espèce humaine à la suite — il y a plusieurs années — de prescriptions très critiquables de certains gynécologues-obstétriciens chez des femmes enceintes (le *Monde* du 30 novembre 1988). Rien, en revanche, ne permet de penser que les anabolisants naturels puissent être directement cancérogènes. De la même manière, les effets hormonaux de ces substances ne permettent pas de penser que les soléistes toxiques pour l'homme, à la différence des stéroïdes qui font l'objet d'interdictions quasi systématiques à l'échelon international.

Une situation anarchique

A la suite de nombreux travaux scientifiques et d'un examen approfondi du dossier à l'échelon national et international (2), un consensus a pu être dégagé. Il apparaît ainsi que si des conditions restrictives d'emploi sont respectées concernant la forme galénique du médicament, son mode d'administration, la posologie, etc., les taux d'hormones naturelles présents dans la viande de boucherie n'ont plus aucune signification biologique si on les compare aux taux d'hormones synthétisées par les animaux eux-mêmes. D'autre part, il est aujourd'hui établi que le recours raisonnable à l'effet anabolisant des hormones naturelles n'a pas d'effet sur la qualité de la viande, contrairement à ce qui a été souvent avancé.

C'est ainsi que, en France, la loi du 16 juillet 1984, revenant sur celle de 1976 qui interdisait tout usage de substance à action œstrogénique en médecine vétérinaire, a fixé un cadre rigoureux pour l'utilisation de ces substances à des fins anabolisantes. En pratique, un seul produit — la trenbolone — a été commercialisé comme implant solide sous contrôle strict des vétérinaires et des services d'abattage.

En dépit de cette loi, la situation, caractérisée par d'importants réseaux illégaux de sub-

stances naturelles ou non utilisées sous forme d'implants ou d'injection, ne s'est pas améliorée. Les enquêtes menées par les services vétérinaires, la répression des fraudes et les douanes ont montré que la réglementation française était contournée selon diverses modalités : dérive d'utilisation de produits hormonaux ayant obtenu une AMM pour une autre espèce animale (non destinée à la consommation humaine) ou organisation de circuits clandestins, écrivent MM. Champelle et Toutain.

Cela a conduit à une situation anarchique totale : les animaux sont légalement implantés mais reçoivent, en plus du traitement officiel, de multiples injections de produits renfermant diverses hormones pour lesquels l'intérêt et l'innocuité de l'association (trois à huit hormones différentes) ou du protocole de traitement sont à démontrer.

Une quarantaine d'instructions judiciaires sont actuellement en cours. Aucune région de France n'est épargnée par ce trafic. Le marché noir met en jeu une masse financière considérable. Compte tenu du risque mineur encouru au plan pénal, on peut craindre que la pression de l'offre persiste malgré l'interdiction totale (3).

France : désir d'importer des produits répondant à l'attente des consommateurs pour les gouvernements italien et grec.

La CEE ayant fixé ces règles, il était logique qu'elle refuse l'importation, à partir du 1^{er} janvier dernier, de viande « hormonée », en provenance notamment des États-Unis. Au-delà des seules hormones, cette interdiction vise aussi l'utilisation de médicaments antibiotiques incorporés à l'alimentation animale dont on sait qu'ils peuvent avoir des effets anabolisants. Or il est démontré depuis trois ans (le *Monde* des 6 et 7 janvier 1985), que cette pratique, condamnée par l'Organisation mondiale de la santé, peut être dangereuse pour la santé des consommateurs (phénomènes de résistance aux antibiotiques, notamment).

Ainsi, d'un fait scientifique dûment établi (l'effet anabolisant et sans danger des hormones naturelles chez l'animal d'élevage), qui constitue en lui-même un avantage considérable (l'équivalent d'un « engrais biologique » permettant à moindre coût d'améliorer la « récolte » de protéines animales), on en est arrivé à une situation totalement anarchique. Une situation où de multiples intérêts sont en jeu et qui voit les autorités européennes s'accorder sur une position médiane scientifique inoffensive, alors que tous les spécialistes de ce dossier s'accrochent pour dire que le vrai problème, celui du contrôle (et de la répression) sur le terrain de l'utilisation de cocktails hormonaux et antibiotiques, est bien loin d'être réglé.

Sans doute le sera-t-il d'autant moins vite que l'on entend priver d'une source de revenus, dont l'innocuité était démontrée, des éleveurs qui n'ont pas su comprendre à temps qu'ils ont véritablement intérêt en même temps que celui des consommateurs.

JEAN-YVES NAU.

(2) On se reportera notamment à l'étude sur la qualité des résidus d'anabolisants dans la viande. Rapport de l'OMS publié en 1984.

(3) Entre 1982 et 1987, les services vétérinaires ont découvert trente-sept types de cocktails français hormonaux utilisant des produits naturels ou artificiels utilisés sous forme d'implants ou d'injections.

Point de vue

CHIRURGIENS EN PÉRIL

par le professeur JEAN CASTAING (*)

L'Académie nationale de médecine est inapte à la situation actuelle de la chirurgie française. Elle vient d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur « l'état préoccupant de certaines spécialités chirurgicales qui risquent d'obérer l'avenir de la médecine française et la qualité des soins ». L'Académie relève notamment que « plus de deux cents chirurgiens praticiens hospitaliers succèdent à plein temps dans des hôpitaux publics, après nomination préfectorale sans avoir la qualification professionnelle et la juridiction ordinaire ». « Ainsi, explique l'Académie, est créée au détriment des établissements publics, une disproportion regrettable de la qualité des soins chirurgicaux destinés à la population en faveur des établissements privés ». Nous publions ici le point de vue du professeur Jean Castaing qui, au-delà du problème très aigu du recrutement des chirurgiens, soulève celui, connexe, de leur formation.

Le Collège des chirurgiens français s'est déjà vivement inquiété du risque grandissant de désaffection des étudiants en médecine pour la carrière chirurgicale : pour des raisons financières et parce que la chirurgie est une spécialité exigeante, fatigante et à lourdes responsabilités. Notre inquiétude est autre : à supposer qu'on ne se hâte pas à une insuffisance de recrutement, comment pourrions-nous continuer à former les chirurgiens de demain ?

La « réforme Debré », en créant les centres hospitalo-universitaires et la double appartenance des membres de leur corps médical a permis de maintenir un haut niveau de formation au moment où la chirurgie (et peut-être plus encore la médecine) faisait de remarquables progrès avec le développement de techniques nouvelles et sophistiquées. Les malades n'ont pas à s'en plaindre : la comparaison de nos résultats avec ceux des chirurgiens du monde occidental le prouve. En revanche, les points faibles sont la recherche et l'organisation du travail.

Tous les chirurgiens français, travaillant dans le secteur public ou dans le secteur privé, ont été formés à la même école, avec les mêmes principes. Et la formation continue est depuis longtemps une règle impérative de notre métier. Former un « bon » chirurgien est une action longue et continue : quatre à six ans avant d'être reçu au concours d'internat, quatre ans d'internat, deux à trois ans de post-internat (chef de clinique-assistant des hôpitaux). La somme des connaissances nécessaires, est grande (anatomie, physiologie, biomécanique, pathologie, chirurgie expérimentale, entraînement au diagnostic et aux propositions thérapeutiques, entraînement gestuel, etc.). C'est la réussite d'une formation pluridisciplinaire et coordonnée, articulant harmonieusement la formation théorique (universitaire) et la formation pratique (hospitalière) intimement associées. La structure des CHU répond bien à ces exigences, même si des adaptations sont nécessaires. La meilleure des cliniques privées ne peut assurer l'ensemble de cette formation.

Il faut des structures rigoureuses et hiérarchisées. Il n'est pas possible dans ce métier d'être autodidacte. Il faut être formé par une discipline très stricte. Il ne suffit pas d'être entraîné au geste chirurgical. Il faut apprendre le strict respect des faits, le raisonnement critique, la comparaison scientifique des résultats, le travail en équipe, la remise en cause, les incidences sociales de la maladie et des thérapeutiques et, dans notre monde où la réussite individuelle et financière est devenue l'objectif suprême, il faut apprendre à respecter l'éthique médicale.

Ainsi, il faut être intégré dans une équipe médico-chirurgicale et paramédicale où le jeune sera pris en charge et en contrôle par un « maître-chirurgien » comme un apprenti charpentier est pris en charge et en contrôle par un maître-charpentier. Le « patron » du ser-

vice ou, soignons-le, du « département », est le chef d'orchestre : il ne devrait être ni mandarin ni inamovible ; mais il a la charge du respect de la discipline et de l'honneur du travail. Et le passage du jeune chirurgien dans plusieurs services et départements, français et étrangers, est l'équivalent, nécessaire, du tour de France des compagnons. Et la recherche, beaucoup trop négligée en France, est la meilleure façon d'acquiescer le mode de raisonnement scientifique et de minimiser l'empirisme, l'autosatisfaction et les affirmations passionnelles.

Cette formation est-elle possible dans une clinique privée ? Dans une clinique privée française, il y a presque toujours des chirurgiens de la même qualité que les hospitalo-universitaires. Mais ils n'ont ni le temps (il faut beaucoup de disponibilité pour former un jeune, par exemple pour aider les internes à opérer), ni pour beaucoup la motivation pédagogique, ni, pour certains, l'acceptation du travail en équipe et des remises en cause régulières. Et bien rares sont ceux qui ont l'esprit et la possibilité de la recherche.

Un contrat exclusif

A l'opposé de cette affirmation, on cite souvent certains hôpitaux privés américains. Le Mayo Clinic, par exemple, est un remarquable centre formateur. C'est un centre privé, mais travaillant dans les mêmes conditions et avec les mêmes charges qu'un CHU. Et imposant une sélection draconienne pour le choix de ceux qui y travaillent.

Il faut enfin, pour la formation des chirurgiens, une expérience progressivement indépendante. Au début, le jeune aide calculé qui est plus expérimenté que lui. Puis il opère lui-même, pendant long-

temps aidé par un « ancien » qui lui fait éviter les erreurs, les fautes opératoires, ou sait les réparer immédiatement. Quand il est jugé capable, il opère seul aidé par un plus jeune, mais il y a toujours, proche de lui, un ancien prêt à venir le conseiller, l'aider ou, s'il le faut, à reprendre la main.

Pour la sécurité des malades, dans les services formateurs sérieux, on ne laisse jamais un jeune chirurgien prendre le risque d'opérer plus loin que ce qu'il sait et peut faire (les structures doivent être rigoureuses et hiérarchisées). Comment pourrait-on introduire cette expérience progressive et évidemment indispensable dans une clinique privée ? Dans une clinique privée, le contrat entre le chirurgien et le malade est exclusif et total : un autre opérateur ne peut s'interposer entre eux. Pour former réellement des chirurgiens, il faudrait transformer la clinique en hôpital.

Certains souhaitent la disparition ou l'amoindrissement des hôpitaux publics au profit du développement des cliniques privées et des chaînes de cliniques, nationales ou multinationales — déjà en place en France. L'hôpital public est déjà très fragilisé financièrement alors que les cliniques privées sont en pleine expansion.

On peut discuter, au seul point de vue économique, de l'intérêt ou des risques de cette évolution libérale, concurrentielle, payée par une assurance nationale obligatoire. (La formation d'un chirurgien coûte dans le budget de fonctionnement des CHU).

Si cette évolution persiste ou s'accroît, comment et par qui seront formés les chirurgiens français de demain ?

Il faut réfléchir et décider, dès maintenant, des modalités de cette formation, de sa localisation et de son prix. Si on se trompe, si on « laisse aller » (comme l'a trop souvent fait l'éducation nationale), il faudra de très longues années avant de pouvoir redresser la situation. Alors qu'actuellement la formation de nos chirurgiens est une des meilleures du monde.

(*) Professeur de clinique orthopédique et traumatologique, ancien président de la Fédération française des chirurgiens orthopédistes et traumatologues.

Le Monde
ABONNEZ-VOUS
REABONNEZ-VOUS

LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS
73615 LE MONDE

couleurs de

Le Monde
DE L'EDUCATION
LE NIVEAU MO

EXCLUSIF :

ABTETEN AVEC MICHEL

SOCIÉTÉ

Le Monde
EDUCATION

Aux couleurs de l'histoire

L'analyse physico-chimique des pigments et des colorants utilisés dans les œuvres anciennes contribue à la compréhension de l'histoire.

L'HISTOIRE de l'art peut-elle se mettre au service de l'histoire ? Plus précisément, l'étude des couleurs et des pigments employés dans les œuvres antiques ou médiévales peut-elle fournir aux historiens de nouveaux outils d'investigation pour déchiffrer le passé de l'humanité ? Tel était l'un des thèmes, parmi les plus passionnants, abordés au cours d'un colloque international récemment organisé à Orléans par le CNRS, sous le titre évocateur de « Pigments et colorants. Teinture, peinture, enluminure depuis l'Antiquité jusqu'à la fin du dix-huitième siècle : études historiques et physico-chimiques ».

Les chercheurs, en ce domaine, disposent depuis quelques années de techniques d'analyse non destructives, qui permettent d'envisager une approche radicalement nouvelle des œuvres anciennes. C'est notamment le cas de la diffusion par rayons X, et surtout de la très prometteuse « spectroscopie Raman », qui permet aujourd'hui d'identifier, sans ambiguïté, les pigments employés par les artistes des siècles passés à partir de quelques microgrammes (milliardièmes de milligramme) de matière.

« Schématiquement, la méthode consiste à illuminer ponctuellement, à travers l'optique d'un microscope de fort grossissement, ce fragment de matière à l'aide d'une radiation monochromatique fournie par un laser », explique Michel Delhaye, directeur du laboratoire CNRS de spectroscopie infra-rouge et Raman (LASIR) de Lille. « L'examen de la lumière diffusée montre alors, de part et d'autre de la radiation princ-

pale, la présence d'autres radiations d'intensité beaucoup plus faible, dont les fréquences sont caractéristiques des édifices moléculaires constitutifs de l'échantillon. » Grâce à ce phénomène appelé effet Raman, on obtient ainsi une véritable « empreinte digitale » des composés chimiques présents dans l'échantillon étudié, même lorsque celui-ci ne représente qu'une infime poussière de matière.

Dernière arrivée dans la panoplie des archéologues de l'art, la microsonde Raman est aujourd'hui devenue un outil particulièrement précieux pour l'analyse des œuvres médiévales. Ainsi, la jeune équipe « Etudes des pigments, histoire et archéologie », créée en 1984 par le CNRS et qui réunit dans une collaboration étroite des physiciens, des chimistes et des spécialistes des manuscrits, utilise couramment pour identifier les pigments employés par les enlumineurs. Ou encore pour dater et localiser l'emploi de certains matériaux. Avec, parfois, des surprises de taille pour les historiens — telle celle qui vient de leur réserver le bleu de lapis-lazuli.

En collaboration avec les conservateurs du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de Paris, c'est en étudiant des manuscrits à peinture du douzième siècle que les chercheurs ont fait leur découverte. Six manuscrits provenant de l'abbaye Saint-Pierre de Corbie, choisis pour l'excellence de leur datation et l'abondance de la couleur bleue utilisée dans leur décoration. Or, confrontés aux précieux ouvrages, les mesures en spectrométrie Raman sont for-

melles : dans chaque manuscrit, quels que soient la teinte et le type de la lettre, le bleu utilisé est celui du lapis-lazuli, cette pierre semi-précieuse qu'hébergent les carrières de l'actuel Afghanistan.

« Importé en Europe par terre et par mer depuis les lointaines montagnes de la Perse, le lapis-lazuli a servi pendant plusieurs siècles à la préparation des plus beaux pigments bleus utilisés en peinture artistique », souligne Jean Vezin, spécialiste de l'art médiéval et responsable de l'équipe « Etude des pigments, histoire et archéologie » du CNRS, qui rappelle que le bleu de lapis-lazuli, très utilisé dès le début du Moyen Âge, était aussi la couleur de prédilection des peintres du Quattrocento. « Mais, jusqu'à présent, l'emploi en Europe occidentale de ce pigment extraordinairement coûteux ne semblait pas être apparu avant le quatorzième siècle ! » Avec cette découverte qui atteste de sa présence dès le douzième siècle, l'emploi du lapis-lazuli remonte ainsi de deux siècles au moins, sans que l'on puisse savoir pour le moment s'il résulte d'échanges commerciaux précoces entre l'Europe et le Moyen-Orient ou, plus simplement, de la réutilisation des pigments contenus dans les vestiges de l'époque romaine.

Le « standing » de l'époque

L'époque romaine ? Parlons-en, justement. Car l'analyse physico-chimique des pigments et colorants permet de remonter le temps bien au-delà du Moyen Âge, jusqu'aux premiers siècles de notre ère. Alix Barbet, chercheuse au laboratoire d'archéologie de l'Ecole normale supérieure de Paris, s'est ainsi spécialisée dans l'étude des couleurs de la peinture murale romaine antique. Et elle a découvert que ces couleurs, non seulement pouvaient être employées par les historiens comme des marqueurs chronologiques, mais aussi constituaient

de véritables révélateurs du « standing » social de cette époque...

Ecoutez-la plutôt : « Si l'on examine les peintures murales bien conservées des premiers siècles avant et après Jésus-Christ, notamment sur les grands sites de Campanie (Pompéi, Herculaneum et Stabies, tous détruits en 79 après J.-C. par l'éruption du Vésuve, et aujourd'hui gigantesques « musées » de plein air), on observe que les couleurs varient parfois énormément. En joignant aux observations faites à l'œil nu des analyses elles-mêmes les analyses de laboratoire et l'exigence des textes, on arrive à quelques constatations : le remplacement d'un style décoratif par un autre n'est pas seulement dû à une mode créée par un empereur ou autre « leader » de la culture romaine, mais est aussi provoqué par des changements techniques dans le métier de peintre, dans la façon de préparer la paroi ou d'utiliser certains matériaux. »

Partant de ce premier constat, Alix Barbet est allée plus loin encore. « Il existait à l'époque des pigments qui coûtaient cher et d'autres qui étaient bon marché, poursuit-elle. Plus l'Antiquité nous donne d'ailleurs des tarifs qui permettent de comparer les prix et de chiffrer approximativement le coût des matières premières. Ainsi, et même s'il convient de ne pas les considérer isolément du reste, les couleurs choisies et les pigments employés constituent de précieux révélateurs pour situer le niveau culturel, économique et social des commanditaires... »

Exemple parmi tant d'autres, Alix Barbet a ainsi étudié une maison romaine d'Aix-en-Provence dont les peintures reconstituées datent du milieu du premier siècle après Jésus-Christ. « Pour deux pièces de même dimension, l'une est décorée de façon raffinée, avec des couleurs rares et chères (grands champs rouge vermillon et bandes de



séparations bleues décorées), l'autre de façon nettement plus économique (grands champs rouge ocre et bandes de séparations noires avec peu d'ornements), raconte-t-elle. La première a coûté environ trente fois plus cher en fournitures de pigments que la deuxième, et a nécessité beaucoup plus d'heures de travail pour exécuter certains motifs, dits de « bordures ajourées ». On peut alors se demander si les deux pièces, peintes pour la même époque et également de belles proportions, n'avaient pas des fonctions différentes... »

La trilogie carbone-oxygène-hydrogène

Dans toutes ces recherches, un domaine reste toutefois encore relativement délaissé, celui des colorants organiques. « L'intérêt archéologique des colorants organiques naturels, d'origine végétale ou animale, est pourtant au moins aussi important que celui des pigments minéraux, rappelle les historiens de l'art. La teinture fait exclusivement appel à eux, et ils sont également utilisés en peinture sous forme de laques. »

Raison de ce retard : la détermination de la composition et de la technique d'application des colorants, souvent très complexe, se révèle beaucoup plus difficile que pour les pigments minéraux,

dans la mesure où l'on retrouve toujours, parmi leurs composants élémentaires, la même trilogie carbone-oxygène-hydrogène. Mais de nombreux efforts ont été effectués au cours des dernières années pour mettre au point des techniques adaptées à ces contraintes, qui devraient prochainement porter leurs fruits.

Sous la direction de Jan Wouter, une équipe de chimistes de l'Institut royal du patrimoine artistique de Bruxelles a ainsi appliqué aux colorants une nouvelle technique d'analyse, dite de chromatographie liquide haute performance. Combinée à un traitement des données par ordinateur, elle permet de distinguer très finement les différentes sources végétales employées dans les teintures, tableaux ou enluminures. « A l'heure actuelle, il est possible de séparer et de reconnaître la plupart des colorants naturels rouges et jaunes en une seule analyse, précise Jan Wouter. Si l'interprétation des résultats est suffisamment détaillée, elle peut ainsi illustrer ou confirmer l'existence d'importations et d'échanges de produits entre plusieurs régions du monde. »

« Pour l'historien comme pour l'anthropologue, la couleur ne se définit pas tant par des considérations physiques ou chimiques, mais plus simplement par ce qu'en font les hommes vivants en société », souligne Michel Pastoureau, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études de Paris. « Ce qui conduit évidemment à greffer la question de la couleur sur des dossiers multiformes et considérables : le lexique, les faits de perception et de nomination, la chimie des pigments et les enjeux économiques des teintures, le système vestimentaire et les codes sociaux de la couleur, la place de celle-ci dans la vie quotidienne, les moralisations des hommes d'Eglise, les spéculations des hommes de science, les préoccupations des hommes de l'art... »

CATHERINE VINCENT.

Le Monde DE L'EDUCATION

LE NIVEAU MONTE

● Trop d'élèves, des diplômes bradés ? Non, les jeunes d'aujourd'hui en savent plus que ceux d'hier. ● Jamais les exigences de l'école, du collège et du lycée n'ont été aussi élevées. Le niveau monte. *Le Monde de l'éducation* explique pourquoi.

EXCLUSIF :

UN ENTRETIEN AVEC MICHEL ROCARD

Pour la première fois depuis son arrivée à la tête du gouvernement, le premier ministre s'exprime sur la réforme de l'enseignement, la formation des professeurs et la revalorisation de leur métier.

SOCIÉTÉ

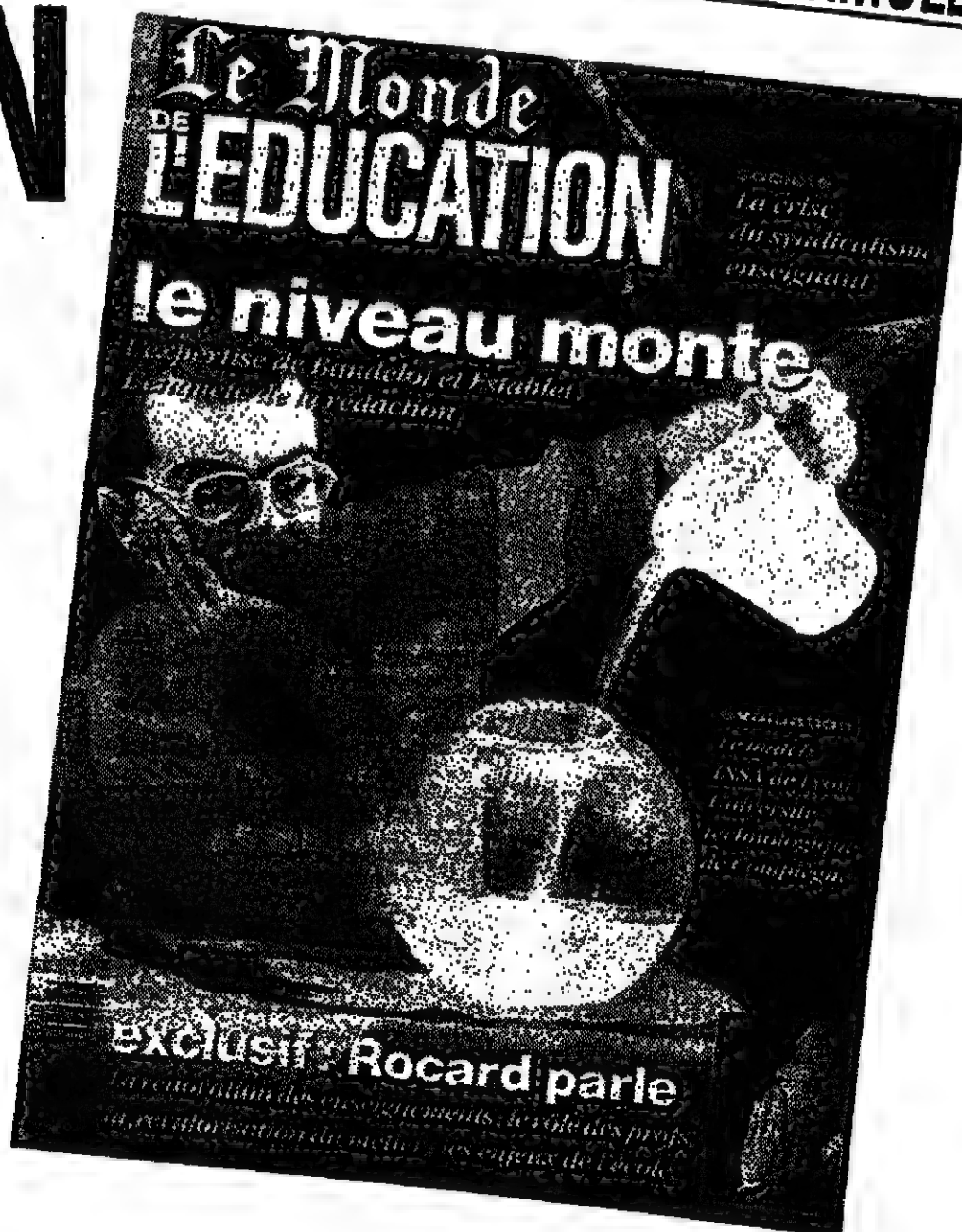
LA CRISE DU SYNDICALISME ENSEIGNANT

Une baisse des adhérents de 30 % en moins en dix ans : les syndicats battent de l'aile. En jeu, la survie d'une identité collective. Les profs sauront-ils se remobiliser ?

Le Monde DE L'EDUCATION

POUR BIEN COMPRENDRE SES ENFANTS. POUR PRÉPARER LEUR AVENIR

NUMÉRO DE JANVIER, 116 PAGES, 17 F
En vente chez votre marchand de journaux



NOUVELLE FORMULE

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Peindre le futur
avec talent**



**Ingénieurs grandes écoles
DEBUTANTS**

Framatome grand groupe industriel vous propose de vous associer à ses efforts technologiques et industriels au sein de la fonction ETUDES.

Vous avez opté pour une spécialisation dans le génie atomique, option nucléaire, DEA de physique des réacteurs... nous vous confierons des études de conception neutronique ou le développement des méthodes de calculs. Selon vos goûts et aptitudes, vous participerez aux essais de démarrage de nos installations. RÉF. DAR 1.

Vous avez plutôt des connaissances approfondies en thermique, hydraulique, automatisme... vous aurez à mener des études de conception thermohydraulique, de développement des systèmes de contrôle et de protection ou d'instrumentations nouvelles. RÉF. DAR 2.

Vous êtes mécanicien : vous participerez à la conception et au dimensionnement de nos matériels, en vous appuyant sur nos moyens informatiques et IAO. RÉF. DAR 3.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et lettre manuscrite), à Valentine TRABUT, en précisant la référence choisie, à FRAMATOME, Département Recrutement et Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



LE FUTUR EN TÊTE

**Ingénieur
Qualité Logiciels**

Notre Division Terminals et Systèmes se développe dans trois secteurs prometteurs : paiement bancaire, télécommunications (publitél...), et péage (métro, chemins de fer, bus...).

Nous vous proposons de contribuer à la mise en place de la politique d'assurance qualité des logiciels au sein de la Division, en mettant en œuvre les méthodes et les moyens de construction et de gestion de cette qualité, qui tiennent compte des contraintes industrielles.

Ingénieur Informatique (ENSIMAG - INSA Informatique...), votre expérience minimum de 3 ans en développement de logiciels temps réel, en tant que responsable d'une équipe-projet, vous a donné envie d'aller plus loin.

Vous avez des compétences techniques et qualités relationnelles. Vous souhaitez approfondir les méthodologies en matière de logiciels et élargir vos possibilités d'évolution dans un groupe passionné par la qualité de ses produits.

Ce poste est à pourvoir à VALENCE.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence IQL/LM au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Védérine - 26227 VALENCE cedex.



**INGENIEUR CHEF DE PROJET
(Nouveaux produits)**

RÉF. 5140 M

Il aura la responsabilité du développement de ces nouveaux produits, depuis la phase préliminaire de l'avant-projet, jusqu'à la mise en fabrication "série".

Il coordonnera les études de faisabilité, la fabrication des prototypes et les essais. Il suivra l'évolution des produits dans un souci de qualité et de maîtrise des coûts de revient.

Environ 30 ans, vous avez une formation supérieure d'ingénieur (mécanique, hydraulique) : une expérience d'environ 6 ans, dont 3 ans dans un bureau d'études portant sur des applications proches (biens d'équipements automobiles, véhicules industriels, engins portuaires ou de T.P., etc.).

Imaginatif et créatif, vous avez également de réelles qualités d'animateur et un sens pragmatique développé.

Pour la Direction Technologies et Développement :

INGENIEUR EN HYDRAULIQUE

RÉF. 5141 M

Dans le but d'améliorer les performances et la fiabilité des produits, il est chargé de concevoir et de développer des systèmes hydrauliques de puissance appliqués à des engins de T.P. Sur la base du cahier des charges qu'il établit, il recherche et sélectionne les fournisseurs compétents pour réaliser les composants requis.

Son implication dans l'élaboration du produit final est permanente, réelle et active. Il est en outre le garant du respect par le fournisseur des spécifications techniques du cahier des charges.

Environ 30 ans, vous avez une formation supérieure d'ingénieur (hydraulique, mécanique), et une expérience d'au moins 2 ans en bureau d'études hydrauliques portant sur des applications proches de nos produits. Vous êtes avant tout un concepteur de systèmes.

Ces quatre postes, basés en région parisienne, impliquent une parfaite connaissance de la langue anglaise (liens permanents avec les USA).

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, préférences), en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 bd Pereire - 75017 Paris



**INGENIEUR R & D
(Systèmes Electriques et Electroniques)**

RÉF. 5130 M

Rattaché au Responsable du Service des Nouvelles Technologies, il aura en charge, avec son équipe, les études et la mise au point de nouveaux systèmes électriques et électroniques destinés à être intégrés dans les produits en cours de développement et qui contribuent, plus généralement, à l'évolution de l'automatisation des machines du futur.

Environ 30 ans, vous avez une formation supérieure d'ingénieur (Electricité, Electronique) et une expérience d'au moins 4 années en B.E. portant sur des applications proches (biens d'équipement automobile, véhicules industriels, engins portuaires ou de T.P., etc.).

Imaginatif et créatif, vous êtes aussi pragmatique. Ouvert et communicatif, vous savez travailler en équipe et en réseau.

Pour la Direction des Essais :

INGENIEUR D'ESSAIS

RÉF. 5142 M

Chargé sur le terrain de la mise au point des systèmes, des composants hydrauliques et des produits, il définit, propose et réalise l'ensemble des essais. En étroite collaboration avec les bureaux d'études, il évalue les résultats obtenus, valide leur cohérence, définit et améliore la méthodologie des essais.

Ingénieur T.P. ou équivalent, ayant de solides compétences en hydraulique et mécanique, vous êtes déboutant ou avez une première expérience dans des produits proches des nôtres.

Pragmatique, vous avez un excellent esprit de synthèse et de réelles aptitudes à l'encadrement d'une équipe.

**Ingénieur
en mécanique**
Responsable des
Services Techniques 300 KF

Nous sommes un groupe national de services au transport. Au sein de notre Siège parisien, en relation directe avec la Direction Générale, vous aurez la responsabilité opérationnelle de nos services techniques. A ce titre, vous réaliserez l'ensemble de nos achats, coordonnerez la gestion de nos ateliers, optimiserez l'affectation du parc disponible, enfin développerez la recherche de nouveaux outils.

Vous avez également d'étroites relations fonctionnelles avec nos équipes de vente.

Agé d'au moins 35 ans, vous avez une solide formation d'ingénieur en mécanique, une expérience professionnelle technique dans le domaine des véhicules industriels, une réelle compétence dans la maîtrise de budgets d'investissements et de coûts d'entretien kilométriques.

Une bonne connaissance de la langue anglaise serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (L.M. + C.V. + photo) en rappelant la réf. 9322 à Média System, 6-8, Impasse des Deux-Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL

recherche

pour sa division agro-alimentaire
implantée en Bretagne

2 INGENIEURS DE FORMATION

agronome ou agricole
pour renforcer son équipe commerciale

Les postes disponibles immédiatement peuvent convenir à JEUNE INGENIEUR débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Mission : chargé des ventes auprès d'une clientèle de fabricants d'aliments du bétail.

Ces technico-commerciaux, rattachés directement au directeur commercial, devront avoir un esprit d'équipe et d'organisation, des capacités d'adaptation, une grande aptitude à la négociation et une grande mobilité.

Langues : anglais exigé, espagnol souhaité.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et photo à FRANCAISE MARITIME S.A. - Département du personnel et des ressources humaines - 88, rue Neuve, B.P. 638, 29186 CONCARNEAU Cedex.



FABRICANT D'ENDUITS DE REVETEMENT DE FACADES, recherche pour son unité de production à base de liants hydrauliques de CORNELLLES-EN-PAREIS 95 - (40.000 tonnes)

**RESPONSABLE
FABRICATION/QUALITE
de MORTIERS INDUSTRIELS**

Ingénieur ou technicien supérieur de formation (mécanique, automatisme), vous pouvez justifier d'une expérience de 5 à 10 ans en techniques de fabrication et management des hommes. Responsable d'une équipe d'une vingtaine de personnes en 2 postes de travail, vous serez à appliquer le plan de production, à contrôler le respect des procédures de fabrication, à définir la politique d'entretien et à suivre les investissements.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et préférences à/réf. 9060 à Madame Lande, LAMBERT FRERES et Co, 5 rue Verret, 75008 Paris.

jeunes ingénieurs

Nous sommes le deuxième fabricant de véhicules industriels en Europe. Issu de l'union en 1975 de Fiat, OM, Lancia, Unic et Magirus, sous le signe IVECO, notre Groupe représente aujourd'hui 35 000 personnes et 15 unités de production réparties entre l'Italie, la France, l'Allemagne et l'Angleterre.

Notre croissance internationale, notre engagement dans la recherche et dans le développement technologique nous amènent aujourd'hui à créer une véritable pépinière de futurs dirigeants.

Pour cela, nous recherchons de JEUNES INGENIEURS.

Basés à TURIN, nous vous offrons un plan de formation et de développement sur 2 ans. Vous serez amenés à travailler dans nos divers établissements situés en Europe.

Vous apprendrez le monde du véhicule industriel et vous serez préparés à devenir de futurs managers internationaux.

De formation Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, vous possédez une grande capacité d'intégration et de travail en équipe, ainsi que le sens de l'initiative et le goût des contacts.

Votre atout principal, c'est avant tout un esprit européen. Dans ce cadre, votre grande mobilité et votre bonne connaissance de l'anglais sont les gages de votre réussite. La pratique de l'italien serait un plus.

Si vous désirez devenir cadre dirigeant d'un groupe performant et avoir de larges ouvertures de carrière internationale, prouvez-nous votre motivation.

Pour en savoir plus, contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIERES, au 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9h à 17h (Précisez la réf. 890).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous réf. 890/LM à ALLO-CARRIERES - 53, avenue Victor Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

45.02.15.74

ALLO CARRIERES

**Une future
génération
de cadres
IVECO**

INGENIEUR MOTOCYCLE
EXP. AERO ENSMA

AIR FRANCE

**une ingénieur
en génie nucléaire**

**PROGRESSI
AVEC-NOUS**

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Au sein des Caisses d'Épargne, notre vocation est de planifier et financer développements et maintenance des logiciels bancaires nationaux dans les environnements BULL/GCOSA.

Pour industrialiser la réalisation de nos projets de refonte de nos logiciels bancaires, nous créons, à Marseille, le poste de

gestionnaire de projets informatiques

Venez ordonnancer, lancer et coordonner les différentes phases du cycle de vie de nos projets, dans le souci d'en améliorer la qualité, les délais et le coût.

Vous nous apportez votre expérience du développement de projets, bancaires de préférence, votre culture des gros systèmes et vos qualités de gestionnaire.

Merci d'adresser à notre consultante
Mme C. de LAPORTE (réf. 1421LM)
à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTec

INGENIEUR MOTORISTE (SUP AERO, ENSMA...)

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez une expérience professionnelle d'environ 5 ans si possible dans le domaine des réacteurs. Air France vous propose de prendre la responsabilité des relations techniques avec ses clients - compagnies aériennes - dans le domaine de l'entretien des réacteurs (GE/CF6-80). Attentif à la bonne exécution des contrats et à la satisfaction de nos clients, vous assurerez

l'interface clients-techniciens, l'interprétation des incidents et la définition des nouvelles procédures.

Ce poste nécessite une pratique courante de l'anglais technique notamment.

Merci d'adresser lettre et CV sous réf. IWM le plus rapidement possible à Claire Mauguin, Direction du Personnel et des Affaires Sociales, Only sud 114, 94396 Only Aéroport Cedex.

AIR FRANCE
tracé l'avenir

Jeune ingénieur en génie nucléaire

Paris. La Direction des Constructions Navales (DCN) du Ministère de la Défense recherche pour son service technique un ingénieur spécialisé en génie atomique. Au sein d'une équipe chargée du suivi des études et de la réalisation des systèmes de propulsion nucléaire, de leur intégration aux navires (sous-marins, porte-avions), il aura plus particulièrement pour mission d'analyser les conditions de sécurité nucléaire. Ses travaux contribueront à la définition de normes techniques devant être appliquées sur les programmes de constructions navales en cours d'étude et à la prise en compte des expériences acquises sur les navires à propulsion nucléaire en service. Cette mission inclut des liaisons avec les établissements dans les ports, les services de la DCN à Paris, l'Etat-Major de la Marine et le Commissariat à l'Energie Atomique. Le candidat a une formation scientifique supérieure (école d'ingénieur ou université) comportant une bonne maîtrise du génie atomique, et, si possible, une première expérience dans ce domaine. Le poste requiert le goût des applications concrètes, des qualités relationnelles et une aptitude à convaincre. Poste évolutif.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite, photo, s/réf. P 351/M à Bernard Beaunoir,

SEMA-SELECTION 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse



PROGRESSEZ AVEC-NOUS...

Pour conquérir une place de premier plan au niveau international dans la maîtrise d'œuvre de systèmes d'armes complexes, nous avons réalisé des progrès réguliers avec des techniques de pointe, de puissants moyens, des hommes motivés et compétents dans des domaines variés :

ELECTRONIQUE, INFORMATIQUE,
OPTRONIQUE, MECANIQUE ...

Pour poursuivre notre effort nous accueillons de Jeunes Ingénieurs décidés à relever les défis de demain dans un contexte industriel en évolution constante.

Contactez-nous :
Etablissement d'Armement AMX-APX Service RTHA
13, route de la Minère - SATORY
78013 VERSAILLES Cedex.



CHEFS DE PROJETS

Domaine publicité-diffusion
Domaine administration-finance

PRISMA PRESSE tient à maîtriser son expansion rapide. Cela se traduit au sein de la direction informatique et organisation (une dizaine de personnes) par la création de 2 postes de chefs de projets qui devront avoir le sens du service face à des situations complexes. Le site est composé d'un IBM 9370 (logiciel VM et DOS-CICS), d'une soixantaine de terminaux et d'un parc de 100 ordinateurs personnels. Rattaché au responsable des études, chaque chef de projet est chargé de l'informatisation de son domaine : administration-finance pour l'un, diffusion-publicité pour l'autre. Tous deux doi-

vent participer personnellement à la réalisation et à la formation des utilisateurs. De formation supérieure (ingénieur, Miage) ils disposent d'une expérience de quelques années sur un des domaines concernés acquis, si possible, en SSII. Des connaissances en anglais sont souhaitées. Ils seront motivés par un environnement LAG et réseau. La rémunération annuelle sera fonction des compétences. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/D2008M. PA - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



RESPONSABLE SERVICE METHODES

Centre-Ouest

Mécanique de précision - Cette filiale (450 personnes) d'un groupe européen développe et produit (fonderie + ateliers d'usinage) des pièces mécaniques de précision. Elle recherche le responsable de son service méthodes (13 personnes). Dépendant du directeur industriel et dans le respect de la politique qualité définie, il sera chargé de l'amélioration de la productivité, de la sécurité et du passage en fabrication de produits et procédés nouveaux (automatisation, procédés de fabrication, méthodes, temps, outillages...). Ce poste important d'une entreprise déjà bien automatisée s'adresse à un ingénieur (ou équiva-

lence) ayant au moins une première expérience dans une fonction similaire. Ses connaissances de la mécanique de précision et sa pratique de l'anglais lui permettront d'exprimer ses capacités d'innovation industrielle dans le groupe. La rémunération annuelle tiendra essentiellement compte de l'expérience et de la valeur du candidat retenu. Ce poste est à pourvoir dans une ville universitaire du centre ouest. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence D/2010M. PA - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



ANALYSTES CONFIRMES

Banque

Paris - Une banque d'affaires à taille humaine, filiale d'un très grand groupe bancaire, recherche dans le cadre de la réorganisation de son service informatique deux analystes confirmés. Placés sous l'autorité d'un chef de projet, ils devront mener à bien des projets concernant des produits bancaires les plus divers, depuis la phase de pré-étude jusqu'à leur mise en place, impliquant d'être en relation constante avec l'ensemble des utilisateurs. Ces postes ne peuvent convenir qu'à des candi-

dates âgés de 26 ans minimum, de formation DUT, MIAGE ou équivalent, ayant acquis une expérience de l'ordre de 3 années de l'informatique de gestion en entreprise ou dans une SSII. La connaissance de l'environnement IBM 38 est nécessaire, celle du cobol serait un plus et un goût pour les méthodes serait apprécié. Ecrire à M de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/R9469M. PA - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



INGENIEUR "METHODES CONTROLE"

Débutant ou bénéficiant d'une première expérience, vous avez de bonnes connaissances en anglais. Rattaché directement à notre responsable des méthodes, vous serez chargé de la conception et la réalisation de moyens de test de cartes et d'ensembles électroniques. A court terme, vous encadrerez une équipe de techniciens.

INGENIEUR D'AFFAIRES

A 30 ans environ, vous bénéficiez de 3 à 5 ans d'expérience en milieu industriel et d'un anglais courant. Vous serez chargé de la coordination d'activités à l'exportation.

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Homme de terrain et de communication, ayant une bonne pratique de l'anglais, vous bénéficiez si possible d'une expérience de 5 ans dans la réalisation de petites et moyennes séries dans l'électronique. Chargé tout d'abord de l'interface entre les méthodes (fabrication et le bureau d'études), vous encadrerez à terme une équipe de techniciens, et à partir de schémas d'études, vous participerez à la constitution de dossiers de définition, à la conception et la réalisation de circuits imprimés, ou développement de nouvelles technologies.

Pour saisir ces opportunités, merci d'adresser lettre, CV + photo sous réf. 9228 en précisant le poste qui vous intéresse à COMMUNICO - 12-44, rue Faidherbe - 59800 LILLE, qui transmettra.

هكذا من الأصل

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

ORSAN

Filiale du groupe LAFARGE COPPEE, ORSAN est le pôle de développement du groupe dans les biotechnologies. Nous y réalisons un C.A. de 1,8 milliard de francs et sommes parmi les leaders mondiaux dans le domaine des acides aminés. Pour nos départements de Recherche et de Développement Biochimie, nous recherchons un :

INGÉNIEUR CONFIRMÉ EN BIO-INDUSTRIE
(homme ou femme)

Responsable de la mise au point et/ou de l'amélioration de procédés industriels, à la tête d'une équipe de 4-5 personnes :

- Vous proposez et mettez en œuvre les programmes de recherche pour la définition et l'optimisation de procédés d'extraction et de synthèse ;
- Vous conduisez les programmes de développement au stade industriel des nouveaux produits ;

Spécialiste de la chimie d'extraction et de la chimie de synthèse, vous serez le garant de la qualité des projets entrepris et des performances annoncées.

Vous êtes un ingénieur diplômé, chimiste ou biochimiste, avec 6 à 8 ans d'expérience de la recherche dans les industries de fermentation, de chimie fine ou agro-alimentaires.

Une expérience complémentaire en production sera un atout. Bonne pratique de l'anglais indispensable.

POSTE BASÉ EN PICARDIE.

Si ce poste et l'avenir d'ORSAN vous intéressent, veuillez adresser votre candidature (C.V., références, prétentions) à la Direction des Ressources Humaines,

ORSAN BIOCHIMIE - 16, rue Ballu, 75009 PARIS.

Votre compétence,
c'est notre satisfaction-client.

INGÉNIEURS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Classé n°1 par DATAPRO en satisfaction clientèle sur le marché français des constructeurs, la Division Technique Hewlett-Packard participe activement à notre démarche de qualité totale et développe l'activité support matériel, logiciel et réseau auprès de nos clients.

De formation supérieure en électronique ou en informatique (INSA, ENIB, ESEO, ISEN, ISEP...), débutant ou avec une première expérience, vous voulez rejoindre une équipe de professionnels de l'assistance technique et travailler sur des produits de haute technologie.

Au sein de petites équipes où les savoir-faire s'échangent en totale synergie, vous êtes l'interlocuteur privilégié de vos clients, et tout au long des différentes étapes (préparation du site, installation, maintenance) vous assurez un service performant et rapide. Face au problème — sur matériel ou système — vous solutionnez ou diagnostiquez.

Formé sur des matériels de haute technologie, vous devenez rapidement un spécialiste et développez une expertise dans des domaines porteurs :

Réseaux, Bureautique, GFAO, CAO...

Au sein d'H.P., vous pourrez évoluer vers d'autres fonctions : Support Technique, Laboratoire, Management, Vente... où cette première expérience constituera un plus appréciable.

La connaissance de l'anglais est indispensable. De nombreux postes sont à pourvoir sur toute la France.

Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous réf. CEO/02/MO, à Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.



Ingénieur d'affaires

Chargé d'assurer la coordination technique pour le matériel de contrôle et d'instrumentation. Il s'occupe des questions de régulation et d'automatismes liés aux générateurs de vapeur et assure la coordination dans ce domaine entre les différents Services de la Société et le client. FORMATION : Ecole d'ingénieur ESE, ESME ou équivalente. ANGLAIS indispensable. Réf. : BC/2

Ingénieur recherche et développement

Il est souhaité quelques années d'expérience dans le domaine de la pollution atmosphérique. FORMATION : Chimie, Génie chimique ou équivalente. ANGLAIS indispensable. Réf. : RD/1

Adresser CV + prétentions à : STEIN INDUSTRIE, DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, 19/21 Av. Morene Saulnier 78141 Vélizy Villacoublay.

Pour plus d'information et premier contact, consulter MINTEL 3616 JOB PLUS Réf. : annonceur 111, puis Réf. du poste choisi.



n. schlumberger a c
à Guebwiller (68)
Machines pour les industries textiles, 1300 personnes, leader mondial dans sa spécialité, plus de 80 % du chiffre d'affaires à l'exportation, recherche

JEUNES INGÉNIEURS
D'ETUDES MECANIKES

AM : ENSI : INSA ou similaire
débutant + stages ou première expérience BE mécanique
Ils participeront à l'étude et à la mise au point de nouveaux matériels, tant en BE qu'aux essais de prototypes, en liaison avec les services méthodes et fabrication, ainsi qu'avec les industries clientes de la société. Logement facilité. Résidence proche de plusieurs villes importantes, dont un centre universitaire actif. Adr. CV dét. m. réf. NS à

seletec Conseil

Schlumberger Services Pétroliers

Si vous connaissez une compagnie internationale de services destinée à l'industrie pétrolière. A St-Etienne, notre centre de R & D est spécialisé dans la circulation et la stimulation des puits de pétrole.

BLE DE PROJET
électroniques

Rattaché au Responsable du BE, et à la tête d'une petite équipe de techniciens, vous menez à bien la conception, la réalisation et le test de prototypes, ainsi que le dossier de fabrication. Ingénieur électromécanicien, vous avez au moins 2 ans d'expérience industrielle en développement de hardware et de software temps réel. La connaissance du 68000 serait appréciée. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel : ETUDES ET FABRICATION DOWELL SCHLUMBERGER, BP 90, 42003 SAINT-ETIENNE CEDEX.



chef de projet
PARIS

Dans un environnement IBM 38 et très prochainement AS 400, nous vous proposons de participer au développement de nos applications dont l'intérêt et la nature sauront vous motiver. Vous assurerez par ailleurs la maintenance des applications existantes.

Votre formation supérieure et votre expérience de 2 à 3 années dans un contexte IBM 38, vous confèrent toutes capacités à occuper une fonction de chef de projet.

Vous connaissez GAP III et vous maîtrisez l'anglais.

Si vous souhaitez rejoindre la filiale française (CA de 2 milliards de F) d'une société américaine de grande notoriété dans son domaine, 122^e au classement FORTUNE 500, spécialisée dans l'élaboration et la fabrication de produits chimiques pour l'industrie et l'Agriculture,

adresser votre candidature avec CV et prétentions sous réf. LH 15 à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 Paris Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 Lyon

COCEPLAN

PRENEZ LES
RESPON-
SABILITES
D'UN
POSTE-CLE !

CHAMPAGNE-ARDENNE

Expérience, qualité, investissements sont les trois atouts qui ont permis à notre Entreprise de taille humaine (75 personnes), spécialisée dans la forge et l'estampage de pièces touchant à la sécurité, de développer une image nationale et internationale reconnue dans une branche d'activité haute technologie.

Vouloir au maintien constant de la qualité de nos fabrications répondant aux besoins spécifiques d'une clientèle exigeante telle est la mission de notre :

JEUNE
RESPONSABLE QUALITE

Pris du PDG, vous êtes responsable de l'utilisation optimale des moyens et des hommes, et développez sur la site une politique participative et préventive en matière de qualité. A 25 ans environ, ingénieur généraliste ou diplômé de l'U.T.C. (formation qualité), vous êtes débutant. Les candidatures de techniciens supérieurs à fort potentiel et justifiant d'une première expérience dans un service qualité seront étudiées. Anglais courant.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous la réf. 1995/STM à notre conseil 17, rue Courmeur - 51100 REIMS.

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

25-30 ans

Ingénieur recherche
développement

Contrôle commande / Automatismes

Notre Groupe (3000 personnes) est rattaché à la Générale des Eaux. En tant qu'ensemblier, nous intervenons en conception, fabrication et installations sur des chantiers d'équipements industriels. Nous envisageons de confier à un ingénieur, possédant 2 à 4 ans d'expérience en automatismes, la direction de l'unité Recherche et Développement (3 personnes) de l'une de nos Agences (120 personnes). Plusieurs axes de recherche vous seront proposés, afin de créer une nouvelle dynamique de développement répondant à la demande de nos Clients. Le poste est basé dans une agréable ville universitaire de l'Ouest. Votre candidature sera traitée confidentiellement. Merci d'envoyer (lettre manuscrite, CV, salaire actuel), sous référence M 75, à : Cabinet de GASTINES - 34, Bd Haussmann 75009 Paris.

Ch. A. de Gastines

conseil de direction

ILE-DE-FRANCE - PAYS DE LOIRE - BRETAGNE

Importante CENTRALE D'ACHAT et de SERVICES en AGRO FOURNITURES recherche pour son agence du CENTRE-EST

L'ADJOINT AU
DELEGUE REGIONAL

qui sera chargé de l'activité PHYTOSANITAIRE

Il devra auprès des organismes adhérents :
- développer les ventes des produits phytosanitaires.
- faire circuler l'information technique agronomique,
- proposer des outils d'analyses et d'aide à la décision. Pour toutes ces actions, il utilise des moyens mis à sa disposition par les services du siège et entretient des contacts suivis avec l'ensemble des organismes.

Niveau Ingénieur ou B.T.S. Expérience du monde agricole, des productions végétales et plus particulièrement des phytosanitaires souhaitée. De la disponibilité et des qualités de négociateur démontrées au cours d'une première expérience technico-commerciale seront appréciées.

Pose basé à DIJON.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant bien sur l'enveloppe la réf. 40781 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra



RESPONSABLE DE NOTRE
FORMATIQUE INTERNE

FACTEUR DE NOTICES
PROGICIELS MICRO

Responsable de la
Formation Technique
Matières Internationales

RESPONSABLE TECHNIQUE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

MULTILOG

LES BÂTISSEURS DE GRANDS LOGICIELS

Avec plus de 35000 exemplaires vendus de son SGBD micro, MULTILOG est le premier concepteur et éditeur français de logiciels professionnels micro.

L'entreprise MULTILOG, c'est un chiffre d'affaires de 35 MF (dont 20% consacrés à la Recherche et Développement) et une équipe de 65 professionnels.

RESPONSABLE DE NOTRE INFORMATIQUE INTERNE

INGENIEUR ou MIAGE. familiarité avec le domaine de gestion des entreprises (notamment les circuits comptables) et possédant l'expérience de bonnes connaissances des matériels et logiciels informatiques. **PRENEZ LA DIRECTION DE NOTRE INFORMATIQUE INTERNE.**

- Rattaché au Directeur Administratif et Financier, votre mission consistera en : la gestion de l'application interne et les demandes des utilisateurs en optimisant les ressources existantes.
- la formation permanente des utilisateurs à l'outil informatique interne ainsi que la mise en place et le suivi des procédures informatiques.
- la responsabilité du suivi et de l'évolution de l'ensemble du parc matériel micro-informatique de la société (valeur actuelle 5 MF).
- les développements ponctuels d'applications spécifiques en fonction des besoins des utilisateurs.

Une expérience similaire de 2 à 5 ans et un "savoir" exercer en parfaite autonomie sont indispensables.

Vos qualités de gestion, de négociation et de formation donneront la dimension de votre évolution dans ce poste.

REDACTEUR DE NOTICES DE PROGICIELS MICRO

De formation polyvalente littéraire et informatique, vous avez le niveau BAC + 3, parlez de préférence l'anglais et avez une grande autonomie.

Votre mission consistera à rédiger des notices concernant des progiciels professionnels micro-informatiques et à assurer la supervision de la sous-traitance (conception, rédaction et photocomposition des notices).

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse à MULTILOG S.A., 212 avenue Paul Doormer, 92508 Rueil-Malmaison Cedex.

EDF
GDF

Jeunes ingénieurs, choisissez votre avenir dans une région pleine de promesses.

SUPELEC, CENTRALE, MINES, PONTS, ENSTA, ENSIEG, ENSEIHT, ENSEM, ENSAM, ECL, IDN...

Ingénieurs "Etudes Générales"

Annecy, Chambéry, Valence

Concevoir, réaliser et exploiter les réseaux d'électricité et de gaz, telles sont les missions que nous souhaitons vous confier. Dans un premier temps, vous serez chargé, au sein de nos équipes, de préparer et de suivre les programmes d'investissement de l'un de nos Centres (plus de 150 MF en moyenne). Vous participerez ainsi à des études variées, notamment technico-économiques faisant appel à des moyens informatiques performants.

Votre implication, votre goût pour le travail en équipe et les contacts, votre créativité et, tout comme nous, l'énergie de gagner, seront les atouts qui vous permettront d'évoluer vers d'autres responsabilités. Merci d'adresser lettre de motivation et CV en précisant le poste souhaité sous réf. M à EDF-GDF, Division Recrutement, 12 place des Etats-Unis, 75016 Paris.

Ingénieur d'exploitation

Lyon

De formation mécanique, vous serez, dès le départ, chargé de coordonner l'activité de l'équipe d'une trentaine de personnes assurant l'exploitation et la maintenance d'ouvrages de distribution de gaz (postes de détente) pour l'ensemble de l'agglomération lyonnaise. Votre sens du dialogue doit s'allier pour cela à une réelle capacité d'animation.

Informatique interne, H.P., votre avenir: 3 raisons de lire cette annonce!

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

Hewlett-Packard : travailler au sein de l'informatique interne chez un constructeur, c'est bénéficier d'un environnement technologique et humain de premier plan. Notre plus : motivation et autonomie de chacun dans sa fonction, formation personnalisée permettant d'évoluer vers d'autres fonctions ou d'autres métiers... autant d'atouts pour votre réussite.

Quand l'informatique interne, par la qualité de son soutien, permet à l'assistance clientèle d'être encore plus performante, elle participe à son succès : DATAPRO l'a classée n° 1 sur le marché français des constructeurs, en indice de satisfaction.

Ingénieurs Informaticiens, vous êtes chargés de tester, installer, et faire évoluer des applications de gestion en réseau dans le cadre de notre plan informatique international.

En relation avec le management et le développement informatique européen, dialoguant avec les utilisateurs internes, vous êtes à l'écoute de leurs besoins et

proposerez des solutions adaptées aux objectifs de performance. Sensibilisés à l'informatique (vous travaillez chez un constructeur), vos interlocuteurs savent se rendre disponibles et vous veillent à l'utilisation des applications dans tout leur potentiel.

Diplômés d'une grande école d'ingénieur ou de gestion (option informatique), débutant ou première expérience, vous avez une bonne connaissance de l'analyse et parlez anglais couramment. La connaissance du HP 3000 serait un atout.

Pour ces postes, basés en région parisienne (Evry-Les Ulis), la réussite conduira à d'intéressantes évolutions.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence ADMIN-05/LM, à Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

hp HEWLETT PACKARD

2 GRANDS PROJETS DANS L'ELECTRONIQUE EMBARQUEE

L'international est attentif... La presse en parle...

NOUS LES REALISONS

INGENIEURS LOGICIEL TEMPS REEL

- Vous réalisez des études et la conception de logiciels destinés aux bancs de tests de production et de maintenance pour différents équipements aérospatiaux.
- Ingénieur électronicien, vous avez acquis environ 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'informatique et des techniques numériques.

Réf. 93175/1

- Vous participez à la conception de logiciels intégrés dans des équipements aérospatiaux.
- Ingénieur électronicien, vous avez acquis environ 2 ans d'expérience dans la conception de logiciel dans le secteur des hautes technologies.

Réf. 93175/2

INGENIEUR D'ETUDES CONFIRME

Vous assurez la coordination des études et du développement d'un équipement aérospatial. Vous gérez un groupe d'études, définissez et mettez en place des solutions techniques correspondant aux spécifications contractuelles.

Ingénieur électronicien, vous avez acquis au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans les domaines suivants : circuits logiques, circuits analogiques, analyses du signal et avez assumé des responsabilités d'encadrement. Ce poste doit évoluer vers une fonction de responsable d'affaires.

Réf. 93175/3

INGENIEUR CAO CIRCUITS IMPRIMES

Vous mettez en œuvre des systèmes existants (analyse de documentation système, création de bases de données, maintenance des programmes existants, ...). Vous coordonnez des travaux de développement et d'intégration et les études de rentabilité de nouveaux systèmes.

Ingénieur électronicien ou informaticien, vous avez acquis environ 2 ans d'expérience professionnelle au sein d'un bureau d'études dans le domaine de la CAO appliquée à l'électronique.

Réf. 93175/4

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la référence choisie à HCA 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra.

RENO

Filiale (400 personnes) du 1^{er} Groupe privé français dans la FERTILISATION, notre expansion nous amène à créer un poste de

RESPONSABLE TECHNIQUE

(Ingénieur A.M., ENSI Chimie, ou équivalent)

Dépendant de notre Direction Industrielle, vous serez basé à PARIS, au centre de notre structure décentralisée de cinq unités industrielles, spécialisées dans la production d'engrais.

- Vous assurerez une responsabilité hiérarchique et budgétaire sur les responsables d'usine.
- Vous superviserez l'exploitation de ces unités de production (suivi des coûts et budgets, gestion du Personnel d'usine, suivi des fabrications, choix des investissements).

Nous proposons ces responsabilités à un homme de terrain, ayant au moins cinq ans d'expérience de production industrielle en Chimie.

Merci d'adresser lettre man., C.V., photo et prétentions, en précisant le réf. R/LM/03 à Arnaud BATSALE - RENO - 251, bd Persaire - 75017 PARIS.

ROULLIER

La société Roullier appartient au Groupe Roullier, de diffusion internationale et leader en agro-alimentaire : 1 900 personnes, CA 2,3 milliards de F.

هكذا في الأصل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNES INGENIEURS

L'Europe bouge et Air France participe déjà au transport aérien de demain. Vous souhaitez faire de votre carrière un parcours professionnel, où mobilité rime avec évolution. Vous pouvez, à titre d'exemple, être opérationnel immédiatement comme :

INGENIEUR CHARGE DE LA MAINTENANCE AVION

Interface entre le responsable de division et les contremaîtres, vous optimisez et planifiez la charge de travail de l'atelier et mettez en œuvre les moyens humains et techniques nécessaires aux méthodes et procédures de travail.

INGENIEUR CHARGE D'ETUDES

au sein du service "recherche opérationnelle" : élaboration et conception de modèles pour optimiser la gestion des différentes directions de la compagnie (planning des navigants, yield management, optimisation des parlages avion...).

INGENIEUR AU SEIN DE LA DIVISION "SIMULATEURS DE VOL"

interface avec les constructeurs d'avions et de simulateurs pour la réalisation du simulateur de l'Airbus A340...

Vous êtes débutant ou possédez une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans, POUR TRACER L'AVENIR AVEC NOUS, écrivez avant le 6 janvier 1989 à l'attention de Claire Mauguin, Air France, Sélection Cadres, Orly Sud 114, 94596 Orly aéroport Cedex.



Ingénieur... gérer et optimiser notre production

Située à la limite de la Picardie et de la Normandie, notre société occupe une des toutes premières places au niveau national dans le domaine des télécommunications.

Nous disposons, au plan industriel des atouts les plus solides, d'une informatique des plus modernes. Dans le cadre d'une politique dynamique de développement, nous recherchons l'homme qui chez nous prendra des responsabilités de premier plan au sein de notre gestion de production.

Interface entre les directions commerciales et l'usine, votre mission est essentielle à notre réussite : vous suivez le déroulement des affaires en terme de délais, plannings et coûts. Gérer d'imprévisibles, c'est également, ce que nous attendons aussi de vous.

La trentaine, AM, INSA, ENSI, vous avez déjà exercé ce type de responsabilités qui a révélé vos qualités de gestionnaire. Votre vivacité, votre forte personnalité, vous permettent de faire face aux aléas avec lesquels il faut aussi compter. Bien sûr, vous êtes déjà un utilisateur averti de l'informatique.

Merci de nous adresser lettre, C.V., photo, sous réf. 8168 LM (à mentionner sur courrier et enveloppe) au 79/83 rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex. Nous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHET RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

CNIM

CONCEPTEUR ET
REALISATEUR
D'EQUIPEMENTS
DE HAUTE
TECHNOLOGIE
ET D'ENSEMBLES
INDUSTRIELS
RECHERCHE
POUR
LA SEYNE-SUR-MER
(VAR)

JEUNE INGENIEUR

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE ACHATS MECANIQUES ET ELECTRO-MECANIQUES

(ACHATS ANNUELS 200 MF)

Agé de 25 à 30 ans, vous êtes diplômé d'une grande école (Centra, Arts et Métiers ou équivalent). Vous avez une première expérience dans le domaine industriel et si possible dans un service achats. Vous parlez couramment l'anglais et vous utilisez avec aisance l'outil informatique. Vous participerez à l'élaboration et au suivi des objectifs d'achats.

Venez nous rejoindre pour succéder le Chef de Service et lui succéder à moyen terme. Vous effectuerez de nombreux déplacements de courtes durées en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, CNIM - Zone Industrielle de Brégallion, B.P. 208 - 83507 LA SEYNE-SUR-MER.

CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES DE LA MEDITERRANEE - CNIM

LABORATOIRES

**FOURNIER
DIJON**

Avec 1 500 personnes,
1 milliard de chiffre
d'affaires, le Groupe
FOURNIER diversifié en
pharmacie, produits
adhésifs grand public et
industriels, recrute pour
le Centre de Recherche de
ses Laboratoires
Pharmaceutiques

UN RESPONSABLE DE GROUPE PHARMACOLOGIE CARDIOVASCULAIRE

Il lui sera confié une première mission de 15 mois à compter de février 1989 pour laquelle il devra présenter les caractéristiques de réussite suivantes :

- Doctorat (PhD) en pharmacologie ou physiologie animale.
- Capacité à animer un groupe de 6 techniciens en recherche et développement de nouveaux agents thérapeutiques dans le domaine de l'hypertension artérielle et maladies associées.

Envoyer lettre de candidature, CV avec références de recherche et prétentions sous GPC 289 à :
LABORATOIRES FOURNIER, Service du Personnel,
Centre de DAIJ, 50 Route de DIJON, DAIJ,
21121 FONTAINE-LES-DIJON.

**Express
Europe**

Filiale de INFORMATION RESOURCES, Inc. (USA)
leader dans le domaine du Support de Décision
propose à un

Diplômé grande école

SCIENTIFIQUE OU GESTION
DEBUTANT OU PREMIERE EXPERIENCE, LE POSTE DE
ingénieur consultant

Après une période de formation à nos techniques informatiques de pointe, vous prendrez rapidement la responsabilité technico-commerciale de plusieurs grandes entreprises. Vous assurerez auprès d'elles le conseil, l'assistance et le développement d'applications financières, marketing et industrielles. Tirant profit de votre acquis, vous étendrez vos compétences aux domaines de la gestion décisionnelle tout en évoluant dans une équipe jeune et dynamique.

Ce poste requiert :

- le goût des contacts,
- un penchant pour les outils informatiques évolués,
- la connaissance de l'anglais.

Le lieu de travail est Paris avec des déplacements de courte durée.

Merci d'envoyer C.V. et photo sous réf. 997 à :

EXPRESS EUROPE - LE LAVOISIER, 4 Place des Vosges Cedex 64 - 92052 PARIS LA DEFENSE.

BRONZAVIA AIR EQUIPEMENT

filiale d'un grand groupe international, spécialisée dans les équipements
mécaniques et hydrauliques aéronautiques, recherche un

INGENIEUR

ETUDES

ET

DEVELOPPEMENT

Vous êtes chargé de l'étude, de la mise au point de matériels prototypes, de l'industrialisation et du suivi technique des matériels embarqués :

A 30 ans environ, de formation ingénieur (Arts et Métiers, ENSMA, ENSICA...), vous possédez 3 à 5 ans d'expérience à un poste similaire. Vous avez de préférence des connaissances en thermo-dynamique.

Poste basé en Région Parisienne.
Merci d'adresser votre dossier de candidature à Hélène GENTHON
BRONZAVIA AIR EQUIPEMENT
270, av. des Grésillons
92600 - ASNIERES.

INGENIEUR TEMPS REEL/TELECOM

Dans le domaine des Communications, de l'Informatique, de la Défense et des Transports, la CSEE fait de la sécurité un métier. Elle emploie 2 500 personnes dont 500 ingénieurs et Cadres. Aujourd'hui, elle développe sa DIVISION TRANSPORT, implantée à CHILLY-MAZARIN (91), en intégrant un spécialiste des systèmes informatiques Temps Réel et Télécommunications.

Sa mission, dans le cadre de grands projets, consiste, en liaison avec les services techniques de la Division, à définir et à développer les solutions techniques et à coordonner leur réalisation. Une bonne aisance dans les relations commerciales (clients, partenaires, fournisseurs) ainsi que le goût du challenge seront les garants de son intégration dans une équipe autonome et de haut niveau. Ce poste offre, à terme, une évolution vers la responsabilité Chef de Projet, pour laquelle la maîtrise de l'anglais est nécessaire. Les candidats intéressés sont invités à adresser leur candidature (CV, photo, prétentions) à CSEE - M. PETAIN - Chef du Personnel - ZI de la Vigne aux Loups, Rue Daniel Papin 93530 Chilly-Mazarin.



Société de services informatiques
recherche

TRADUCTEUR H/F

- Vous êtes bilingues FRANCAIS/ANGLAIS, de langue maternelle anglaise.
- De formation supérieure, vous avez acquis une solide expérience en informatique ou en Télécommunications.
- Votre goût de l'autonomie, vous permet de travailler à votre domicile avec traitement de texte sur IBM PC.

Veillez adresser votre CV, photo et prêt. sous réf. 12524 :
AMP - 40 rue Olivier de Serres - 75015 PARIS.

Le Monde

ES RENDEZ-VOUS EMPLOI
tous les mercredis dans
**Emplois
Cadres**
toutes les offres d'emploi de la semaine
vendu en kiosque 10 F

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS

MONETIQUE

Institution bancaire

REL ART 12

Responsable technique

VOTRE MISSION : Dans le cadre du lancement de notre réseau interbancaire, vous serez responsable du secteur Architecture Technique. Vous assurerez l'expertise technique, réaliserez la validation des spécifications, formaliserez les choix fonctionnels et veillerez à leur mise en œuvre. Vous serez l'interlocuteur privilégié face à nos intervenants extérieurs et coordonnerez l'ensemble de leurs réalisations.

VOTRE PROFIL : Ingénieur Grande Ecole ou équivalent. Expérience de 7 à 10 ans dans le domaine des réseaux. Connaissances acquises : réseaux X25 publics et privés, réseaux à valeur ajoutée, ISO. Connaissance de l'environnement X25 Alcatel appréciée. Qualités de dialogue et d'animation indispensables pour assurer cette mission.

Merci d'envoyer CV + photo à Agnès MESNAGE, en précisant la référence.

CAP SOGETI SELECTION

Tour M&B, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Grenoble

Le premier organisme de développement économique de l'Isère recherche pour faire face à son expansion

UN CONSULTANT GÉNÉRALISTE PME/PMI (RÉF. M 1201)

De formation Ecole supérieure de commerce, vous avez acquis une bonne expérience en entreprise. Vous interveniez en conseil dans les entreprises à tous les niveaux de leur organisation et de leur environnement.

UN INGÉNIEUR DE PRODUCTION (RÉF. M 1202)

De formation Arts et métiers, INSA, ENSI, UTC, vous avez su valoriser votre savoir-faire dans l'industrie mécanique de préférence. Vous intégrerez une équipe de conseils spécialisés dans les domaines des méthodes, de la production, de la qualité.

UN CONTRÔLEUR DE GESTION (RÉF. M 1203)

De formation ESC-option finance comptabilité ou DESS de contrôle de gestion, vous êtes un spécialiste de l'audit ou de la gestion en PME. Vous assurez des missions de contrôle de gestion en temps partagé auprès d'entreprises industrielles en fort développement.

Vos atouts :

Un vécu de 3 à 5 ans en entreprise.
Une très bonne capacité d'écoute et d'excellentes aptitudes relationnelles.

Vos souhaits :

Une carrière orientée vers des missions de conseil et de valorisation des entreprises.
Une réelle autonomie dans le travail.
Des occasions de formation top-niveau.

Notre challenge :

- Renforcer les entreprises dans leur développement.

Si vous pensez être notre futur collaborateur, merci d'envoyer C.V., lettre, prétentions et photo récente à :
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

COMPAQ

Fondé en 1982, Compaq est aujourd'hui l'un des premiers constructeurs mondiaux de micro-ordinateurs. La filiale française connaît la même croissance rapide : elle double son effectif chaque année depuis sa création en 1984.

Rattaché au Directeur des ressources humaines, vous aurez pour mission demain, de poursuivre avec nous ce développement ambitieux.

En vous appuyant sur des consultants internes et externes, en instituant des relations privilégiées, notamment avec les Grandes Ecoles, vous assurerez la responsabilité complète du recrutement et de l'intégration de nos futurs collaborateurs - 120 sont d'ores et déjà prévus en 1989.

Diplômé d'études supérieures en psychologie, vous venez d'acquies une expérience significative d'au moins 5 ans du recrutement en cabinet ou en entreprise. Si vous savez conjuguer par ailleurs capacité à communiquer, chaleur humaine et jugement fiable, nous vous reconnaitrons...

Ce poste est basé aux Ullis.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. : M 32/2851 F à notre conseil

EGOR TECHNOLOGIES

125, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIL

Ingénieur développement

Ce poste est basé sur le site de production, près de CAEN, de ROUSSEL UCLAF NUTRITION (produits de nutrition médicale).

Au sein du département Recherche et Développement vous participez à : la conception de nouveaux produits, essentiellement des émulsions et solutions à usage entéral à leur formulation et leur adaptation aux procédés de fabrication et à la conception de nouvelles implantations industrielles et de nouveaux procédés de fabrication.

De formation Ingénieur ENSIAA, ENSAIA, ENSBANA, ou universitaire UTC ou encore chimiste option biotechnologie, votre expérience de quelques années en milieu industriel vous permet de maîtriser les techniques de formulation (science des aliments, interaction des composants), les technologies utilisées (homogénéisation, stérilisation, ultrafiltration) et les procédés de fabrication.

Vous pratiquez l'anglais et vous êtes disponible pour de courts déplacements en France et à l'Etranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions, sous la réf. 121/M, ROUSSEL UCLAF, Service de Recrutement des Cadres, 35, Bd. des Invalides, 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

Chargé d'études senior, une offre qui s'étudie HF

Notre département Ressources Marketing représente l'appui méthodologique marketing pour les départements opérationnels de l'entreprise. Intégré à notre équipe, vous assisterez la responsable des études pour les marchés grand public. Vous aurez donc à proposer les méthodologies les mieux adaptées, établir et défendre vos recommandations. L'importance et la diversité de cette mission nécessitent une formation de type HEC, ESSEC, ESC (Lyon, Reims, Rouen), EDHEC complétée par une expérience de 2/3 ans dans une société d'études de marché.

Outre vos capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction, nous comptons sur votre talent d'animateur de réunions pour mener à bien les différents projets qui vous seront confiés. Bien sûr vous maîtrisez l'Anglais et êtes ouvert à l'utilisation d'outils informatiques. Une bonne connaissance de l'Allemand est nécessaire. Poste basé à Cergy.

Vous êtes rapidement disponible pour accéder à des responsabilités motivantes, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. M/03 à Denis Fauconnet, 3M France, bd de l'Oise, 95006 Cergy-Pontoise Cedex.

l'enthousiasme

3M

INFORAMA CARRIERES SE DEVELOPPE

et recherche

3 CONSULTANTS SENIORS (LILLE - BORDEAUX - SOPHIA-ANTIPOLIS)

- Vous possédez une formation supérieure de niveau 3ème cycle, si possible en psychologie industrielle et avez une expérience de 3 ans minimum acquise en entreprise ou en cabinet.
- Nous vous offrons la possibilité de valoriser vos ambitions au sein d'une structure en plein développement, où votre exigence "qualité" prendra toute sa valeur.
- Vous réaliserez des missions de conseil en recrutement dans leur totalité.
- Votre savoir-faire commercial et votre autonomie seront les garants de votre réussite.
- La connaissance du monde de l'informatique sera un atout de plus.

Merci d'écrire sous réf. DB/CS à Daniel BENCHIMOL
INFORAMA - BP 282 - 31328 LABEGE CEDEX.

**BORDEAUX - LILLE - MARSEILLE - PARIS
PAU - TOULOUSE - SOPHIA-ANTIPOLIS**

INFORAMA
la technologie pour les hommes

IDC, N° 1 mondial d'études et conseil sur les marchés de l'informatique

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

HEC, ESSEC, SUP de CO... Connaissances marketing, expérience réussie négociations (constructeurs, ou SSII)

UN CONSULTANT CONFIRMÉ

Expérience en informatique pour travaux de recherche, rédaction de synthèses. Parfaite maîtrise de l'anglais.

Adresser CV à C. Dumazet

IDC 12, av. George-V, 75008 Paris.

Comité départemental du tourisme de la Drôme

(Association statut Loi 1901)

recrute

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il sera responsable d'un budget direct de plus de 5 MF. Il devra animer une équipe de 16 personnes.

Il devra mettre en œuvre la promotion et le développement touristique du département.

PROFIL :

- niveau BAC + 3 (parler au moins une langue étrangère) ;
- connaissances confirmées du secteur du tourisme ;
- expérience acquise en tant que cadre dans un organisme public ou privé similaire ;
- forte capacité de relations publiques et de coordination.

Poste basé à Valence. A pourvoir au 1^{er} juin 1989.

Envoyer C.V. manuscrit, photo, salaire actuel et prétentions à M. le Président du Comité départemental du tourisme, 1, avenue de Romans, 26000 VALENCE avant le 1^{er} février 1989.

Recrutement par sélection de dossier et entretien avec jury.

Le Centre national de la recherche scientifique recrute par concours :

609 CHERCHEURS

Les concours sont ouverts à compter du 31 décembre 1988 (niveau thèse de 3^e cycle ou nouvelle thèse minimum).

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 31 janvier 1989, 18 heures.

Les dossiers pourront être retirés jusqu'à la veille de la clôture des inscriptions.

Une information sur les postes à pourvoir, par grade et par discipline, est à la disposition des candidats sur Minitel 3614 code SIG4 rubrique POSTEL.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au :

Centre national de la recherche scientifique,
Direction du personnel et des affaires sociales,
Service des carrières, Bureau des concours,
15, quai Anatole-France, 75700 Paris.

Téléphone : (1) 45-53-15-15, postes 31.582-31.585.

VILLE DE BOULOGNE/MER

(50 000 habitants)

recherche son

DIRECTEUR DE STATION TOURISTIQUE

(poste disponible immédiatement)

Placé sous l'autorité de l'élu responsable du tourisme, il aura pour fonction essentielle de coordonner et d'entraîner le développement touristique local. Son activité sera principalement d'appui à la production et à la commercialisation des biens et services touristiques.

FORMATION

- Débuteurs :
- Diplôme du tourisme (niveau maîtrise),
 - ou Ecole Supérieure de Commerce,
 - ou Institut d'Etudes Politiques.

Autres :

- niveau Licence, avec 4 ans d'expérience de Cadre dans Office du Tourisme, Hôtellerie ou Village de Vacances de chaîne, Voyagiste, Tour Opérateur, Bureau d'Etude du Tourisme, Direction du Tourisme,
- ou 1 an de formation professionnelle des adultes aux fonctions d'agent de développement touristique.

Anglais parlé et écrit, 2^e langue souhaitable (préférence Allemand).

Adresser candidature manuscrite, avec CV, photo et rémunération annuelle actuelle, à Monsieur le député-maire, Hôtel de Ville, 62321 Boulogne/Mer.

GECI International

Société de consultance et de transfert de technologie dans les domaines hi-tech, recrute son :

RESPONSABLE RECRUTEMENT

De formation supérieure, vous avez une bonne expérience acquise en cabinet de recrutement.

Vous maîtrisez bien la langue anglaise.

Nous vous confierons la responsabilité de notre département ressources humaines avec pour mission de recruter des ingénieurs et cadres pour le groupe, et de développer une clientèle propre.

Adresser C.V., photo et prétentions sous la référence RR 1288 à :

GECI International, 43, av. de Friedland, 75008 Paris.

هكذا من الأصل

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Economie

SOMMAIRE

■ Les banques américaines ont réalisé en 1988 des profits records mais elles s'inquiètent de l'endettement des entreprises et des particuliers (lire page 33).

■ Selon une enquête du CREDOC, la France a maintenant le taux de syndicalisation le plus bas d'Europe (lire ci-dessous).

■ Les assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune devront évaluer leur patrimoine au 1^{er} janvier de cette année (lire ci-contre).

10 % d'actifs adhérents en 1986, selon une enquête du CREDOC

La France a le plus faible taux de syndicalisation en Europe

Le constat du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) est bien rude pour les syndicats : « 10 % des actifs adhèrent à un syndicat en 1986 au lieu de 14 % en 1978-1980 ». Ce résultat apparaît dans une étude sur « L'évolution du monde associatif de 1978 à 1986 » à partir de l'enquête réalisée, chaque année en automne, auprès de 2 000 individus de dix-huit ans et plus.

Un sondage de plus sur un sujet difficile à cerner ? Le taux de syndicalisation qui est ainsi indiqué n'est pas représentatif de la seule adhésion des salariés aux syndicats de salariés mais inclut l'appartenance à des syndicats professionnels. La syndicalisation de non-salariés comme les agriculteurs, les commerçants et les artisans est ici prise en compte.

Alors que les confédérations syndicales font pourtant toutes état d'un certain regain de syndicalisation, ce sondage fait apparaître une évolution comparable à celle qu'avait dégagée l'enquête-contact de l'INSEE sur le « sentiment d'appartenance » à une association publiée dans le numéro de mai 1988 d'*Economie et statistique*. Cette enquête révélait pour 1983 un taux d'appartenance syndicale de l'ensemble des salariés actifs de 13,4 %, ce qui pour 1988 le ramène sans doute à 12 % ou même peut-être à 11 % (le Monde du 31 mai 1988).

Plus globalement, l'enquête du CREDOC montre que sur la période 1984-1986 par rapport à la période 1978-1980, « les associations », « milieux », « syndicats », « associations de défense de la nature », « associations de femmes », perdent des adhérents, surtout parmi les jeunes générations ».

Moins de 6 % dans le privé

Du moins les syndicats peuvent-ils se consoler en comparant leur situation globale à celle des partis politiques, qui pourtant ne souffrent pas de la même érosion militante, dont les effectifs « fluctuent entre 2 % et 4 % des Français, avec une pointe de 5 % à l'automne 1981 ». Ils font tout de même deux fois mieux...

L'enquête du CREDOC révèle d'intéressantes variations dans l'adhésion syndicale suivant le statut d'activité. Ainsi de 1978-1980 à 1984-1986, le taux d'adhésion est passé de 10,9 % à 5,6 % chez les salariés du secteur privé, de 24 % à 20,6 % chez les salariés du secteur nationalisé, de 25,1 % à 17,2 % chez les salariés de l'Etat. Pour les travailleurs indépendants, le taux a fléchi de 18,1 % à 13,7 %. Si à partir de ces taux on tente d'évaluer le nombre de syndiqués parmi les seuls salariés actifs en 1986 on arrive à environ 1 900 000 syndiqués pour une population de 18 millions de salariés actifs. Hors non-salariés, le taux de syndicalisation serait alors d'environ 10,6 %.

Le CREDOC observe que « en 1986, la catégorie sociale la plus syndiquée est celle des exploitants agricoles (22 % d'actifs syndiqués), loin devant les cadres supérieurs et les professions libérales (14 %), les cadres moyens (14 %) et les ouvriers (8 %) ». Par ailleurs, « le taux de syndicalisation des plus jeunes était, déjà en 1978, beaucoup moins fort que celui des actifs entre vingt-cinq et cinquante ans. En 1986, les moins de vingt-cinq ans ont pratiquement déserté les rangs des syndiqués ». Autre constatation, tout aussi sombre, car elle montre les difficultés du syndicalisme à s'adapter aux évolutions du salariat : les syndicats comptent parmi les associations qui ont la plus forte majorité masculine (72 %).

Handicap pour 1993

Certes, il est toujours possible — même si ce n'est pas le meilleur moyen pour les syndicats de combattre la désyndicalisation — de relativiser, ou même de contester, les résultats de cette enquête. La précédente étude de l'INSEE pechait peut-être par excès d'optimisme (bien relatif) : elle mesurait le « sentiment d'appartenance » à un syndicat et non le pourcentage de cotisations régulières à des organisations syndicales. L'enquête du CREDOC, pechait-elle à l'inverse par excès de pessimisme ? Elle interroge, elle, sur le « taux d'adhésion », ce qui laisse entendre — mais est-ce vraiment le cas ? — que répondent par l'affirmative ceux des Français qui paient une cotisation à un syndicat. Or, de plus en plus aujourd'hui, les syndicats constatent qu'ils ont parfois dans les entreprises des militants et des élus très actifs qui n'ont qu'un défaut aux yeux de

leur comptabilité : ils ne paient plus leurs cotisations... ou très irrégulièrement. Sont-ils toujours formellement adhérents ? Il reste que dans la CEE, et même dans l'Europe du Sud moins syndiquée que celle du Nord, la France a le plus faible taux de syndicalisation, ce qui ne peut qu'être un handicap par rapport à l'échéance de 1993 et à la construction de l'Europe sociale (1). Par rapport aux syndicats, les attentes ont également beaucoup changé. Selon le CREDOC, « les aspirations des salariés à des changements profonds se sont émoussées. Ils sont de moins en moins nombreux à vouloir changer la société, à critiquer le fonctionnement de la justice. Ils sont moins inquiets que les syndiqués des effets de l'éventualité du chômage ». Il est vrai que rares sont les syndiqués parmi les chômeurs ou les salariés en situation précaire. En 1984-1986, ajoute le CREDOC, les syndiqués s'attendent moins souvent que les autres actifs à une amélioration de leurs conditions de vie d'ici cinq ans. Les syndicats auront beaucoup à entreprendre en 1989 pour remonter la pente de la désyndicalisation et venir à bout de la morosité de leurs militants. Le sursaut viendra-t-il des changements en cours à la tête de plusieurs confédérations ?

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Selon des estimations les plus récentes, le taux de syndicalisation (des salariés actifs) est de 80 % au Danemark, de 70 % en Belgique, de 45 % en Italie, de 43 % en RFA, de 35 % en Grèce, de 28 % en Grande-Bretagne et d'environ 25 % en Espagne.

Impôt sur la fortune

Les biens doivent être évalués sur la valeur nette au 1^{er} janvier

L'impôt annuel de solidarité sur la fortune, qui a été voté lors de la deuxième session parlementaire et s'applique depuis le 1^{er} janvier, devra donner lieu à déclaration et à paiement le 15 juin prochain.

L'évaluation des biens mobiliers et immobiliers est faite, indique le code des impôts, « sur la valeur nette au 1^{er} janvier de l'année ». Si la valeur des biens mobiliers sera facile à retrouver dans cinq mois (il s'agit par exemple pour les actions du dernier cours coté au 1^{er} janvier ou de la valeur moyenne des quatre derniers cours cotés avant le 1^{er} janvier), il n'en va pas de même pour les biens immobiliers : terrains, maisons, appartements... Les contribuables ont donc intérêt à faire estimer, dès maintenant la valeur vénale de ces biens qui risquent dans certains cas d'avoir sensiblement changé d'ici au 15 juin.

Qui hérite de qui ?

De qui hérite-t-on ? Bien naturellement, dans près des deux tiers des cas, de ses ascendants (père, mère ou grand-père) et dans près d'un cas sur cinq de son conjoint. On peut bien sûr hériter d'un frère ou d'une sœur, ou d'un autre parent. L'oncle d'Amérique ou la tante à héritage ont d'ailleurs une réputation quelque peu surfaite, puisqu'on ne retrouve un lien de parenté plus éloigné que la ligne directe que dans 8 % des cas. Enfin, on n'hérite, sans aucun lien familial officiel, que dans 3 % des cas. Tout cela est précisé dans une étude de l'INSEE publiée dans *Economie et statistique* (1).

En 1984, on a enregistré 267 000 déclarations de succession sur 530 000 décès de personnes de plus de vingt ans, soit une déclaration de succession pour deux décès.

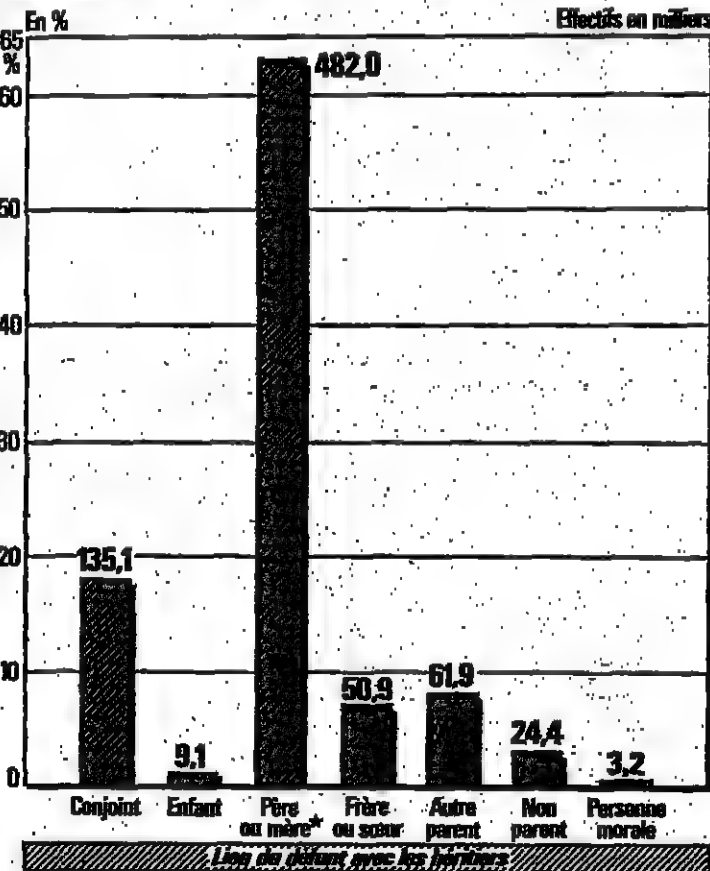
En 1977, la proportion était d'une déclaration pour trois décès, ce qui est beaucoup moins, mais la masse déclarée est restée stable en francs constants, soit 106,4 milliards de francs. Ce phénomène d'accroissement du nombre des successions et de baisse de leur montant est sans doute dû à la suppression en 1983 de l'exonération des droits de mutation

(207 000 actes en 1981). Depuis (les avantages de la donation ayant disparu en 1981), leur nombre n'a cessé de décroître, jusqu'à 120 000 francs en 1984. Elles sont le fait d'hommes mariés (près de 50 % des donations) ou de veuves (28 %). Les célibataires ne font pas de donations.

Toujours en 1984, 763 000 personnes ont reçu un héritage, dont le montant est en moyenne de 122 000 francs net. La moitié de ces héritages sont de moins de 50 000 francs, tandis que 5 % d'entre eux sont supérieurs à 425 000 francs ; rien d'étonnant que 5 % des héritiers perçoivent à eux seuls 36 % de la masse des héritages, et, plus généralement, la moitié des héritiers se partagent 91 % de la masse globale.

Un lien ni vendu ni partagé

Lorsque le patrimoine est important, le partage se fait entre les héritiers lors du décès du premier des parents à disparaître. Mais cela ne veut pas dire pour autant jouissance immédiate du patrimoine. Dans de



lors de la première transmission d'un immeuble construit depuis 1947.

Or un ménage sur deux est propriétaire de son logement. De plus, en pratique, l'administration fiscale n'exige de déclaration que s'il y a paiement de droits. Dans l'avenir, selon M^{me} Anne Laferrière, auteur de l'étude de l'INSEE, « l'héritage ne devrait plus être l'apanage d'une classe sociale étroite, mais devenir une pratique courante des classes moyennes ».

Le montant moyen de la succession est de 398 000 francs, mais c'est lorsque hommes et femmes meurent mariés que la probabilité de déclarer une succession est la plus forte (six décès sur dix) et les montants moyens les plus élevés (418 000 francs pour un homme, 415 000 francs pour une femme). Moins de quatre décès de célibataires sur dix donnent lieu à une déclaration de succession : sans doute les personnes sans descendance directe sont-elles moins incitées à laisser un héritage, mais la succession d'une femme célibataire est nettement plus élevée que celle d'un homme : 373 000 francs en moyenne, contre 226 000 francs.

Le retour à la normale est attendu et un groupe technique paritaire est chargé d'établir avant le 1^{er} avril 1989 un bilan de l'application des nouvelles mesures. Pour s'assurer que les dispositions ont été suivies d'effet et vérifiées qu'elles n'offrent pas de possibilités de contournement. Après tout, c'est bien ce qui s'est produit par le passé, au grand dam des initiateurs de la formation en alternance, dépassés par la pratique.

A. L.

FAITS ET CHIFFRES

● Grève des agents établissant les plans de vol. — Les agents CAUTRA (coordonnateur automatique du trafic aérien) sont en grève totale depuis le 2 janvier et jusqu'au 6 janvier à l'appel de la CGT, qui affirme avoir une représentativité de 47 % au sein du service. Ces agents établissent des plans de vol informatisés à la demande des compagnies ou de pilotes, lorsqu'ils ne sont pas établis préalablement, ce qui est le cas pour tous les vols réguliers. Cette grève, motivée par des revendications sur les effectifs et le versement de primes, ne devrait affecter que des vols supplémentaires ou occasionnels. Lundi, le mouvement n'a entraîné aucune perturbation.

● Casino-Croisettes de Cannes : reprise du travail. — En grève depuis le 29 décembre, les 147 membres du personnel des jeux — les croupiers — du Casino-Croisettes de Cannes ont finalement repris le travail le 2 janvier à partir de 17 heures (le Monde du 1^{er} janvier). Le mouvement avait été lancé par le syndicat FO pour protester contre le projet de suppression de douze emplois, dont six départs à la retraite. Une réunion est prévue le 6 janvier entre les délégués syndicaux et la direction.

ENERGIE

Gaz de France paiera moins cher le gaz néerlandais

AMSTERDAM de notre correspondant

Gaz de France et son fournisseur néerlandais Gasunie se sont mis d'accord, dans les derniers jours de décembre, sur une révision à la baisse du prix du gaz naturel schiedt au Pays-Bas, à-t-on appris, lundi 2 janvier, au siège de la société, à Groningue.

Le porte-parole de Gasunie s'est refusé à dévoiler le nouveau prix convenu, il a toutefois précisé qu'il était « légèrement inférieur au prix antérieur » et que, comme ce dernier, il restait assis « sur le cours du pétrole brut ». L'accord tarifaire avec GDF donnera lieu à la signature, « dans les semaines qui viennent », d'un avenant au contrat qui prévoit la fourniture par Gasunie à la France de 4 milliards de mètres cubes de gaz par an jusqu'en 2005.

Ce contrat stipule que le prix du gaz brut peut être revu tous les trois ans, en fonction de l'évolution du marché. La renégociation qui vient d'avoir lieu est donc normale,

Selon une étude du ministère du travail

La qualité de la formation en alternance s'améliore

Objet de controverses depuis des mois, le dossier de la formation en alternance pour les jeunes est en train de prendre corps. Le vote, définitif le 20 décembre, de certaines dispositions entraînant la « moralisation » du SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle), dans le cadre de l'adoption par l'Assemblée nationale de diverses mesures d'ordre social (DMOS), devrait aider à mettre fin à certains excès. De même, l'exonération des charges sociales pour les contrats de qualification, acquiescée jusqu'à la fin de l'année et désormais pérennisée, permettra le développement de la formule la plus intéressante, en formation, pour leurs bénéficiaires.

Mais à en croire une étude du ministère du travail publiée le 22 décembre, ces améliorations ont déjà été précédées, dans les faits, par un changement d'attitude des utilisateurs de l'un des trois systèmes de formation en alternance. Selon un sondage effectué auprès de jeunes sortis du dispositif depuis trois à six mois, on constate même de réels progrès par rapport à une enquête équivalente, réalisée l'année précédente.

Globalement, 61,3 % des stagiaires SIVP, contre 56,9 % en 1987, ont trouvé un emploi au sens large, alors que le niveau de formation des jeunes recrutés dans cette formule s'est abaissé pour se rapprocher des objectifs d'origine. C'est ainsi que 30,4 % d'entre eux, contre 22,9 %, ont quitté le système scolaire sans diplôme, et on ne compte plus que 11,6 % de bénéficiaires d'un niveau équivalent au minimum au bac, contre 17,6 %.

Bien sûr, les situations d'emploi ne sont pas toutes satisfaisantes, mais on observe un redressement. Plus de 15 % des anciens SIVP ont obtenu un contrat à durée indéterminée (contre 8,4 %), 14,8 % sont recrutés avec un contrat à durée déterminée et le passage dans d'autres stages (SIVP, TUC, contrat d'adaptation) diminue, sauf en direction du contrat de qualification, d'ailleurs conçu pour cela. Tout en reculant, le taux de chômage reste fort, puisque 29 % des SIVP, contre 34,1 % en 1987, retournent finalement à l'ANPE. Dans son commentaire, le ministère du travail souligne toutefois que cette évolution est largement imputable « à la meilleure conjoncture de l'emploi », la part des jeunes embauchés dans l'établissement où ils étaient stagiaires ayant peu varié d'une année à l'autre (de l'ordre de 35 %).

La bonne marche des contrats de qualification

En revanche, le contrat d'adaptation voit ses résultats se détériorer. Le phénomène est sans doute en relation avec l'influence exercée, à l'époque de l'engagement, par l'exonération de charges sociales qui a renforcé, explique le ministère, « l'aspect prime à l'embauche d'un jeune au détriment de l'exigence de formation ». Le recours à une main-d'œuvre bon marché ayant été privilégié par rapport à une démarche d'insertion, ces jeunes ont été moins souvent confirmés dans l'emploi à l'issue de leur contrat : 78 % contre 83,5 % en 1987 ont retrouvé une situation d'emploi au sens large dans les six mois.

Tout concorde pour révéler la dépréciation de la formule, détournée de ses fins : le maintien dans l'entreprise d'accueil chute de 70 %

en 1987 à 56 %, la part des contrats à durée indéterminée tombe de 70,9 % à 58 % et le chômage, lui, augmente de 11,7 % à 17 %.

Cette évolution est compensée par l'amélioration des contrats de qualification, la meilleure des trois formules. Dans les six mois qui suivent la fin de leur contrat, 74,5 % des bénéficiaires ont retrouvé une situation d'emploi, contre 62,9 % en 1987. La proportion de contrats à durée indéterminée augmente (42,9 % contre 38,1 %) et le risque de chômage diminue (17,9 % contre 23,9 %), mais on assiste aussi à une élévation du niveau de formation.

Ces différents mouvements se produisent alors que chacune des formules connaît un développement constant. Après avoir enregistré une forte croissance en 1987, le SIVP stagne en 1988 avec 276 000 bénéficiaires et aurait même tendance à régresser légèrement. Du fait de l'exonération des charges sociales, le contrat d'adaptation a quadruplé ses effectifs entre 1986 et 1987 pour atteindre les 298 182. Cet avantage ayant été supprimé, il est retombé à 89 000 en 1988. Parallèlement, le contrat de qualification se bonifie avec le temps et poursuit modestement son ascension. Il y en avait 7 244 en 1986 et 31 718 en 1987. On en compte actuellement 56 000 pour 1988. Au total, ce sont plus de 420 000 jeunes qui ont ainsi été recrutés du 1^{er} janvier au 30 novembre.

D'avantage encadrée, désormais, par la loi et par l'avenant à l'accord paritaire signé par les partenaires sociaux, la formation en alternance va encore évoluer et peut-être s'éloigner des abus dont elle était l'objet. Les rapports entre les trois formules vont s'en trouver modifiés, et le SIVP, notamment, enfin « moralisé », perdra sans doute beaucoup de son attrait.

Le retour à la normale est attendu et un groupe technique paritaire est chargé d'établir avant le 1^{er} avril 1989 un bilan de l'application des nouvelles mesures. Pour s'assurer que les dispositions ont été suivies d'effet et vérifiées qu'elles n'offrent pas de possibilités de contournement. Après tout, c'est bien ce qui s'est produit par le passé, au grand dam des initiateurs de la formation en alternance, dépassés par la pratique.

A. L.

Économie

ETRANGER

Profits records pour les banques américaines en 1988

Les angoisses de Crésus

(Suite de la première page.)

Caisses d'épargne : une facture de 38 milliards de dollars

Dans une atmosphère de folles enchères, les responsables de FHLBB (Federal Home Loan Bank Board, organisme fédéral américain chargé de réglementer les caisses d'épargne et de crédit) ont réglé, lors des deux derniers jours de l'année, vingt-deux cas d'établissements au bord de la banqueroute, portant le total des caisses vendues ou fermées à deux cent dix-sept pour l'année qui vient de s'achever. Bien que le record de 1988, lorsque deux cent soixante-dix sept établissements furent fermés, n'ait pas été battu, l'activité du FHLBB aura été exceptionnelle en 1988, démontrant ainsi la fragilité actuelle des caisses d'épargne américaines.

Pressé par la suppression en 1989 d'avantages fiscaux accordés aux repreneurs des Savings & Loans institutions (S & L), le directeur du FHLBB, Danny Wall, a signé, lors de la seule journée du 31 décembre, des chèques pour un montant de 8 milliards de dollars, espérant que l'organisme d'assurance mutuelle, le Federal Savings and Loan Insurance Corporation (FSLIC), pourra obtenir l'appui nécessaire de la part du Congrès. Au total, M. Wall aura dépensé, en 1988, 38 milliards de dollars pour aider les repreneurs.

Parmi les plus grands coups de M. Wall, on peut relever la vente, samedi, de la Beverly Hills Savings and Loan Association (Californie) pour un peu plus de 1 milliard de dollars. Le repreneur, le holding bancaire Michigan National Corp., aura versé 52 millions de dollars, laissant 984 millions de dollars à la charge des autorités fédérales.

Ch. L.

De l'avis de M. Seidman, les pratiques comptables ont aidé à cacher certains effets du problème immédiat, celui des caisses d'épargne, dont 217 ont été vendues, regroupées ou liquidées au cours de l'année écoulée. Or l'insolvabilité des caisses d'épargne atteint gravement un grand nombre de banques, surtout au Texas, où les pertes d'un seul établissement, la First Republic Bank, représentent 2,3 milliards de dollars, autrement dit 10 % des profits escomptés par la profession pour toute l'année.

Au total, 97 banques texanes auront perdu près de 3 milliards de dollars en 1988, alors que, dans le farm belt où une grave sécheresse avait sévi l'été dernier, 7 % des banques sont toujours dans le rouge, laissant prévoir des faillites aussi chères que menaçantes pour l'ensemble de la profession. Selon M. Seidman, le rythme des faillites ne devrait pas diminuer cette année, étant donné que plus de 300 caisses d'épargne demeurent insolubles et devront être assainies par des mesures drastiques.

Rachats en Bourse

Au calvaire des caisses d'épargne s'ajoutent certains signaux alarmants sur le marché des OPA. Financés largement par des obligations émises par des banques, les rachats en Bourse ont atteint, en 1988, un volume proprement inouï : 200 milliards de dollars en valeur boursière, ce qui, selon des estimations sérieuses, représente au moins 100 milliards de dollars de dettes.

Déjà, plusieurs entreprises rachetées récemment ont cherché refuge sous la loi régissant les banqueroutes, notamment la chaîne de détail REVCO D.S., rachetée au début de l'année pour 1 milliard de dollars, alors que des rumeurs insistantes laissent entendre un possible échec du raid.

québécois Robert Campeau, qui, il y a moins d'un an, avait acheté le conglomérat Federated Stores. Or les analystes s'accordent à considérer les résultats d'exploitation des grands magasins du groupe comme insuffisants pour permettre le remboursement rapide des sommes empruntées par Campeau.

Premiers signes d'une certaine méfiance des banques : la First Boston Corp. a renoncé à une émission d'obligations sur le marché des capitaux à haut risque (junk bonds), alors que le cabinet d'investissements Kohlberg Kravis Roberts, le désormais célèbre propriétaire du géant alimentaire Nabisco, acheté récemment pour plus de 25 milliards de dollars, éprouve des difficultés malgré son excellente réputation de gestionnaire - à emprunter sur le marché américain les sommes nécessaires à la conclusion de l'OPA et cherche activement des financements au Japon.

Aux affaires des junk bonds s'ajoutent désormais quelques défaillances du marché des particuliers. Alors que le nombre des mauvais payeurs a augmenté de 5 % en moyenne générale au cours du troisième trimestre, plusieurs marchés immobiliers, notamment les plus actifs (Floride, Massachusetts, New-Jersey), signalent une augmentation des défaillances de 21 % pendant l'année fiscale 1988, augmentation due, selon certains experts, au renchérissement constant des valeurs immobilières et à l'incapacité des familles à rembourser les frais d'achat de résidences principales.

Curieusement, la seule véritable satisfaction purement professionnelle est venue du Brésil, dont le gouvernement a repris le service de sa dette, versant, au cours du quatrième trimestre, 1,5 milliard de dollars d'arriérés d'intérêt aux banques américaines, principalement la Manufacturers Hanover Trust et la Bank of America. Ce cadeau du ciel tropical ne saurait cependant cacher le désastre de la dette latino-américaine, qui demeure entier et inspire des inquiétudes à M. Seidman. « C'est toujours un très grand problème », affirme-t-il, concluant que « l'année 1989 pourrait être moins bonne que la précédente ».

Résistant aux voix - de plus en plus nombreuses - qui estiment que les banques gagnent finalement assez d'argent pour éponger au moins une partie de la dette du tiers-monde, le président élu George Bush a exclu, au nom des principes, toute idée de remise de la dette, assurant cependant qu'il allait proposer une approche nouvelle - et plus politique, pensent-ou - du problème.

Aidé par James Baker, l'ancien secrétaire au Trésor et auteur d'un plan d'assainissement portant son nom, M. Bush semble avoir mis de l'eau dans le vin de M. Reagan en déclarant récem-

ment que le sujet serait traité en collaboration avec le Conseil national de sécurité, l'un des organes les plus influents de la diplomatie américaine. « Devenu ministre des affaires étrangères, Baker sera moins intraitable face aux débiteurs latino-américains », estime le président de l'American Express Bank, Robert Smith, qui insiste sur les dangers politiques que l'endettement du Mexique, du Brésil et de l'Argentine représente pour les intérêts des Etats-Unis. « Il faut accepter l'évidence, dit-il, à savoir que même les pays les plus avancés du tiers-monde ne pourront jamais rembourser tout ce qu'ils doivent à l'Occident ».

Une certaine dose d'hypocrisie

Avec emphase, M. Smith soutient l'idée - lancée à Paris - d'un organisme international chargé de racheter les créances des pays les moins avancés. « C'est une excellente idée, que Washington n'accepte pas encore pour la simple raison qu'il n'est pas l'auteur », affirme-t-il, assurant toutefois que « désormais, le consensus politique existe sur une remise généralisée des dettes les plus dangereuses ». M. Smith, qui passe pour avoir d'excellentes ententes à Washington, semble suggérer une certaine dose d'hypocrisie bien tempérée : « Je ne peux pas accepter, en tant que banglion, que mon débiteur me rembourse moins qu'il n'avait emprunté, car mes actionnaires iraient immédiatement chercher un avocat ; mais un bon moraliste, long comme le siècle, ne tuerait aucune banque et clouerait le bec aux actionnaires... »

CHARLES LESCAUT.

Optimisme des consommateurs américains

La confiance des consommateurs dans l'économie américaine a fortement progressé en décembre, selon la dernière enquête effectuée par le Conference Board, principal institut de conjoncture du patronat.

L'indice de confiance a fait un bond de sept points sur novembre pour s'inscrire à 119,8, et l'institut note que les ménages après des inquiétudes ont été rassurés par la preuve d'un « exceptionnel optimisme », comparable à celui de la fin des années 60, en plein boom économique. Chômage au plus bas, progression du revenu des ménages, inflation « quasiment imperceptible » pour les consommateurs, expliquent, selon les auteurs de l'enquête, cette euphorie.

En raison d'une grève

Annulation de près de soixante vols d'Iberia

Cinquante-sept vols nationaux et internationaux d'Iberia ont été annulés lundi 2 janvier en raison d'une grève de vingt-quatre heures des techniciens de maintenance d'avions de la compagnie aérienne espagnole. Des retards de plus d'une heure ont été enregistrés sur plusieurs autres vols. Les aéroports de Madrid et de Barcelone ont été les plus touchés par le mouvement, déclenché par le syndicat espagnol des techniciens de maintenance d'avions.

Cette journée de grève est la quatrième dans ce secteur depuis le 23 décembre. Des arrêts de travail sont également prévus pour les 5 et 9 janvier. Ils devraient se reproduire les 13, 20 et 27 janvier si le syndicat n'obtient pas satisfaction.

Les grévistes veulent négocier un statut professionnel et reprochent à Iberia « une politique de fuite en avant face aux problèmes posés par l'évolution de leur métier et par l'intégration dans l'espace européen ». - (AFP.)

REPÈRES

Commerce

Exportations records pour la Corée du Sud

Les exportations sud-coréennes ont atteint le niveau record de 60,67 milliards de dollars (364 milliards de francs) en 1988, soit une hausse de 28,3 % sur l'année précédente, indique le ministère du commerce et de l'industrie. Cette progression est inférieure à celle de 1987 (38,2 %), ce ralentissement étant attribué à l'appréciation de 16 % de la devise coréenne, le won, par rapport au dollar.

Répondant ainsi aux pressions de Washington, Séoul a réussi à réduire de 1 milliard de dollars son excédent avec les Etats-Unis, qui s'est inscrit à 8,5 milliards de dollars en 1988.

légère avance consolidée en 1987, selon l'Institut, la croissance du PIB britannique ayant atteint 3,8 % contre 3,6 % pour l'Italie. Ainsi se clôt provisoirement la polémique née, il y a un an, de la réévaluation du PIB italien pour tenir compte d'une part de l'économie souterraine. Cette réévaluation avait permis à l'Italie de faire valoir son rang de cinquième puissance mondiale, derrière les Etats-Unis, le Japon, la RFA et la France, mais devant la Grande-Bretagne. Conséquence négative d'une telle remontée, la CEE avait demandé à Rome une contribution accrue au budget de la Communauté.

Salaire horaire :

+ 0,8 %

au troisième trimestre

L'indice du taux de salaire horaire ouvrier a progressé de 0,8 % au troisième trimestre 1988, selon l'enquête trimestrielle du ministère du travail sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1^{er} octobre 1988. Depuis le début de l'année 1988, le salaire horaire a augmenté de 2,5 % tandis que les prix, en glissement, progressaient de 2,6 % pendant la même période. Les résultats sont plus favorables sur un an : d'octobre 1987 à octobre 1988, le salaire horaire a augmenté de 3,3 % et les prix de 3 %. Pour le SMIC, la hausse sur un an est également de 3,3 %. Les effectifs du secteur marchand non agricole (y compris les stages d'initiation à la vie professionnelle) ont augmenté de 0,3 % au troisième trimestre et de 1,1 % sur douze mois.

Transport aérien

Baisse des tarifs d'Air Inter

La baisse de 7 % à 5,5 % du taux de la TVA applicable aux transports entraînera une réduction des tarifs de la compagnie Air Inter. Sur dix ans, la compagnie intérieure aura diminué de 25 % ses tarifs en francs constants soit une baisse de 2,2 % en moyenne par an, a précisé Air Inter. A titre d'exemple, un passager voyageant au plein tarif sur la ligne Paris-Marseille acquittera un prix en baisse de 1,96 % contre moins de 1,26 % pour un aller simple sur Lille-Nice dans le cadre du calendrier jeune.

Revenus

Les paysans chinois en retard sur les citadins

Les revenus annuels nets des paysans chinois ont été multipliés par 2,5 entre 1978 et 1987, selon les chiffres du Bureau d'Etat des statistiques, pour représenter 463 yuans (environ 800 francs). Cette hausse ne leur a pas permis de rattraper les citadins dont les revenus ont progressé moins vite (190 %), mais atteignent 916 yuans fin 1987. Le Bureau des statistiques précise que l'équipement des ménages s'est, lui aussi, nettement amélioré. Une famille sur dix possède aujourd'hui un téléviseur, contre une sur 300 en 1978. Pour les réfrigérateurs la proportion est passée de 1 pour 1 000 à 1 pour 100 aujourd'hui.

PIB

La Grande-Bretagne dépasse l'Italie

L'Italie a rendu à la Grande-Bretagne son rang de cinquième puissance économique mondiale. Selon l'édition 1988 de l'annuaire de l'Institut national de statistique (Istat), le produit intérieur italien a représenté 803,6 milliards d'unités de compte en 1986 et celui de la Grande-Bretagne 803,7 milliards. C'est donc à un fil que les Britanniques ont dépassé les Italiens. Une

Mise en garde du chancelier de l'Echiquier

La Grande-Bretagne est menacée de récession si les industriels ne maîtrisent pas leurs coûts

Lors d'un entretien publié le 3 janvier par le Financial Times, le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, a mis en garde les milieux d'affaires contre le risque d'une récession économique en Grande-Bretagne. Cette récession sera inévitable, a déclaré M. Lawson, si l'industrie britannique ne parvient pas à contrôler ses coûts. Il estime néanmoins que l'économie devrait continuer à croître en 1989, quoique à un rythme moins soutenu qu'en 1988, grâce à la sagesse des industriels, notamment en matière de salaires, et à la politique économique menée par le gouvernement conservateur.

Recommandant que la baisse des taux d'intérêt britanniques (jusqu'à

7,5 % pour le taux de base bancaire), dans les mois qui ont suivi le krach boursier avait été une erreur, M. Lawson - qui a depuis relevé à neuf reprises le taux de base, désormais à 13 % - s'est cependant félicité de la configuration des taux britanniques. Selon lui, si les taux à court terme sont relativement élevés par rapport aux standards internationaux, à long terme, ils sont plus bas, ce qui reflète un degré élevé de confiance dans l'économie britannique et des anticipations d'inflation faibles.

Evocant ce même thème à la BBC, M. Lawson n'a toutefois pas exclu de nouvelles hausses de taux, afin de juguler la hausse des prix.

(Publicité)



Plan européen de stimulation des coopérations et des échanges de chercheurs en sciences économiques (SPES) 1989-1992

Le Conseil des Communautés européennes a adopté le 17 novembre 1988 une position commune pour un plan de stimulation des sciences économiques (SPES) 1989-1992.

Après décision finale du Conseil, la Commission des Communautés européennes lancera ce plan afin de :
 □ stimuler la mobilité des économistes de la Communauté, ainsi que la coopération sur des projets ou réseaux de recherche communs à des chercheurs des pays membres de la Communauté ;
 □ améliorer la formation en incitant les doctorants et les chercheurs européens à poursuivre leurs travaux dans des universités ou centres de recherche de la Communauté autres que ceux de leur pays d'origine ;
 □ encourager les jeunes économistes européens à revenir dans la Communauté s'ils travaillent depuis un certain temps dans des centres d'excellence de pays non communautaires ;
 □ favoriser ou soutenir l'échange des connaissances et des informations entre les chercheurs en sciences économiques des pays membres de la Communauté.

Sous réserve de confirmation du Conseil, 6 millions d'écus seraient alloués à des interventions telles que :
 □ bourses, allocations de recherche, subventions à des réseaux ou des projets de recherche multinationaux ;
 □ études permettant l'organisation de cours de formation de haut niveau organisés en collaboration avec les communautés scientifiques concernées, et facilitant la réalisation d'enquêtes et d'études ainsi que l'accès à des banques de données.

Seront prises en considération les candidatures qui satisfont à chacun des critères suivants :
 □ excellence scientifique ;
 □ aspect multinational européen (coopérations transnationales ou activités en dehors du pays d'origine) ;
 □ intérêt européen du contenu de la recherche, soit en termes de valeur scientifique générale, soit en termes de contenu analytique appliqué ;
 □ contribution à la cohésion économique et sociale de la Communauté européenne.

Un guide pour candidats et toute information sur le plan SPES peuvent être obtenus jusqu'au 31.3.1989 auprès de la Commission des Communautés européennes, BP 201-1 - SPES, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CONVOCAION D'UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES PUBLICATIONS DENIS JACOB

C.E.P. Communication a repris à sa filiale, Groupe de la Cité, les participations que celle-ci détenait dans les publications Denis Jacob.

A ce jour C.E.P. Communication contrôle donc, directement ou indirectement, plus de 80 % de cette société, cotée au second marché, dont une assemblée générale se réunira, le mardi 7 février à 11 h 30, 20, avenue Hoche 75008 Paris (tél. : 42-25-05-98).

A cette occasion, les actionnaires devront se prononcer sur le reclassement des activités d'édition technique au sein des éditions Bordes et la cession des activités consacrées à la photo, au cinéma et autres centres d'intérêt grand public.

C.E.P. Communication s'est engagé à assurer une procédure de maintien de cours du titre « Publications Denis Jacob » au niveau de 235 F. Cette procédure sera exceptionnellement garantie pendant une durée largement supérieure aux délais habituels de 15 bourses : elle se poursuivra en effet jusqu'au 14 février 1989.

Les actionnaires des Publications Denis Jacob sont avisés du fait que les opérations de restructuration et de maintien de cours devraient conduire à une radiation de la société de la cote du second marché.

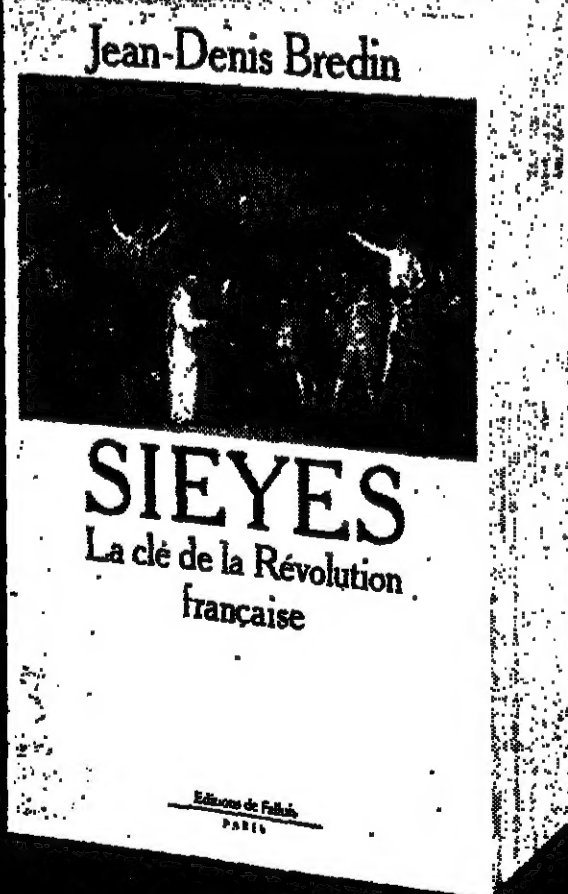
DENIS JACOB
MAINTIEN
DE COURS
A 235 F

Jean-Denis BREDIN



"Le mérite de Bredin est de n'omettre aucune des phases de la Révolution, même quand Sieyès n'y apparaît pas. Le lycéen qui ignorerait la période la trouverait tout entière racontée et éclairée ici".

Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie française, "Le Monde"



"La scrupuleuse et subtile étude de Bredin rend Sieyès à la lumière, qui est celle d'un esprit en actes".

Laurent Theis, "Le Point"

Marchés financiers

SUÈDE

Choc boursier après l'annonce d'un nouvel impôt sur les bénéfices

Après avoir figuré en 1988 parmi les premières au palmarès des places financières internationales avec une hausse de 51 %, la Bourse de Stockholm a brusquement décroché (-4,65 %) lundi 2 janvier. Ce plongeon, le plus important depuis le krach du 19 octobre 1987, est la conséquence de l'annonce surprise faite durant le week-end par le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, de la mise en application d'un nouvel impôt frappant les bénéfices des sociétés. Le prélèvement sera de 15 % sur les résultats excédentaires de 2 millions de couronnes (autant de francs). Il concernera les profits de 1989 et devrait rapporter 3,5 milliards de couronnes à l'Etat.

Pour certains spécialistes, à cause de cela, la Bourse suédoise risque de connaître une période de grande incertitude.

La majorité des analyses préfèrent, eux, réserver pour l'instant leur jugement. Une chose est certaine : les groupes industriels sont particuliè-

lièrement touchés. La direction de Volvo a vivement critiqué l'initiative du ministre des finances. « Nous avons un programme d'investissements très lourds et nous avons besoin de temps pour planifier son financement », a déclaré un porte-parole de la firme, ajoutant que « ce genre d'impôt exceptionnel limite nos possibilités d'investissement. De plus, il risque de contrebalancer la venue de capitaux étrangers en Suède ». Ce n'est pas l'opinion que l'on a en haut lieu. Dans les milieux gouvernementaux, on fait valoir que ce nouvel impôt incitera au contraire les sociétés à réinvestir plus largement leurs bénéfices dans l'outil de production.

Notons que le nouvel impôt s'accompagne d'une décision de réduire les possibilités de déduction fiscale pour les pertes en Bourse, un moyen légal d'évasion fiscale très utilisé en Suède par les gros porteurs d'actions.

Les professionnels de la Bourse de Paris très optimistes pour 1989

Les professionnels français de la Bourse sont très optimistes pour 1989. D'après un sondage, la Tribune de l'Expansion RES (1) publié mardi 3 janvier, 91,4 % des professionnels interrogés s'attendent à une nouvelle hausse de la Bourse de Paris au cours du premier semestre 1989. Début 1988, ils n'étaient que 49,4 % à prévoir une hausse de la Bourse. Dans leur grande majorité (81,6 %), ils considèrent que les actions constitueront l'investissement le plus porteur pour les six premiers mois de l'année. Il y a un an, les obligations remportaient la palme, avec plus de 70 % des opinions.

Particulièrement confiants sur la santé des places de New-York et de Tokyo, en revanche, les professionnels se méfient de Londres. Ils tablent, dans leur majorité (53,3 %) sur une stabilité des taux d'intérêt sur le premier semestre 1989 dans les principaux pays industrialisés (le groupe des Sept) et sur un dollar en hausse (42,1 %).

(1) Sondage réalisé les 23, 27, 28 et 29 décembre auprès d'un échantillon national représentatif de 174 personnes (agents de change, assureurs, banquiers) par RES.

Attribution gratuite d'actions Havas

Les actionnaires ayant souscrit il y a dix-huit mois à l'offre publique de vente des actions Havas vont recevoir un montant en espèces égal à trois dixièmes de la valeur d'une action. Le succès rencontré lors de la privatisation n'a pas permis de servir dans leur intégralité les demandes des actionnaires. Chaque souscripteur n'avait reçu que trois actions pour dix demandées.

relève lors des vingt dernières séances de Bourse.

Dans le cas d'un regroupement sur un compte joint ou un compte familial, il pourra être distribué une action gratuite par multiple de dix actions détenues. Les actions supplémentaires donnant lieu à un paiement en espèces de dixièmes de la valeur d'une action.

Les opérations devaient être créditées directement sur le compte des actionnaires, le 3 janvier pour les règlements en titres et le 10 janvier pour les règlements en espèces.

INDICES

| CHANGES | | BOURSES | |
|---|--|------------------------------------|----------|
| Dollar : 6,02 F ↓ | | PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-87) | |
| Le dollar commence mal l'année. Sur toutes les places financières internationales, il a été pris d'un accès de faiblesse, pour coter ainsi 6,0175 F à Paris (contre 6,0590 F vendredi 30 décembre). Les cambistes ne donnaient aucune explication à cette baisse. Les marchés ont été très actifs, voire nerveux. | | 29 déc. 30 déc. | |
| FRANCOFORT 2 janv. 3 janv. | | Valeurs françaises .. 142,7 | 144 |
| Dollar (en DM) .. 1,715 | | Valeurs étrangères .. 118,5 | 119 |
| TOKYO 2 janv. 3 janv. | | (SMI, base 100 : 31-12-87) | |
| Dollar (en yen) .. Cus Cus | | Indice général CAC .. 412,3 | 415,6 |
| MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) | | (SMI, base 1000 : 31-12-87) | |
| Paris (3 janv.) .. 87/64,9/6% | | Indice CAC 40 .. 1.539,65 | 1.573,94 |
| New-York (2 janv.) .. 91/89,1/4% | | (OMF, base 100 : 31-12-87) | |
| | | Indice OMF 50 .. 431,86 | 436,77 |
| | | NEW-YORK (indice Dow Jones) | |
| | | Industrielles .. 2.182,68 | 2.168,57 |
| | | LONDRES (indice Financial Times) | |
| | | Industrielles .. 1.463,1 | 1.455,3 |
| | | Mines d'or .. 162,6 | 161,9 |
| | | Fonds d'Etat .. 87,28 | 87,43 |
| | | TOKYO | |
| | | Nikkei Dow Jones .. Cus | Cus |
| | | Indice général .. Cus | Cus |

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|--------------|---------------|---------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | + ou - | haut | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. |
| S.E.-U. | 6,9888 | 6,9868 | - 37 | - 22 | - 75 | - 58 | - 288 | - 288 |
| S. can. | 5,1007 | 5,1100 | 91 | 70 | 182 | 145 | 512 | 579 |
| Yen (100) .. | 4,3369 | 4,3455 | + 160 | + 188 | + 300 | + 345 | + 890 | + 990 |
| DM | 3,4157 | 3,4210 | + 87 | + 105 | + 178 | + 194 | + 465 | + 532 |
| Florin | 3,0249 | 3,0294 | + 72 | + 83 | + 133 | + 149 | + 379 | + 428 |
| FR (100) .. | 16,2784 | 16,3076 | + 141 | + 236 | + 247 | + 414 | + 651 | + 1092 |
| ES | 4,8265 | 4,8331 | + 128 | + 149 | + 237 | + 255 | + 674 | + 752 |
| L (1 000) .. | 4,6371 | 4,6352 | - 137 | - 101 | - 271 | - 228 | - 844 | - 726 |
| £ | 10,5440 | 10,5469 | - 431 | - 380 | - 827 | - 753 | - 2410 | - 2210 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| | 9 1/4 | | 9 1/16 | | 9 1/8 | | 9 1/4 | | 9 5/16 | | 9 7/16 | |
|--------------|--------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 |
| FR (100) .. | 4 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 |
| ES | 9 1/4 | 4 1/2 | 4 1/2 | 4 1/2 | 4 1/2 | 4 1/2 | 4 1/2 | 4 1/2 | 4 1/2 | 4 1/2 | 4 1/2 | 4 1/2 |
| L (1 000) .. | 9 1/4 | 10 | 11 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 |
| £ | 12 3/4 | 13 | 13 1/2 | 13 1/2 | 13 1/2 | 13 1/2 | 13 1/2 | 13 1/2 | 13 1/2 | 13 1/2 | 13 1/2 | 13 1/2 |
| F. franc .. | 8 3/8 | 8 5/8 | 8 1/2 | 8 5/8 | 8 1/2 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

NEW-YORK, 2 janvier

Clos

Tous les marchés financiers et commerciaux américains ont fermé le lundi 2 janvier.

La Banque de France propose ses services aux petits actionnaires

La Banque de France propose aux petits épargnants, aux entreprises et aux investisseurs institutionnels son service boursier, qui offre des tarifs dégressifs de droits de garde pour les titres déposés dans ses comptes titres. La Banque cherche ainsi à attirer une clientèle élargie par la décision des banques de faire payer, à présent, des droits de garde aux souscripteurs des sociétés privées. M. Edouard Balladur, le ministre de l'économie qui avait engagé le processus de dénationalisation, avait demandé aux banquiers d'accepter, pendant dix-huit mois, de tous frais ces titres.

Récemment, M. Pierre Bérégovoy, qui s'est assis dans le fauteuil de M. Balladur, avait encouragé les petits porteurs à faire appel aux organismes du Trésor s'ils estimaient que les tarifs pratiqués par les banques étaient trop élevés en matière de droits de garde des titres.

Les tarifs de la Banque de France sont de 0,10 % à 0,20 % de la valeur boursière de chaque ligne de portefeuille, avec un minimum de 4,40 F par ligne. Un abattement de 50 % à 90 % est appliqué sur la fraction des droits qui excède 50 F par ligne. Les actions des sociétés privatisées sont exonérées de droits de garde. Les placements en négociation ont progressé de 114 milliards de francs. Leur croissance a enregistré une nette reprise à partir du mois de mai, puisque, en glissement annuel, le rythme de croissance de ces placements s'est établi à 6,7 % à la fin du mois d'octobre dernier, contre 3 % un mois plus tôt.

Ces placements non négociables se composent des livrets (52 % de l'ensemble), des placements à terme (32 %) et de l'épargne courante (16 %). Ainsi, cette dernière, qui se compose pour l'essentiel des plans d'épargne-logement, a été déclinée à un rythme de 16,8 % sur un an. En janvier dernier, la croissance de ce type d'épargne était de 30 %.

Les placements en titres négociables ont atteint 443 milliards de francs à la fin du mois d'octobre. Ils sont en léger retrait par rapport aux deux années précédentes, en représentant cependant encore 79 % des placements nouveaux.

LONDRES, 2 janvier

Fermé

Tous les marchés financiers et commerciaux britanniques ont fermé lundi 2 janvier.

Epargne-logement : croissance ralentie

Les placements en titres négociables, sous-jacent à l'épargne-logement, ont enregistré un ralentissement de leur progression sur les dix premiers mois de l'année. Les placements en négociation ont progressé de 114 milliards de francs. Leur croissance a enregistré une nette reprise à partir du mois de mai, puisque, en glissement annuel, le rythme de croissance de ces placements s'est établi à 6,7 % à la fin du mois d'octobre dernier, contre 3 % un mois plus tôt.

Ces placements non négociables se composent des livrets (52 % de l'ensemble), des placements à terme (32 %) et de l'épargne courante (16 %). Ainsi, cette dernière, qui se compose pour l'essentiel des plans d'épargne-logement, a été déclinée à un rythme de 16,8 % sur un an. En janvier dernier, la croissance de ce type d'épargne était de 30 %.

Les placements en titres négociables ont atteint 443 milliards de francs à la fin du mois d'octobre. Ils sont en léger retrait par rapport aux deux années précédentes, en représentant cependant encore 79 % des placements nouveaux.

FAITS ET RÉSULTATS

• Société connue Dow Chemical et Exxon Chemical. Les groupes chimiques américains Exxon Chemical et Dow Chemical ont conclu un accord pour la création d'une filiale commune à 50-50, Dexco Polymers, spécialisée dans les copolymères thermoplastiques styréniques, destinés notamment aux joints et adhésifs et à la construction. La première usine sera construite sur le site de Dow à Plaquemine (Louisiane) pour une mise en service en 1990. L'usine produira à plein capacité 70 millions de livres par an de copolymères thermoplastiques styréniques. Ces produits serviront à modifier les asphaltes pour la construction et la toiture.

• Rhodia : usine pétrochimique au Brésil. Rhodia, filiale au Brésil du groupe chimique français Rhodia-Poulenc, annonce l'installation d'une usine de produits de base (caoutchouc, phénol et acétylène) en joint venture avec la firme brésilienne Ipiranga, dans le nouveau complexe pétrochimique de Triunfo (Rio Grande do Sul). Ces investissements de 170 millions de dollars (1 milliard de francs) sont soumis, en janvier, à l'approbation du secrétaire de développement industriel et du ministre de l'Industrie et du Commerce. La capacité de production de cette nouvelle entreprise, qui devrait entrer en activité dans quatre ans, sera de 147 000 tonnes par an de caoutchouc, 110 000 de phénol et de 67 000 d'acétylène.

PARIS, 2 janvier

Vacances

Le palais Brougniart était fermé, lundi 2 janvier, au lendemain du jour de l'an.

RFA

Forte hausse de l'activité boursière

Les transactions sur les huit places boursières occidentales ont augmenté de 26 % en 1988, pour atteindre un chiffre d'affaires total de 2 564,7 milliards de deutschmarks (8 500 milliards de francs), contre 2 034,5 milliards de deutschmarks (6 800 milliards de francs). La progression est exclusivement due à une hausse impressionnante des transactions sur le marché obligataire, passées à 1 846 milliards de deutschmarks (6 120 milliards de francs), contre 1 185,8 milliards de deutschmarks en 1987 (4 080 milliards de francs). En conséquence, la part des transactions sur obligations dans les échanges totaux a atteint près de 72 % en 1988, contre 58 % en 1987.

Pres de 85 % des échanges d'actions (contre 79 % en 1987) portaient sur les actions allemandes, avec un chiffre d'affaires de 617,2 milliards de deutschmarks (2 097 milliards de francs). Les actions les plus échangées pendant l'année écoulée ont été celles de Siemens, avec près de 10 % des échanges totaux d'actions allemandes. Viennent ensuite Deutsche Bank, Bayer, Volkswagen, Daimler-Benz, Hoechst, BASF, Thyssen, Vebe et Dresdner Bank.

Le chiffre d'affaires moyen par jour sur les Bourses occidentales s'est établi à 10,2 milliards de deutschmarks (34 milliards de francs), contre 8,2 milliards de deutschmarks en 1987.

TOKYO, 3 janvier

Chômé

Comme tous les ans à pareille époque, la Bourse de Tokyo a été fermée pendant la période des fêtes. Elle rouvrira ses portes mercredi 4 janvier.

MATIF

Baisse de l'échelon minimum de cotation sur le notional

La CCIFP (Chambre de compensation des instruments financiers de Paris) a décidé d'abaisser de 0,5 % à 0,2 % l'échelon minimum de cotation du contrat à terme sur l'emprunt notional. La valorisation du ticket sera désormais de 100 F, au lieu de 250 F pour un contrat de 500 000 F.

Cette mesure, approuvée par le CMT (Conseil des marchés à terme), le 4 octobre dernier, qui sera applicable dès le lundi 9 janvier 1989 à l'ouverture du marché, permettra notamment la tenue des négociations dites « moitié-moitié » et ce sur l'ensemble des contrats traités sur le MATIF (marché à terme international de France).

La CCIFP veillera particulièrement au respect de cette nouvelle règle, qui devra s'appliquer non seulement la transparence du marché, mais également en assurer la liquidité et répondre ainsi aux besoins des opérateurs.

En 1988, 1 000 personnes ont été embauchées et 4 000 en 1987. Le magazine de Hambourg, Der Spiegel, avait annoncé dans son édition parue le 2 janvier, que Nixdorf avait l'intention de supprimer 5 000 emplois, ce que le groupe a démenti.

En 1987, Nixdorf a réalisé un chiffre d'affaire de 5,1 milliards de deutschmarks (+ 13 %) (17 milliards de francs). Le bénéfice consolidé était en hausse de 19 % à 264 millions de deutschmarks (897 millions de francs). En 1988, les résultats de Nixdorf devraient connaître une progression moins forte.

• Alko s'implante en Chine. La société chimique et pharmaceutique, suédoise Alko vient d'acquiescer une participation de 70 % dans la maison de commerce Develing Far East BV, présente en Chine. Les bureaux de Develing Far East BV à Pékin, Guangzhou, Shanghai et Dalian, opéreront à présent sous le nom de « Alko China Representative Offices ». Par cette transaction, dont le montant n'a pas été révélé, Alko se manifeste clairement sur le marché chinois en pleine croissance.

Le Grand Reportage
La Tribune des Indes
L'agenda du BIC
Le Monde
les documents

